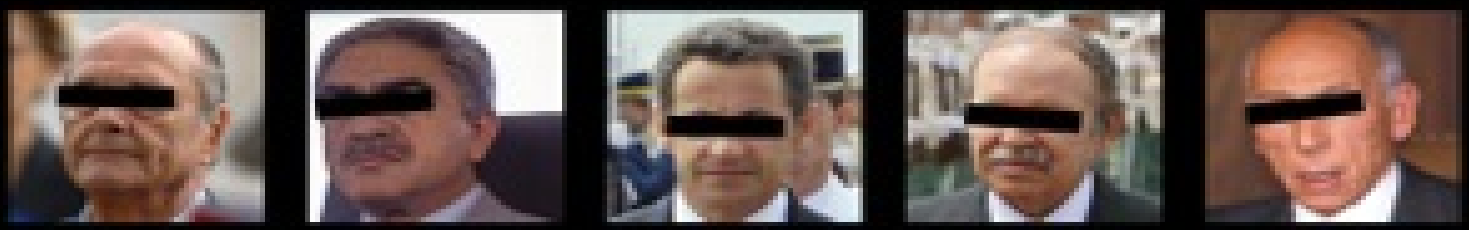
NAOUFEL
BRAHIMI EL MILI

FRANCE-ALGÉRIE

50 ANS D'HISTOIRES SECRÈTES

TOME 2

(1992-2017)



Mensonges, pressions et suspicions…
tous les coups sont permis

fayard

Naoufel Brahimi El Mili

France-Algérie, cinquante ans d'histoires secrètes

tome 2

1992-2017

Fayard

L'éditeur tient à remercier Philippe Lobjois

Couverture : Le Petit Atelier
Conception maquette : Antoine du Payrat
Photographies (de gauche à droite) :
Jacques Chirac © Xavier Rossi/Gamma-Rapho/Getty Images ;
Liamine Zeroual © Patrick Aventurier/Gamma-Rapho/Getty Images ;
Nicolas Sarkozy © Pool Interagences/Gamma-Rapho/Getty Images ;
Abdelaziz Bouteflika © Pool Interagences/Gamma-Rapho/Getty Images ;
Mohamed Boudiaf © Photo by Nacerdine ZEBAR/Gamma-Rapho/Getty Images.

© Librairie Arthème Fayard, 2019

ISBN : 978-2-213-70801-0

Dépôt légal : février 2019

Du même auteur

Le Printemps arabe : une manipulation ?, Max Milo, 2012.
France-Algérie : 50 ans d'histoires secrètes, Fayard, 2017.

Table des matières

Couverture

Page de titre

Page de Copyright

Du même auteur

Introduction

I – Recherche président désespérément

Un président s'en va

Le retour du militant prodigue

Les hommes du président

Fronts et frondeurs

D'inaudibles déclarations de guerre

Les premiers pas du président

Un parti pour Boudiaf

II – La confusion s'organise

L'Oswald algérien

Désordre en Algérie et cacophonie en France

France terre d'asile ou base opérationnelle ?

Le retour de l'autre grand Charles

Premiers Français morts en Algérie

Trois enlèvements et mille questions

Des chrysanthèmes pour les intégristes

III – 1994, Paris et Alger, si loin si proches

Tractations avec les islamistes

Gendarmes français tués en Algérie

Charles Pasqua contre-attaque

Quand Alger dénonce Carlos

Des Beurs à Marrakech

AF 8969 : un vol pas comme les autres

L'Algérie isolée

IV – Des hommes et des fous de Dieu

L'Atlas algérien sur la Croisette

La folle contre-croisade
L'Église d'Algérie, une si vieille histoire
Le rapt fatidique
Ratissages et quadrillages
Le GIA, maître du jeu ?
La guerre de l'ombre
La « coupure »
V – Pour qui sonne le glas ?
Émotions et réactions
L'onde de choc
L'émir est mort, vive l'émir
Retour du GIA à Paris
Ripostes politiques algériennes
Ripostes militaires
L'expérimentation kabyle de l'autodéfense
VI – Tensions, massacres et droit d'ingérence
Une femme et un enterrement
Socialistes français contre militaires algériens
Entre Paris et Alger, le téléphone pleure
Aux urnes, citoyens !
L'été meurtrier
Bentalha, mon amour
La trêve
Top secret : le DRS négocie
VII – Des orages planent sur Alger
Un jour pour l'Algérie
Deux « agents secrets » entrent en scène
Bons souvenirs d'Alger
Alger recrute
Un philosophe en Algérie
André Glucksmann en Algérie
Les « invités » arrivent à Alger
D'autres Européens à Alger
VIII – La sale polémique
L'étincelle

L'Algérie porte ouverte
Le président se rebelle
Un président peu voyageur
« Les maquisards » du Web
L'armée a des talents
Un journaliste français, victime de la « sale guerre »
Une menace en trois lettres : TPI
IX – Abdelaziz Bouteflika, premier président-diplomate
Une élection présidentielle atypique
Le retour de Bouteflika
Tapis rouge pour Abdelaziz Bouteflika
L'odyssée inachevée d'Enrico Macias
Encore une tentative
Chirac et le traité d'amitié franco-algérien
X – Abdelaziz, Nicolas, François et l'autre
Nicolas Sarkozy découvre l'islam et l'Algérie
Nicolas Sarkozy, l'inquiétude
Nicolas Sarkozy, la déception
Coup de froid entre Paris et Alger
François Hollande, l'Africain
État de siège à Tiguentourine
La poudrière sahélienne
Conclusion
Remerciements

Introduction

Jamais propos d'un homme politique français n'ont eu un tel écho en Algérie. Jeune, élégant et très photogénique, avec des mots réfléchis, il plaît. Les images sont vues et relayées sur la rive sud de la Méditerranée. En costume bleu sombre, chemise azur, visage juvénile, la voix bien posée, il regarde intensément son interviewer et lance : « La colonisation est un crime contre l'humanité. »

La phrase est prononcée par un homme politique français en pleine campagne présidentielle. Circonstances aggravantes : ses propos sont tenus à Alger. Ce mardi 14 février 2017, Emmanuel Macron commet un crime contre le politiquement correct.

À droite comme à gauche, les réactions fusent, sans oublier le Front national. « Honte à Emmanuel Macron qui insulte la France de l'étranger ! » L'auteur de cette déclaration n'est pas un nostalgique de l'Algérie française, c'est un très jeune homme politique, Gérald (Moussa) Darmanin, né une vingtaine d'années après les accords d'Évian. Avant de devenir ministre d'Emmanuel Macron, il est l'un des principaux soutiens de François Fillon, candidat sérieux pour cette présidentielle. Propos politiciens ? Pas vraiment. Gérald Darmanin, certes secrétaire général adjoint du parti Les Républicains, est aussi le petit-fils de Moussa Ouakid, ancien tirailleur algérien, actif dans la guerre d'Algérie.

Alger, quant à elle, se réjouit des propos du candidat Macron, pourtant essentiellement destinés aux banlieues françaises, vivier d'électeurs à ne pas négliger. Les Algériens ne manqueront donc pas d'être déçus par le nouveau président, une fois installé à l'Élysée. La grande réconciliation franco-algérienne n'est pas « en marche ».

C'était prévisible. Avant lui, Nicolas Sarkozy et François Hollande, issus de la génération qui n'a pas vécu la guerre d'Algérie, ont soufflé le chaud et le froid. Dans l'espace politique français, le thème « Algérie » est encore assujetti à des mémoires complexes. De l'autre côté de la Méditerranée, c'est pareil. D'autant que le sommet de la classe dirigeante est encore issu de la Révolution, socle de la légitimité du pouvoir.

Mais ce n'est pas tout. D'autres stigmates tachent encore les mémoires. Comme ceux de la « seconde guerre d'Algérie », ou « décennie rouge », lors de laquelle la France a été marquée par des événements inédits – détournement de l'Airbus d'Air France, attentats de 1995 et affaire des moines de Tibhirine, entre autres. La déferlante islamiste s'y est déchaînée pour la première fois : Alger et Paris, frappés par un même ennemi.

Des attentats inqualifiables sont perpétrés de Dunkerque à Tamanrasset. La France découvre des Franco-Algériens islamistes, capables de toutes les cruautés. Khaled Kelkal en est une sinistre illustration, avec d'autres, hélas, au fil du temps.

Or, ces menaces, Paris et Alger n'y font pas face par la coopération. Au contraire, la suspicion règne en maîtresse. Du moins officiellement, car des réseaux s'activent dans l'ombre, notamment à l'initiative de Charles Pasqua (alors ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Balladur) et parfois publiquement, sous la plume, entre autres, de Bernard-Henri Lévy.

En réalité, en dépit des soupçons, le dialogue entre les deux pays ne sera jamais interrompu, même si l'Élysée mime parfois de faire la sourde oreille au pouvoir algérien. Le départ moyennement volontaire de Chadli Bendjedid de la présidence froisse son « ami » François Mitterrand. Mohamed Boudiaf, projeté ensuite président au pied levé, n'a pas vraiment le temps de se faire entendre par le chef de l'État français. Ali Kafi, président improvisé, se heurtera au même mur d'indifférence. Comme Liamine Zeroual, qui sera quasiment ignoré par Jacques Chirac. Et ce dans un contexte qualifié injustement de guerre civile. Il faudra attendre l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika au pouvoir pour voir véritablement tournée la page de la décennie rouge. Jacques Chirac se laissera alors même convaincre par l'utilité de signer un traité d'amitié franco-algérien.

Entre les deux rives de la Méditerranée, les ponts ne peuvent être coupés. Et quand cela ne passe pas directement par la politique, cela se joue dans l'ombre, entre les maîtres espions. La part secrète des relations franco-algériennes, pour ces dernières décennies, est primordiale.

Même sous l'ère Bouteflika, qui verra défiler les présidents français Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande et maintenant Emmanuel Macron, la face cachée des rapports entre Paris et Alger demeure. Comme du temps où il était ministre des Affaires étrangères, il a vu passer à l'Élysée Charles de Gaulle, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing. C'est-à-dire tous les présidents de la Ve République.

Qui dit mieux ? Le pouvoir algérien connaît très bien le français. L'inverse est beaucoup moins vrai. Cette asymétrie nourrit encore plus les réseaux occultes, souvent efficaces dans le grand secret, moins pour défendre l'intérêt public.

I

Recherche président désespérément

Ce lundi 13 janvier 1992 à midi passé, un avion de la flotte présidentielle de type Grumman, en provenance du Maroc, atterrit sur la piste de l'aéroport militaire de Boufarik, dans la région algéroise. Le temps est sec et la lumière glaciale. Les passagers qui descendent sont saisis par le froid.

La précieuse cargaison de l'avion est escortée dans le plus grand secret par le numéro deux des services secrets algériens et le ministre des Droits de l'homme. C'est à peine suffisant pour celui qu'ils encadrent : un véritable « messie », porteur d'une solution plausible à la grave crise politique algérienne.

Un président s'en va

Le 26 décembre 1991, date du premier tour des élections, les résultats officiels sont sans appel : le raz-de-marée d'élus du Front islamique du salut (FIS) est confirmé et les autres partis décimés. Le pays se divise en deux. La majorité silencieuse, abstentionniste dans sa globalité, commence à prendre conscience du danger de ce résultat. Les autres, galvanisés car la victoire est à portée de main, transforment les mosquées en QG de campagne. Pour le FIS, les anéantis ont voté contre les nantis.

Mais, vite, les électeurs déchantent. Affluent les plaintes et les dénonciations ; des irrégularités sont constatées dans les bureaux. On envisage plus de 300 recours pour 430 sièges. Le Conseil constitutionnel ne peut assurer une telle tâche. Alors, assez rapidement et avec la bénédiction des généraux, se met en place le Comité national de la sauvegarde de l'Algérie (CNSA), qui réunit la première centrale syndicale (UGTA), forte de trois millions d'adhérents – parmi lesquels la Ligue algérienne des droits de l'homme, des organisations patronales et des comités estudiantins.

D'une seule voix, les membres de ce conseil crient : « Non au second tour ! » Le ton est donné. Le mode du scrutin ainsi que le découpage électoral sont mis en cause : avec à peine le double de voix, le FIS remporte dix fois plus de sièges que le FLN[1]. Reste à examiner à la loupe la Constitution pour satisfaire cette revendication. Si les textes peuvent être interprétés différemment dans la limite du raisonnable, d'autres responsables politiques, en plus des islamistes, tiennent au maintien de ce second tour. Le président Chadli avait déclaré, juste avant le début des élections, qu'il accepterait de gouverner avec un autre parti que le FLN si jamais les urnes le décidaient. Sans le nommer, il désignait clairement le FIS. Chadli Bendjedid est confiant, sa Constitution lui octroie tous les pouvoirs et, surtout, il est le chef des armées – ou presque. Depuis que, un an plus tôt, il a nommé, pour la première fois depuis l'ère de Boumédiène, le général-major Khaled Nezzar à la tête du ministère de la Défense nationale, il n'est plus le maître absolu.

Au lendemain du scrutin fatidique, malgré l'euphorie de la victoire, Abdelkader Hachani,

président du bureau exécutif provisoire du FIS, répond calmement à Chadli Bendjedid : « Une collaboration éventuelle avec le FLN et le FFS [Front des forces socialistes] ne poserait pas de problème, ainsi qu'avec le président de la République. » D'autant plus que ce dernier entend exercer ses pouvoirs jusqu'à la fin de son troisième mandat, obtenu avec 81,17 % des suffrages exprimés, son plus faible score certes, qui reste néanmoins très honorable, hormis la fraude d'usage. Premier obstacle pour les militaires.

Hocine Aït Ahmed, l'un des révolutionnaires de la première heure à la tête du FFS, n'est pas découragé par le nombre de voix récoltées par ses candidats : 7,4 % des suffrages exprimés, soit un demi-million de personnes, trois fois moins que le FLN. Il lance un appel à la mobilisation et organise une grande marche dans Alger le 2 janvier. Ce jour-là, une marée humaine envahit les artères de la capitale. Quelques centaines de milliers de personnes répondent présent, voire un million – les chiffres ne font pas l'unanimité.

Ainsi, deux clans opposés se retrouvent dans la même marche. Aux côtés du FFS, le FLN, sous la houlette d'Abdelhamid Mehri, grand révolutionnaire, authentique nationaliste et ancien ministre du GPRA, refuse catégoriquement l'annulation du scrutin devant des militants infiltrés qui exigent le contraire. La confusion est totale. Les observateurs français sont encore plus perplexes, les consulats de l'Hexagone voient une déferlante d'Algériens et de binationaux retirer tardivement leur carte d'électeur alors qu'ils ont superbement ignoré le premier tour. La diaspora se mobilise, essentiellement pour faire barrage au FIS.

Le ministre de l'Intérieur français Philippe Marchand, en poste depuis moins d'un an, suit ces événements en fervent socialiste – le PS et le FFS sont proches. Mais l'essentiel se passe ailleurs. Comme Charles Pasqua le déclare au Grand Jury RTL-*Le Monde* (5 janvier) : « L'arrivée au pouvoir des intégristes constituerait la négation des droits de l'homme et je ne parle pas des droits des femmes… Les Algériens doivent savoir d'ores et déjà que, dans cette hypothèse, les principes de la politique et de la coopération entre la France et leur pays seraient révisés. »

Intervient dès lors, dans le plus grand secret, un homme de l'ombre et des missions délicates : le général Philippe Rondot[2]. Grand spécialiste du monde arabe, il évolue depuis 1965 dans le renseignement (SDECE, DST et Direction du renseignement militaire). Alors colonel, il avait notamment supervisé l'exfiltration, en 1990, du général Michel Aoun[3] de l'ambassade de France à Beyrouth pour le ramener en France, loin de la menace syrienne.

Mandaté par François Mitterrand, le maître espion arrive à Alger juste après la trêve des confiseurs. Les généraux lui font part de leur détermination à barrer la route aux islamistes : le second tour n'aura pas lieu. Ils lui dévoilent leur plan, le général écoute et acquiesce. Après tout, c'est dans l'intérêt des deux pays. Une fois la mission accomplie, le général Rondot rentre à Paris et rassure aussitôt le président français, qui, dans le secret de son bureau à l'Élysée, pousse un profond soupir de soulagement. La première phase du plan se met en place dès le 11 janvier. Dos au mur et acculé par les militaires, Chadli Bendjedid, assis sur un canapé, remet sa démission au président du Conseil constitutionnel, Abdelmalek Benhabilès, celui que l'on surnomme Socrate.

Le témoignage de Jean-Charles Marchiani, qui entretient des rapports amicaux et opérationnels avec François de Grossouvre[4], confirme cette consultation en amont : « Entre les deux tours, se nouent des contacts auxquels je participe modestement, entre les généraux algériens et la France. Je me rends à l'Élysée et François Mitterrand donne son accord de manière sibylline, pas de manière formelle, mais très claire, pour que le second tour n'ait pas lieu ; ce qui se produit[5]. » Le président

français obtient une double satisfaction : les islamistes ne dirigeront pas l'Algérie et son « ami » Chadli Bendjedid sera bel et bien à l'abri de tout tracas. D'ailleurs, il s'assure en personne de son sort en lui téléphonant à deux reprises. Les généraux respectent leur engagement : Chadli va bien, aucun mal ne lui est fait, des égards lui sont toujours rendus[6].

L'auteur de l'ouvrage *Le Coup d'État permanent*[7] ne peut adouber au grand jour un semblant de putsch atypique, même habillé en démission. Vue de France, l'annulation pure et simple des élections n'est certainement pas un acte démocratique. Cependant, l'arrivée des islamistes au pouvoir est une grande menace pour la stabilité de toute la région, toujours considérée comme un pré carré français. Maintenant, place à la posture politique pour le grand public. Moins d'une semaine plus tard, à Luxembourg, Mitterrand juge anormale l'interruption du processus électoral et invite les dirigeants locaux à renouer au plus tôt les fils d'une vie démocratique. Le tout est surjoué, comme pour un acteur qui en fait trop. Grand témoin de cette période, Hubert Védrine, alors secrétaire général de l'Élysée, confirme la position ambiguë du président : « Il [François Mitterrand] se refuse en outre à réduire notre aide économique à l'Algérie, contre l'avis de ceux qui demandent qu'elle soit subordonnée à un compromis avec les islamistes, car une telle réduction ne ferait qu'aggraver la situation du peuple algérien et nourrir sa révolte[8]. »

Le retour du militant prodigue

Dans un consulat algérien en France, le lendemain, en un rien de temps et sans justification aucune, une idée lumineuse traverse l'esprit d'un sous-officier de la DDSE[9], équivalent algérien de la DGSE. Il quitte soudainement son bureau au premier étage de l'immeuble. Jugé trop lent l'ascenseur est superbement ignoré. Il enjambe les marches à pas rapides et allongés. Arrivé au dernier étage, il frappe à une porte et ouvre sans attendre l'autorisation. Il entre dans le vaste bureau du consul général et lui annonce, sur un ton qui ne prête à aucune discussion : « L'armée est au pouvoir en Algérie et donc, désormais, nous prenons les commandes du consulat, ici en France. » Fût-il sous-officier, l'homme initie un mini-putsch depuis l'Hexagone aux dépens de l'autorité consulaire. Démence passagère ou bien analyse erronée d'une situation exceptionnelle ? Le « consul général », furtivement autoproclamé, est rappelé à Alger. Fin de sa carrière.

L'anecdote illustre la confusion qui règne. Comment remplacer le président ? Il ne reste plus qu'une solution pour fédérer les Algériens : faire parler la légitimité révolutionnaire, celle du 1er novembre 1954, valeur refuge et socle éternel du pouvoir[10]. Le plus pertinent projet repose donc sur Mohamed Boudiaf. Pour cela, l'homme doit revenir à Alger et, surtout, accepter l'offre. Au Maroc, où il est, des militaires et personnalités politiques s'empressent d'aller le convaincre. Au début, Boudiaf fait la sourde oreille. Pour lui, la page politique est définitivement tournée. Mais son épouse, Fatiha, le pousse – après tout, un simple aller-retour à Alger ne l'engage en rien, surtout que la vie d'un couple présidentiel n'est pas forcément plus désagréable que celle de chef d'une petite entreprise de briqueterie immigré au Maroc.

Le lieu est hautement sécurisé, l'aéroport militaire a été passé au crible. Ce 13 janvier 1992, pour la première fois depuis presque vingt-huit ans, Boudiaf foule en secret le sol algérien. Le visage grave, du haut de ses 73 ans, il scrute le petit nombre de « décideurs » venus l'accueillir. Mohamed Boudiaf ne les connaît pas vraiment : ils sont plus jeunes que lui, et, dans sa retraite au

Maroc, il n'a pas suivi leurs ascensions respectives. Il reconnaît néanmoins l'homme fort du pays, le général-major Khaled Nezzar. Pour ce dernier, costume sombre et canne à la main, Boudiaf est déjà le futur président. L'exilé est intègre, sa réputation sans tache. Il s'est tenu à l'écart des nombreux, et parfois très violents, soubresauts qui ont secoué la scène politique algérienne. Son capital historique est demeuré intact.

Le ministre de la Défense et Mohamed Boudiaf montent rapidement à l'arrière d'une voiture Presque une heure de trajet sépare l'aéroport militaire de la villa Aziza[11], belle demeure mauresque située dans le quartier d'El Biar, sur les hauteurs de la capitale. Boudiaf regarde par la fenêtre et n'en revient pas : Alger a bien changé. Le béton a remplacé les vergers de l'époque. Des jeunes errent dans les rues, ces « hittistes[12] » désœuvrés qui tiennent les murs. Boudiaf n'est pas certain de sa décision. Vis-à-vis des manipulations politico-militaires, son seuil de tolérance est particulièrement bas. En 1962, il a déjà refusé de participer aux premières élections de l'Algérie indépendante, qu'il avait qualifiées de « préfabriquées ». Ajoutant qu'aucun parti populaire ne pourra naître à l'ombre des mitraillettes, il a ensuite démissionné avec fracas du FLN dont il était pourtant l'un des principaux fondateurs. Dès 1965, il s'installe à Kénitra, non loin de Rabat. En exil, il poursuit son combat politique à la tête de son organisation fondée en 1963, le Parti de la révolution socialiste (PRS). Interdit par le pouvoir algérien, son siège, animé par des militants issus du FLN et certains membres de la diaspora algérienne de France, est à Paris. Mais, après la mort de Houari Boumédiène, Mohamed Boudiaf met irrévocablement fin à toute activité politique pour se consacrer à sa briqueterie de Kénitra.

Comment convaincre un tel homme, si intransigeant, d'endosser l'annulation des élections ? Juste avant l'indépendance, encore détenu en France, Boudiaf a catégoriquement refusé l'offre de Houari Boumédiène de devenir le premier président de l'Algérie[13]. Jean Lacouture, qui l'avait connu dans le passé, le décrit ainsi : « Drapez-le dans un caftan, coiffez-le d'un koufié de Hedjaz, c'est Omar ibn Al-Khattâb, le troisième calife ; perruque blanche et redingote rayée, c'est Robespierre ; casquette et blouse bouffantes, c'est un bolchevique des années 1917[14]. » Aurait-il changé ? Dans la voiture, Boudiaf écoute le projet du ministre, qui doit être impérativement finalisé avant la date fatidique du 16 janvier, celle du second tour des législatives. C'est une course contre la montre, où il faut éviter le moindre grain de sable susceptible d'enrayer la machine à broyer le danger islamiste.

Les lumières de la villa Aziza, belle demeure ottomane, restent allumées jusqu'à très tard dans la nuit. Mohamed Boudiaf y écoute les arguments de plusieurs responsables, tant syndicaux que politiques ou anciens moudjahidin, compagnons de la guerre de libération. Tous lui disent : « La patrie fait appel à toi. Il faut libérer le pays de la mainmise des islamistes. » Les heures passent, les cendriers se remplissent et les verres de thé défilent. Mohamed Boudiaf, dont le nom de guerre est Si Tayeb El Watani (le nationaliste), a l'Algérie dans le sang. Accord conclu. Il répond à l'appel au secours du pays et repart au Maroc aussi discrètement qu'il était venu. Mohamed Boudiaf est d'accord avec le plan. Il sera président du Haut Comité de l'État (HCE) assisté par quatre personnalités : Khaled Nezzar pour représenter l'armée ; maître Ali Haroun, ministre des Droits de l'homme, qui, avocat de formation, avait assuré la défense de plusieurs prisonniers politiques devant les tribunaux d'exception ; Tedjini Haddam, ancien ministre de la Santé, puis des Affaires religieuses, chirurgien et recteur de la Mosquée de Paris ; et Ali Kafi, ancien colonel de l'Armée de libération nationale et président de l'Organisation nationale des moudjahidin (ONM), gardienne du temple de l'héritage révolutionnaire.

Ne reste plus qu'à scénariser le retour public de Mohamed Boudiaf et la mise en place solennelle du HCE. Le texte qui sera publié le lendemain dans le *Journal officiel* est finalisé : « Le HCE exerce l'ensemble des pouvoirs confiés par la Constitution en vigueur au président de la République. Le HCE accomplit sa mission jusqu'à réunion des conditions nécessaires au fonctionnement normal des institutions et de l'ordre constitutionnel. Cette mission ne saurait excéder la fin du mandat présidentiel issu des élections de décembre 1988. Il siège à Alger au palais de la présidence de la République », précise le *Journal officiel*. Cinq hommes pour un fauteuil provisoire ; une brève transition avant la reprise d'une vie démocratique normale.

Le 16 janvier, date officielle du retour sur la terre natale, avant de s'envoler pour Alger, Boudiaf salue Hassan II et le remercie pour son accueil. À l'aéroport, les autorités de Sa Majesté lui dressent en retour une haie d'honneur digne d'un président. Boudiaf part sous de bons auspices. Il est 16 heures lorsqu'il débarque devant toutes les caméras et les dignitaires algériens, civils et militaires, alignés le long du tapis rouge. L'accueil est chaleureux, bien que le nouveau président, qui reçoit les dattes et le rituel verre de lait, soit presque inconnu de tous. Même l'humour algérois salue le retour de l'exilé de Kénitra ; les jeunes disent à son sujet : « Boudiaf ? On ne le connaît pas, ça ne doit pas être un voleur, alors. » Détail significatif : sur les fichiers de la police de l'air et des frontières, il est toujours considéré comme interdit de séjour en Algérie. Le nom de Boudiaf est effacé des livres scolaires d'histoire, mais pas des fiches de signalement aux frontières. Le secret jalousement gardé a entravé la mise à jour nécessaire dans les ordinateurs de la police algérienne.

Depuis la France, en dépit du soulagement, aucun officiel français ne peut applaudir au grand jour l'arrêt brutal d'un processus électoral. François Mitterrand, qui a soutenu le plan, n'adhère toutefois pas au choix de Boudiaf. Pour l'ancien ministre de l'Intérieur de la IVe République, le nouveau président incarne toujours le FLN dans sa pureté originelle. Boudiaf est le père des « fils de la Toussaint ». Le passé ne s'efface pas complètement.

À 20 heures, Boudiaf doit faire l'ouverture du journal télévisé. On lui tend un discours tout prêt à lire, mais il affirme son désaccord. Les tractations durent, un compromis est trouvé pour une allocution définitive, diffusée plus tard dans la soirée. Les généraux réalisent que leur élu a toujours du caractère. Les choses seront certainement plus compliquées que prévu.

Les hommes du président

Pour l'assister, Mohamed Boudiaf fait très vite appel à certains de ses camarades des années 1960 et 1970. Débarquent, dès sa prise de fonction, les mousquetaires du président avec son fils spirituel à leur tête, Rachid Krim[15]. Opposant au régime de Ben Bella et de Boumédiène, ce dernier est chargé de cours à l'université Paris-VIII, où il prépare un doctorat en économie. Lorsque Boudiaf l'appelle, Rachid Krim quitte immédiatement son bureau à la faculté pour un autre bien plus grand sur les hauteurs d'Alger : El Mouradia[16]. Le président le nomme directeur de son cabinet.

Le second est Ahmed Djebbar, excellent bilingue (seul arabisant du groupe), professeur de mathématiques à Paris, ancien militant du PRS. Il arrive illico avec, pour seul bagage, une valise Delsey vieille de quinze ans. Il sera conseiller en charge de la communication, de la culture et de l'éducation. Autre ancien compagnon du PRS, vivant à Paris, où il était proche de Radio Beur et

autres radios libres : Mohand Damous, qui, la cinquantaine à peine entamée, se trouve désigné conseiller du président.

Le dernier des trois mousquetaires a un parcours légèrement différent des autres. Hocine Bendjoudi est également un militant du PRS exilé en France. Mais, à la différence de ses camarades, il est retourné à Alger juste après la mort de Boumédiène, bénéficiant de l'ouverture de Chadli Bendjedid dès le début de son premier mandat. Ingénieur de l'École des mines de Paris, il s'est alors vu confier une haute responsabilité dans l'organisme officiel chargé de l'aménagement du territoire. Auprès de Boudiaf, il assurera les fonctions de chef de cabinet.

Hommes de confiance, tous compétents et intègres, ces mousquetaires sont cependant loin d'être des hommes du sérail et leur accent parisien est moqué, du moins par certains, dans les coulisses du pouvoir. Par ailleurs, la présidence algérienne est une grande administration dont il faut connaître les rouages et les mécanismes, qui ne s'apprennent pas dans les universités ou les grandes écoles françaises.

Pourtant, malgré ce handicap apparent, ils apportent un regard neuf et distancié au président – une approche sans doute nécessaire pour cette situation inédite. Enfin, contrairement aux responsables qui prennent de hautes responsabilités, ils ne cherchent pas à occuper des résidences prestigieuses, mais se contentent de simples logements fonctionnels. Mohamed Boudiaf le leur a clairement indiqué au début de leur mission : « Attention, vous n'êtes là que provisoirement, très provisoirement. Vous et moi, nous sommes venus peut-être pour quelques mois pour aider l'Algérie, pour aider la société algérienne à sortir de la crise, mais nous n'avons pas de solution définitive, parce que ce pays est très complexe à la fois par son histoire, par sa sociologie et par l'histoire immédiate de 1962 à 1992[17]. »

Fronts et frondeurs

Les premiers obstacles qui se dressent contre Boudiaf viennent de l'étranger, et notamment de France. Valéry Giscard d'Estaing, qui se prépare à succéder à François Mitterrand en 1995, déclare que l'annulation pure et simple de l'élection, même pour empêcher des islamistes d'arriver au pouvoir, est une « faute ». Profitant du contexte confus algérien, la France propose une entente secrète. En effet, Tidjini Haddam, puisqu'il est membre du HCE, ne peut rester recteur de la Mosquée de Paris. Avec le soutien de l'Élysée, le ministère français des Cultes espère en tirer avantage pour reprendre la main sur l'épineux problème de l'islam de France. C'est par le général Rondot que la tractation est lancée, dès l'installation officielle du HCE : il envoie une demande très discrète à un général algérien, ancien déserteur de l'armée française aux commandes d'un important ministère régalien. Celui-ci promet à son interlocuteur qu'Alger renoncera à toute tutelle sur la mosquée. Pour le moins, il va s'y employer. En contrepartie, en plus du soutien discret aux militaires, le pouvoir socialiste français serait disposé à faire pression sur Aït Ahmed à travers ses liens avec l'Internationale socialiste pour atténuer ses ardeurs en faveur du maintien d'un second tour. Pour un temps du moins, chacun y trouve son compte. Cependant ce projet ne verra pas le jour. L'Algérie conservera le contrôle sur la Mosquée de Paris.

En Algérie, l'opposition à Boudiaf vient du parti qu'il avait pourtant fondé et de ses anciens frères d'armes. Désignés par l'appellation les « trois F » – FLN, FFS et FIS –, ils s'opposent à l'annulation du scrutin. Pour la première fois depuis l'indépendance, des décisions cruciales sont

prises à l'encontre du parti historique de la révolution. En attendant un éventuel *aggiornamento*, des déclarations de ses principaux responsables fusent. Mouloud Hamrouche, membre du bureau politique et ex-Premier ministre, clame : « Si le pouvoir veut gérer, il sera obligé de compter avec nous, car nous avons la population pour nous. » Sur le plan purement arithmétique, en additionnant mécaniquement les suffrages exprimés, cet argument tient la route, mais il n'intègre pas l'aspect irréversible de la décision de l'armée et encore moins le sursaut réel des abstentionnistes du premier tour – plus de 7 millions d'inscrits (sur un peu plus de 13 millions) se sont tenus à l'écart des isoloirs. L'ex-Premier ministre, limogé par cette même armée, commente également le retour de Mohamed Boudiaf au pays : « C'est comme pour le roi de Roumanie revenu à Bucarest après la chute de Ceausescu : cela n'a duré qu'une semaine. Moi, je leur donne un mois. »

Dès le lendemain de la création officielle du HCE, les « trois F » clarifient leur position commune. Aït Ahmed parle d'un coup d'État condamnable et refuse de reconnaître toute légitimité des organes qui en découlent. Le FFS, pourtant allié conjoncturel du FIS, refuse un État policier tout comme il rejette l'idée d'un État intégriste. Pour sa part, le responsable du FIS qualifie le HCE de structure opportuniste ayant accaparé le pouvoir au détriment de la réalité populaire. Plus tard, dans les mosquées, circulent des copies d'un faux diplôme de franc-maçon décerné à Boudiaf. On va jusqu'à le qualifier de communiste et, très rapidement, les islamistes le surnomment même « Boudiov ». Le FLN n'est pas en reste non plus : son chef Abdelhamid Mehri considère que la nouvelle autorité n'émane pas des dispositions constitutionnelles.

Pourtant, en dépit du bruit qu'elle fait, l'alliance inédite des « trois F » est plus fragile qu'elle n'y paraît. De nombreux Algériens ont voté en faveur du FIS pour sanctionner le FLN. Sans parler des grandes divergences entre le FFS et le FIS. Que le HCE soit un intégrateur négatif rassemblant ces trois partis, c'est indiscutable, mais insuffisant pour élaborer un programme contre les militaires qui, eux, disposent d'atouts, et notamment du soutien réel mais tacite d'une importante direction française, la DST. Par ailleurs, hormis le FIS, la base des deux autres fronts commence à se fissurer. De nombreux membres du Comité central du FLN considèrent que, Boudiaf étant l'un des principaux créateurs de leur parti, il faudrait peut-être lui donner une chance. Certains pensent même en faire leur candidat pour la prochaine présidentielle, quand d'autres dirigeants du FFS s'offusquent des « ententes » entre leur parti et les islamistes.

Une semaine après son intronisation, le président Mohamed Boudiaf riposte indirectement à ces attaques par un entretien accordé à la chaîne de télévision française TF1 :« Je suis personnellement et depuis fort longtemps attaché à la démocratie, je dis aux Algériens que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que les libertés individuelles et les droits des citoyens soient garantis. Les Algériens m'ont manifesté en grand nombre leur sympathie et leur soutien. » Ainsi, selon le nouveau président, un large pan du peuple est désormais derrière lui, et en ce qui le concerne, le FLN est mort juste après l'indépendance.

D'inaudibles déclarations de guerre

La nuit est glaciale ce 29 novembre 1991, à moins d'un mois des élections. C'est la veille du week-end et de nombreux soldats sont en permission. L'entrée de la caserne de Guemar n'est surveillée que par un jeune appelé du service national. Fatigué sûrement, celui-ci ne voit pas, sous le ciel éclairé par la pleine lune, les 40 hommes armés avancer lentement vers lui et son poste-

frontière, quelques kilomètres avant le bornage du territoire tunisien. Il n'entend pas non plus le fusil de chasse qui le vise, à quelques dizaines de mètres seulement. Le tireur suspend sa respiration, planqué dans l'ombre, et appuie sur la détente. Le tir est précis. Le jeune est abattu sur le coup sans sommation, l'effet de surprise est total. L'écho du coup de feu est relayé par des cris au nom d'*Allah Akbar*.

Sept jeunes militaires sont tués, dont trois égorgés par des épées. L'attaque a été bien planifiée et la date n'a pas été choisie par hasard : c'est l'anniversaire de la mort d'Abdallah Azzam[18], tué en 1989 au Peshawar par une bombe placée par les services secrets pakistanais. Abdallah Anas[19], son gendre et homme de confiance, est le chef spirituel des nombreux djihadistes algériens. Ce commando intégriste a un patron, surnommé Tayeb el-Afghani (l'Afghan). Un revenant de la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan.

Ils sont plusieurs milliers, comme lui, à avoir passé quelques années sous les ordres directs ou indirects d'Oussama Ben Laden et d'autres grands seigneurs de guerre. Dans la période qui suit l'invasion soviétique, le consulat pakistanais a en effet accordé 2 800 visas à de jeunes Algériens désireux de se battre contre l'Armée rouge. C'est William Casey, directeur de la CIA, qui se rend alors directement sur place, au Pakistan, au tout début de l'invasion soviétique, pour rencontrer secrètement le président Muhammad Zia-ul-Haq. L'organisation américaine soutient en effet le projet de recruter des musulmans extrémistes du monde entier afin de combattre les envahisseurs communistes. Islamabad, quant à elle, veut cimenter l'unité islamique et faire du Pakistan le leader des musulmans d'Asie, voire de la planète. Et Ryad entend promouvoir l'islam wahhabite, socle de son pouvoir moral.

Plus de 200 000 extrémistes répondent présent, provenant de 43 pays musulmans dont 13 arabes. Une mécanique qui fonctionne. Pour le lieutenant-général Hamid Gul, chef de l'ISI (services secrets pakistanais) : « Nous sommes engagés dans le Djihad, et c'est la première brigade islamique internationale de l'époque moderne. Les communistes ont leurs brigades internationales, l'Occident l'OTAN, pourquoi les musulmans ne pourraient-ils pas s'unir pour former un front commun[20] ? »

Arrivés à la frontière pakistano-afghane, les combattants suivent une formation militaire intense, pouvant durer jusqu'à dix-huit mois. Le stage offre une panoplie complète : maniement des armes d'assaut (AK-47 soviétiques), pistolet mitrailleur (Scorpio tchèques), lance-fusées (RPG-7 américains), manipulation des explosifs, posage des mines. Ils creusent des tunnels pour des abris et des hôpitaux souterrains. Une unité spéciale, baptisée Brigade du Coran algérien, est mise sous le commandement direct de Hekmatyar, un chef de guerre afghan à la tête du Hezb-e-Islami.

Mais les compétences sont vite abandonnées sur place, tout juste après le retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan. Tant pis, ils exerceront leurs nombreux talents ailleurs, sur d'autres terrains, le moment voulu. Pour les Américains, la débâcle soviétique signifie la fin du communisme, quand les djihadistes la considèrent comme la victoire de l'islam. La guerre est déclarée, mais elle est encore inaudible. Les montagnes afghanes sont le berceau des conflits et guerres à venir, et l'Algérie est la première à en faire la dure expérience.

De retour, avec les mêmes méthodes mais dotés de beaucoup plus d'expérience, environ 4 000 djihadistes veulent instaurer un État islamique. Ils ont survécu au froid dans des grottes afghanes et sont plus déterminés que jamais. Ils sont rompus aux maquis et autres techniques de combat : attentats, embuscades, etc. Ils ne feront qu'une bouchée des soldats de l'armée algérienne, du moins c'est ce qu'ils pensent.

Ainsi, la planification de l'attaque de Guemar entre dans un projet plus vaste : huit autres casernes du pays sont promises au même sort. Les islamistes veulent faire de la commémoration de la mort de leur émir un « 1er novembre islamique ». Avant les législatives, Ali Belhadj, dans un de ses prêches au lance-flammes, avait déjà fait du djihad une obligation citée dans de nombreux versets coraniques, attribuant des propos au prophète Mohamed : « Une heure de djihad est meilleure que soixante années de prière. » Son art oratoire est mis au service d'un futur État islamique et l'idée d'une révolution commence à germer.

En effet, dès la fin du mois de mai 1991, Abbassi Madani juge le nombre de sièges de députés, dans les régions où le FLN et le FFS sont bien implantés, trop élevé. Il veut faire pression sur le président Chadli afin que la carte électorale soit modifiée. Il lance alors une grève illimitée, pour occuper les rues et transformer les nombreux électeurs passifs en militants engagés. Drôle de grève, à l'exemple de cette cafétéria universitaire algéroise qui soutient le mouvement islamiste sans pour autant fermer ses cuisines aux grévistes. Alors, même si dans les entreprises et les universités, le FIS n'est suivi qu'assez marginalement, la bataille est lancée.

Les tractations ont lieu en coulisses. Dans la résidence d'État Djenane El-Mithak, Abbassi Madani attend Mouloud Hamrouche, alors Premier ministre, dauphin présumé de Chadli. « Puis arrive, tout sourire, cigare à la bouche, le chef du gouvernement. Il ignore encore les raisons de cette visite. "Je croyais, dira-t-il lorsqu'il comparaîtra au tribunal pour s'expliquer de cette entrevue, que le FIS était dans le pétrin et rechercherait une voie de sortie honorable." Pas du tout ! Abbassi Madani est décidé à poursuivre la grève, jusqu'à ce que ses exigences soient satisfaites : révision de la loi électorale et élections présidentielles anticipées[21]. » La grève illimitée se termine très vite par un état de siège et son incarcération.

Tayeb El-Afghani est, quant à lui, décidé à passer à l'acte, mais il exige le soutien d'une autorité islamique. Une « fatwa cinq étoiles » lui est accordée par Hekmatyar, le lion des montagnes afghanes. Tayeb el-Afghani entre alors en contact avec un sous-officier islamiste affecté dans une école militaire de Biskra, au nord de Guemar. Celui-ci l'aide à affiner son plan de vol d'armes et de munitions. Il est secondé par un membre du Syndicat islamiste du travail (SIT) et par Amar Lazhar, le maire de la commune de Guemar désormais au FIS, un ancien militaire. Dès le mois de juillet suivant, tous se retirent pour s'entraîner dans une palmeraie du Sud algérien, encadrés par un officier à la retraite. Grâce à une poignée de militaires sympathisants, des véhicules sont volés pour le transport des troupes, ainsi que quelques armes et munitions. Un commandement central, placé sous l'égide du Mouvement islamique armé (MIA[22]), est mis en place pour coordonner les huit autres attaques concomitantes. Mais, le 27 novembre, le chef du MIA annule les opérations pour des raisons non élucidées encore à ce jour. Le contrordre ne parvient pas à Tayeb el-Afghani, qui mènera sa boucherie à terme.

L'attaque meurtrière de Guemar ne sera pas condamnée par le FIS, ce qui finira de diviser le parti entre les partisans des élections menés par Abdelkader Hachani, chef de file du « djazarisme » (algérianiste), et ceux qui s'y opposent. Confiant dans sa victoire, ce courant est convaincu de confirmer les résultats des municipales de 1989. Rien n'a changé depuis, le régime est toujours fragilisé par la corruption.

Des enrichissements aussi fulgurants que douteux révoltent les Algériens. Cette injustice est encore plus nourrie dans l'imaginaire collectif par l'annonce d'un chiffre théorique, donc quelque

part fantaisiste, d'un ancien Premier ministre, Abdelhamid Brahimi, limogé au lendemain des émeutes d'octobre 1988. Économiste de formation, il s'adonne au début de l'année 1990 à un calcul aux apparences scientifiques. « Si on considère que le niveau des commissions prises sur les marchés avec l'étranger est de l'ordre de 20 %, alors, vu l'enveloppe budgétaire globale affectée à ces transactions lors des vingt dernières années, ces commissions occultées s'élèvent à vingt-six milliards de dollars. » Cette affaire, reprise par une toute récente presse libre, éclate rapidement. Une aubaine pour les islamistes qui récupèrent comme butin de guerre un ancien Premier ministre. Résultat d'une maladresse ou bien d'une simple vue de l'esprit, les dégâts sont réels. Le « tous pourris » explique en partie le vote en faveur des islamistes. Tout un nouveau quartier en contrebas d'Alger, à Kouba, sur une petite colline parsemée de villas en construction, est, à ce jour, surnommé « le quartier des vingt-six milliards ». L'opprobre touche énormément de gens ayant eu un rapport, même lointain, avec la fonction publique, fussent-ils anciens. Les Algériens l'ont entendu de la « bouche du lion ».

Dès le 8 juillet, quelques mois avant l'attaque de Guemar, le bureau exécutif du FIS rappelle dans son communiqué numéro trois, que le peuple du million et demi de martyrs pourrait encore avoir à en sacrifier d'autres. Le chemin du djihad est tracé, la voie des urnes est provisoirement conservée comme plan B. Dix jours seulement avant la tenue du premier tour, Hachani confirme que le FIS présentera des candidats. Même le ministre de la Défense joue l'apaisement, en déclarant que l'implication directe et formelle du FIS dans cet assaut n'est pas prouvée. Ainsi, l'opération « Guemar », sans doute pour des raisons politiques multiples, ne provoque pas l'annulation des législatives prévues moins d'un mois plus tard. Il faudra attendre le premier tour des élections pour que les officiers supérieurs, tirant la sonnette d'alarme, obtiennent gain de cause.

Dans une totale confusion, les affrontements s'organisent dès l'annulation du scrutin. On ne parle pas encore de terrorisme, uniquement d'attentats. Plusieurs centaines, voire des milliers d'islamistes, n'ont jamais été convaincus ni par les élections ni par la Constitution. Après l'annulation du scrutin, il ne leur reste qu'une option : la violence. Cocktails Molotov lancés sur policiers et gendarmes et embuscades à la mitraillette, surnommée le « *klash* » (kalachnikov) comme un indéfectible vieil ami sur qui on peut toujours compter, ou au fusil à canon scié appelé la « *mahchoucha* » (la faucheuse) telle une compagne rassurante. La première attaque a lieu dans la Casbah, berceau de la bataille d'Alger. Cette nuit du 9 février, cinq policiers sont abattus. Le plus âgé n'a que 32 ans et le plus jeune en a dix de moins. Ces exactions ne sont pas sans liens avec la fatwa affichée dans quelques mosquées : « Dès l'instant où l'on nous a privés de nos droits – nous avions remporté les élections que le pouvoir a décidé de son propre chef d'interrompre –, dès l'instant où l'on s'écarte de la Charia islamique, dès l'instant où l'on nous refuse d'instaurer un État islamique, il nous est permis d'instaurer le djihad à l'encontre de ceux qui se placent du côté du pouvoir. »

Les premiers pas du président

De plain-pied, Boudiaf entre dans ses fonctions. Pour des raisons pratiques, le nouveau président loge avec son épouse à quelques pas de son bureau, au fond d'un jardin séparé par une

porte. Mais, adepte d'une longue marche quotidienne, Boudiaf se sent confiné dans cet espace restreint. Deux semaines après son installation, les services du protocole présidentiel lui proposent la résidence d'État de Zéralda, sur la côte, à l'ouest d'Alger. Il s'y rend pour une visite exploratrice. « Elle n'est pas du tout à son goût, exagérément luxueuse. Était-il nécessaire d'y investir autant d'argent ? Il y trouve des tables de bridge, des tables de jeux, des tables de télévision, mais pas de tables de travail[23]. » Tant pis, il ne remettra plus les pieds dans ce logement trop ostentatoire. Il accepte néanmoins la résidence secondaire sur la côte algéroise, à Sidi-Ferruch, où il loge dans un modeste bungalow durant ses week-ends.

En rupture totale avec les pratiques du passé, il refuse les costumes sur mesure de Francesco Smalto, auquel faisait appel Chadli Bendjedid. Les deux ou trois tenues rapportées du Maroc lui suffisent amplement. Il finit par choisir un tailleur algérien, Fernane, qui tient un petit atelier à Bordj El Bahri, anciennement Cap Matifou. Aux repas de la présidence, pour les cadres et le personnel, il est d'usage de proposer quatre menus différents afin de satisfaire les goûts variés des fonctionnaires. Là aussi, Boudiaf chamboule tout et exige l'instauration d'un menu unique.

Habitué à la vie politique clandestine, Boudiaf mène des tractations secrètes. Les missions délicates ne sont confiées qu'aux hommes en qui il a totalement confiance, et ils sont peu nombreux. Redha Malek est l'un des négociateurs des accords d'Évian, mais surtout l'ancien ambassadeur d'Algérie à Washington, où il a joué un rôle important dans la libération des otages américains à Téhéran. Boudiaf l'envoie en service commandé aux États-Unis, pour présenter aux autorités locales la situation de son pays. Il finit par les convaincre : ils ne feront pas de la condamnation de l'arrêt du processus électoral l'axe principal des relations algéro-américaines, donnant ainsi une chance à la présidence collégiale.

Un jour plus tard, dans le courant du mois de février, Boudiaf envoie à Paris son directeur de cabinet, Rachid Krim, pour rencontrer François Mitterrand dans la plus grandediscrétion. Les réticences du locataire de l'Élysée sont connues à El Mouradia. Pourtant, dans un climat polaire après quelques échanges feutrés, le président français finit par envisager une rencontre. Deux options sont mises sur la table : une courte visite de travail à Alger et une autre réunion tenue secrète. Informé par les Américains de leur propre position, François Mitterrand ne peut faire moins.

De son côté, au tout début de la crise, Abdelkader Hachani lance un appel aux soldats de l'Armée nationale et populaire (ANP) pour faire respecter le choix du peuple. Il est arrêté le 22 janvier et condamné à cinq ans de prison. Dès le 9 février, Mohamed Boudiaf accepte de signer le décret proclamant l'état d'urgence. Commencent alors des arrestations massives de sympathisants islamistes, détenus dans sept « centres d'isolement », selon la terminologie officielle. Aux premiers jours du mois de mars, le FIS est dissous sur décision de la chambre administrative d'Alger. Un parti décapité, des islamistes déterminés et désormais plus que jamais convaincus que l'État islamique ne peut voir le jour que par la force. En face : une armée d'une centaine de milliers de soldats, peu outillée à lutter contre la guérilla urbaine, et dont la moitié est constituée par des appelés. Le président Boudiaf poursuit son action diplomatique en toute discrétion.

L'opposition française, qui s'apprête à remporter les prochaines législatives de 1993, n'est pas laissée en reste. Dès les premiers attentats du début du mois de février, Charles Pasqua arrive discrètement à Alger dans un jet privé. Il rencontre Boudiaf, à qui il promet une coopération sécuritaire et un appui politique dès que la droite arrivera au pouvoir, dans un an. L'échange est

constructif, les intentions de Charles Pasqua crédibles, mais il faut attendre. Informé de l'entretien secret, François Mitterrand se décide finalement pour une visite de travail au grand jour. France Télévisions suit : Boudiaf aura une grande émission sur une chaîne publique française. Il est important pour l'Élysée que son public connaisse mieux le président algérien, ses idées et son projet.

C'est dans un de ses costumes, plié soigneusement par son épouse et déposé délicatement dans une de ses deux valises rapportées du Maroc, qu'il se présente, le 18 mars, devant les caméras de France 3 pour une émission de grande écoute où il est l'invité unique[24], « La Marche du siècle ». Avant de donner la parole au président algérien, Jean-Marie Cavada, producteur et animateur, annonce la couleur juste après le générique : « La réussite ou l'échec de Mohamed Boudiaf aura des conséquences non seulement en Algérie, mais aussi en France. » À la première question liée aux droits de l'homme, le président situe le nombre d'internés[25] dans le Sud aux environs de 8 800. Puis est diffusé un premier reportage, où, face caméra, le maire islamiste d'une commune déclare : « La démocratie est une hérésie. »

Boudiaf reste calme et rappelle que, à son arrivée, il a tendu la main à l'ensemble des Algériens et à tous les partis, y compris le FIS. Il rebondit ensuite sur le problème de la corruption : « L'exemple vient d'en haut. » Des dossiers, affirme-t-il ensuite, seront étoffés et présentés à la justice, sans toutefois verser dans la chasse aux sorcières. Le message, destiné à certains Algériens qui suivent cette émission[26], est clair. Enfin, il annonce qu'il n'effectuera aucun voyage officiel à l'étranger et qu'il ne prévoit pas de recevoir de chef d'État à Alger. Le projet de visite de François Mitterrand ne doit pas encore être dévoilé.

Le constat est évident : la jeunesse algérienne se sent délaissée par le pouvoir. À l'échec du système éducatif s'ajoute un marché du travail inerte. Les passe-droits, par relations ou par rémunérations, deviennent la règle. Pour le président algérien, il est temps d'y remédier.

Deux chantiers constituent sa grande priorité : mobiliser la jeunesse – quatre Algériens sur cinq ont moins de 25 ans – et lutter contre la corruption. Le président veut réduire les flagrantes injustices sociales. Il réitère ses propos, tenus sur l'unique chaîne publique lors de sa deuxième allocution officielle un mois plus tôt : « Nous avons hérité d'une situation par l'existence de voleurs et de mafias. Ceux qui ont volé et qui ont trafiqué, nous sommes également déterminés à les juger. » Alors que, sur ce sujet, les propos les plus violents de son prédécesseur se limitaient à dénoncer quelques indélicatesses de certains hauts dignitaires, Boudiaf annonce la fin d'une longue époque marquée par d'innombrables enrichissements, et sanctionnée par un vote massivement exprimé en faveur des islamistes. L'émission de France 3 est une réussite. Le passage au tableau de Boudiaf aussi.

La lutte anticorruption est en effet un axe central de sa mission de président. Toutefois, le dispositif sécuritaire est consacré essentiellement à la mise au ban des islamistes. Ainsi, les enquêtes sur les enrichissements illicites sont conduites sans nervosité particulière. Pour le moment, c'est la collaboration entre les services secrets des deux pays qui est primordiale. Pour cela, les officiers du renseignement algériens disposent d'un interlocuteur fiable, la DST. Si prestigieux que puisse être le passé du nouveau président et si sincère sa volonté réelle de faire sortir l'Algérie de la crise, le dialogue entre les deux pays ne doit passer que par les militaires, et dans la plus grande discrétion.

Les politiques français continuent de se positionner publiquement en faveur des élections. Mais Mohamed Boudiaf n'est pas dupe de ce double langage. Lors d'une de ses premières prises de parole, une quinzaine de jours après sa prise de fonction, il s'en prend à eux : « Il semble que le FIS ait approuvé la position de la France exprimée par son président à la suite des événements vécus par notre pays. Si cela se confirme, ce serait une position intolérable. Nos partenaires doivent savoir que l'Algérie traverse une crise qu'on ne peut cacher. Celle-ci déterminera les amis et les ennemis comme ceux qui coopèreront véritablement avec nous en vue de trouver une solution à la crise. » Pour preuve, il ajoute : « Le Crédit lyonnais est à la tête d'un consortium de banques pour un prêt de 1,5 milliard de dollars qui doit permettre à l'Algérie de rembourser sa dette, et dont la signature vient d'être reportée de deux semaines. » Pas de doute pour lui, François Mitterrand ne veut pas vraiment coopérer, ni sur le plan politique ni sur le plan économique. C'est sa façon de clarifier sa position avant la rencontre prévue, mais non encore dévoilée au grand public, avec le président français.

L'Algérie a besoin du marché financier international et rien ne peut être fait sans le soutien de la France, qui semble conditionner son concours à une reprise de la vie démocratique. Le 22 avril, Boudiaf installe le Conseil consultatif national (CCN). Un organe regroupant une soixantaine de personnes, triées sur le volet, censées représenter toutes les sensibilités de la société civile. Un parlement où les membres sont désignés. La présidence du CCN est confiée à Redha Malek l'homme des missions diplomatiques délicates.

Cet artifice juridique semble satisfaire la communauté financière, française y compris. Si l'Algérie est asphyxiée économiquement, l'onde de choc ne manquera pas de se propager sur la rive nord de la Méditerranée. Soutien forcé, soutien tactique, soutien attentiste, la France officielle est en première ligne et fait face à un dilemme : défendre le principe démocratique sans pour autant apparaître comme alliée des islamistes, certes élus, mais très inquiétants.

Un parti pour Boudiaf

Le 19 mai 1992, après la réunion hebdomadaire du HCE qu'il préside chaque mardi à 10 heures précises, Boudiaf annonce son prochain déplacement privé au Maroc pour les fiançailles de son fils. Il va enfin prendre un week-end prolongé. Mais il est stoppé par la stupeur de certains généraux : il n'est pas question de se rendre au royaume de Hassan II. Sa Majesté est aux aguets de la moindre faille au sommet de l'État algérien pour faire rompre le soutien de son voisin au Polisario. Ignorant la légère désapprobation des militaires, Boudiaf quitte Alger du 21 au 25 mai. Il assiste à la fête, est même reçu par le roi. Aucun sujet politique n'est évoqué et ce n'est pas un « tête-à-tête », l'ambassadeur d'Algérie accrédité à Rabat y assiste aussi. Ce dernier s'emploie d'ailleurs à ce qu'aucune photo des deux hommes ne soit prise. En vain. Hassan II lui lance : « Monsieur l'ambassadeur, c'est mon photographe et je suis chez moi ! » Le roi tient au cliché : aucun chef d'État algérien n'avait été reçu au palais depuis vingt ans.

Cette rencontre est présentée plus tard, par le fils du président, comme un véritable défi lancé aux militaires. Selon Nacer Boudiaf[27], le lendemain du retour de son père à Alger, débarquent au bureau de la présidence, sans s'annoncer et sans demande d'audience préalable comme il est d'usage, cinq généraux. Mohamed Boudiaf les reçoit, la rencontre s'éternise. De cette réunion

fictive – car elle n'a jamais eu lieu[28] –, s'élabore le mythe d'une opposition systématique entre Boudiaf et le haut commandement militaire. Quand il s'agit du Maroc et du Polisario, la vie privée et les obligations familiales n'ont pas leur place. Alors que, sur le Sahara occidental, la position de Boudiaf est identique à celle de l'armée. Le président l'a réitérée en présence du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en présence de Brahimi Lakhdar, alors ministre des Affaires étrangères.

Président mais néanmoins toujours militant politique, Mohamed Boudiaf envisage de créer son propre parti politique aux premiers jours du printemps. Incité par sa réelle popularité et par la volonté de nombreux Algériens de trouver une issue à cette crise, mais surtout pour briser son isolement politique, le président annonce la création future du Rassemblement populaire national (RPN). Conçu plutôt en forum, celui-ci serait un noyau d'agglomération de citoyens et partis désireux de construire une solution durable à la crise. Encore une fois, Boudiaf tend la main à « tous les Algériens », à « toutes les personnalités politiques », même celles qu'il exècre particulièrement.

Il est de notoriété publique que les relations de Boudiaf avec Ahmed Ben Bella, le premier président algérien, ont toujours été plus que détestables. L'animosité date des années de la révolution, mais éclate au grand jour lors de leur incarcération commune en France[29]. L'indépendance n'arrange rien, bien au contraire, Ben Bella le fait kidnapper et l'emprisonne. Pourtant, une fois installé à la présidence et après moult refus, Boudiaf reçoit en grande pompe son ancien geôlier. Ben Bella a insisté pour se rendre à la présidence dans une voiture officielle arborant le drapeau algérien en fanion. Le président s'est laissé convaincre de rencontrer les principales figures politiques afin de leur donner la primeur de l'information : celle d'instaurer l'état d'urgence.

L'heure est à la réconciliation. Ben Bella joue le jeu et déclare, à la fin de son entrevue, aux journalistes médusés : « Aujourd'hui, Boudiaf est le seul homme capable de sauver le pays. » Rassembler et s'affranchir d'une pesante tutelle des militaires, mais qui ne dit pas son nom, tels sont les angles d'attaque du nouveau président – sans toutefois se mettre dans une situation conflictuelle avec l'armée, car ils s'entendent sur l'essentiel : sauver le pays.

Boudiaf dispose de peu d'atouts, mais ils sont considérables : son charisme et sa réputation sans tache. Sur l'échiquier politique, il a cependant besoin d'un parti pour peser. Certains pensent que la présidentielle peut être tenue juste après la trêve estivale si la situation revient au calme. Boudiaf veut se soumettre au verdict des urnes. Son slogan déjà tout trouvé, « L'Algérie avant tout ! », il organise, au courant du mois de juin, des rencontres dans cinq grandes villes algériennes : Oran, Annaba, Ghardaïa, Tizi-Ouzou et Alger. Le plan du président est simple : dialoguer directement avec le peuple, par-delà les partis. Une plateforme est présentée aux médias avec des axes forts autour de l'État de droit, une économie ouverte et une société solidaire. Ces grandes lignes généreuses restent peu convaincantes, même au regard de l'opposition dite laïque.

Hocine Aït Ahmed, au nom du FFS, réagit en premier : « Ce rassemblement nous éloigne davantage de la transition démocratique. Tel qu'il est présenté, on retrouve une conception gauchisante, comme celle de la commune chinoise et de la Jamahiriya libyenne. » Saïd Sadi, patron du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), formation politique appréciée par l'intelligentsia française, ajoute son commentaire : « Ce texte sans âme, qui relève d'un populisme à "quat' sous", gomme l'originalité des premiers discours de M. Boudiaf et doit être fondamentalement repensé. » Le RCD, jeune parti, ne veut pas être dissous dans un grand

rassemblement, ni apparaître comme un nain isolé, alors qu'il jouit d'une bonne caisse de résonance en métropole.

Le 5 juillet 1992 coïncide avec la célébration du 30e anniversaire de l'indépendance. Pour cette belle occasion de remettre l'Algérie sur les radars internationaux, de nombreuses délégations étrangères sont invitées. Un méga-concert est prévu dans le plus grand stade de la capitale, avec des vedettes comme Cheb Khaled, 100 000 spectateurs et une transmission en direct programmée sur les ondes. En attendant ces festivités, l'action politique s'accélère. Boudiaf se rend à Oran, comme prévu, pour un meeting populaire.

L'étape suivante de son tour d'Algérie est réservée à l'Est du pays, où le président a fait ses premiers pas de militant nationaliste. À Annaba, il doit parler à des jeunes et des entrepreneurs dans l'enceinte de la toute nouvelle maison de la culture. À la tête d'une délégation restreinte désignée par lui-même, Boudiaf n'est accompagné que par deux ministres, dont Abdenour Keramane[30], en charge de l'Industrie et anciennement ministre de la Formation continue.

Dans un costume gris, accompagné de quelques ministres et devant une salle remplie d'un public juvénile qui le rencontre pour la première fois, Boudiaf poursuit son discours : « Les autres pays nous ont devancés par la science et la technologie. L'islam… » La phrase est interrompue par l'éclat d'une grenade lancée sous l'estrade de la tribune officielle, suivie de tirs en rafale d'une arme automatique. Lundi 29 juin à 11 h 30, le président est assassiné. Et avec lui, l'espoir de tout un peuple.

Une légende se répand aussitôt dans l'ensemble du pays : Boudiaf aurait mis en place une petite équipe d'officiers des services secrets pour mener une enquête sur les malversations et les commissions occultes dont personne ne peut nier l'existence. Vite baptisée « les incorruptibles », cette poignée d'enquêteurs ne rend compte qu'au président directement, court-circuitant au passage leur propre hiérarchie. L'un des axes de ces officiers, pour mener leurs supposées investigations, est de se rendre à Paris afin d'avoir la listes des responsables algériens dotés d'un conséquent patrimoine en France. Reçus à Bercy, ajoute Nacer Boudiaf, ils repartent avec des promesses mais rien de concret.

Mais le fils du président va plus loin : « Pris en filature par les services spéciaux français, les enquêteurs ne tardent pas à être connus des hauts responsables algériens qui apprennent qu'ils font l'objet d'enquêtes secrètes diligentées par le président. Au fur et à mesure que les enquêteurs fouinaient, mon père s'apercevait que la corruption en Algérie avait dépassé tout entendement, le tout dans la complaisance et l'impunité érigée en système[31]. » Le fils dénonce non seulement la connivence entre les services secrets des deux pays, mais il pointe aussi du doigt le soutien de Paris aux « corrompus ». C'est sa version, sans doute plus dictée par une compréhensible émotion que par une observation objective des faits. Il est difficile de croire que les visites rendues au président aient pu passer inaperçues.

D'autres affabulations de même acabit sont colportées et écrites noir sur blanc : « Quelques jours plus tard, il [Boudiaf] veut entendre à nouveau les deux officiers. On lui apprend qu'ils ont été mutés à l'ambassade d'Algérie à Dakar ! Colère de Boudiaf, qui exige que les deux hommes soient rapatriés le plus rapidement et reprennent leur enquête sans délai[32]. » Sauf que : aucun officier ne peut quitter le territoire national sans un ordre de mission signé par le ministre de la

Défense. Mais la suspicion devient la règle. Le commandant Mourad, l'un des deux officiers à qui est attribuée cette fictive enquête anticorruption, est assassiné un vendredi matin dans une cité populaire par des islamistes ayant repéré ses passages intermittents chez ses amis, repos épisodiques du guerrier. Le second trouve la mort dans une opération antiterroriste à haut risque, au Telemly, quartier d'Alger.

En bref, avant même que l'enquête ne commence, l'assassinat de Boudiaf est injustement présenté comme un vaste complot. La vérité, c'est pourtant que l'Algérie a perdu un grand homme, un homme providentiel pour les militaires, sur lequel reposait un plan de sortie de crise.

1. 3 260 000 voix pour le FIS. Environ 1 500 000 voix pour le FLN et 510 661 voix pour le FFS.

2. Né en 1936, le général Rondot décède à l'âge de 81 ans, en décembre 2017.

3. Actuel président de la République libanaise.

4. Il est nommé dès juin 1981 chargé de mission auprès du président de la République. Homme de l'ombre, il préside à partir de 1985 et jusqu'à son décès en 1994 le Comité des chasses présidentielles.

5. Jean Guisnel et David Korn-Brzoza, *Au service secret de la France*, La Martinière, 2017, page 340.

6. Un hommage national lui est rendu lors de ses funérailles le 6 octobre 2012.

7. François Mitterrand, *Le Coup d'État permanent*, Plon, 1964.

8. Hubert Védrine, *Les Mondes de François Mitterrand*, Fayard, 1996.

9. Direction de la documentation et de la sécurité extérieure.

10. Aït Ahmed, un des neuf autres chefs historiques, racontera plus tard que les militaires lui avaient proposé la présidence. Il décline et qualifie leur offre de magouilles politiques.

11. Cette demeure deviendra plus tard le siège de la fondation Boudiaf.

12. Du mot *hit*, ou « mur » en arabe.

13. Boudiaf a rejeté d'un revers de main la proposition du colonel Boumédiène de devenir le premier président de l'Algérie bientôt indépendante. Ahmed Ben Bella n'était que le second choix. Voir t.1, page 36.

14. Ania Francos et Jean-Pierre Séréni, *Un Algérien nommé Boumédiène*, Stock, 1976, page 95.

15. Un des enfants de Boudiaf est prénommé Rachid. En septembre 1962, Rachid Krim est déjà aux côtés de Boudiaf comme le plus jeune co-fondateur du PRS.

16. Siège de la présidence de la République algérienne.

17. Propos d'Ahmed Djebbar tenus sous serment devant la 17e chambre, audience du 4 juillet 2002 (procès du général-major Khaled Nezzar contre Habib Souaidia).

18. Né en 1941 à Jénine en Cisjordanie, Abdallah Azzam obtient en 1973 son doctorat en droit musulman d'Al-Azhar (Le Caire). Il retourne ensuite en Jordanie et rejoint le mouvement des Frères musulmans. Placé sous surveillance par la police jordanienne, il décide de partir en 1980 en Arabie saoudite, pays qu'il quitte pour enseigner à l'Université internationale islamique d'Islamabad. Il est dès lors perçu comme le penseur du djihad contre l'armée soviétique.

19. Abdallah Anas quitte l'Afghanistan en 1992, après l'arrêt du processus électoral en Algérie. Il se réfugie en Grande-Bretagne comme un grand nombre d'islamistes algériens.

20. Ahmed Rashid, *L'Ombre des taliban*, Autrement, 2001, page 169.

21. Amine Touati, *Algérie, les islamistes à l'assaut du pouvoir*, L'Harmattan, 2000, page 39.

22. Le MIA est apparu dans les années 1980 et redeviendra actif au début des années 1990, suite à la grâce présidentielle accordée à ses chefs dans la foulée de l'ouverture politique. Lire à ce sujet : Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, Seuil, 1995.

23. Ali Haroun, *Le Rempart*, Casbah, 2013, page 175.

24. Il est rare que, dans cette émission, il n'y ait qu'un seul invité. La dernière exception concernait Helmut Kohl. C'est dire l'importance qu'accorde l'Élysée à la préparation de la visite de travail en Algérie.

25. Le mot « interné » renvoie à une décision administrative en dehors de toute décision judiciaire.

26. Pour être sûr de sa large diffusion, un accord est conclu entre la RTA (radio et télévision algérienne) et France Télévisions. Cependant, la majorité des téléspectateurs algériens préfèrent regarder la chaîne française plutôt que la RTA, victime de son image injustement liée (seulement dans ce cas précis) aux pratiques de la censure. C'est la première et dernière fois que les télévisions publiques des deux pays réalisent ce type de coopération.

27. Nacer Boudiaf, *Autopsie d'un assassinat : Boudiaf, l'Algérie avant tout !*, Apopsix, 2011.

28. Un proche de Boudiaf dément les propos de Nacer écrits dans son livre.

29. Mohamed Boudiaf et Ahmed Ben Bella font partie des cinq chefs de la révolution dont l'avion a été détourné par les services spéciaux français le 22 octobre 1956.

30. Il sera blessé à l'épaule par une balle perdue.

31. Nacer Boudiaf, *op. cit.*, page 71.

32. Pierre Dévoluy et Mireille Duteil, *La Poudrière algérienne*, Calmann- Lévy, 1994, page 185.

II

La confusion s'organise

La nuit n'est pas encore tombée, c'est une des plus longues journées de l'année. Au cœur du quartier de la Goutte d'Or, rue Polonceau, des jeunes ahuris se bousculent devant l'entrée du studio de Radio Beur. Sur les antennes, les réclames pour les agences de voyages, qui font à cette période des offres alléchantes pour les vacances estivales en Algérie, sont annulées.

La nouvelle est tombée en fin d'après-midi, et tous ont la même question à poser au Franco-Algérien qui, dans son minuscule bureau, pianote sur Minitel pour lire les dépêches de l'AFP : « Qui a tué Boudiaf ? » Après tout, l'un des conseillers du président est proche des animateurs de cette radio.

L'Oswald algérien

Les premières images de l'assassinat du président sont diffusées tard dans la soirée. Le meurtrier est arrêté, il s'agit de Lambarek Boumaarafi, 26 ans, sous-lieutenant du Groupement d'intervention spécial (GIS), une unité d'élite appartenant à la Direction de renseignement et sécurité (DRS), force de frappe spécialisée dans la lutte antiterroriste et autres missions délicates, telle que la protection rapprochée. Ses hommes, surnommés les « ninjas », sont surentraînés.

Ce jour-là, Boumaarafi n'était pas censé être chargé de la garde de la maison de la culture d'Annaba. Sur son insistance et après moult relances auprès du commandant du GIS, il y avait été finalement affecté l'avant-veille (le 27 juin). Avant l'entrée de Boudiaf, Boumaarafi, selon la procédure d'usage, se poste très tôt dans la salle, derrière le simple rideau qui sépare la tribune officielle d'un des accès. À l'heure prévue, le président fait son entrée sous les applaudissements. « Kassaman », l'hymne national, retentit ; les participants se lèvent, certains chantant à tue-tête. Boudiaf s'assoit et s'adresse à son audience. Impassible, Boumaarafi écoute le discours de sa victime pendant une demi-heure, puis, soudain, met un genou au sol, sort une grenade non réglementaire[1] pour la protection rapprochée, et la lance comme une boule de pétanque à moins d'un mètre du président.

Dans le vacarme de l'explosion, il tire trois rafales. Boudiaf n'a aucune chance, le chargeur de son assassin est truffé de balles à fragmentation Glaser. Les micros et haut-parleurs amplifient les détonations. Panique générale à l'intérieur et à l'extérieur, les 700 sièges de la salle se vident. L'assassin jette son arme et profite du chaos pour quitter le lieu du crime par la porte arrière qui s'ouvre sur le jardin. En bon sportif, il escalade prestement le mur extérieur de la maison de la culture. Un agent de police l'aperçoit, dégaine son arme de poing et se lance à sa poursuite, mais, alors qu'il est à deux doigts d'attraper le tueur, il reçoit à la cuisse une balle tirée par un sous-officier du GIS expérimenté. Le policier s'écroule tandis que Boumaarafi se précipite vers le commissariat situé à un demi-kilomètre de là. Cependant, en cours de route, il change d'avis, entre

dans un immeuble, monte jusqu'au 6e étage et sonne à une porte. Une dame, impressionnée par son uniforme, lui ouvre et le laisse utiliser son téléphone. Boumaarafi appelle la police et, d'une voix calme, annonce à son interlocuteur qu'il veut se constituer prisonnier. À 12 h 15, le sous-lieutenant est entre les mains des forces de l'ordre.

En fin d'après-midi, François Mitterrand adresse ses condoléances : « C'est avec une très vive émotion que j'ai appris la brutale et tragique disparition du président du HCE de la République algérienne démocratique et populaire. J'espère que l'Algérie saura surmonter cette lourde épreuve. Elle sait qu'elle pourra compter sur l'amitié de la France dans ce chemin. Au nom du peuple français et en mon nom personnel, je prie le HCE de bien vouloir transmettre toutes mes condoléances à la famille de M. Boudiaf et au peuple algérien. » Sitôt alerté, Roland Dumas ministre des Affaires étrangères en visite officielle en Arabie saoudite, déclare devant les journalistes : « Il est trop tôt pour mesurer les conséquences politiques de cet assassinat, mais, en s'en prenant au président Boudiaf, les auteurs [du crime] ont voulu atteindre une forme de solution politique ébauchée par ce dernier et fondée sur un apaisement des tensions et l'esquisse de perspectives pour l'Algérie, et notamment sa jeunesse. »

Une commission d'enquête est désignée le 4 juillet, afin de « faire toute la lumière sur les circonstances de l'assassinat du président Mohamed Boudiaf ainsi que sur l'identité des auteurs, instigateurs et commanditaires de ce forfait ». Son rapport accable le meurtrier, dont les aveux spontanés ont été livrés volontairement et sans aucune pression morale ou physique. Lors de la perquisition de sa chambre, une lettre, datée du 27 juin et destinée à son camarade de promotion[2], précise son geste : « J'ai effectué cette opération martyre avec le succès d'Allah – *Inch'Allah* – d'abord et avant tout pour Allah, pour les faibles parmi les hommes du Front national du salut qui sont détenus à Blida et El Harrach et ceux qui ont fui la répression des tyrans et ceux arrêtés dans les camps du Sahara, pour les épouses et leurs enfants[3]. »

Dans le même temps, certaines phrases et formulations laissent apparaître des zones d'ombre. Ainsi, le rapport final de la commission d'enquête indique noir sur blanc : « Cette thèse d'une action isolée ne nous paraît pas des plus vraisemblables », et pointe du doigt certaines défaillances du dispositif sécuritaire. En outre, pourquoi la missive du meurtrier n'a-t-elle pas été postée à son destinataire ? Qu'importe : devant le juge, Boumaarafi reconnaît avoir voulu tuer un membre du HCE. Sa première cible était le ministre de la Défense, Khaled Nezzar, mais Mohamed Boudia s'est présenté au bout de sa mitraillette. Comme Oswald, Boumaarafi est consulté par des psychiatres qui confirment son état psychologique très perturbé[4].

Malgré le jugement, de nombreux doutes persistent encore et les imaginations s'enflamment. Des journalistes présents dans la maison de la culture d'Annaba inventent un second tireur, abattu par la garde présidentielle. L'opinion juge qu'il s'agit d'un complot ourdi au plus haut niveau de l'État, un avis curieusement partagé par le fils et la seconde épouse du président, Nacer et Fatiha. Deux vérités complètement opposées alimentent un débat trop passionné. Comme pour Kennedy, chacun campe sur ses certitudes.

La communauté internationale condamne le crime à l'unanimité. Seul le Hezbollah libanais et pro-iranien invite le pouvoir algérien à réviser son attitude et à laisser le peuple choisir le régime qui lui convient. Alger rappelle son ambassadeur accrédité à Téhéran. Les relations diplomatiques sont coupées, les ayatollahs semblent avoir leur propre agenda vis-à-vis de l'organisation islamique lâchée par ses ennemis les Saoudiens, le FIS. Après un long silence, ce dernier annonce dans un communiqué, la bonne nouvelle au peuple algérien, sans pour autant revendiquer

l'attentat : « Boudiaf aura quitté le pouvoir de la même façon dont il se l'était accaparé, dans le chaos et la violence. L'arrogance [de l'ancien président] à l'encontre du peuple algérien et son mépris vis-à-vis du choix de ce peuple, librement exprimé en faveur d'un État islamique, auront marqué sa fin fatale[5]. »

Les festivités du 30e anniversaire de l'indépendance sont annulées et on décrète un deuil national de sept jours. Une foule immense s'étalant sur une quinzaine de kilomètres accompagne le cortège funèbre jusqu'au cimetière. Un grand et exceptionnel hommage est rendu à Boudiaf. Il est élu dans le cœur du peuple algérien. Reste à trouver un autre président, moins de six mois après.

Désordre en Algérie et cacophonie en France

Il n'est plus question d'organiser de nouvelles élections ; Boudiaf était la dernière carte, le meilleur atout. Son remplaçant doit être choisi parmi les quatre autres membres du HCE. Puisque Khaled Nezzar ne veut pas de la présidence – l'époque d'un chef d'État en uniforme est révolue –, le profil d'Ali Kafi est le seul qui s'impose. Présenté à l'opinion nationale comme un valeureux moudjahid, le nouveau président n'en demeure pas moins inconnu pour le grand public. En revanche, contrairement à son prédécesseur, il connaît bien les rouages de l'État. Aussi dispose-t-il d'un puissant réseau à travers le pays. Enfin, afin de maintenir à cinq le nombre des membres du HCE, Redha Malek, président du CCN, les rejoint.

Un nouveau Premier ministre est désigné : Bélaïd Abdesselam. Ancien père des industries algériennes, son image est intimement liée aux grandes nationalisations réalisées sous Boumédiène, dont les Français avaient fait les frais. À peine installé, il évoque une économie de guerre qui repose sur la gestion parcimonieuse des revenus en devises se raréfiant. Sans doute par souci de compensation, le CCN annonce que l'application de la loi sur l'emploi généralisé de l'arabe, qui devait entrer en vigueur ce mois de juillet, est reportée *sine die*[6]. De son vivant, Boudiaf était peu favorable à cette loi : « L'amour de la patrie n'est pas une question de langue. » En outre, l'Algérie, en grande difficulté économique, ne peut se couper de la communauté d'affaires internationale et encore moins de la France en maintenant une loi votée sous la pression des islamistes. En réponse, ces derniers menacent de frapper encore plus fort. Ils ne se contenteront plus d'attaquer les symboles de l'État et ses soutiens. Place maintenant au terrorisme aveugle. Plus personne ne doit se sentir à l'abri.

C'est la fin des vacances en Algérie. Enfants, femmes et accompagnateurs se bousculent dans les vastes halls non climatisés de l'aéroport de la capitale. Avant midi, la chaleur est déjà insupportable. Dans un bureau, une standardiste s'emploie à répondre aux vacanciers qui s'apprêtent à quitter le pays, quand un interlocuteur inhabituel lui annonce qu'une bombe va exploser et lui conseille de faire évacuer l'aéroport. Immédiatement, elle alerte les artificiers, qui tentent d'identifier la charge. En vain. À 10 h 45, la bombe dissimulée dans un couffin, sous un siège devant les guichets commerciaux des compagnies aériennes, explose. Les vols internationaux sont ciblés. Le plafond s'effondre, le souffle de la bombe soulève les enfants et projette des éclats de verre. C'est un carnage. On compte neuf morts[7] et des dizaines de blessés, certains très grièvement.

Au même moment, une autre bombe explose en plein centre de la capitale devant le siège

d'Air France. La déflagration ne cause que des dégâts matériels, mais le mode opératoire est le même : un coup de téléphone anonyme pour avertir de l'explosion imminente. Le Premier ministre pense que le commanditaire est étranger, même si les exécutants sont algériens. Le pays est sous le choc, les hommes d'affaires étrangers aussi. La volonté d'isoler encore plus l'Algérie est sans équivoque.

Dans l'Hexagone, la classe politique hésite à se positionner. La gauche est encore au pouvoir, et sa méfiance à l'égard des militaires algériens est intacte. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, ne peut que se rendre à Alger[8] pour une visite de travail étalée sur deux jours. Il arrive le 9 janvier 1993, six mois après l'assassinat de Boudiaf, et remet une lettre à la présidence. François Mitterrand s'y dit prêt à reprendre, avec les autorités locales, un dialogue politique et économique ouvert et confiant. Par ailleurs, Roland Dumas annonce l'ouverture, en 1993, d'une ligne de crédits privilégiés qui pourrait atteindre 4 à 5 milliards de francs. Il quitte la capitale après avoir invité Bélaïd Abdesselam, particulièrement attendu à Paris en raison de son programme économique.

Chose entendue, le Premier ministre algérien arrive à Paris le mois suivant. Il est reçu par François Mitterrand à l'Élysée. Les paroles sont réconfortantes, protocole oblige, mais l'ambiance est glaciale. Côté jardin, la coopération exemplaire est à l'ordre du jour. Côté cour, des dissonances entre les deux pays persistent. Bélaïd Abdesselam n'attend pas de grandes retombées de sa visite, les choses sérieuses vont commencer avec le retour de la droite.

Si la confusion s'installe à Alger – aggravée par l'attentat manqué à la voiture piégée contre Khaled Nezzar –, à Paris, c'est la cacophonie. Bernard Kouchner, encore ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, souligne que le gouvernement actuel est né d'un coup d'État et que l'on n'arrêtera pas la progression de l'islamisme par la force. Parler de putsch revient à légitimer l'action du FIS et de ses satellites de moins en moins contrôlés.

Les hésitations des socialistes français interpellent les généraux algériens. Plus grave encore, aux yeux d'Alger, Claude Silberzahn[9], patron de la DGSE, persiste, au travers de notes fuitant dans la presse de temps à autre, à clamer que les islamistes prendront le pouvoir, c'est inéluctable – sa direction était d'ailleurs la seule entité, en France, à prévoir la victoire des islamistes pour les législatives algériennes[10]. Lors d'une réunion de haut niveau à Paris, le chef de la DGSE demande que, en cas de crise et de ruées des Algériens en France, les visas soient accordés aux « pauvres gens et non aux bourgeois qui [veulent] venir en France dépenser l'argent volé au peuple algérien[11] ». Dans le même ouvrage, Claude Silberzahn explique aux auteurs : « Il était raisonnable de parier sur un pouvoir islamique modéré et tout valait mieux que le régime en place. »

Sous-lieutenant pendant vingt-sept mois en Algérie, juste avant l'indépendance, ce directeur se situe dans le camp opposé à celui de l'Algérie française. Il évoque cet épisode : « L'Algérie, part intime de mon histoire, devient indépendante en 1962, quelques mois après mon départ… Il faut se souvenir que, au moment de l'indépendance, la France avait laissé tout en place pour faciliter la construction d'un État. D'abord les hommes : administrateurs, médecins, ingénieurs, chercheurs, paysans et ouvriers. Mais également toutes les structures en état de marche. La machine était là, les hommes aussi : il n'y avait plus qu'à mettre le charbon dans le foyer pour la faire avancer. Or, elle ne bougera pas[12]. »

Plus loin dans son ouvrage, il donne son avis sur les hommes politiques algériens : « Arrivant à

la DGSE, je suis surpris par le jugement que l'on porte à tous les niveaux du pouvoir […] français sur l'Algérie. Suivant de près son évolution, j'ai toujours eu la conviction que ses dirigeants la menaient à la catastrophe. Or en 1989, tout le monde trouve que ces derniers sont tout à fait convenables, parfaitement fréquentables et qu'il faut les aider. Encore et toujours les aider. Demain probablement les accueillir sur le sol de notre pays pour qu'ils n'aient pas de compte à rendre à leur peuple, mais puissent vivre tranquillement de l'argent de la prévarication[13]. » Les lignes et les pages suivantes sont de la même facture. Ses analyses plaident en faveur des islamistes algériens, du moins ceux qui ont accepté de jouer le jeu démocratique.

Le préfet Silberzahn brandit un document du ministère des Affaires étrangères algériennes, obtenu par un officier de la DGSE, qui situe la France parmi les cinq ennemis de l'Algérie. En réalité, il ne s'agit que d'une note interne qui fait l'inventaire des couacs dans les relations franco-algériennes. Alors pourquoi aider un pouvoir qui nous classe dans le top 5 des ennemis, se demande Claude Silberzahn ?

Le FIS, avec qui la DGSE est entrée indirectement en contact, ne sera pas une menace pour les intérêts français. Si l'Élysée ne suit pas les recommandations de la DGSE, l'administration française succombe à ces arguments et certains activistes du FIS sont accueillis en France. Des titres de séjour leur sont délivrés parfois discrètement par la Direction des affaires réservées (DAR) de la préfecture de police. Sans parler d'accueil franchement chaleureux, la France ne ferme pas sa porte au nez des islamistes.

France terre d'asile ou base opérationnelle ?

À partir de juin 1991, en effet, certains sympathisants du FIS commencent à affluer dans l'Hexagone, et pas des moindres. Débarquent ainsi, au nom des droits de l'homme, Abdelbaki Sahraoui, patron des jeunesses islamistes ; Kamareddine Kherbane[14], un artificier confirmé, ancien Afghan et patron de la garde rapprochée d'Abbassi Madani ; Boudjemaâ Bounoua, ancien patron du Bureau arabe du Peshawar et gendre d'Abdallah Azzam.

« L'idée d'une France qui serait un sanctuaire pour le FIS, sans que la gauche au pouvoir ne la contrecarre vraiment, fait son chemin à mesure que se dessine l'impasse dans laquelle le putsch militaire de janvier 1992 jette l'Algérie[15]. » Angélisme tiers-mondiste ou cynisme politique ? Précaution ou préférence ?

Au sein de la gauche, l'Algérie divise. La presse française qualifie les auteurs des attentats de « rebelles », glorieux moudjahidin, ou « combattants de la foi » – terme chic utilisé depuis leur victoire sur les Soviétiques. Ce n'est que plus tard que le vocable « terroriste » apparaîtra.

La Grande-Bretagne et l'Allemagne ont aussi leur lot de réfugiés islamistes. Un quartier de Londres sera même baptisé le « Londonistan », tant les relations historiques entre ce pays, le Pakistan et l'Afghanistan ont fait de la capitale une base de retrait pour ces combattants.

En Allemagne s'installe par exemple Rabah Kebir, l'un des principaux dirigeants du FIS, qui était parvenu à s'enfuir d'Algérie. Il y crée l'instance exécutive du FIS, dont il s'autoproclame président. Il se veut à la tête d'un GPRA actualisé pour libérer son pays et y fonder un État islamique. Certes, annonce-t-il, son combat est politique et non violent. Mais sa voix est entendue

jusque dans les maquis algériens, qui font de lui un important interlocuteur pour les Occidentaux attentistes.

Les Américains, essentiellement intéressés par le pétrole algérien, prennent aussi attache avec des éléments du FIS. Certains sont même accueillis à bras ouverts – n'ont-ils pas été aidés en sous-main par la CIA lors de leur épopée afghane ? Dès le début de l'année 1993, les migrations de moudjahidin vers les pays du Nord s'intensifient. De nombreux « internés » des camps du Sud, ayant côtoyé là-bas des vétérans de la guerre d'Afghanistan, sont libérés et bien décidés à grossir les troupes adeptes de la lutte armée.

Le FIS a toujours eu des vues sur la France. Dans son programme secret, le parti pensait pouvoir, une fois aux commandes du pays, hériter de la vingtaine de consulats algériens qui maillent l'Hexagone. Mais l'état d'urgence, décrété en juin 1991, et le départ de Chadli ont fait échouer ce plan.

Peu importe, le FIS a un plan B : la Fraternité algérienne en France (FAF). Cette association créée rapidement en décembre 1990, a pour but de « diffuser la culture arabo-islamique » et d'« assurer des liens culturels avec les immigrés ». L'objectif affiché est louable, sauf que l'essentiel est dissimulé : les islamistes ont besoin d'une devanture respectable pour prendre pied dans la communauté algérienne de France et trouver son soutien.

Des « consuls » d'un nouveau genre arrivent en métropole, en « banlieue » notamment. Le tout nouveau président de la FAF, Djaffar el-Houari, 36 ans, titulaire d'une carte de séjour française, docteur en mathématiques de l'université Paris-VI et imam du lieu de prière de la cité universitaire d'Antony, revient en France. Il allait être élu sur la liste FIS à Boufarik, non loin d'Alger, avec son porte-parole Moussa Kraouche, étudiant à Paris-II. Il devient chef de projet informatique à la mairie d'Argenteuil. Alertée par les RG et peut-être par Alger[16], la municipalité met fin à ce contrat.

La FAF publie même un bulletin hebdomadaire, *Le Critère*, disponible tous les vendredis après la prière, dans toutes les « bonnes mosquées », « notamment dans celle qui deviendra l'un des épicentres de l'activisme des années à venir, rue Jean-Pierre-Timbaud dans le XIe arrondissement de Paris[17] ». Plus de 30 000 exemplaires y sont distribués chaque semaine.

Au fil des publications et des événements, *Le Critère* choisit nettement son camp. Les articles faxés d'Alger sont de l'ordre de l'appel au crime : « Les moudjahidin ont exécuté des policiers impliqués dans la torture. » Les numéros suivants ont d'autres variantes : des gendarmes, des militaires, etc. La France aussi est largement critiquée pour son soutien à la « junte militaire ». Quant à la chute des articles, elle est presque toujours la même : « Quel immigré croira que la France est un État qui défend les droits de l'homme ? » Et pour que le message soit bien relayé, l'imam de la mosquée de banlieue ou autre lieu improvisé pour la prière du vendredi inclut la ligne éditoriale dans son prêche.

La FAF infiltre aussi les organisations musulmanes déjà bien établies, comme la Fédération nationale des musulmans de France et l'Union des organisations islamiques. De tels relais assurent à l'association une diffusion de ses messages – des appels au meurtre à peine déguisés. En réalité, la FAF se heurte plus à la forte implantation de la Mosquée de Paris qu'aux lois françaises. Dans sa majorité, la communauté algérienne n'adhère pas au remplacement des valeurs républicaines par la charia.

La FAF n'est pas le seul levier dont dispose le FIS en France et en Europe. Loin du mond associatif, Kamareddine Kherbane agit aussi, dans une semi-clandestinité. Cadre dirigeant du FIS autrefois spécialiste du recrutement des jeunes Algériens volontaires pour combattre l'armée soviétique en Afghanistan, où il a acquis une expertise en maniement d'explosifs, Kherbane arrive en métropole en janvier 1992, avec un visa en règle. Sa présence dans l'Hexagone est détectée tardivement. Sur le plan politique, Kherbane tente de faire main basse sur la FAF, qu'il juge trop modérée.

En parallèle, une autre organisation, miroir déformé de la FAF, voit le jour. Les fondations de ce groupe sont posées par une bonne connaissance de Kherbane : Saïd Qari. Leurs chemins se son croisés en Afghanistan, dans les camps du Hizb-i Islami. À ce dernier se joint Moh Leveilley, et ensemble, ils créent le GIA. En septembre 1992, ils nomment à sa tête Abdelhak Layada. Kherbane est expulsé vers le Pakistan durant l'été 1992, mais des retours clandestins en France sont parfois signalés par les services secrets algériens à leurs homologues français.

Le retour de l'autre grand Charles

Ce lundi 29 mars 1993, Édouard Balladur vient de quitter François Mitterrand sur le perron de l'Élysée. Un sourire malicieux s'étale sur son visage. Pour lui, la semaine commence bien. Il tend son menton vers les micros des journalistes : « Le président de la République a bien voulu m'inviter à venir le voir. Il m'a fait part de sa décision de me nommer Premier ministre. Je l'ai acceptée. » La droite est de retour à Matignon pour la deuxième cohabitation de la Ve République. Depuis quelques jours, une rumeur, véhiculée par des sources bien placées, attribue à Charles Pasqua le poste de ministre de la Défense, et fait paniquer le Maghreb. En Algérie comme ailleurs, on le veut place Beauvau.

Gilles Gauthier, diplomate à Alger (1984-1987) lors du premier mandat de Pasqua à l'Intérieur, témoigne du succès de l'« ami[18] » : « De tous les hommes politiques accueillis à Alger […], Charles Pasqua, avec son accent méridional, son regard matois et ses allures débonnaires, fut celui qui reçut le meilleur accueil… À Alger, cet homme fit fondre les cœurs avec son humour et ses manières chaleureuses. Ce fut la première et la dernière fois que je vis agiter des mouchoirs au moment du départ d'un de nos responsables. »

Pour cause. Avant la cohabitation, un épineux problème empoisonne les relations bilatérales : le cas d'enfants retenus par leurs pères en Algérie et réclamés par leurs mères en métropole – dit des « enfants de couples mixtes séparés ». Ni Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales, ni le Quai d'Orsay ne trouvent de solution. Alors Charles Pasqua, peu réputé pour son traitement humain des questions sociétales, se voit confier par Jacques Chirac ce dossier. Il part secrètement en Algérie – ce sujet ne fait pas partie de ses attributions, il le maîtrise mal. Mais, sur place, il s'adresse à ses interlocuteurs habituels et, puisque le « grand Charles » en fait la requête, les autorités algériennes règlent assez rapidement un grand nombre de dossiers en suspens[19].

Peu de temps après sa prise de fonction, à la Place Beauvau, Charles Pasqua fait interdire *Le Critère.* La FAF le remplace par un autre, *Résistance,* mais aussitôt interdit, car jugé « de nature à causer des dangers pour l'ordre public en raison de sa tonalité violemment antioccidentale et anti-française », selon les termes du ministère de l'Intérieur. Pour en venir à bout, Charles Pasqua doit

« terroriser les terroristes », selon sa célèbre formule. Et pour cela, il a besoin de ses « amis » algériens. L'heure d'une coopération sécuritaire a sonné, avec son cortège de connivences, d'ententes secrètes et d'arrière-pensées. Comme au bon vieux temps de la première cohabitation avec l'affaire « Mécili[20] ».

En Algérie aussi, l'heure est au changement. Nezzar, qui craint pour sa sécurité[21] et souffre d'un œdème au cerveau, nomme, en juillet 1993, son conseiller Mohamed Lamari au poste de chef d'état-major des armées. Sa réputation de baroudeur, doublée d'une aversion à l'égard des islamistes, indique un durcissement certain dans la lutte antiterroriste. Par ailleurs, Nezzar cède son poste de ministre de la Défense à Liamine Zeroual. Un général issu de l'armée de libération nationale, avec un caractère entier qui l'avait conduit à démissionner avec fracas de son poste de chef d'état-major adjoint en 1989, suite à de profondes divergences avec Chadli Bendjedid. Plus tard, il démissionne de nouveau de son poste d'ambassadeur en Roumanie. Des changements qui s'annoncent bien. Liamine Zeroual et Mohamed Lamariont déjà travaillé ensemble dans les années 1970. On estime vite qu'ils seront complémentaires. En effet, le ministre de la Défense est ouvert au dialogue avec toutes les forces politiques du pays, là où le chef d'état-major est déterminé à « éradiquer » les islamistes.

En bref, la France a un nouvel interlocuteur, que des événements tragiques vont « rapprocher », dans un climat de méfiance absolue. Dépêchée en plein été 1993, une commission sénatoriale présidée par Xavier de Villepin[22], constate, dans son rapport remis à Édouard Balladur : « Il est bien clair que les ondes de choc d'un échec algérien ne tarderaient pas à parvenir sous des formes que l'on peut aisément imaginer en Europe et en premier lieu en France, si le mur de l'intégrisme venait de couper la Méditerranée en deux. »

Premiers Français morts en Algérie

Ce 21 septembre 1993, à l'ouest du pays, entre Oran et Sidi-Bel-Abbès, berceau du Rai, deux Français se rendent sur leur lieu de travail. GTME (GTM-Entrepose Électricité), leur entreprise est un des leaders mondiaux de l'ingénierie électrique, à qui les autorités algériennes ont confié un important chantier : l'installation d'une ligne électrique haute tension pour alimenter des émetteurs radio. Soudain, des hommes en tenue de policier arrêtent la voiture. Les deux géomètres français descendent, mais sont aussitôt kidnappés. C'est un faux barrage de police, comme il y en aura bientôt quelques centaines dans tout le pays.

Le lendemain, les corps de François Barthelet, 32 ans, et d'Emmanuel Didion, 25 ans, sont retrouvés égorgés à une trentaine de kilomètres du lieu de leur enlèvement. En fin de journée, la radio algérienne donne l'information, qui fait l'effet d'une bombe au sein des 25 000 Français résidant en Algérie. Pour la première fois depuis les tragiques événements de l'indépendance, des ressortissants sont enlevés et tués dans l'Oranais, région jusqu'alors paisible, ne connaissant pas le couvre-feu.

Selim Saâdi, le ministre de l'Intérieur, se rend immédiatement sur place et condamne le crime odieux. Le lendemain, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé déclare sur France 2 : « D'abord, refuser toute complaisance envers ceux qui utilisent le terrorisme… et il faut aider l'Algérie à se sortir de ses difficultés économiques… et surtout encourager le dialogue démocratique et politique. » L'enquête s'accélère et, quelques jours plus tard, les auteurs du crime

sont identifiés. Ils appartiennent à un groupe jusqu'alors inconnu : Compagnies unifiées du djihad. Le mystère s'épaissit et la confusion s'installe.

Yvan Stefanovitch, journaliste d'investigation à *VSD*, publie une information explosive : « L'un des géomètres était un agent de la DGSE[23]. » Un autre journaliste, Hubert Coudurier, qui dispose de bonnes sources, reprend au conditionnel cette information sensible[24] : « L'un d'entre eux aurait appartenu à la Direction du renseignement militaire dont les antennes, déployées sur des navires croisant au large de l'Algérie, permettent d'intercepter une partie des communications intérieures. »

Un mois après ce double assassinat, le GIA lance un ultimatum à tous les étrangers : mourir ou quitter le pays. La justice française ouvre une enquête qui sera reprise par le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, tant la piste islamiste semble la plus probante. Le mois d'octobre qui suit le double meurtre des deux géomètres français, Anouar Haddam[25], un des dirigeant du FIS, réfugié aux États-Unis, lance une nouvelle mise en garde, relayée par l'AFP, contre tout soutien que les étrangers vivant en Algérie pourraient apporter aux autorités.

La guerre totale est déclarée. Deux coopérants militaires russes sont abattus dans une ville du Sud algérien. Philippins, Colombiens et Péruviens, la chasse aux étrangers est ouverte et la suspicion s'intensifie. Certains attribuent même le double assassinat dans l'Oranais aux services secrets algériens. Ces derniers seront clairement désignés comme les auteurs du kidnapping d'Alain Fressier et du couple Thévenot, fonctionnaires du consulat de France à Alger.

Trois enlèvements et mille questions

Comme chaque matin juste après 7 heures, ils descendent de leur immeuble, propriété de l'État français, pour se diriger vers le parking. Ce dimanche 24 octobre, les trois fonctionnaires du consulat général de France à Alger ne savent pas encore qu'ils n'arriveront jamais au travail à 8 heures, comme ils en ont pourtant l'habitude. Devant l'entrée du garage, des hommes surgissent brusquement d'un véhicule de marque japonaise et se présentent comme des policiers.

Le fonctionnaire Fressier demande à voir leurs cartes professionnelles – il dira plus tard qu'ils étaient trop bien habillés pour être de simples « flics ». Au lieu de ça, l'homme qui se tient en face de lui brandit un revolver et fait embarquer les trois ressortissants dans le véhicule. Quelques instants plus tard, un quatrième fonctionnaire français descend pour rejoindre ses collègues, voit la scène et arrive à s'enfuir. Alerté par les cris, un policier en faction devant l'immeuble accourt, mais est vite abattu. Les ravisseurs déguerpissent avec leurs trois otages. Commence une affaire d'État entre la France et l'Algérie.

Les services de sécurité algériens se mobilisent et les forces de l'ordre se veulent transparentes, une équipe de France Télévisions est même autorisée à accompagner une patrouille dirigée par un brigadier, tenant dans sa main les photos des trois otages.

Le mardi 26 octobre en fin de journée, Jean-Charles Marchiani, envoyé par Pasqua, arrive dans la capitale en toute discrétion. Les autorités algériennes le rassurent. Il rentre aussitôt à Paris, au volant de la voiture de son épouse, médecin, qui dispose d'un téléphone Radiocom 2000. À bord, Jean-Charles Marchiani téléphone à François de Grossouvre. Ce dernier le reçoit dès son arrivée dans ses appartements, quai Branly. « Les services algériens ont la situation en main[26] », annonce

l'émissaire officieux au conseiller de François Mitterrand.

De Paris, l'imam Abdelbaki Sahraoui, ancien dirigeant du FIS, condamne l'acte et lance un appel à la libération des otages. De Washington, Anouar Haddam, l'autre ex-FIS, fait de même, à condition, précise-t-il, que les victimes ne soient pas des espions – déclaration ambiguë, faisant directement référence au géomètre égorgé, suspecté de travailler pour les services secrets.

La pression est au maximum. Alger et sa région sont quadrillées, les quartiers réputés islamistes sont passés au peigne fin. Et deux des otages, Jean-Claude Thévenot et Alain Fressier, sont abandonnés par leurs ravisseurs dans une villa de banlieue. Ils s'enfuient jusqu'à rencontrer une patrouille militaire. Un avion de la République française vient les récupérer. Ils ne font aucune déclaration, sauf pour dire qu'ils ont été bien traités par des ravisseurs particulièrement bienveillants. L'ambassadeur de France, Bernard Kessedjian, et Alain Juppé, de Villacoublay, remercient chaleureusement les autorités algériennes pour leur efficacité.

Le lendemain, 1er novembre, Michèle Thévenot est libérée à son tour. Elle est porteuse d'un message écrit en arabe sur une page arrachée d'un cahier d'écolier. C'est une lettre de revendication signée par le GIA : « Quittez le pays, on vous donne un mois de délai. Toute personne dépassant ce délai se tient responsable de sa mort subite. Il n'y aura pas de kidnapping et ce sera plus violent qu'en Égypte. Et sachez que toutes les mesures de sécurité que l'État fera pour vous ne seront pas suffisantes. Ce seront des balles mortelles ! Avis aux amateurs ! » Un avion du GLAM la rapatrie. Aucune déclaration ne suit, le silence est absolu. Plus tard, le couple Thévenot est pour dix ans muté aux îles Fidji.

Le mystère est total. Et bientôt, des questions apparaissent, mettant en cause la version officielle de l'affaire. Pourquoi les trois otages ont-ils été si bien traités par ces islamistes plutôt sanguinaires ? Surtout que Michèle Thévenot a été déposée par ses ravisseurs dans un lieu proche de l'ambassade de France à Alger, d'où elle a pu téléphoner et avertir les autorités. Et pourquoi Charles Pasqua, ancien du Service d'action civique (SAC), a-t-il pris les choses en main alors que l'affaire relève plutôt de la diplomatie ? Par ailleurs, les revendications du kidnapping par le GIA ne sont pas convaincantes : un simple fax à Londres et une lettre remise à Michèle Thévenot pour demander la libération d'Abdelhak Layada – qui n'aura jamais lieu – et sommer les étrangers à quitter le pays.

C'est trop beau pour être vrai, et certains journalistes français n'hésitent pas, plus tard, à parler de « vrai-faux » enlèvement[27]. D'ailleurs, selon des indiscrétions tardives de quelques proches de Pasqua, la version officielle est à nuancer. L'enlèvement est bien réalisé par un groupe d'islamistes, mais au sein duquel une « taupe » est en relation avec les services de sécurité et livre les indications nécessaires à la libération des trois Français. La police algérienne aurait pu intervenir, sauf que, en accord avec le ministère de l'Intérieur de Pasqua et pour donner corps à la thèse d'une collaboration nécessaire défendue par ce dernier, elle maintient la détention des otages quatre jours supplémentaires. Autrement dit, une technique très prisée dans le monde du renseignement : celle du délit provoqué. Et qui fonctionne : sur ordre de Charles Pasqua, la police française lance une vaste opération contre des islamistes installés dans l'Hexagone.

Des chrysanthèmes pour les intégristes

À l'heure du laitier, mardi 9 novembre, un important dispositif policier est déployé sur 24 départements à travers la France. L'opération « chrysanthème », ciblant les islamistes algériens essentiellement proches de la FAF, est lancée. Elle doit fournir des éléments sur un éventuel lien entre l'Hexagone et l'enlèvement des trois fonctionnaires du consulat général à Alger.

À 6 heures du matin, des agents entrent avec fracas dans la chambre de la cité universitaire d'Antony de Djaffar el-Houari[28], dans les Hauts-de-Seine. Ils découvrent en la possession du suspect le numéro de télécopie de Londres, à partir duquel aurait été transmis un texte revendiquant le meurtre des deux géomètres. Une garde à vue s'impose. Dans le même temps, à Taverny, dans le Val-d'Oise, chez Moussa Kraouche, la perquisition est plus fructueuse, voire miraculeuse. Les policiers saisissent une copie de la lettre de revendication du GIA remise par ses ravisseurs à Michèle Thévenot.

Le troisième à être envoyé en garde à vue est Abdelhak Boudjaadar[29], chez qui, à Orléans, les agents découvrent des composants électroniques pouvant éventuellement entrer dans la confection d'engins explosifs. Ailleurs, lors des autres perquisitions, des documents sont saisis ainsi que d'importantes sommes d'argent en francs et autres devises. Une arme de poing fait également partie du lot.

En tout, 88 personnes sont interpellées. Un juge est saisi pour l'enquête. Les gardes à vue sont prolongées de 48 heures. Depuis l'Allemagne, Rabah Kebir appelle la France à prendre parti pour la démocratie en Algérie et ajoute : « Les provocations comme celles-ci peuvent ouvrir les portes face à tous les dangers. » Ces menaces n'arrêtent pas Roger Le Loire, juge d'instruction au tribunal de Paris, qui décide de prononcer trois mises en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Moussa Kraouche[30] et Abdelhak Boudjaadar sont placés sous mandat de dépôt. Intervient alors l'avocat des trois Algériens mis en examen, maître Jacques Vergès. Pour lui, l'explication est simple : « En tant qu'animateur de son association, il [Moussa Kraouche] s'intéresse à ces problèmes et reçoit toutes sortes de communiqués. » Quant à Abdelhak Boudjaadar, c'est limpide : « Les composants électroniques trouvés chez lui ne servaient pas à faire des détonateurs, mais des interrupteurs et des tas d'autres choses. » L'avocat ajoute que le dossier est vide et que toute cette opération est politique.

Les documents saisis lors de la perquisition chez Moussa Kraouche sont soumis à une expertise confiée, par le juge d'instruction, au service central de l'identité judiciaire. Coup de théâtre : les policiers sont soupçonnés d'avoir apporté eux-mêmes ces documents chez Moussa Kraouche. *France-Soir* titre : « Quand la police apporte les preuves. » Il est précisé dans l'article que le document de la revendication du GIA pourrait être la photocopie du papier qui se trouvait dans la procédure d'un juge de Vesoul (Haute-Saône), chargé du dossier des deux géomètres. En clair, selon le journal, il est probable que la police ait bien détenu les documents trouvés chez le suspect avant d'intervenir. Il n'en faut pas plus à Jacques Vergès pour dresser un parallèle avec l'affaire des « Irlandais de Vincennes ».

La vérité n'éclatera que sept ans plus tard, de la bouche du juge Roger Le Loire : « L'attitude et le comportement adoptés par les autorités de police prouvent qu'il y a eu une construction de preuves pure et simple. » La suite de son réquisitoire est sans appel : « Force est de constater que les autorités policières n'avaient pour seul impératif que de faire déférer, quel qu'en soit le prix, le chef du FIS en France, pour donner un caractère de réussite à l'opération coup de poing

“chrysanthème”, dans la mesure où le ministère de l’Intérieur devait apporter une réponse ferme aux agissements du GIA vis-à-vis des intérêts étrangers et français en Algérie. Que, sur près de 100 interpellations et perquisitions, seules trois personnes avec Moussa Kraouche[31] étaient déférables et qu’il fallait donc compenser cet échec judiciaire par la qualité des personnes déférées [...] en maquillant la vérité pour tromper la justice et en écartant un policier rigoureux qui se mettait en travers de la raison d’État[32]. »

Avec un tel rebondissement judiciaire, on pointe du doigt la connivence entre la police française et le DRS et s’instaure ainsi un climat de suspicion généralisée.

1. Boumaarafi expliquera plus tard lors de son interrogatoire qu'il avait conservé discrètement cette grenade lors d'une opération au centre d'Alger, un mois auparavant.

2. Ce dernier poursuivra normalement sa carrière militaire, il est colonel au moment où ces lignes sont écrites.

3. Document reproduit en annexe n° 6 (page 214) dans le livre de Farid Kacha, *L'Assassinat d'un président. Psychiatrie et justice*, Thala, 2016.

4. Lire à ce sujet : Farid Kacha, *op. cit.*

5. AFP, 1er juillet 1992.

6. Adoptée le 26 décembre 1990 par l'Assemblée nationale, celle-ci stipule que toutes les administrations publiques, institutions et autres associations, sont tenues d'utiliser la langue arabe comme unique instrument de travail.

7. Chiffre officiel, des témoins en dénombrent plus d'une cinquantaine.

8. Roland Dumas était à Alger pour les obsèques nationales de Mohamed Boudiaf, le 1er juillet 1992.

9. Claude Silberzahn est le premier préfet à être nommé directeur général de la DGSE du 29 mars 1989 au 7 juin 1993.

10. Jean Audibert, ambassadeur de France à Alger, expliquait à longueur de télégramme que les islamistes n'avaient aucune chance de remporter ces élections.

11. Jean Guisnel et David Korn-Brzoza, *Au service secret de la France*, La Martinière, 2014, page 478.

12. Claude Silberzahn, Jean Guisnel, *Au cœur du secret*, Fayard, 1995, pages 290-291.

13. Claude Silberzahn, Jean Guisnel, *op. cit.*, page 291.

14. Il est aussi un ancien membre de la Brigade du Coran d'Algérie.

15. Aïssa Khelladi, « Les réseaux internationaux du FIS », *Hommes & Migrations*, 1995, page 47.

16. Les islamistes assassinent en Algérie un membre éminent du PAGS, Parti communiste algérien.

17. Jean-Louis Bruguière, *Les Voies de la terreur*, Fayard, 2016, page 113.

18. Gilles Gauthier, *Entre deux rives, 50 ans de passion pour le monde arabe*, J-C Lattès, 2018, pages 218-219.

19. Le 21 juin 1988 est signée la convention franco-algérienne sur les couples mixtes séparés.

20. Voir tome 1, pages 368-376.

21. Le 13 février 1993, le ministre de la Défense est victime d'un attentat, le second mais le plus élaboré. Il doit la vie sauve au blindage de sa voiture.

22. Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

23. *VSD*, 30 septembre 1993.

24. Hubert Coudurier, *Le Monde selon Chirac*, Calmann-Lévy, 1998, page 198.

25. Il est aussi le neveu de M. Tedjini Haddam, membre du HCE.

26. Entretien avec l'auteur.

27. Un documentaire de Jean-Baptiste Rivoire, diffusé sur Canal Plus le 1er décembre 2003, reprend la thèse du « vrai-faux » enlèvement.

28. Il sera remis en liberté le samedi 13 novembre, au terme de sa garde à vue.

29. Il est suspecté d'être un des correspondant du FIS en France.

30. Il est incarcéré pendant près de trois semaines, puis remis en liberté, le 2 décembre, sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

31. L'opération « chrysanthème » aboutira au prononcé d'un non-lieu au bénéfice de Moussa Kraouche.

32. Patricia Tourancheau, « Des preuves créées de toutes pièces », *Libération*, 6 juillet 2000.

III

1994, Paris et Alger, si loin si proches

Ce sont les vacances de Noël. À l'aéroport, les expatriés français attendent leur avion pour rentrer en métropole. Un ballet qui se répète chaque année, sauf que, en cette fin décembre 1993, les valises sont plus nombreuses et plus lourdes. Beaucoup de Français ont tout emporté avec eux, pour ne plus jamais remettre les pieds à Alger. L'ultimatum du GIA a porté ses fruits et les nouveaux groupes armés terrorisent les étrangers.

L'Armée islamique du salut (AIS), bras du FIS, ne s'attaque certes pas aux civils. Mais les maquis se multiplient sur l'ensemble du pays. « Estimée à 2 000 hommes, principalement du MIA en 1992, la guérilla atteint dès 1993 un effectif de plus de 22 000 hommes avec la création du GIA et culmine, avec l'émergence de l'AIS, à 40 000 en 1994, soutiens logistiques compris[1]. »

Départ des Français, insécurité grandissante… À Paris, certains doutent de la capacité de l'armée à éradiquer la déferlante salafiste soutenue par l'Arabie saoudite et l'Iran, entre autres. Faut-il réintégrer de toute urgence les islamistes dans le champ politique afin que cessent ces violences ? Le débat soulève la France. Pour Pasqua, le pouvoiralgérien doit à tout prix maîtriser la situation. Selon Alain Juppé, au contraire, il faut que les militaires algériens ouvrent un dialogue avec toutes les forces vives du pays. À Alger, les discussions ne trouvent pas de consensus. Paris s'impatiente.

Tractations avec les islamistes

L'hypothèse d'une solution politique appuyée par une approche sécuritaire émerge petit à petit du débat algérien. Liamine Zeroual s'y attache et il n'est pas le seul. Dès l'été 1993, un autre militaire algérien s'y emploie et non des moindres. Le nom de Kasdi Merbah, homme de l'ombre, est encore craint dans toute l'Algérie. Limogé de son poste de Premier ministre par le président en 1989, Merbah quitte les instances dirigeantes du FLN pour créer son propre parti d'opposition : le MAJD (Mouvement algérien pour la justice et le développement), ou « gloire » en arabe. Ce ancien patron de la redoutable sécurité militaire, qui avait fait de Chadli Bendjedid un président, n'entend pas prendre sa retraite.

Ses contacts avec le FIS et Abbassi Madani sont anciens. Pour les élections de 1991, Kasdi Merbah avait même proposé à l'islamiste en chef de présenter ses candidats sous la bannière du jeune MAJD – un scénario qui n'a finalement jamais vu le jour. Son heure de gloire serait-elle désormais venue ? Il ne fait aucun mystère de son ambition et élabore méthodiquement un plan de retour à la paix. Pour préparer sa tournée en Europe, Kasdi Merbah publie dans la presse algérienne une lettre ouverte dans laquelle il invite les islamistes, « lésés d'un pouvoir acquis par les urnes », à déposer les armes. Il ne ménage pas ses critiques à l'encontre de l'équipe au pouvoir, dont il dénonce l'immobilisme. Peu de temps après, Merbah quitte Alger. Il multiplie les

rencontres avec les politiques du FIS à l'étranger dans le but de lancer des négociations politiques. Il sillonne l'Europe, organise des réunions à Genève et en France. Le 20 août 1993, il rentre enfin pour faire discrètement état de son avancée à quelques responsables politiques et militaires.

« Il avait l'air content de son voyage, rapportera son épouse. Mais celui qui la tenait informée de toute sa vie politique, cette fois, ne lui raconte rien. Il a rempli la première phase de son projet ; aux autorités, à présent, de préparer la deuxième phase[2]. »

Le lendemain, le samedi 21 août, Merbah quitte son domicile pour se rendre à sa résidence secondaire. Alger-plage se situe à vingt kilomètres, à l'est de la capitale. Merbah est fatigué, il veut se reposer. Pendant son voyage, un nouveau Premier ministre est désigné, Redha Malek. Le lendemain, l'homme de l'ombre reprendra ses contacts.

Kasdi Merbah passe l'après-midi au bord de la mer avec son frère et son fils. Ils ont un dîner familial, il donne l'heure du départ en voiture juste avant le coucher du soleil. Mais une embuscade les attend, à quelque 200 mètres de là, au niveau d'un dos-d'âne, juste avant le carrefour qui mène vers la route nationale.

Il est dans le premier véhicule, son garde du corps et le chauffeur le suivent dans un second. Les deux voitures ralentissent et rencontrent un commando posté des deux côtés de la route. En bon militaire, Merbah a eu le temps de tirer une balle de son révolver. C'est son dernier geste. Merbah, son fils, son frère, son garde du corps et son chauffeur sont tués sur place.

Une certaine porosité entre des islamistes en Europe et le GIA, en Algérie, a fait fuiter l'information sur l'action secrète menée par Kasdi Merbah. Les intégristes ne veulent ni de son intermédiation ni d'un quelconque dialogue politique. Le djihad est la seule et unique option. L'ancien patron de la sécurité militaire dérange le plan du GIA. Un groupe de terroriste est chargé de trouver une « solution ».

Plus de 200 douilles seront découvertes autour des deux véhicules, la plupart d'entre elles frappées des initiales « IMI », pour Israël Military Industries. L'armée algérienne ne dispose pas de munitions israéliennes, serait-ce donc la main de l'étranger ? Le suspense ne dure pas : quelques jours plus tard, le crime est revendiqué par le GIA.

Ben Ali, président de la Tunisie limitrophe, s'inquiète. Il équipe soudainement son armée déjà très choyée et tente de faire valoir auprès des Français la justesse de la cause des militaires algériens. Son principal interlocuteur, natif de Tunis, n'est autre que Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale et ami de l'Algérie. Le colonel Kadhafi, quant à lui, clame que les deux principaux dirigeants de l'ex-FIS, Abbassi Madani et Ali Benhadj, sont ses amis. Le Guide propose de dialoguer avec eux pour sauver l'Algérie et se dit prêt à les rencontrer, même en prison. Au même moment, le quotidien saoudien *Acharq el-Awsat*, basé à Londres, indique que le bouillant colonel aurait accordé une aide de 50 000 dollars à deux des fils de Madani et leur aurait proposé de s'installer à Tripoli.

La tension monte. Et les puissances occidentales ne restent pas les bras croisés. Elles prennent contact avec certains des dirigeants de l'ex-FIS, à l'instar d'Anouar Haddam, niant toute implication terroriste et écouté par le département d'État américain. Caspar Weinberger, ancien ministre de la Défense de Ronald Reagan, déclare au sujet de l'Algérie : « Il s'agit de s'assurer que le gouvernement laisse ses citoyens choisir ses dirigeants. » La perspective de pourparlers grandit, mais le temps presse : la mission du HCE doit se terminer avant le 31 décembre 1993. Une

large concertation de sortie de crise est mise en place par le pouvoir, sous forme d'une grande commission du dialogue nationale.

Celle-ci pose quatre principes aux participants de la grande conférence prévue pour janvier 1994 : le respect du caractère républicain de l'État algérien, de l'alternance au pouvoir, des libertés individuelles et le rejet de tout monopole sur la langue et la religion. Ce à quoi, depuis l'Allemagne, Rabah Kebir rétorque en posant des conditions difficilement acceptables pour le pouvoir algérien. Il exige, en effet, la libération de tous les prisonniers politiques, l'abrogation des lois et règlements adoptés après le putsch militaire, le choix d'un pays neutre pour l'instauration du dialogue et la création d'une commission d'enquête libre et indépendante sur les origines de la crise politique. Les islamistes veulent internationaliser le débat, alors que les autorités algériennes refusent toute interférence étrangère. Les positions sont diamétralement opposées et l'initiative est vouée à l'échec.

La France sollicite officieusement l'intermédiation de l'Arabie saoudite. Le 7 janvier, Charles Pasqua s'envole dans un avion du GLAM pour rencontrer le prince héritier à Laâyoune, au Sahara occidental. Dans ses mémoires, le ministre de l'Intérieur confirme à demi-mot que l'Algérie est à l'ordre du jour : « Nous eûmes un entretien sur les affaires générales, le terrorisme, les islamistes radicaux[3]. » L'escapade sahraouie de Pasqua est modérément appréciée par Alain Juppé, qui reproche au premier flic de France de faire atterrir un avion aux couleurs françaises à Laâyoune, territoire source de discorde entre le Maroc et l'Algérie. Une question internationale, fût-elle algérienne, est de la compétence du Quai d'Orsay et du domaine réservé du président de la République. Rien n'arrête Charles Pasqua, confiant.

Le HCE et Liamine Zeroual tendent la main aux partis politiques qui rejettent la violence. Ce dernier rencontre ainsi en catimini, dans leur prison militaire de Blida, les deux leaders historiques du FIS, Abbassi Madani et Ali Belhadj.Les détenus dans les camps du Sud sont en grande majorité libérés et, le 25 janvier 1994, c'est par ce geste de « clémence » que s'ouvre la conférence nationale du consensus. Les partis sont tous invités, ainsi que les organisations de masse, syndicats (UGTA) en tête, et la société civile. Les principaux groupes politiques boycottent l'événement, alors que l'heure est grave : aux yeux du monde, l'Algérie doit se doter d'un chef d'État.

Finalement, au deuxième jour des pourparlers, la conférence est habilitée à désigner un futur président. Dans les couloirs du palais des congrès, des noms circulent déjà, celui d'Abdelaziz Bouteflika le premier. L'homme a les qualités et l'expérience nécessaires pour mener à terme les missions les plus délicates en temps de crise. N'a-t-il pas brillamment présidé l'Assemblée générale de l'ONU durant toute l'année 1975 ?

Mais Bouteflika décline la proposition et les regards se tournent vers Liamine Zeroual, ministre de la Défense. Celui-ci finit par accepter et des élections présidentielles s'organisent pour l'année suivante. La face est sauve, le fiasco n'est pas total… du moins, politiquement. Sur le plan économique, en revanche, c'est plus délicat. L'Algérie suspend le paiement de sa dette pour forcer la renégociation des modalités de remboursement. Le poids des intérêts est trop lourd.

Le dernier jour du mois de janvier 1994, le général Liamine Zeroual prête serment. En visite en novembre dernier à Alger, Jean-Pierre Chevènement avait alors jugé que, à première vue, ce militaire-là n'était pas une graine de Pinochet. Jean Audibert, ambassadeur de France à Alger, écrit dans un message envoyé au Quai d'Orsay juste après la nomination de Zeroual : « Il ne paraît

avoir ni les délais ni les moyens de restaurer l'autorité de l'État. » Dès le lendemain, Olivier Quemener, un journaliste français indépendant âgé de 34 ans, est assassiné dans la Casbah d'Alger. Il était venu couvrir la conférence nationale du consensus. Par ce meurtre, les terroristes voulaient toucher trois symboles : les médias, la France et l'événement. La menace continue.

Gendarmes français tués en Algérie

Vers 7 heures du matin, le 3 août 1994, au sud-ouest d'Alger, la cité Ain Allah (« fontaine de Dieu ») s'éveille. Dans cet ensemble résidentiel hautement sécurisé demeurent le personnel diplomatique de l'ambassade de France ainsi que des militaires de la gendarmerie nationale française dépêchés par l'escadron de Valenciennes. En tout, plus de 70 personnes.

Vers 8 heures, parents et enfants se préparent à sortir pour rejoindre l'école française Max-Marchand, mitoyenne. Tout à coup surgissent devant la grille deux Nissan 4x4. Sept hommes armés, à visage découvert, en descendent et ouvrent le feu sur les gendarmes français en faction. Deux sont tués à bout portant. Alerté par les tirs, un troisième qui sortait de l'immeuble le plus proche est abattu à son tour. Deux autres fonctionnaires trouvent la mort, sans doute par des balles perdues. Avant de s'enfuir, les terroristes laissent à l'entrée une voiture piégée. La bombe artisanale, de forte puissance, est réglée avec un retardement d'une demi-heure. Durée suffisante, pour les démineurs algériens sitôt arrivés sur les lieux, de la désamorcer.

Les corps des gendarmes sont rapatriés en France. Le 5 août, sur la base aéronautique de Dugny, près du Bourget, le Premier ministre Édouard Balladur assiste à la cérémonie. Ferme, il déclare « Ils sont morts parce qu'ils étaient français. » Et son gouvernement prend de nouvelles mesures. Le personnel diplomatique est désormais regroupé dans la grande enceinte de l'ambassade à Hydra, où, dans les semaines qui suivent, plus d'une centaine de gendarmes mobiles sont affectés. Les membres du personnel dorment avec un fusil à pompe à portée, une torche électrique et un talkie-walkie connecté à un réseau de communication de fréquence basse. Des caméras et des kilomètres de fil de fer barbelé sécurisent les lieux, et des mines antipersonnel, pourtant interdites par la convention de Genève, sont clairsemées derrière les hauts murs de l'enceinte. Très vite, le domaine de quinze hectares de l'ambassade de France est surnommé « parc Astérix » par les Algérois – en référence au dernier village gaulois qui résiste. En outre, l'octroi des visas se raréfie drastiquement. Moins de 10 % des demandes reçoivent une réponse positive.

Le communiqué qui revendique l'attaque contient des termes d'un autre âge : « Trois gendarmes de l'armée des croisés et deux employés de l'ambassade de l'État français chrétien […]. » Il est signé de la main du GIA et sans doute de celle de son chef, Djamel Zitouni.

Fils d'un marchand de volailles de Birkhadem, un quartier de la capitale, celui-ci manifeste dès l'adolescence son admiration pour le leader d'un maquis islamiste, Mustapha Bouyali, tué en 1987. Il milite ensuite dans les rangs du FIS, avant d'être arrêté et interné, comme des milliers de militants et responsables, dans le Sud du pays, après l'arrêt du processus électoral en janvier 1992. Libéré, il plonge dans la clandestinité, comme tant d'autres.

Son chemin ne tarde alors pas à croiser celui d'un des chefs du GIA, Cherif Gousmi. Ce dernier confie à sa nouvelle recrue la direction des « phalanges de la mort », branche chargée des actions spectaculaires et des exécutions. À la mort de Gousmi, en octobre 1994, Djamel Zitouni prend naturellement la direction du GIA.

Charles Pasqua contre-attaque

Alain Juppé, François Léotard et Charles Pasqua sont en réunion de crise. Ce jeudi 4 août en fi de journée, l'heure est grave. La situation en Algérie a de lourdes conséquences sur les ressortissants français. Sitôt le point terminé, le ministre de l'Intérieur se dirige au siège de TF1 où il est attendu pour le journal de 20 heures. D'emblée, Pasqua s'en prend à la chaîne de télévision hôte : « Je regrette profondément que la rédaction […] ait choisi ce soir, le moment où l'on rapatrie les corps des Français assassinés, pour donner la parole aux complices des assassins. Je trouve cela scandaleux ! Les Français apprécieront. » Il fait référence à l'interview donnée la veille, à la même heure, de Rabah Kebir. Ce dernier déclarait, depuis l'Allemagne, sans condamner l'attentat, que la France soutenait les militaires contre la démocratie.

L'enquête est à peine entamée que Charles Pasqua désigne des coupables. Du même coup, il annonce une nouvelle vague d'interpellations dans les milieux islamistes – ce qui n'est pas sans rappeler l'opération « chrysanthème ». Enfin, il regrette la complaisance d'autres pays occidentaux, allant même jusqu'à parler de naïveté. Ses attaques à peine masquées visent l'Allemagne et surtout les États-Unis. Le porte-parole de la Maison-Blanche lui répond dès le lendemain par voie de communiqué : les personnes entrées légalement sur le sol américain et respectant les lois du pays ne peuvent être poursuivies ni même harcelées. Fin de non-recevoir.

Suite aux interpellations annoncées par le ministre de l'Intérieur, plus d'une vingtaine d'islamistes sont assignés à résidence[4] dans une caserne à Folembray, un petit village situé près de Soissons. Parmi eux se trouvent notamment Djaffar el-Houari, ancien porte-parole de la FAF, et Ahmed Simozrag, ancien avocat d'Abbassi Madani, avant de créer le Centre islamique Abaad, à Saint-Ouen. Au total, 20 Algériens risquent d'être expulsés. Mais, dès l'annonce des assignations, des stars du barreau français, tel maître Dupont-Moretti, volent à leur secours. Aucun des interpellés n'aura finalement besoin d'eux : Ouagadougou (Burkina-Faso) donne son accord pour les recevoir. Les réactions sont virulentes, notamment celle de Bernard Kouchner, qui compare l'exfiltration à celle de l'assassin présumé de l'avocat Mécili, envoyé en Algérie par Pasqua.

De leur côté, les renseignements généraux (DCRG), qui mènent l'enquête sur le terrain, parlen de véritables réseaux de soutien au terrorisme, bâtis sur le modèle de ceux de la fédération de France du FLN durant la guerre d'Algérie, et destinés à alimenter le FIS en armes et en matériel divers. Pour autant, Paris garde contact avec certains islamistes algériens, notamment par le biais des Soudanais, nouveaux « amis » de Charles Pasqua.

Quand Alger dénonce Carlos

Un avion du GLAM arborant les couleurs de la France atterrit à Villacoublay ce lund 20 août 1994. Sous un soleil tapant, le général Philippe Rondot descend le premier, suivi d'un colonel des services secrets français, et d'un autre homme, spécialiste de l'Afrique. Ils encadrent une silhouette au visage recouvert par une cagoule.

Lorsqu'on lui retire enfin son masque, il reconnaît l'uniforme des policiers français et pousse un grand soupir de soulagement. Le captif était persuadé qu'on l'emmenait en Israël. Carlos ne sera finalement que conduit rue Nélaton, dans le XVe arrondissement de Paris, siège de la DST. La longue traque de l'ennemi public numéro un doit vite trouver son récit officiel. Carlos, converti à

l'islam suite à son mariage avec Lana, une Jordano-Palestinienne âgée de 26 ans, se croyait à l'abri à Khartoum. Lui et son épouse se déplaçaient sous la protection permanente d'une importante escorte composée, entres autres, d'Algériens bien entraînés dans les camps afghans. Comment donc a-t-il pu être livré anesthésié et encagoulé aux Français ?

Quelques mois plus tôt, à la fin de l'année 1993, le Soudan décide d'organiser une conférence populaire arabe et islamique dont le but est de donner une image rassurante aux mouvements islamistes en conflit avec leurs gouvernements respectifs. En grande partie financé par Oussama Ben Laden, le rassemblement attire de nombreux journalistes. Du 2 au 4 décembre 1993, près de 450 délégués de 60 pays, représentant un large spectre de mouvements islamistes légaux, tolérés ou interdits, sont présents. Tout naturellement, des représentants du FIS – qui vient d'être dissous en Algérie - sont conviés. Kamareddine Kherbane retrouve ainsi de vieilles amitiés nouées à la frontière pakistano-afghane.

Fureur à Alger. L'ingérence soudanaise est vécue comme un défi. Yasser Arafat et l'OLP, qui boycottent la rencontre, tombent d'accord. Carlos, qui avait soutenu les organisations rivales d'Arafat, est un ennemi commun. Les versions divergent ensuite, mais ces derniers ont très certainement dû informer Alger de la présence de Carlos à Khartoum – le « Chacal » aurait rejoint le Soudan à partir de la capitale jordanienne.

Les services algériens envoient le colonel T. à Khartoum, alors que les congressistes débarquent pour la conférence. Au même moment, titulaire d'un passeport diplomatique sud-yéménite, Carlos arrive discrètement. Il s'installe à l'hôtel Hilton, sur les bords du Nil, et se met à la recherche d'un logement plus stable pour sa fille et son épouse. Quelques semaines plus tard, Carlos loue, pour un an, un grand appartement au rez-de-chaussée d'un immeuble dans le quartier des ambassades. Mais il s'ennuie. Carlos prend ses habitudes dans une boîte arménienne et s'enivre parfois au point de vider en l'air le chargeur de son pistolet depuis la terrasse qui donne sur le fleuve.

Au début de l'année 1994, un soir, entre deux parties de poker, le colonel T. remarque un quadragénaire ventripotent, avec des fines moustaches de danseur de tango, se dandiner sur un air du chanteur de raï algérien Cheb Khaled. Le visage semble familier au colonel, qui s'approche de lui et lui parle en français.

Tout en se déhanchant, le danseur répond alors dans la même langue, projetant du même coup une haleine fortement avinée. Son accent hispanique conforte son interlocuteur. L'information livrée par l'OLP semble fiable. Pour s'assurer qu'il s'agit bien de Carlos, il le prend discrètement en photo. Les clichés, aussitôt acheminés vers Alger, confirment l'identification. Le DRS algérien détient une information en or : non seulement elle va améliorer ses relations avec la France, mais, en plus, elle mettra le Soudan d'Al-Tourabi, qui accueille des islamistes du FIS dissous, dans la gêne.

À Paris, Charles Pasqua peut enfin s'adonner à son activité préférée : la diplomatie parallèle. Le général Rondot s'envole donc pour Khartoum dès le début de l'année 1994, où il y fera de nombreux séjours. Les négociations sont entamées en même temps que s'élabore le plan d'exfiltration de Carlos vers la France. Aucun détail n'est laissé au hasard.

Le bulletin bimensuel *Africa Confidential* mentionne dès le mois de février la présence à Paris du général Hachim Abou Zeid, patron du renseignement soudanais, et nombre de ses collaborateurs, autour de la Place Beauvau. Par ailleurs, le bulletin affirme dans ses colonnes que Paris sollicite Khartoum pour établir un dialogue avec des Algériens du FIS. Une dernière mise au point est faite lors d'une visite secrète de Hassan al-Tourabi à Paris, la veille de la livraison de

Carlos. Il y rencontre Charles Pasqua. *Le Monde*[5] rapporte : « En échange de Carlos, d'importantes concessions auraient été faites [par Charles Pasqua] avec l'accord du gouvernement. Il s'agit, entre autres, d'une intervention française en faveur de Khartoum auprès de l'Union européenne, des États-Unis, de la Banque mondiale et du FMI, l'entraînement en France et au Soudan d'officier soudanais à la lutte antiguérilla, l'envoi de techniciens français auprès des forces armées et policières soudanaises, l'élimination progressive de la dette soudanaise et le soutien militaire et logistique français à la lutte de Khartoum contre la guérilla chrétienne et animiste du Sud. » Accord réel ou fictif ? Charles Pasqua dément toute tractation, mais les conditions du « retour » de Carlos sont finalisées.

Le 13 août, le terroriste doit subir une opération chirurgicale prévue de longue date. Seule une anesthésie locale est nécessaire et, en moins d'une heure, il peut rentrer chez lui. À l'hôpital Ibn-Khaldoun, allongé sur son lit, Carlos attend l'anesthésiste. Mais ce sont des officiers du renseignement soudanais qui font soudain leur entrée pour lui annoncer qu'il est en danger. Mieux vaut le transférer le plus vite possible à l'hôpital militaire. Embarqué sous bonne escorte, il est donc conduit à l'est de la capitale, dans une villa où il est attendu par un anesthésiste particulier. Une piqûre lui est administrée le lendemain, à l'aube. Endormi, il est alors pris en charge par des officiers de la DST.

Les conditions réelles de l'arrestation sont couvertes par le secret-défense. Officiellement, le Soudan déclare n'avoir fait qu'exécuter un mandat d'arrêt international lancé par Interpol. Le rôle de l'Algérie doit aussi rester secret. Face au silence, les fausses pistes se multiplient. L'hebdomadaire britannique *The European* du 18 août 1994 écrit que Carlos aurait été piégé par la Syrie. D'autres journaux évoquent l'hypothèse selon laquelle le Soudan l'aurait livré pour récompenser Paris d'avoir, en 1993, renvoyé vers Téhéran deux Iraniens réclamés par la justice suisse.

Les démentis des divers chefs ne suffisent pas et, face au flux de révélations plus ou moins exactes, Hassan al-Tourabi est invité à faire une mise au point au journal de France 2. Le 24 août, il déclare avoir ainsi servi d'intermédiaire entre le gouvernement français et le FIS. Il ne donne aucun nom, pas même celui du ministre français de l'Intérieur, qui poursuit ses manœuvres sur tous les fronts (contrôle des islamistes sur le sol français et prise de contact avec ceux établis à l'étranger).

Mais, même secrètes ou niées quand dévoilées, ces relations ne sont pas toujours efficaces pour assurer la sécurité des Français. Ainsi, de nombreux groupes irréductibles s'acharnent sur la métropole. Pas seulement à cause de son soutien au pouvoir algérien, mais bien pour y implanter un islam d'un genre nouveau.

Des Beurs à Marrakech

L'hôtel Atlas-Asni est conforme aux dépliants couleur sur papier bristol, disponibles dans toutes les agences de voyages européennes. Au milieu d'un grand jardin bordé de palmeraies, un bâtiment imposant de couleur ocre offre une vue sur une piscine aux dimensions respectables. L'ambiance est familiale. Les clients, majoritairement espagnols et français, ne sont jamais déçus par cet hôtel quatre étoiles dont la nuitée dépasse à peine la centaine de francs, petit-déjeuner compris.

La saison idéale est plutôt au mois de décembre, pour les fêtes de fin d'année. Marrakech, médina ancestrale au pied de l'Atlas aux sommets enneigés, est autrement plus belle. Mais, en cette fin de mois d'août 1994, les touristes ne font pas la fine bouche. Certains vacanciers boivent le thé à la menthe au bord de la piscine. D'autres s'apprêtent à négocier le prix du trajet en taxi jusqu'à Djemaa el-Fna (« place des Trépassés »), distant de trois kilomètres. Aucun d'eux n'entend pénétrer le commando de deux hommes armés et cagoulés. Les attaquants tirent d'abord des coups de feu en l'air, s'emparent de la caisse et prennent pour cible un petit groupe de touristes dans le hall.

La nouvelle se répand comme une traînée de poudre. Qui sont les auteurs ? S'agit-il d'un simple braquage ou d'un vaste complot ? Très vite, la police de Sa Majesté désigne les coupables : les services secrets algériens. Le surlendemain, en dépit de l'enquête qui ne fait que commencer, le roi Hassan II décrète l'établissement de visas pour tous les ressortissants algériens ou d'origine algérienne. Les Franco-Algériens sont donc concernés en premier lieu. La France est embarrassée le Quai d'Orsay essaie de faire pression[6]. « Le Maroc doit résoudre ses problèmes en tenant compte de ce principe », ajoute le communiqué.

Mais rien n'y fait. Le ministère de l'Intérieur marocain organise des rafles au sein de la communauté algérienne du royaume. Pudiquement, la police chérifienne parle de « convocations en vue d'examen de la situation administrative de leur séjour », alors qu'il s'agit d'arrestations parfois musclées. Le pouvoir algérien réagit en deux temps. D'abord, par principe de réciprocité, il impose aux Marocains un visa pour tout déplacement dans le pays. Parallèlement, le Maroc expulse, entre les 27 et 28 août 1994, plus de 5 000 ressortissants algériens. Nombreux sont ceux qui ont été préalablement délestés de leurs biens de valeur. Au cours des jours suivants, le nombre d'Algériens expulsés dépasse les 10 000. Devant de tels agissements, 100 Marocains qui devaient regagner leur pays en traversant l'Algérie se retrouvent bloqués en Tunisie. Le président Liamine Zeroual décide, le 29 août, de fermer ses frontières avec le royaume.

C'est l'escalade entre les deux pays, dont les rapports sont déjà très tendus suite à la déclaration de Lamine Zeroual sur l'« occupation du Sahara occidental par une puissance étrangère », jugée inacceptable par Rabat. Conscientes que le plus gros des forces armées algériennes n'est plus à ses frontières, les autorités marocaines se sentent en position de force. Les troupes algériennes sont trop occupées à l'intérieur du pays face au GIA et à l'AIS.

Au même moment, en France, puisqu'une touriste française est blessée et que les présumés auteurs viennent de métropole, le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière est saisi. Les premiers terroristes identifiés viennent de la cité des 4 000 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Les arrestations et les interrogatoires, menés par la police marocaine, livrent des pistes sérieuses à la justice française. Au cours des perquisitions, les enquêteurs saisissent des documents en arabe et en français, des textes du FIS et du GIA algériens, un tampon officiel de l'AIS, branche armée du FIS, des brochures du Mouvement de la jeunesse islamique marocaine.

En tout, 27 personnes sont placées en garde à vue. La piste islamiste est confirmée et l'enquête découvre que les actions du groupe sont financées par des hold-up commis des deux côtés de la Méditerranée (Paris, Aubervilliers et Fès, au Maroc). Les différentes auditions menées par le juge ont permis d'établir que des stages d'entraînement au tir étaient organisés, depuis 1988, à l'attention des futurs membres du commando, dans les environs d'Orléans. Certains habitués de ces entraînements ont reconnu s'être rendus en Afghanistan (*via* le Pakistan), afin de parfaire cette formation.

Pour les autorités marocaines, les deux auteurs de la fusillade de Marrakech auraient été manipulés par l'Algérie. Selon le ministère de l'Intérieur du royaume, c'est indéniable, ces terroristes ont suivi des entraînements spécifiques dans le Sud algérien. Et pour preuve, l'Algérie est tentée par une politique de fuite en avant, qui la pousserait à susciter un conflit ouvert avec le Maroc, pour essayer de créer une mobilisation populaire face à un « danger étranger ».

Un an plus tôt, le Maroc était pourtant le sanctuaire des islamistes algériens. En 1993, l'émir du GIA, Abdelhak Layada, se réfugie au royaume de Hassan II, avec quelques dizaines de djihadistes. Le général Smaïn Lamari effectue en personne le déplacement à Rabat pour obtenir leur extradition. Le ministre de l'Intérieur marocain exprime à son interlocuteur que Sa Majesté souhaiterait recevoir le général-major Khaled Nezzar, ministre de la Défense. Quand ce dernier s'y rend, le roi lui demande, en échange des prisonniers, la reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental. Drôles de termes d'échanges : livraisons de criminels contre le renoncement d'une cause traitée par l'ONU. Suite au refus catégorique des Algériens, les tractations s'étalent sur plusieurs semaines, et le monarque finit par livrer ses « hôtes » à Alger sans contrepartie autre que la promesse de conserver leurs vies sauves[7].

AF 8969 : un vol pas comme les autres

Une heure d'escale à l'aéroport d'Alger. Le copilote procède aux vérifications techniques. Les plateaux-repas montés à bord sont rangés dans les chariots. La pause finie, Claude Bertaud[8], hôtesse de l'air, se maquille avant de recevoir les passagers. Jean-Paul Borderie, le copilote, se prépare quant à lui pour le vol retour.

Il n'est pas encore 11 heures quand les passagers commencent à gagner leurs sièges attribués. La cabine se remplit. L'équipage attend encore les quarante-quatre retardataires, sans doute retenus par des contrôles zélés de police. Un premier dysfonctionnement interpelle néanmoins l'équipage : une soixantaine de passagers sont munis d'une carte d'embarquement sectionnée une fois seulement.

À 11 h 05 précises, ce samedi 24 décembre, quatre jeunes hommes, dont le plus vieux est âgé de 25 ans, descendent d'une Peugeot 305 blanche aux portières frappées du sigle d'Air France, stationnée à une vingtaine de mètres de l'Airbus. Quelques instants plus tard, surgissent quatre policiers à l'entrée de la cabine avant, vêtus d'imperméables qui dissimulent des mitraillettes. Le premier dans l'appareil se dirige directement vers le cockpit, un revolver à la main. Il annonce au chef de cabine que, suite à un problème dans l'avion, les passeports des passagers doivent être contrôlés de nouveau.

Un des « policiers » vérifie le passeport d'une passagère et lui lance un regard méchant : « Vous êtes algérienne, pourquoi parlez-vous français ? » Une autre voyageuse reçoit une gifle. Le ton monte. Les masques tombent. Les quatre brandissent leurs armes, des grenades attachées à leurs ceintures, et se déclarent membres du GIA.

Le chef du commando avait repéré que, sur l'un des passeports, la profession « officier de police » était mentionnée. Il se dirige vers le passager en question. D'une voix fraternelle, il lui ordonne : « Tu vas sortir porter notre message aux autorités. » Un peu rassuré, le policier ramasse ses affaires et se dirige vers la porte. Ils se serrent la main, mais, sitôt le dos tourné, il est abattu d'une balle en pleine tête. Son corps s'affaisse sur la passerelle, il laisse une veuve et quatre

orphelins, il est 14 heures. Tout de suite après, les femmes sont sommées de couvrir leurs cheveux. Le personnel de bord leur distribue des couvertures. La première phase de leur plan se déroule comme prévu. Un ou deux complices au sein du personnel algérien de l'ambassade de France leur avaient assuré que l'ambassadeur, Bernard Kessedjian, serait à bord, sous un faux nom[9]. Avec une telle prise, ils projettent de faire plier la France et l'Algérie.

Les terroristes ordonnent au pilote de décoller pour Paris. Ils sont en ordre de bataille pour mener une action qui fera date dans l'histoire. Mais l'avion ne peut bouger, le camion-passerelle étant toujours positionné à l'avant. Les terroristes découvrent que l'appareil n'a pas de marche arrière, c'est la première fois qu'ils montent dans cet engin. Pour dénouer la situation, un des passagers, d'origine algérienne, se manifeste auprès de l'émir et lui dit : « J'ai travaillé à Orly je sais comment déplacer la passerelle. » Intéressé par cette inattendue proposition, l'émir vérifie son passeport, sur lequel figure son nom, Ahmed Betrone, retraité. Convaincu, le terroriste négocie avec la police algérienne pour faire sortir l'ancien employé. Néanmoins, afin de s'assurer du retour dans l'avion du volontaire, le terroriste lui demande de laisser ses affaires et le dépouille de sa montre, de sa gourmette et d'importantes sommes d'argent en francs et en dinars.

La porte est ouverte, Ahmed Betrone sort, descend lentement les premières marches, saute et s'enfuit en courant. L'émir est fou de rage. L'Airbus ne bougera pas. Interrogé pendant cinq heures par des officiers de la sécurité algérienne, le prénommé Ahmed identifie les photos des quatre terroristes sur les centaines présentées. Le chef du commando ainsi que sa famille sont connus des services de sécurité. Il s'agit de Yahia Abdellah, son père est jardinier à l'ambassade de France et son frère y travaille en tant que chauffeur. Yahia est un membre de l'unité du GIA impliquée dans l'assassinat des trois gendarmes sous le commandement de Djamel Zitouni et dans l'enlèvement des Thévenot. Il représente un vrai danger pour la vie de l'équipage et des passagers français. L'alerte est donnée. Les autorités algériennes entendent régler cette « affaire » sur place et seules, c'est une question de souveraineté. C'est non négociable.

À Paris, le général Smaïn Lamari, patron du contre-espionnage, est immédiatement informé. Il se précipite à son ambassade dans le VIIIe arrondissement. Lamari est prié de rentrer à Alger. En même temps, le président d'Air France, Christian Blanc, est alerté par son chef d'escale. Il téléphone immédiatement au directeur du cabinet de Charles Pasqua. Les services de renseignement français sont placés sur le pied de guerre. La DGSE contacte une de ses « taupes[10] » au sein du GIA, qui lui indique qu'il s'agit d'une opération suicide. François Mitterrand est à Venise, le Premier ministre en Haute-Savoie. Édouard Balladur doit donc renoncer à son repas de Noël et quitter Chamonix pour Paris. Alain Juppé dirige la cellule de crise du Quai d'Orsay. Reste à savoir qui va négocier avec les Algériens : les diplomates « classiques » ou les « free-lance » de Pasqua ? L'un n'empêche pas l'autre. La priorité est donnée à la collecte d'un maximum d'informations.

Les services secrets français ont très vite développé un lourd dispositif pour intercepter les communications des militaires algériens : des sous-marins naviguent au plus près des côtes pour écouter les conversations radio au sol. « Aussi, des avions Breguet Atlantic survolent l'Algérie, avec à leur bord des grandes oreilles et des traducteurs[11]. » Sans oublier le centre d'écoute sophistiqué aménagé au sein même de l'ambassade de France à Alger : des relais d'interception sont installés à la chancellerie, dans un bâtiment de couleur blanche portant le nom de code A646 Berry. En plus de cela, pour obtenir des informations sur l'affaire en cours, la DGSE envoie deux de ses officiers à l'aéroport Houari-Boumédiène. Ils sont munis de petits appareils, des bijoux

technologiques, qui interceptent en temps réel les échanges radio entre le poste de pilotage et la tour de contrôle où se trouve déjà Abderrahmane Meziane Cherif, ministre de l'Intérieur, en charge de la gestion de la crise sur le terrain.

En pleine Méditerranée, sur le navire espion de la marine française, *Le Bougainville*, d'autres officiers écoutent les mêmes conversations. Elles sont traduites sur place et les transcriptions sont envoyées à la DRM, qui dispose de quelque 1 400 experts, dont plusieurs spécialistes de l'Algérie et de l'islamisme. Toutes les forces de sécurité sont mobilisées. Des officiers du GIGN voient leurs permissions de Noël annulées. Dans leur caserne, l'alerte numéro un est donnée.

Par la radio, Djamel Zitouni apprend que la prise d'otages a commencé. Pris de court, il improvise des communiqués. Il demande la libération d'Abbassi Madani et d'Ali Belhadj[12]. Ensuite, il exige la remise en liberté d'Abdelhak Layada. De leur côté, les preneurs d'otages demandent que montent à bord de l'Airbus un journaliste français et un algérien. Le dialogue s'instaure. Blindés et gendarmes se positionnent autour de l'appareil. Des « ninjas » sont camouflés dans des ambulances non loin de l'avion. Des médecins et secouristes sont amenés à l'intérieur de l'aéroport, désormais fermé au public jusqu'au lendemain. Paris et Alger ne sont pas sur la même longueur d'onde. Il est vrai que les deux capitales ne partagent pas exactement les mêmes objectifs. La France n'a qu'un seul souci : la vie des otages, alors qu'Alger entend démontrer que les islamistes ne peuvent agir impunément.

En fin d'après-midi, les Algériens obtiennent la libération d'une soixantaine de personnes, essentiellement femmes, enfants et personnes âgées, tous de nationalité algérienne. Ils sont dirigés vers l'aéroport. Toutes les pistes sont explorées pour raisonner Yahia.

Après minuit, la mère du chef du commando est amenée à la tour de contrôle. D'une voix tremblante, elle dit à son fils : « Yahia, Yahia, mon fils, je vais mourir. Pourquoi tu abandonnes tes frères et ton fils ? » Appel désespéré, mais sans effet. Fou de rage, Yahia demande que la passerelle soit enlevée – « C'est mon dernier mot », ajoute-t-il.

Il se dirige vers les passagers, pointe du doigt un Asiatique et lui demande de le suivre. Se croyant libéré, le Vietnamien retourne à son siège pour prendre sa veste en cuir. Arrivé devant la porte, il prend une balle dans la tête. Le corps de Bui Giang To, conseiller commercial de l'ambassade du Vietnam, s'affale sur celui du policier – il devait partir à Saigon où son épouse venait d'accoucher.

Étrangement, le climat se détend un peu ; sans doute le syndrome de Stockholm[13]. De la nourriture est distribuée, des gâteaux et des dattes sont retirés des porte-bagages et circulent entre les passagers. Un des terroristes oblige les deux hôtesses à prononcer la « chahada » pour les convertir à l'islam. Les négociations piétinent. Les Algériens n'informent pas immédiatement les Français du terroriste qu'ils ont déjà identifié.

En France, entre Charles Pasqua et Alain Juppé, deux thèses s'affrontent. Celle du ministre de l'Intérieur consiste à laisser les Algériens régler le problème, assistés par des membres du GIGN. Pour le ministre des Affaires étrangères, l'Airbus doit plutôt revenir en France. L'enjeu – la prochaine présidentielle – est de taille.

Édouard Balladur hésite, il veut être président de la République française dans quelques mois, mais un dérapage sur un aéroport français risque d'amoindrir ses chances. Il décide finalement de

faire confiance à Charles Pasqua, soutien de poids pour l'échéance présidentielle. L'avion ne doit donc en aucun cas venir à Paris. Dès lors, au sein de la cellule de crise, se multiplient les hypothèses. En attendant, le conseiller diplomatique de Charles Pasqua, Bernard Guillet, obtien des autorités espagnoles l'accord pour qu'un Airbus transportant une cinquantaine de membres du GIGN avec leurs équipements atterrisse à Majorque, aux Baléares, à trente minutes de vol d'Alger. L'idée que ce commando du GIGN intervienne vêtu d'uniformes de l'armée algérienne est même présentée aux Algériens.

Refus catégorique, la souveraineté ne souffre d'aucune concession, fût-elle vestimentaire. Les Algériens sont déterminés à faire intervenir leurs troupes d'élite, entraînées aussi en France ; l'assistance technique du GIGN proposée par Pasqua ne présente donc aucune plus-value. Une autre idée lumineuse traverse l'esprit des équipes de Pasqua : l'appareil pourrait-il atterrir à l'aéroport de Khartoum, au Soudan, où le ministre de l'Intérieur a de nouveaux amis ? Les preneurs d'otages auront à négocier avec Hassan al-Tourabi, qui, lui, s'y connaît très bien en terroristes. Le Soudan est une des dernières terres d'asile des islamistes. « Ayman al-Zawahiri, alors chef du Jihad islamique égyptien, est en relation avec le GIA algérien[14]. » La relation entre le GIA et Al-Qaida (le nom n'est pas connu à l'époque[15]) est confirmée quelques semaines avant le détournement de l'Airbus français.

Louis Caprioli, un des directeurs de la DST à l'époque, le précisera plus tard dans un livre d'entretien : « Fin 1994, la DST avait été informée par ses propres sources que Ben Laden avai demandé à l'un de ses émissaires, un Égyptien basé en Italie, que l'émir du GIA Djamel Zitouni responsable des attentats en France en 1995, lui fasse allégeance[16]. » Le Soudan dispose d'Oussama Ben Laden et de son acolyte. Ils pourraient être de convaincants négociateurs. Surtou que, suite à l'accord secret (voir plus haut) entre Paris et Khartoum, le Soudan bénéficie d'une assistance militaire française. Le GIGN sera reçu à bras ouverts. C'est jouable. La teneur d'u échange téléphonique entre Paris et Khartoum confirme la bonne prédisposition des Soudanais. Un ange passe.

À Alger, pendant ce temps-là, la tension ne cesse de monter. Le dimanche à 9 heures du matin, les autorités algériennes livrent de la nourriture aux passagers. L'hôtesse doit enjamber les deux corps gisant sur la passerelle pour récupérer les plateaux-repas. La situation est toujours bloquée. Jamais les contacts entre Paris et Alger ne furent aussi intenses et tendus. Il faudra pourtant attendre vingt-quatre heures pour qu'un conseiller de l'ambassade de France soit autorisé à entrer en contact direct avec le commandant de bord pour lui adresser un message de réconfort.

En France, Alain Juppé monte en pression. Il évoque les complicités et les défaillances sécuritaires qui ont permis au commando du GIA de s'emparer de l'Airbus. Pour lui, il esttemps de cesser de faire une confiance aveugle aux Algériens. Pour preuve : l'armée algérienne a affirmé quelques instants plus tôt que la vitre du cockpit était brisée par des tirs de balles. Pourtant, Jacques Dewatre, patron de la DGSE, vient de leur confirmer qu'elle est intacte Après moul tergiversations, Édouard Balladur se rallie enfin à la thèse d'Alain Juppé : l'avion doit atterrir en France. Sa décision est prise. Édouard Balladur appelle le président Liamine Zeroual. Alger doi choisir entre laisser l'avion décoller ou bien autoriser le GIGN à intervenir à l'aéroport L'alternative est reçue à Alger avec beaucoup de réserves. Pour nombre des généraux, toute assistance française sur leur territoire serait un désaveu. En fin d'après-midi, les terroristes proposent la libération des otages algériens contre l'autorisation de vol. Surprise : les passagers se montrent solidaires, ils ne quitteront pas l'appareil en laissant les Français à bord.

Le soir même, tout s'accélère. Il est 21 heures quand l'émir Yahia demande à Yannick Beugnet, cuisinier de l'ambassadeur de France, de s'adresser sous la contrainte à la tour de contrôle. Une arme sur la tempe, il dit : « Je m'appelle Yannick Beugnet. Je travaille à l'ambassade de France et notre vie est en danger maintenant. Si vous ne faites rien, ils vont nous exécuter, il faut absolument faire quelque chose rapidement. » Immédiatement, l'émir Yahia prend le micro et parle en arabe : « On vous jure qu'on va le balancer de l'autre porte. On vous jure qu'on vous ignore. Vous êtes tombés sur des gens qui ont une mission et qui ne reviendront pas en arrière. Même si cela doit durer un an, on restera. Nous sommes les soldats de la miséricorde. Dieu nous a désignés et nous allons combattre pour la religion. On peut frapper là où on veut, quand on veut[17], et vous ne pouvez rien contre nous. »

Geste à l'appui, Yahia traîne Yannick Beugnet, lui tire une balle dans la tête et balance son corps sur le tarmac. Un véhicule blindé vient récupérer le cadavre de la victime. Yahia lance un nouvel ultimatum encore plus anxiogène : un otage sera exécuté toutes les demi-heures. De sa propre initiative, le commandant de bord met en garde la tour de contrôle : « Ça va suivre avec les autres. Alors, est-ce qu'on est décidé à faire quelque chose pour nous laisser partir[18] ? » Le prochain otage à abattre est la secrétaire de l'ambassadeur. Édouard Balladur appelle de nouveau Liamine Zeroual avec un ton plus directif : l'avion doit décoller. Sinon, la France tiendra l'Algérie responsable de la suite des événements devant l'opinion internationale. Les menaces sont claires : arrêt de l'aide financière et rupture des relations diplomatiques[19].

« Le colonel Dillais[20] jouera un rôle important lors de la prise d'otages de l'Airbus à Alger. Il transmettra le compte rendu des écoutes appuyé par sa propre analyse : les Algériens ne sont pas fiables. Les autorités françaises exigent alors le redécollage de l'avion auprès du gouvernement algérien qui s'apprêtait à donner l'assaut[21]. » À 23 heures, Alger donne à contrecœur son accord pour le décollage. L'appareil ne doit pas être ravitaillé en kérosène afin de ne pas atteindre Paris. Marseille est la destination choisie. Après de longues discussions, Marignane est finalement désignée comme escale pour effectuer un plein de carburant avant de poursuivre jusqu'à la capitale. Les terroristes croient au mensonge.

Lundi 26 décembre 1994, à 2 heures du matin, l'Airbus quitte Alger. Un peu plus tôt, celui du GIGN quitte Majorque après avoir été cloué dix-sept heures sur le tarmac, pour se positionner sur l'aéroport phocéen. Une fois entré dans l'espace aérien français, le vol AF 8969 est encadré par des appareils d'interception de l'aviation française. Si jamais il venait à dévier de sa trajectoire, les chasseurs ont ordre d'abattre l'avion. La « bombe volante » ne doit pas exploser au-dessus d'une ville française.

À 3 h 12, l'avion se pose à Marseille. Il est orienté vers un couloir dans l'axe de visibilité de la tour de contrôle, où des tireurs d'élite sont postés. Le préfet des Bouches-du-Rhône délégué à la sécurité, Alain Gehin, est en charge des négociations. Les pirates demandent vingt-neuf tonnes de kérosène – sachant que huit suffisent pour rejoindre Paris – : l'avion doit exploser en vol, le projet macabre se confirme. Le préfet gagne du temps : il affirme aux terroristes qu'aucun employé n'est en poste à cette heure avancée de la nuit. À 8 h 10, Yahia lance un ultimatum au préfet Alain Gehin. À Paris, le Premier ministre donne l'ordre au GIGN d'intervenir dès que les conditions le permettent. Le préfet négocie alors la fourniture du café et de la nourriture.

À 17 h 05, l'avion se dirige vers la tour de contrôle qui essuie une rafale tirée du cockpit. Le PDG d'Air France, Christian Blanc, présent sur les lieux, est contraint de se jeter à terre pou

éviter une balle perdue. Le commando du GIGN, composé de 42 hommes, divisés en trois équipes lance l'assaut[22]. Il est diffusé en direct durant seize minutes par la toute nouvelle chaîne d'information en continu, LCI. Ses caméras filment un membre d'équipage (le copilote Jean-Paul Borderie) se jetant du cockpit par un hublot latéral ouvert pour fuir la fusillade ; il se relève et parvient à faire quelques pas malgré une fracture du fémur. L'avion se transforme en véritable champ de bataille[23]. Les quatre pirates sont tués, quelques blessés du côté passagers, mais surtout du côté du GIGN[24]. Avec les sirènes des ambulances comme fond sonore, le commandant Favier envoie un message radio laconique à la tour de contrôle : « Opération terminée, pertes limitées. » C'est la fin du calvaire pour les passagers, mais c'est aussi le début de grandes et durables tensions entre la France et l'Algérie.

Les relations ont frôlé la rupture, côté jardin. Côté cour, presque un quart de siècle plus tard, Jean-Charles Marchiani confesse[25] avoir rencontré en Belgique Rabah Kebir, venu d'Allemagne sous protection soudanaise. L'émissaire français rassure le représentant du FIS à l'étranger, en affirmant que son pays n'a aucune intention belliqueuse à l'égard des islamistes qui ne s'adonnent pas à la violence.

Les menaces à peine feutrées suivent : la France ne tolère aucune atteinte sur ses ressortissants ni sur ses intérêts. Pour en être sûre, elle livre à l'Algérie neuf hélicoptères Écureuil, officiellement à usage civil, mais que l'on peut doter facilement d'appareils de lance-roquettes et d'équipements de navigation nocturne, fournis séparément par Paris.

L'Algérie isolée

À quelques mois de élection en France, le Premier ministre rebondit sur le bon déroulement de l'assaut pour lancer sa candidature à la présidentielle. Édouard Balladur s'attribue tout le succès de l'opération, transformant l'exploit du GIGN en victoire politique et récoltant sans gêne aucune les dividendes d'une crise majeure avec l'Algérie. La méfiance s'accentue envers le GIA. Plusieurs officiers des renseignements algériens sont convaincus que les terroristes ne sont pas tous morts. Ils exigent de voir les corps. Leurs homologues de la DST, avec qui les rapports sont plus confiants, leur montrent les photos des cadavres. C'est une preuve, mais le doute plane. Les quatre membres du commando sont inhumés en France ; leurs familles n'ont pas réclamé les corps. Quelques journaux arabophones algériens écrivent des éditoriaux sur le thème : « Rendez-nous nos morts. » Entre Paris et Alger, même les cadavres sont un enjeu diplomatique.

La marche du Premier ministre vers l'Élysée suscite des craintes à Alger. Dans ce climat houleux est passé inaperçu un décret publié dans le *Journal officiel* du 20 décembre 1993, mettant fin au statut particulier dont bénéficiaient les Algériens pour le droit au séjour en France, au nom du retour au droit commun. Dans ce texte de loi, l'Algérie devient un pays comme les autres. Un décret suffit-il à effacer un siècle et demi d'histoire partagée et subie ?

Dès le 30 décembre, le juge Jean-Louis Bruguière transmet aux autorités algériennes une commission rogatoire internationale pour accéder aux enregistrements des conversations entre le cockpit et la tour de contrôle, mais sa demande demeure sans réponse. Par ailleurs, la prise d'otages entraîne immédiatement une suspension « pendant quelques jours » des vols réguliers

d'Air France vers l'Algérie, le temps d'étudier les moyens à mettre en œuvre ultérieurement, avec les autorités algériennes, pour mieux garantir la sécurité de ces liaisons. Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), de son côté, s'oppose à toute reprise des vols tant que des mesures d'exception ne seront pas décidées. Il demande aussi la classification de l'Algérie en « zone d'hostilité ».

Mais, d'emblée, certains courriers bénéficient de dérogations spéciales, comme celui en direction de Hassi Messaoud, premier site pétrolier du pays, le 29 décembre, trois jours à peine après le détournement. Sans doute sous pression des pétroliers français.

Dans les faits, cette suspension temporaire va s'étaler sur de nombreuses années[26]. Toutes les compagnies aériennes européennes suivent l'exemple d'Air France : elles ne desservent plus l'Algérie, à l'exception d'Alitalia Les autorités françaises prennent même la décision de transférer les guichets d'enregistrement des vols d'Air Algérie dans les sous-sols d'Orly-Sud. Air Algérie est la seule compagnie qui assure la liaison entre les deux pays. Elle effectue quelque 4 000 vols par an sur Orly, ce qui représente environ 450 000 passagers.

Le 6 avril 1995, le ministre des Transports, Bernard Bosson, demande enfin à l'établissement public Aéroports de Paris (ADP) le transfert d'Air Algérie vers le terminal T9 de Roissy-Charles-de-Gaulle pour offrir à la compagnie 22 comptoirs d'enregistrement. Alger rejette ce transfert vers un terminal excentré ; la proposition est jugée humiliante.

Une délégation, essentiellement formée de diplomates, quitte la capitale algérienne pour négocier le maintien de l'escale à Orly-Sud. L'officier supérieur au sein de l'équipe refuse. Blocage définitif. La presse algérienne dénonce le traitement de « pestiférés » réservés aux voyageurs algériens. Désormais, pour se rendre à Paris depuis un aéroport algérien, il faut se rendre à Marseille, Lyon ou Lille, puis prendre un TGV.

La France isole l'Algérie, clame-t-on sur la rive sud de la Méditerranée. Pour les salafistes, la création de l'État islamique représente la véritable indépendance de l'Algérie. Ils considèrent que leur pays est toujours dirigé par l'ancienne puissance coloniale. De ce fait, leur combat est tant contre le pouvoir algérien que contre la France. Comme hier, le 1er novembre 1954, les Français sont attaqués sur le territoire algérien, mais aussi chez eux. Il faut qu'ils comprennent une fois pour toutes que c'est le moment de tourner définitivement la page.

1. Luis Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, Khartala, 1999, page 326.

2. Pierre Dévoluy et Mireille Duteuil, *op. cit.*, page 306.

3. Charles Pasqua, *Ce que je sais…*, volume 2, Seuil, 2008, page 225.

4. L'assignation à résidence qui les vise est une mesure administrative prévue, selon un communiqué diffusé dès le 5 août par le ministère de l'Intérieur, pour les étrangers non titulaires d'une carte de séjour de longue durée qui doivent, en raison de leur attitude ou de leurs antécédents, être soumis à une surveillance spéciale.

5. *Le Monde*, 26 août 1994.

6. Le débat sur la déchéance de la nationalité française verra le jour une vingtaine d'années plus tard.

7. Abdelhak Layada passe la décennie rouge en prison. Libéré le 12 mars 2006 en application de la charte de la réconciliation nationale, il vit depuis à Baraki, banlieue algéroise où il reprend son activité de tôlier.

8. Claude Bertaud, *54 heures d'angoisse : Noël 1994. L'Airbus d'Alger : une hôtesse témoigne*, J-C Lattès, 1997.

9. Il est rentré à Paris deux jours plus tôt.

10. Quelques jours plus tard, Charles Pasqua, dans une conférence de presse, évoque un coup de fil anonyme reçu par le consulat général de France à Oran et qualifie la prise d'otages d'opération suicide.

11. Vincent Nouzille, *Les Tueurs de la République*, J'ai Lu, 2018, page 255.

12. Les deux ex-chefs du FIS sont en résidence surveillée depuis le mois de septembre. Liamine Zeroual leur a rendu visite dans le cadre du dialogue national.

13. Un passager dira : « J'ai vu une hôtesse prendre la tension d'un pirate. » Documentaire réalisé par Claire Denavarre, *La prise d'otages du vol Alger-Paris, 54 heures d'angoisse*, diffusé sur M6, le 5 décembre 2004.

14. Jean Guisnel et David Korn-Brzoza, *op.cit.*, page 303.

15. Ce nom apparaît sur la scène mondiale après les attentats du 11-Septembre.

16. Jean Guisnel et David Korn-Brzoza, *op. cit.*, page 356.

17. Coïncidence peut-être, l'OAS avait le même slogan.

18. Le pilote d'Air France sera accusé plus tard par le ministre de l'Intérieur algérien d'avoir fait échouer les négociations. Le commandant de bord rétorquera de France : « Cette organisation étant en guerre avec le gouvernement algérien, ma décision est prise. Il faudra quitter ce territoire avec le commando à bord si l'on veut assurer la sécurité des passagers et de l'équipage. »

19. Plus tard, Charles Pasqua dira : « Entre Édouard Balladur et le président algérien, l'échange est très vif, je dirais même qu'ils se sont engueulés. » Documentaire de Séverine Labat et Malik Ait Aoudia : *Vol AF8969, histoire secrète d'un détournement*, France 3.

20. Le colonel Dillais est un des responsables de la DGSE présents en Nouvelle-Zélande lors de l'affaire du *Rainbow Warrior*.

21. Hubert Coudurier, *Le Monde selon Chirac, op. cit.*, page 104.

22. Le film *L'Assaut* retrace, minute par minute, l'engagement du GIGN. Film réalisé par Julien Leclercq, sorti en France le 9 mars 2011.

23. L'Airbus A300 (F-GBEC), trop endommagé par les tirs et les explosions, sera réformé par Air France.

24. Au cours de l'assaut, deux passagers ont été légèrement blessés par balles. Onze passagers ont été contusionnés lors de l'évacuation de l'appareil. Le commandant de bord, le copilote et l'officier mécanicien ont aussi été blessés. Parmi les membres du GIGN, on compte neuf gendarmes heurtés dont huit par balles ; le plus gravement atteint a eu la main arrachée par l'explosion d'une grenade.

25. Entretien avec l'auteur.

26. Les vols d'Air France ne reprendront qu'en 2003.

IV

Des hommes et des fous de Dieu

Cette matinée du 18 mai 2010, le tapis rouge est lentement foulé par les stars du 7e art, sous les flashs des appareils photo. Toutes les caméras zooment sur Lambert Wilson, attendu pour présenter *Des hommes et des dieux*, de Xavier Beauvois, à l'occasion de la 63e édition du Festival de Cannes. Il arrive, accompagné de Michael Lonsdale, qui tient le second rôle[1]. Dans quelques instants sera projeté un film événement, dont l'intrigue se joue surtout hors caméra.

L'Atlas algérien sur la Croisette

Le long-métrage a été tourné dans les montagnes marocaines, non loin d'Azrou, dans l'ancien monastère de Toumliline. Pourtant, le scénario se base sur des faits ayant eu lieu dans un autre monastère : à Tibhirine.

Dans la grande salle obscure apparaît sur l'écran le titre original du film. Le silence est total pendant deux longues heures. Aucun spectateur ne voit le temps passer. Et si le rythme de certains passages demeure lent, les scènes sont néanmoins chargées d'une intensité remarquable. L'une d'entre elles a particulièrement touché le public. Les moines de Tibhirine, comme lors de la Cène, prennent leur dernier repas ensemble. En fond sonore passe *Le Lac des cygnes* de Tchaïkovski. La Croisette est bouleversée.

Des mains du président du jury, le réalisateur américain Tim Burton, Xavier Beauvois reçoit le Grand Prix du Festival de Cannes. Il a réussi son film, qui ne cherche pas à élucider l'épais mystère de l'assassinat des sept moines. Sa caméra a simplement tenté de capter leurs passions quotidiennes et spirituelles, vécues jusqu'au sacrifice ultime.

Ce n'est qu'au fil des nombreuses interviews que le metteur en scène évoque le chemin de croix qu'il a dû parcourir pour mener à bien son film. Le scénario est basé en grande partie sur l'ouvrage fouillé *The Monks of Tibhirine*[2], paru en 2003, de l'auteur américain John. W. Kiser. À ses débuts, il ne séduit pas véritablement les financiers, qui doutent de son succès commercial. Cependant, tout s'accélère grâce au témoignage du général François Buchwalter, retraité, ancien attaché militaire à l'ambassade de France à Alger.

Devant le juge antiterroriste Marc Trédivic, chargé de l'enquête sur la disparition des moines de Tibhirine, l'ancien officier supérieur évoque[3] une bavure de l'armée algérienne à l'origine de la mort des sept hommes de religion. Un rebondissement dans cette affaire ? Peut-être pas, mais le buzz est assuré. Le film devient *bancable*. Le public français, marqué par cette tragédie aux versions multiples, obscures et contradictoires, sera très certainement au rendez-vous.

Sans parti pris particulier, le scénario suggère néanmoins la violence des autorités algériennes.

L'acteur qui joue le rôle du *wali* (« préfet ») de Médéa essaye de convaincre frère Christian de quitter le monastère. Devant le refus répété du moine, le *wali* perd ses nerfs et lui crie dessus.

Plus loin dans le film, la caméra s'attarde sur le chant des moines qui s'élève pour couvrir l'infernal vrombissement d'un hélicoptère. Bel acte de résistance ! Mais contre qui ? Contre la pression des autorités algériennes ? Rien n'est dit, tout est sous-entendu. Surtout la violence, qui contraste avec la sérénité des moines.

La folle contre-croisade

Après de nombreuses années, le chantier touche enfin à sa fin. Hydro-Elektrika est une entreprise croate spécialisée dans la construction de barrages. Avec un partenaire public algérien, elle avait pour mission de construire un long tunnel à Tamesguida, une bourgade du massif blidéen, afin de détourner un oued à travers une galerie souterraine, en direction du barrage de Boumedfaa, dans la région d'Aïn Defla.

Ce 14 décembre, sur la cinquantaine de travailleurs expatriés, ne restent que 22 Croates s'apprêtant à rentrer définitivement chez eux. La mission est presque achevée, l'ouvrage sera enfin livré clé en main. Dans leur base-vie à l'entrée d'une bourgade isolée, les ouvriers terminent leur dîner avant un sommeil bien mérité. À la pénibilité du chantier et des conditions de vie – ils sont tous célibataires et quittent très rarement leur lieu de travail – s'ajoutent les tensions liées à l'insécurité qui caractérise cette vaste région au relief heurté. Une semaine auparavant, leur chantier était visé par une tentative de vol d'explosifs.

Le visage blême, un ingénieur croate entre dans la salle à manger, le pas hésitant. D'une phrase sibylline, il invite ses collègues à sortir immédiatement. Interloqués, ces derniers obéissent et franchissent le seuil de la porte extérieure pour se trouver face à une cinquantaine d'hommes armés, certains vêtus d'uniformes paramilitaires, conduits par Sayah Attia et son adjoint Sid Ali Benhadjar[4].

Très vite, les Croates sont attachés, les mains derrière le dos. Puis, pointant son arme vers eux, l'émir du GIA local leur pose une seule question : « Êtes-vous musulmans ? » Monsieur Karr ingénieur en chef, répond immédiatement par la négative, sur un ton de défi, et lance, dans sa langue maternelle : « Fils de p…. » Sans qu'une traduction soit nécessaire, il est aussitôt emmené de force plus loin dans la forêt aux abords de l'oued et égorgé au sabre. Un cri d'horreur confirme sa mort atroce à ses compatriotes tétanisés.

« Je suis musulman », déclare très vite l'un d'entre eux, avant de citer un petit verset du Coran. On le relâche sur-le-champ, ainsi qu'un autre collègue, qui reprend le verset avec un arabe plus châtié. Les deux musulmans libérés (Bosniaques de Croatie) tentent de convaincre les ravisseurs que certains d'entre eux sont de la même confession. Mais rien n'y fait. Les douze employés croates seront égorgés loin des baraquements. Quelques instants plus tard, le groupe armé laisse derrière lui des corps flottant aux côtés de têtes tranchées au sabre et à la hache. Deux miraculés seront retrouvés le lendemain par les gendarmes, transférés sitôt à l'hôpital de Médéa.

En exécutant les employés non musulmans d'Hydro-Elektrika, le groupe terroriste de Sayah Attia, en bons soldats d'Allah, n'a fait qu'obéir aux injonctions de l'émir national du GIA : Cheri

Gousmi[5]. Après cette opération, ce dernier s'autoproclame président du « gouvernement du Califat », avec Médéa comme capitale.

En ce début des années 1990, dans plusieurs zones rurales algériennes, en contrebas de l'Atlas notamment, le GIA dicte sa loi. Les bureaux de poste, les écoles et les dispensaires sont fermés, souvent suite à des incendies criminels. Les journaux, imprimés majoritairement dans la capitale, ne sont plus distribués, seuls des marchands ambulants s'obstinent à les vendre, bravant les menaces. En tout, ce sont plus de 600 groupes armés mobiles cloisonnés, regroupant en moyenne une quinzaine de djihadistes chacun, mais parfois beaucoup plus, qui sèment la terreur. Dans ces régions, comme sur ce chantier, le GIA entend faire respecter l'ultimatum lancé aux étrangers, sommés de quitter l'Algérie avant la fin du mois de novembre 1993.

À vol d'oiseau, Tamesguida n'est qu'à quatre kilomètres du monastère de Tibhirine. À chaque fête religieuse, les Croates avaient l'habitude de s'y rendre pour prier. Au lendemain de l'assassinat, frère Christian prend sa plume : « Impossible d'ignorer ce qui s'est passé à Tamesguida. Impossible non plus de nous sentir plus directement exposés. Si nous nous taisons, les pierres de l'oued encore baignées de leur sang sauvagement répandu hurleront la nuit[6]. » Puis, le 19 décembre, soit trois jours après le massacre des Croates, il retourne voir le *wali* de Médéa. Il avait décliné, le mois précédent, la proposition de la protection du monastère par une garde policière faite par ce dernier. Le *wali* réitère son offre : « Prenez des vacances en France ou acceptez de descendre chaque jour dormir dans un hôtel à Médéa, nous vous prenons en charge[7]. » Autre refus du moine, qui ne veut pas abandonner les villageois. Pourtant le danger est proche.

L'émir local du GIA prévoit de s'attaquer très prochainement aux moines de Tibhirine ; ils sont étrangers et chrétiens, donc clairement visés par l'ultimatum. Mais des protestations s'élèvent au sein des troupes. Sid Ali Benhadjar, le plus « politique » du groupe, rappelle que certains de ces moines, notamment le frère Luc, avaient soigné les moudjahidin (les vrais) de l'ALN blessés par les soldats français. Attia, « le boucher de Médéa », renonce alors à son funeste projet pour en réaliser un autre encore plus tortueux : faire du monastère de Tibhirine une base de repli pour son groupe.

Quelques jours plus tard, le soir de Noël, avec la même équipe d'égorgeurs, Sayah Attia pénètre dans le lieu sacré. Alors qu'il prépare la messe, le frère Christian entend des coups de crosse cogner à sa porte. Il l'ouvre et se trouve face à son interlocuteur armé, qui demande à parler au « pape du lieu ». Très calme mais ferme, le moine prieur répond : « On n'entre pas en armes dans un monastère de la paix. » Peu habitué à entendre des propos aussi directifs, légèrement déstabilisé, Attia[8] rétorque qu'il a besoin de frère Luc pour soigner ses blessés, de médicaments et d'argent. Il ajoute :

« On mène une guerre religieuse et vous devez participer à notre action.

– Ce soir, c'est la nuit de Noël. C'est la nuit de la Nativité, l'enfant qui vient au monde sous le nom de Jésus est lui aussi reconnu par le Coran comme un prophète appelé "Aïssa", le quatrième après Noé, Abraham et Moïse et avant Mahomet lui-même. À minuit, nous devons nous rendre à la chapelle pour fêter la naissance de Jésus, prince de la paix. »

Le frère Christian propose toutefois que les blessés viennent se soigner au dispensaire, ouvert toute la journée, à condition de ne pas porter d'armes. Proposition acceptée par l'égorgeur en chef, qui offre aux moines l'*amane* – selon la charia, le monastère est désormais sous sa protection à lui,

l'émir du massif blidéen. Le groupe du GIA quitte les lieux et la messe commence dans un climat lourd de questionnements.

Le lendemain, les moines s'accordent sur le fait que soigner un blessé est un geste humain, et non un acte de complicité avec ce groupe armé. Devant une telle situation, la question de quitter le monastère est mise sur la table. Le débat doit être partagé avec les villageois voisins, amis de longue date du monastère. Frère Christian leur pose directement la question : « Nous sommes ici comme des oiseaux sur la branche. » Ce à quoi une mère de famille répond : « Non, non. Ce sont nous les oiseaux et c'est vous la branche, les moines. Si vous partez, sur quoi nous poserons-nous ? » La messe est dite, ils restent.

Dans les mois qui suivent, d'autres hommes et femmes d'Église sont lâchement assassinés. Mais, fidèles à leurs engagements humanitaires, les moines continuent à soigner les terroristes, qu'ils surnomment les « frères de la montagne », par opposition aux militaires algériens, appelés les « frères de la plaine ». Les autorités de la région, au courant de ces activités, laissent faire. C'est la volonté des moines, et rien ne leur sera imposé.

Au milieu du mois de juin 1994, à la tombée du jour, trois hommes armés pénètrent au sein de Notre-Dame-de-l'Atlas et exigent d'utiliser le téléphone des moines. Refus net du frère Christian il ne s'agit plus d'un acte de charité, mais d'une inacceptable collaboration. Soudain, l'un des terroristes montre du doigt le frère Paul et l'accuse d'être un policier. Frère Christian intervient et les convainc que son collègue est un simple religieux. La tension baisse d'un cran, mais pas la détermination des terroristes : ils doivent téléphoner. En échange de la vie sauve de frère Paul, l'appareil est finalement mis à la disposition du groupe du GIA. L'appel dure une longue heure, les conversations se poursuivent en arabe, en français et en kabyle, avec différents interlocuteurs. Le père Robert assiste à la scène. Nerveux, il sort une cigarette, qu'il s'apprête à allumer, quand un homme armé lui hurle : « *Haram* [Interdit] ! » Impatient, le moine rétorque : ce qui est défendu et illicite, c'est un frère qui tue son frère. Puis, sans attendre ni réponse ni approbation, il allume sa cigarette et tourne le dos pour fumer.

Ce sérieux incident change le mode de fonctionnement. Les moines n'en informent pas les autorités locales, par principe de neutralité, mais votent désormais régulièrement pour savoir s'ils restent ou partent. Invariablement, le résultat est le même : ils ne bougent pas. En revanche, informé de la dernière visite des terroristes, le *wali* de Médéa, une nouvelle fois, leur propose la protection armée et rapprochée du monastère ou bien un départ, même provisoire, vers la France. Frère Christian, constant dans son refus, répond au haut fonctionnaire territorial : « La mission de l'Église est incompatible avec la mise en place d'un dispositif de sécurité. Il n'est pas question non plus de quitter l'Algérie. » Il ajoute : « Nous sommes comme vous les musulmans : si Dieu décide de notre mort et du lieu de notre mort, on n'y pourra rien. »

L'Église d'Algérie, une si vieille histoire

Le christianisme est arrivé en Algérie bien avant la colonisation française, à la fin du IIe siècle. « Le message de justice et d'égalité qu'il porte plaît aux populations assujetties par l'Empire romain. Religion des opprimés, de tous ceux qui souffrent, elle rend de l'espoir aux pauvres, une raison de vivre à l'esclave qui peut rêver d'un avenir meilleur. Les martyrs chrétiens sont très nombreux et leurs noms révèlent souvent leur origine berbère[9]. » De père romain et de mère

berbère, saint Augustin, né à Taghaste (Souk Ahras), est acclamé au Ve siècle évêque d'Hippone (Annaba). Il fait la gloire de l'Église d'Algérie. Après saint Paul, il est considéré comme le personnage le plus important dans l'établissement et le développement du catholicisme. Quant aux moines cisterciens, leur implantation en Algérie date de 1842.

Tout commence par une initiative du maréchal de France Thomas Robert Bugeaud, arrivé à Alger en 1836 avec mission d'écraser la révolte de l'émir Abdelkader. La résistance des Algériens le contraint de signer avec l'émir Abdelkader le traité de Tafna le 30 mai 1837. Mais la résistance algérienne, sous diverses formes, se poursuit dans plusieurs coins du territoire. En 1840, le maréchal Bugeaud est nommé gouverneur de l'Algérie. De retour à nouveau à Alger, mais cette fois avec plus de 100 000 soldats et officiers, il emploie une nouvelle méthode de guerre : affamer les résistants, voler les troupeaux et brûler leurs terres. « Le but n'est pas de courir après les Arabes, ce qui est fort inutile ; il est d'empêcher les Arabes de semer, de récolter, de pâturer, […] de jouir de leurs champs […]. Allez tous les ans leur brûler leurs récoltes […], ou bien exterminez-les jusqu'au dernier. Si ces gredins se retirent dans leurs cavernes, imitez Cavaignac aux Sbéhas ! Fumez-les à outrance comme des renards[10]. »

Après cette sanglante « pacification », le maréchal de France adresse une missive à don Joseph Hercelin, père de l'ordre cistercien, lui demandant d'envoyer en Algérie des moines agriculteurs. « Il faut faciliter la colonisation et faire de cette colonie une terre chrétienne. Rien ne rapproche plus de l'organisation militaire que l'organisation religieuse… Aussi suis-je persuadé que votre établissement prospérera[11]. » Les moines arrivent donc afin de mettre en valeur les terres de la colonisation française. Une dotation signée le 18 juillet 1843 leur attribue un domaine de 1 020 hectares aux abords de Staoueli, sur la plaine de la Mitidja, lieu d'une farouche bataille entre les troupes ottomanes et les forces conquérantes françaises en 1830.

Mais ce n'est qu'en 1938 que les moines cisterciens s'installent à Tibhirine pour fonder la communauté de Notre-Dame-de-l'Atlas dans une ancienne ferme bâtie par des colons anglais au milieu du XIXe siècle. Ils cultivent la vigne et le vin, comme principale source de revenus. Ils ne tardent pas à être pris dans la tourmente de la guerre d'Algérie. Le frère Luc est kidnappé par les soldats de l'armée de libération en juillet 1959. Les maquisards le surnomment le « toubib », car il soigne leurs blessés.

Durant la guerre d'indépendance, les moines de Tibhirine étaient, au nom de la justice, aux côtés des fellaghas. En effet, l'Église d'Algérie n'a cessé de condamner la torture exercée trop systématiquement par l'armée française.

En 1964, le frère Robert s'installe au monastère de Tibhirine, il prend la nationalité algérienne. Devant le départ massif et définitif des Français pieds-noirs, le monastère promulgue aux populations « autochtones » environnantes des cours en arabe, conformes au programme de l'éducation nationale, et même des cours de religion musulmane. Depuis l'indépendance, l'Église d'Algérie a cessé tout prosélytisme.

Le frère Christian de Chergé[12] revient à Tibhirine en 1971. Il y avait débarqué pour la première fois en 1959, alors jeune officier. Au cours d'une embuscade, il est sauvé par un Algérien qui risque sa vie pour lui : Mohamed, un musulman garde champêtre, père de dix enfants. À Christian qui lui promet de prier pour lui, Mohamed répond : « Je sais que tu prieras pour moi. Mais, vois-tu, les chrétiens ne savent pas prier ! » Le lendemain matin, Mohamed est retrouvé assassiné. Christian en sera éternellement bouleversé.

Frère Christian intensifie la coopération avec les voisins musulmans. Aidés des villageois, les moines créent une coopérative agricole où les bénéfices de la terre sont partagés à parts égales. Puis, réalisant que la communauté voisine est dépourvue de mosquée, ils transforment la salle d'attente du frère Luc en lieu de culte. Le message de paix est entendu. L'osmose est totale, mais précaire.

Tout bascule avec la victoire du FIS aux élections, puis surtout avec le GIA. Djamel Zitouni, du haut de ses 32 ans, veut confirmer sa suprématie sur toute la région : il prône une guerre totale contre les juifs, les croisés, les mécréants et les alliés étrangers de la junte militaire. Et se demande pourquoi les moines de Tibhirine sont encore vivants alors que Sayah Attia, leur protecteur, est mort dans une opération militaire, après neuf jours d'agonie.

Le rapt fatidique

La mort d'un étranger, et encore plus d'un religieux, aura davantage d'impact dans le monde que l'assassinat d'un intellectuel ou d'un militaire algérien, fût-il officier supérieur. La décision est prise, les moines ne veulent ni ne savent se défendre. Leur foi et le sacrifice ultime sont leurs seuls boucliers. Que peut faire une croix devant un sabre bien aiguisé ou une kalachnikov chargée avec la balle au canon ?

C'est la première fois depuis plusieurs années que le monastère de Tibhirine reçoit autant de visiteurs : des religieuses, des prêtres, des hôtes de passage, « venus à la demande du père Christian qui a voulu réunir dans le Ribat un groupe de dialogue islamo-chrétien[13] ». Ce 26 mars 1996, Vendredi saint, est un soir particulier, mais personne ne le sait encore. À minuit passé, en contrebas du monastère, stationnent plus d'une demi-douzaine de voitures, taxis et véhicules volés, d'où descendent une vingtaine de terroristes en armes. D'un pas leste et rapide, ils atteignent en un quart d'heure la porte de la baraque du gardien, Mohamed Benali, à quelques mètres de l'entrée de Notre-Dame-de-l'Atlas. Ils frappent, l'épouse du gardien affolée réveille son époux.

Inquiet, ce dernier entend alors, sur un ton menaçant : « Mohamed, ouvre la porte, on te voit[14]. » Faiblement, il demande au mystérieux visiteur ce qu'il veut. « On a un blessé, on veut un médecin. » Avec une courtoisie dictée par la peur, le gardien s'excuse de ne pas pouvoir lui ouvrir, puis sort vers la cour intérieure par une porte dérobée afin d'alerter le prieur du monastère. Arrivé devant le portail, il découvre des hommes cagoulés et armés. Avec une kalachnikov pressée sur sa tempe, Mohamed les conduit devant l'entrée de la cellule de frère Christian au rez-de-chaussée. Un terroriste frappe à la porte et exige du gardien qu'il s'annonce. Confiant, le prieur ouvre sa porte, mais est aussitôt bousculé à l'intérieur de sa chambre. Il fait sombre, l'alimentation électrique a été préalablement coupée.

D'autres terroristes envahissent, armes pointées, la cellule de frère Luc, le « toubib ». Très vite, frère Christian comprend la situation et leur demande : « Si vous emmenez frère Luc, qu'est-ce qui me garantit qu'il va revenir ? » Ils se regardent sans prononcer un mot. Le prieur demande alors à parler à leur chef. Celui-ci arrive sur les lieux, à visage découvert, barbe rousse et lunettes blanches : Abu el-Harath, Maiza Mohamed de son vrai nom, le nouvel émir local, homme de main de l'impitoyable Djamel Zitouni.

Les terroristes commencent par s'emparer des médicaments. L'un des assaillants traîne

Mohamed Benali à l'étage sous la menace et lui demande le nombre exact des moines : sept ou huit ? Le gardien prend le risque de mentir et de bégayer le chiffre de sept – ils sont neuf, plus les quinze hôtes dormant dans une annexe séparée de la bâtisse principale par une simple porte non verrouillée. Les terroristes s'emparent des moines encore endormis et leur laissent à peine le temps de s'habiller. Le père Thierry Becker, réveillé par le bruit, se lève et entrouvre la porte communicante avec la bâtisse principale. Il aperçoit le gardien, dos au mur, qui ne peut que lui faire un signe de la tête. Le père Thierry comprend et referme lentement la porte. Ravisseurs et otages descendent au pied du cloître. Les terroristes mettent en joue les sept moines. Discrètement, Mohamed Benali se dérobe. À pas lents, il se cache derrière un buisson jusqu'au lever du soleil[15]. Le groupe du GIA quitte le monastère avec les sept moines[16] pour descendre la pente où les véhicules les attendent. L'opération commando n'a duré que dix minutes.

Quelques heures après, le frère Amedé prend conscience du kidnapping. Rejoint par un autre prêtre, il se dirige vers le téléphone pour donner l'alerte, mais les fils ont été coupés. Les terroristes avaient tout prévu. Au lever du jour, après la prière de l'aube, les deux moines rescapés se rendent à Médéa, située à quatre kilomètres de là, pour informer les gendarmes.

Ratissages et quadrillages

Forces spéciales de l'armée, gendarmes et hélicoptères passent la région au peigne fin sur un rayon de plusieurs kilomètres. On dresse des barrages sur les routes principales et départementales. Toutes les zones de refuge potentielles sont fouillées, mais elles se comptent par centaines et le secteur est très vaste. De plus, les ravisseurs disposent de plusieurs précieuses heures d'avance. Les indices sont minces, seule la coule du frère Michel, portant son numéro d'identification, est trouvée à la sortie du village.

L'annonce de la disparition des moines ne fait l'objet que d'un bref communiqué dans le journal télévisé de l'unique chaîne d'État, le 27 mars 1996 à 20 heures. En Algérie, c'est presque un fait divers. En France, c'est un drame. Le lendemain, dès l'après-midi, l'ambassadeur de France Michel Lévêque, se rend sur les lieux pour emmener les religieux loin de Médéa. Au Quai d'Orsay se met en place une cellule de crise, composée de diplomates, de représentants de l'Élysée, de Matignon, de la DST et de la DGSE. Dans ce huis clos supposé secret, la tension est à son paroxysme.

Lors d'une des premières réunions, quelqu'un dit : « Soit les moines sont morts et nous n'avons aucun problème, soit ils sont vivants et c'est le début des complications[17]. » De son côté, Hervé de Charrette, le ministre des Affaires étrangères, suggère de menacer les autorités algériennes de suspendre toute coopération, notamment avec la DST, pour récupérer les moines vivants. Mais, officiellement, la prudence est de règle. Il faut obtenir la libération des moines sans entrer en conflit avec les autorités algériennes, pour qui la souveraineté est un véritable dogme.

Dans le plus grand secret, le général Philippe Rondot s'envole pour Alger, le 5 avril. Son séjour, programmé sur deux jours, prévoit des rencontres avec les hommes d'Église restés en Algérie, mais aussi avec les islamistes de Médéa. Sa première réunion est avec le général Smaïn Lamari, patron du contre-espionnage. Pour ce dernier, le commanditaire de ce rapt ne peut être que Djamel Zitouni. Philippe Rondot se voit présenter le plus qu'exceptionnel dispositif militaire déployé sur toutes les zones limitrophes du monastère. Les officiers du DRS l'informent qu'ils

s'appuient sur Ali Benhadjar[18] et son groupe, liés par l'*amane* donné aux moines par leur défunt chef Sayah Attia, mais sans demander préalablement l'autorisation du chef du GIA. Ali Benhadjar suite à la mort de Sayah Attia, crée la « phalange de la fidélité ». Il déplore que des groupes dévoyés aient porté atteinte à cet engagement en procédant à un enlèvement contraire aux lois et aux principes islamiques. Il envoie un communiqué dans ce sens au *Monde*[19]. Ali Benhadjar connaît par ailleurs les principales caches et grottes, mais pas le plan de fuite et les planques des troupes de Djamel Zitouni. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un concours appréciable.

Le général Rondot comprend la situation et, de retour à Paris, recommande une certaine retenue médiatique, qui sera globalement assez bien observée. Les premières informations diffusées par les télévisions françaises expliquent l'enlèvement des moines par la nécessité pour les terroristes de disposer d'un médecin dans leur maquis. Ni le ton ni l'heure ne sont au catastrophisme. Toutefois, dans un compte rendu oral à sa hiérarchie, Philippe Rondot ajoute qu'il faut s'attendre au pire. Ses informations collectées en Algérie sont jugées minces, il pense que le DRS algérien est encore dans le brouillard. L'avis, non fondé, de la DGSE sur le DRS est plus tranché : les Algériens jouent un double jeu et Djamel Zitouni est un de leurs hommes, infiltré à la tête du GIA. Il ne peut s'agir que d'une inimitié ancienne entre les services de renseignement des deux pays, fortement ravivée par l'affaire de l'Airbus d'Air France et la vague d'attentats de l'été 1995 à Paris.

En l'absence d'informations exploitables, l'armée algérienne poursuit ses raids et opérations au sol. Les interrogatoires de suspects ou de supposés sympathisants islamistes se systématisent. La traque est multidimensionnelle : écoutes téléphoniques des suspects, filatures et surveillance de certaines mosquées. Les témoins fiables sont rares. Certains croient avoir aperçu les moines dans des voitures traversant un village, des cendres encore tièdes sont découvertes dans des campements en pleine montagne. À chaque fois, le DRS indique à la DST les zones où les moines auraient pu passer. Sur le terrain, les soldats appuyés par les forces héliportées se déploient sur un vaste secteur. Le Quai d'Orsay souhaite que les interventions militaires algériennes soient moins vigoureuses afin de préserver la vie des otages. Ce qui est certain, c'est que, mis sous pression, les ravisseurs sont très mobiles, bien que l'âge avancé des otages et leur état de santé atténuent la célérité des déplacements.

Conscients de tous ces éléments, les militaires mènent une course contre la montre, avec une aide de Paris dispensée avec parcimonie, quand il ne s'agit pas carrément d'embûches. Les Français ne se sentent pas obligés de tenir leurs homologues algériens au courant de leurs actions. Ainsi, les agents secrets multiplient les contacts avec les islamistes algériens basés à Londres, qui ont des relations confirmées avec le GIA. Les officiers de la DGSE se déplacent aussi au Soudan terre d'asile pour de nombreux salafistes, sans prendre la peine d'en faire part aux officiers du DRS.

Les ravisseurs ne sont pas les seuls à être mis sous pression : les autorités algériennes ont aussi des comptes à rendre. À la fin de la messe, célébrée le dimanche 14 avril à la cathédrale de Tunis, le pape lance un appel à la libération des sept moines trappistes. Jean Paul II a même prié pour que « Dieu leur permette de voir enfin arriver le terme de leur épreuve par leur libération », et qu'Il soutienne l'« espérance de l'Église dans ce pays et conduise le peuple algérien sur la recherche de la paix et de la sécurité ». Faut-il rappeler que la communauté de Sant'Egidio est à quelques jets de pierres du Vatican ?

Le GIA, maître du jeu ?

En réalité, les moines passent leur première nuit à Guerouaou, un village isolé en pleine montagne, situé à dix kilomètres à vol d'oiseau du monastère, dans une cachette connue de quelques rares djihadistes qui ont été préalablement exécutés par mesure de sécurité[20]. Le lendemain, les terroristes déplacent les moines dans un autre abri souterrain. Une semaine après, la cavalcade recommence laborieusement, pendant de nombreuses nuits cette fois, avec des moyens de locomotion variés, mais les randonnées pédestres sont jugées plus sûres pour contourner l'encerclement de l'armée. Une vingtaine de jours est nécessaire pour atteindre une région encore plus heurtée en Haute-Kabylie : le maquis de Bougara (quartier général de Djamel Zitouni), en contrebas de celui de Tablat, relativement à l'écart des grands ratissages de l'armée. Se sentant un peu plus à l'abri, dans une cabane qui sert d'infirmerie aux maquisards et où sont confinés les moines, les ravisseurs baissent la garde et font remettre les passeports des moines à leur chef suprême afin qu'il puisse entamer en position de force des tractations.

Djamel Zitouni tient la vie des moines entre ses mains et, plus important pour lui, il aggrave la crise au sommet entre les États français et algérien. Il se sent tout-puissant pour négocier directement avec les Français. Pour ce faire, Paris doit le reconnaître comme seul interlocuteur au nez et à la barbe des autorités algériennes. Après tout, il a les cartes en main. Par ailleurs, il est déterminé à ce que l'armée algérienne ne puisse en aucun cas récupérer les moines vivants. Les militaires ne doivent pas sortir victorieux de cette épreuve selon le chef du GIA. Et si les soldats de l'ANP se rapprochent de la cachette des moines au point de pouvoir les libérer, les otages seront tout simplement égorgés. Les militaires seront tenus responsables de leur mort. Pour le chef suprême du GIA, quel que soit le cas de figure, c'est du gagnant-gagnant.

Parmi les émissaires du GIA, certains peuvent entrer en contact avec les Français. Djamel Zitouni dispose de moyens humains pour se mettre en relation directe avec des représentants des autorités françaises. Dans ces circonstances, Alger et Paris ne peuvent que se quereller davantage, au grand plaisir du GIA.

La guerre de l'ombre

Il n'est que préfet du Var, pourtant il est l'un des premiers en France à être prévenus, dès les premiers jours d'avril, par un émissaire-informateur du GIA. Jean-Charles Marchiani, homme de confiance de Charles Pasqua, dispose d'une « taupe » fiable au sein de la mouvance islamiste – celle-là même qui l'avait informé que le détournement de l'Airbus était une opération suicide –, prénommée Hocine. L'informateur confirme indirectement au préfet hors cadre que le GIA détient les moines, information qu'il s'empresse de transmettre à Charles Pasqua.

Ce dernier témoignera plus tard devant la caméra de Malik Aït-Aoudia et Séverine Labat[21] : « J'ai pris mon téléphone et j'ai appelé Jacques Chirac. Marchiani me dit qu'il y aura la possibilité probablement de recueillir des informations sur cette affaire et peut-être même de pouvoir négocier la libération de ces moines. Qu'est-ce que tu en penses ? Et il m'a dit : "Dans ce cas-là, il faut qu'il le fasse." Mais il m'a dit : "Surtout, que Juppé n'en sache rien." »

Charles Pasqua donne carte blanche à Jean-Charles Marchiani. Seuls Dominique de Villepin, secrétaire général du président, et son chef d'état-major particulier, l'amiral Jean-Luc Delaunay,

sont mis au courant. Le 6 avril à 21 heures, Jean-Charles Marchiani est reçu par le président de la République, qui lui dit en substance : « On est dans le flou le plus total, vous connaissez bien les services algériens. Voyez ce que vous pouvez faire, mais surtout restez discret[22]. » Message bien reçu. « Le préfet du Var maîtrise parfaitement le langage chiraquien. Il le traduit en bon français. Il sait qu'il doit se mettre immédiatement au travail et ne rendre des comptes qu'au président de la République et à ses plus proches collaborateurs[23]. »

Il semble être l'homme idoine pour cette mission délicate : il a de bonnes relations avec les hauts responsables du renseignement algérien et dispose de « contacts » au sein de la mouvance islamiste. Hocine est aussitôt mis à contribution et quitte l'Algérie pour Toulon, où il est attendu par le préfet. Ce contact direct permet d'établir un plan d'action.

Après un long périple nécessitant moult précautions, l'émissaire du préfet rencontre un représentant du chef suprême. Djamel Zitouni est prié de faire connaître ses revendications. Pour des besoins d'authentification, le préfet du Var avait demandé que ce texte de revendication ne soit pas adressé aux Algériens, mais directement au président Jacques Chirac.

Le communiqué numéro 43, daté du 18 avril, accompagné de la signature des sept moines, parvient par fax en France. Ce texte justifie théologiquement l'enlèvement des moines et annonce une prochaine liste de prisonniers islamistes à libérer. Il finit par une menace : « Vous avez le choix, libérez nos prisonniers et nous libérerons les vôtres. Désobéissez et nous les égorgerons. »

Hocine est chargé de porter une contre-proposition : « Nous sommes prêts à négocier, mais sans porter atteinte à la souveraineté algérienne. » Marchiani sait que les autorités algériennes refuseront de libérer Layada. « Alors nous sommes disposés à payer à deux ou trois personnes en Europe des sommes relativement modestes, nous pouvons libérer en toute discrétion quelques détenus de "droit commun" en France[24]. » Litote qui qualifie des islamistes assez peu médiatisés. L'émissaire répète la contre-proposition du préfet du Var à Djamel Zitouni. Les Français veulent une preuve que les sept moines sont en vie. L'émir confie alors à son homme de main, Yakoub, ingénieur-son improvisé, la mission d'enregistrer les voix des moines sur une cassette audio.

Le surlendemain, la petite baraque où sont détenus les moines se transforme en studio d'enregistrement. Avec un magnétocassette rudimentaire prolongé par un microphone, les moines sont priés de se présenter et de lire quasiment le même texte pour authentifier la date exacte. Yakoub demande aux moines d'écouter le bulletin du début de soirée du journal de la station franco-marocaine Medi 1 du 20 avril 1996 et de le répéter mot à mot. En guise de générique, la voix de Yakoub déclare : « Sur ordre de l'émir du Groupe islamique armé, Abou Abderahmane Amine, connu sous le nom de Djamel Zitouni, nous enregistrons cette cassette. » Frère Christian s'exécute le premier : « Nous sommes le 20 avril 1996 et il est 23 heures. Je suis frère Christian, moine au monastère de Tibhirine, je suis en bonne santé… Je suis vivant, détenu par le groupe d'Abou Abderahmane Amine… Il faut négocier. Si le gouvernement ne répond pas aux exigences… » L'un après l'autre, ils récitent les mêmes phrases à quelques variantes près, le tout sur fond sonore d'échanges en arabe entre les ravisseurs.

Il ne reste qu'à faire parvenir l'enregistrement à l'ambassade de France à Alger. Ce n'est pas une mince affaire. Cela prendra une dizaine de jours. Entre-temps, Hocine informe le préfet du Var de l'état d'avancement de ses échanges avec le GIA.

Maintenant que le contact est bel et bien établi, durant la seconde moitié du mois d'avril, Jean-

Charles Marchiani se rend à bord d'un Mystère 20, à Ouargla, dans le Sud algérien, pour rencontrer le général Fodil Saidi, chef de la 4e région militaire (il était auparavant patron de la DDSE). Un accord secret de principe est vite trouvé. Les Français ne doivent avoir aucun contact direct avec le GIA sur le territoire algérien et ils s'engagent à informer le DRS de l'évolution des tractations avec les islamistes. Les modalités opérationnelles sont aussi déterminées : seuls les militaires algériens récupèrent les moines. Il est aussi convenu que les Libyens ne seront mis dans la confidence qu'à la dernière minute[25].

Le livreur de l'enregistrement du message des moines connaît très bien l'ambassade de France. Et pour cause, il s'appelle Mustapha Abdallah et n'est autre que le frère de Yahia Abdallah, chef du commando qui avait détourné l'Airbus.

Trente-cinq jours après l'enlèvement des moines, le mardi 30 avril en milieu de matinée, les bousculades devant l'entrée de l'ambassade de France sont agrémentées de cris, d'injures et autres noms d'oiseaux. Les demandeurs de visa attendent depuis longtemps, d'épais dossiers sous le bras. Les nerfs sont à vif, quand soudain, avant midi, au milieu de cette indescriptible cohue, un jeune homme se fraye calmement un chemin jusqu'à l'entrée.

Arrivé face au gendarme armé, Mustapha Abdallah explique qu'il est un ancien employé de l'ambassade et qu'il a besoin de documents administratifs et de quelques renseignements. Il traverse le portique électronique en toute quiétude. Mustapha sort de son sac non fouillé une copie du communiqué numéro 43 et demande à être reçu par un responsable du renseignement. Le document est pris par un gendarme qui lui intime l'ordre de patienter sous bonne garde. Le chef de poste de la DGSE prend alors les choses en main. Il fait conduire l'émissaire dans un bureau isolé où il va à sa rencontre. Le frère du pirate de l'air offre enfin son présent. La DGSE détient enfin le sésame pour prendre la main dans cette affaire d'où elle a été somptueusement tenue à l'écart.

Après une heure d'échange, le lieutenant-colonel remet à Mustapha un accusé de réception[26]. Ce document, délivré sans aucune concertation, ni avec l'ambassadeur ni avec l'attaché militaire, commence ainsi :

« Abou Abderahmane Amine[27]

Émir du GIA

Aujourd'hui, le 30 avril 1996, à midi, nous avons reçu votre messager, Abdallah, qui nous a remis votre lettre accompagnée d'une cassette.

Nous souhaitons maintenir le contact avec vous. »

Mustapha Abdallah doit maintenant être exfiltré de l'ambassade en toute sécurité. Il est le seul lien entre la DGSEet les sept moines, des dispositions drastiques sont donc prises. Mustapha est confortablement assis à l'arrière d'une Renault 25 blindée aux vitres teintées, une voiture suiveuse se met en position pour déjouer une éventuelle filature. Le cortège quitte l'ambassade en trombe. Les deux véhicules sont reliés par deux radios fréquences basses et cryptées. Après avoir eu la certitude qu'ils ne sont pas suivis, les officiers de la DGSE déposent Mustapha, selon ses indications, au coin d'une rue du quartier de Hussein Dey, dense en population.

La cassette est envoyée boulevard Mortier, siège de la DGSE, le soir même, par valise diplomatique. Une copie reste à Alger. Mgr Tessier est invité à l'ambassade pour identifier les voix des sept moines. Il est formel : « Ce n'était pas la voix de personnes épuisées ou terrorisées. » La cassette est transcrite, une copie est envoyée à la DST en fin de soirée.

Par une source mystérieuse, les services secrets algériens sont informés de la visite du messager de Djamel Zitouni à l'ambassade de France. Illico, un colonel du DRS s'y rend et demande une copie des enregistrements des caméras de surveillance disséminées dans la chancellerie ainsi qu'une copie de la cassette audio.

D'une voix calme et presque innocente, le Français lui répond que les caméras sont en panne et que le seul exemplaire de l'enregistrement est déjà à Paris. Avant de tourner les talons, l'officier supérieur lui rétorque sur un ton désapprobateur : « Ah bon, vous ne voulez pas coopérer ! » Fin de l'entretien. Une nouvelle guerre dans la guerre est déclarée.

La provocation est inadmissible. Furieux, le général-major Smaïn Lamari entend avoir rapidement en France une discussion franche et directe avec la DST. Pour cela, il a besoin en urgence du renouvellement de son visa. Mais « il se voit opposer des lenteurs qui ne doivent rien au hasard ni à l'incurie des services concernés. Il se fâche et menace de cesser toute collaboration. Il faut que Raymond Nart, un des plus haut gradés de la DSTs fasse jouer son réseau personnel et dépêche un de ses collaborateurs à Berne (Suisse) où un consul de France au nom choisi, puisqu'il [ou plutôt elle] se nomme Secret, lui délivre le précieux sésame[28] ». Les transcriptions de l'enregistrement de la cassette lui sont remises. Pourtant la DGSE, soutenue par Matignon, avait posé son veto : pas de copie de la cassette audio aux Algériens[29]. Le DRS ne peut recevoir que des informations *a minima*, alors que les moines sont en Algérie et courent de graves dangers.

Une rencontre entre le général Smaïn Lamari et Jean-Charles Marchiani devient nécessaire. Charles Pasqua téléphone au président tunisien Ben Ali. Avec son accent bien méridional, il demande au maître de Carthage si son pays peut abriter une rencontre top secrète à Tabarka, ville côtière à quelques kilomètres de la frontière algéro-tunisienne. Ben Ali donne son accord à condition que le général algérien vienne à Tabarka dans un hélicoptère banalisé.

Aux premiers jours du mois de mai se rencontrent au lieudit le préfet du Var et le patron du contre-espionnage algérien. Les équipages restent dans leurs appareils respectifs, et l'entretien se déroule dans un hangar vide. Ils discutent rapidement des dernières évolutions, les deux sont agacés par le comportement de la DGSE, plus particulièrement de son officier en poste à Alger. Jean-Charles Marchiani, quant à lui, reste confiant sur le bon déroulement de l'accord avec le GIA[30], sauf surprise. Ils confirment que toute l'opération doit être « algérianisée » puisqu'en aucun cas une quelconque intervention française ne peut apparaître.

Le chef de poste de la DGSE a non seulement provoqué un imbroglio au sein de l'ambassade mais il a aussi mis à mal la coopération sécuritaire franco-algérienne, seul moyen de tenter de sauver la vie des moines. Il est désavoué par le Quai d'Orsay, mais ne sera rappelé à Paris qu'au mois de juin, période habituelle des mutations. Car, pour le moment, la DGSE, qui entend être seule maîtresse des négociations, a encore besoin de lui. En effet, les espions du boulevard Mortier ont aussi une taupe au sein du GIA. Il s'agit d'un jeune Algérien, surnommé « Ali ».

Tout a commencé quelques années auparavant, lors d'un séjour de quelques mois au Caire, dans l'université religieuse d'Al-Azhar. Un soir, aux bords du Nil, sur un quai de promenade éclairé par des lampadaires immortalisés dans une des chansons d'Abdel Halim Hafez[31], Ali fait la rencontre d'un islamologue moyennement arabisant, marié et père de famille, mais qui n'a pas fait son *outing*. Il établit très vite, comme certains orientalistes de la vieille époque, une relation

extraconjugale avec ce jeune brun. L'islamologue le ramène avec lui à Paris et tente de lui trouver un travail d'interprète. Une entité publique française confie toutefois à Ali la traduction de l'arabe en français du bulletin du GIA *El-Mounkidh*. Sa connaissance limitée de la langue française met vite fin à cette collaboration. Cependant, il est repéré par la DGSE.

De retour dans son pays natal, auréolé par un passage, fût-il furtif, dans la prestigieuse mosquée d'Al-Azhar, il gravit très vite les échelons de la mouvance islamiste. Il est réactivé par la DGSE aux premiers jours d'avril 1996. La mission d'Ali est de mettre en relation un agent secret avec le GIA.

En préparation de cette première prise de contact, la DGSE envoie deux de ses officiers incognito en Algérie. Pour brouiller les pistes, ils arrivent à Alger par un vol en provenance de Francfort. Sur place, ils se rendent directement à l'ambassade de France pour une réunion avec le chef de poste. Ils quittent ensuite la chancellerie pour un dîner offert par le correspondant de la CIA à l'ambassade américaine. Ils sont alors aisément repérés par les services secrets algériens, qui se voient ainsi confirmer que la DGSE travaille sur les moines enlevés dans le dos des Algériens et, de surcroît, en Algérie. Le DRS est sur tous les fronts : contre les islamistes et contre les possibles coups tordus des espions français. Alors qu'un terrain d'entente est déjà trouvé avec Jean-Charles Marchiani. À quoi joue donc la DGSE ?

De son côté, le préfet du Var avance dans ses négociations, puisque Djamel Zitouni a désormais renoncé à exiger la libération d'Abdelhak Layada. La délivrance des moines devient donc possible, d'autant que les sommes d'argent à verser ne sont pas énormes. Une simple imputation budgétaire sur les fonds spéciaux de la présidence, et le tour est joué. Reste à définir les justifications vaguement juridiques pour libérer les « détenus de droit commun » dont l'engagement islamiste peu pacifique est avéré. Le dispositif judiciaire français est certes complexe, mais un compréhensif juge d'application des peines peut surmonter certaines réticences procédurières. Jean-Charles Marchiani se rend à l'Élysée à deux reprises pour informer la garde rapprochée du président et aussi pour s'assurer de son soutien. Hocine demande l'attribution de quelques cartes de séjour et quelques visas.

Djamel Zitouni affirme aux maquisards qu'il a atteint son but : entrer en contact avec l'ambassade de France pour libérer des prisonniers avec une somme d'argent en sus. Les moines sont libérables. Précautionneux, le chef du GIA les fait déplacer dans un autre endroit, une maison entourée d'arbres appelée la « maison rouge » que seuls deux de ses hommes de confiance connaissent, dont Abu Imane, transformé en geôlier en chef.

La « coupure »

Alain Juppé, stupéfait, apprend, dans *Le Parisien* du 9 mai 1996, que Marchiani, simple préfet, travaille en sous-main sur un sujet de politique étrangère. Le Premier ministre demande fermement à Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur dont dépendent tous les préfets, de mettre fin à cette mission secrète. Jean-Louis Debré téléphone à son préfet à Toulon, qui lui répond : « Si vous voulez le faire, faites-le. Mais je vous préviens, ils sont morts[32]. » Le 10 mai 1996, Jean-Charles Marchiani informe les autorités algériennes et son contact avec Djamel Zitouni qu'il est mis hors jeu. Alain Juppé jubile, il a évincé Jean-Charles Marchiani, mais il a surtout un plan B, celui de la

DGSE.

Du boulevard Mortier est repris le relais des négociations. Les espions français sont sur le pied de guerre. Ali, leur « taupe », fort de son bagage « azhari », s'est bien positionné dans l'entourage immédiat de Djamel Zitouni. Il lui propose donc une rencontre directe dans son propre maquis avec un officier de la DGSE. Djamel Zitouni devine les rivalités intra-françaises et il espère en obtenir plus avec ce Français qui se déplace sur son propre terrain et qui sans doute ne viendra pas les mains vides.

De Tabarka (Tunisie) décolle un hélicoptère d'une compagnie privée qui assure une liaison régulière avec Skikda, important terminal gazier où sont à pied d'œuvre plus de 300 étrangers. À bord, ce jour de la mi-mai, un ingénieur assez spécial embarque avec des papiers en apparence en règle. Arrivé à Skikda, cet ingénieur quitte discrètement le chantier gazier pour un autre, plus délicat : négocier avec Djamel Zitouni. C'est un espion de la DGSE.

Accompagné par Ali, il arrive au maquis pour rencontrer la garde rapprochée de l'émir. Commencent les discussions, des principes généraux sont évoqués, mais, en l'absence du chef, aucune décision n'est prise. Ils s'accordent toutefois pour se revoir. L'officier leur fait don d'une montre dans laquelle est incrusté un émetteur miniaturisé, avant de repartir sain et sauf[33]. Les terroristes ne tardent pas à deviner la fonction de ce dispositif. Furieux, ils érigent sur place un tribunal pour juger Ali accusé de complicité. Il est égorgé. Fin de la mission de la DGSE en Algérie, son lien avec les ravisseurs est « coupé ».

Les opérations de ratissage avec des moyens encore plus impressionnants se rapprochent de la zone de Tablat et ses environs. Les autorités algériennes sont convaincues que, quoi qu'il arrive, les moines seront tués. En intensifiant les opérations militaires, elles espèrent en sauver quelques-uns.

Averti par la découverte du mini-émetteur, Djamel Zitouni se sent floué et ordonne l'exécution de cinq otages. Les moines sont pris un par un. Les cinq corps sont abandonnés à côté de la « maison rouge ». Les assassins prennent la fuite avec les deux derniers moines, considérés comme les plus importants : frère Luc, le médecin, et frère Christian. Après une longue marche, alors que l'armée rôde aux alentours, les terroristes ont peur que leurs deux otages ne crient et signalent leur présence. Alors, ils décident de les tuer. Un de ses lieutenants conseille à Zitouni de jeter les corps dans un endroit bien visible afin que l'armée stoppe ses ratissages. Il ordonnera qu'on les balance loin, au bord d'une route.

Mais ce n'est pas si simple de porter des morts, ainsi que le confirme le témoignage d'Abu Mohamed[34], membre de la garde rapprochée du GIA. Alors, la décision est prise de ne prendre que les têtes. On les tranche et on enterre sur place le reste des cadavres. La décapitation a lieu vingt-quatre heures après l'égorgement.

Pour se justifier, Djamel Zitouni publie le communiqué 44, en date du 21 mai 1996, où il rappelle la lettre à Jacques Chirac, les visites des émissaires et la lettre du chef de poste de la DGSE proposant de maintenir le contact. Il rejette la faute sur les autorités françaises, qui ne voulaient plus négocier. Il termine sa déclaration : « Ils [les autorités françaises] ont tranché en stoppant ce qu'ils avaient entrepris. Nous avons alors tranché la gorge de tous les moines conformément à notre engagement. Louanges à Dieu et ceci a lieu ce matin. » La radio franco-marocaine, première à recevoir le communiqué, annonce la mort des moines le 25 mai.

Les lieutenants de Djamel Zitouni s'activent pour se débarrasser des têtes afin que cessent les raids et ratissages qui se rapprochent. Elles sont entassées dans le coffre d'une voiture de fortune. Le chauffeur quitte les lieux avant le lever du soleil, tous feux éteints. Après un long périple au départ de Bouira, il arrive quasiment au point de départ de l'enlèvement des moines. Les sept têtes sont rapidement déposées sous un arbre au bord de la route à l'entrée de la ville de Médéa, le 30 mai 1996 au petit matin. Un automobiliste les découvre[35].

C'est la fin des moines, mais c'est le début des tensions entre Paris et Alger, comme il est de coutume, mais aussi entre responsables français, car, au sein de cette classe politique, la question algérienne est clivante, cette fois-ci plus que jamais. Chacun doit rendre des comptes sur ce fiasco sans nom.

1. Celui de frère Luc (Paul Dochier), médecin du monastère de Tibhirine.

2. John Kiser, *The Monks of Tibhirine : Faith, Love, and Terror in Algeria*, Saint Martin's Press, 2003.

3. Les circonstances et les détails de son témoignage tardif seront décrits dans un chapitre suivant.

4. Sid Ali Benhadjar est élu député de Médéa au premier tour des législatives. Ce dernier sera gracié suite à la promulgation de la loi sur la réconciliation nationale en 2000.

5. Alias Abou Abdallah Ahmed. Un ancien combattant en Afghanistan. Il est émir national du GIA depuis mars 1994. Il a témoigné de cela devant la caméra de Séverine Labat (*op. cit.*).

6. Ce texte de frère Christian est reproduit dans le livre de Bruno Chenu, *Sept vies pour Dieu et l'Algérie*, Bayard, 1996, page 129.

7. Mireille Duteil, *Les Martyrs de Tibhirine*, Brepols, 1996, page 97.

8. Selon le film *Des hommes et des dieux*, Attia âgé d'une vingtaine d'années, aurait été l'élève de frère Christian.

9. Voir Mireille Duteil, *op. cit.*, page 16.

10. Lire à ce sujet, Pr. Mostéfa Khiati, *Les droits de l'homme en Algérie pendant l'occupation française*, Forem.

11. Mireille Duteil, *op. cit.*, page 35.

12. Il passe une partie de sa petite enfance à Alger, où son père est commandant au 67e régiment d'artillerie d'Afrique.

13. Mireille Duteil, *op. cit.*, page 105.

14. Les dialogues qui suivent proviennent du témoignage du gardien Mohamed Benali, dans le documentaire de Malik Aït-Aoudia et de Séverine Labat, *Le Martyre des sept moines de Tibhirine*, France 3, 2012. Cette enquête est disponible en DVD.

15. Mohamed Benali est placé en détention pendant sept mois et dix jours en dépit des protestations de l'ordre cistercien et de l'Église d'Algérie (cf. René Guitton. *op. cit.*, page 303).

16. Les terroristes prennent avec eux la machine à écrire de Christian de Chergé et un appareil photo.

17. Vincent Nouzille, *op. cit.*, page 156.

18. Le lendemain de l'enlèvement des moines, ce même Benhadjar placarde sur les murs de Médéa des tracts qui dénoncent ce rapt. Lui et son groupe sont en totale opposition avec la stratégie de Djamel Zitouni.

19. 28 avril 1996.

20. Un seul survivant, Larbi Ben Mouloud, a pu témoigner, mais beaucoup plus tard.

21. *Le Martyre les sept noirs du Tibhirine*, documentaire cité.

22. Entretien avec l'auteur.

23. René Guitton, *En quête de vérité – Le martyre des moines de Tibhirine*, Calmann-Lévy, 2011, page 163.

24. *Le Martyre des sept moines de Tibhirine*, documentaire cité.

25. Entretien avec l'auteur.

26. Immédiatement, une permanence de fonctionnaires arabisants de la DGSE est affectée à Paris et Alger devant deux combinés téléphoniques dédiés. Le DRS n'est pas informé de ce dispositif. La DGSE entend faire cavalier seul.

27. Les membres du GIA ne s'adressent pas à leur chef autrement. Sans doute une courtoisie diplomatique de la part du colonel ou bien il veut faire montre de sa bonne connaissance des mœurs des djihadistes. Dans les deux cas, cela peut créer des liens.

28. Yves Bonnet, *La Deuxième Guerre d'Algérie*, VA Press, 2017, page 179.

29. Par de mystérieuses voies, le DRS aura une copie de la cassette deux jours plus tard.

30. Entretien avec l'auteur. C'est la première fois que Jean-Charles Marchiani évoque cette rencontre, car lors de ses entretiens avec René Guitton (auteur de l'excellent ouvrage ci-dessus mentionné), le président Ben Ali était encore en poste, le secret devrait être maintenu. Maintenant l'ex-préfet du Var se sent libéré de cet engagement. Toutefois, la rencontre à Tabarka n'est pas confirmée par un officier supérieur algérien alors proche de Smaïn Lamari.

31. Célèbre chanteur égyptien. La chanson est titrée en arabe : « Dhali el-Kanadil ».

32. Entretien avec l'auteur.

33. À cette époque, la CIA dispose de cette technologie et du dispositif satellitaire nécessaire. Une assistance technique a pu être demandée par la DGSE à ses homologues américains.

34. Il bénéficiera de la loi sur la concorde nationale. Son témoignage est diffusé dans le documentaire déjà cité, *Le Martyre des sept moines de Tibhirine*, de Malik Aït-Aoudia et de Séverine Labat.

35. Les passeports des sept moines ne seront retrouvés que le 24 novembre 2004, dans la région de Bougara, non loin de Médéa.

V

Pour qui sonne le glas ?

Le quotidien *La Croix* vient de confirmer à toute la communauté chrétienne française l'assassinat des moines de Tibhirine. Ce dimanche 26 mai 1996, avant la grande messe, le cardinal Lustiger rend hommage aux victimes selon une tradition vieille de quinze siècles.

L'usage du glas est aussi appelé « la cloche des morts[1] ». Un son continu de plusieurs minutes répand sur la planète la nouvelle de la fin tragique de Notre-Dame-de-l'Atlas. La France l'Algérie et le monde chrétien sont sous le choc devant une telle barbarie.

Émotions et réactions

Après les hommes et les femmes d'Église, les politiques de droite, de gauche, les intellectuels et la société civile, se réunissent place du Trocadéro le mardi 28 mai à l'appel de François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, président du mouvement Force démocrate, pour honorer silencieusement ces moines. Sur le parvis des Droits de l'homme, ils sont plus de 10 000, tenant à la main des roses et des œillets blancs.

Au premier rang, le grand rabbin Joseph Sitruk et Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, avancent aux côtés de Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, et de Jacques Stewart président de la Fédération protestante de France. Côté politique, Alain Juppé, Premier ministre Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, Lionel Jospin, premier secrétaire du Part socialiste, Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, et tant d'autres sont présents. Ils se tiennent au milieu de deux gigantesques banderoles blanches parfaitement symétriques sur lesquelles on peut lire la phrase désormais emblématique : « Si nous nous taisons, les pierres hurleront. »

Pendant ce temps, devant ses militants, dans une petite ville de France, Jean-Marie Le Pen hurle déjà : « L'exécution des religieux est un défi au gouvernement algérien et à ceux qui le soutiennent, c'est-à-dire le gouvernement français. » Il poursuit plus tard dans un autre meeting : « Pendant la guerre d'Algérie, les moines soignaient les fellaghas et les soldats français. Une conception différente de la nôtre du loyalisme civique. » Drôle de recueillement. Mais quand il s'agit de l'ancienne colonie en particulier, et de l'islam en général, le chef du Front national ne fait pas dans la nuance. Pour lui, cette nouvelle « guerre algérienne » doit causer la fin de la coopération entre les deux pays.

Jean-Marie Le Pen est pourtant très loin du testament spirituel de frère Christian. Ce texte rédigé à Alger le 1er décembre 1993, commence ainsi : « S'il m'arrivait un jour – et ça pourrait être aujourd'hui – d'être victime du terrorisme qui semble vouloir englober maintenant tous les étrangers vivant en Algérie, j'aimerais que ma communauté, mon Église, ma famille, se souviennent que ma vie était donnée à Dieu et à ce pays. Qu'ils acceptent que le maître unique de

toute vie ne saurait être étranger à ce départ brutal. Qu'ils prient pour moi : comment serais-je trouvé digne d'une telle offrande ? Qu'ils sachent associer cette mort à tant d'autres aussi violentes, laissées dans l'indifférence de l'anonymat. » Frère Christian conclut par un superbe élan de miséricorde : « Et toi aussi, l'ami de la dernière minute, qui n'aura pas su ce que tu faisais. Oui, pour toi aussi je le veux ce merci, et cet "À-DIEU" envisagé de toi. Et qu'il nous soit donné de nous retrouver, larrons heureux, en paradis, s'il plaît à Dieu, notre Père à tous deux. »

Qu'importe le message de paix, la crise entre les deux pays s'installe et devient chaque jour plus visible. Le monastère de Tibhirine, naguère un havre de paix, devient l'objet de toutes les contre-vérités et enquêtes à rebondissement jamais vraiment achevées. Le récit officiel algérien, attribuant exclusivement l'assassinat au GIA, est jugé trop simpliste. L'opinion suggère leur complicité, si ce n'est leur culpabilité directe. Des versions peu vraisemblables s'entrechoquent, portées par quelques déserteurs de l'armée algérienne en quête d'asile politique en Europe.

L'onde de choc

Paris n'a pas le monopole des hommages aux moines trappistes. À Alger, on s'y prépare aussi. Aussitôt découvertes, le matin du 30 mai 1996, les têtes des moines cisterciens sont acheminées discrètement vers l'hôpital militaire d'Ain Naâdja, dans la banlieue algéroise. Le jour même, le père Armand Veilleux, procureur général de l'ordre cistercien, retourne précipitamment en Algérie, où il accompagne Michel Lévêque, l'ambassadeur de France à Alger, pour identifier les corps – « Je vais à l'hôpital avec mon tournevis pour ouvrir les cercueils[2]. »

Sur le trajet, quelques kilomètres après avoir franchi le portail de l'ambassade, dans le secret du véhicule blindé, Michel Lévêque l'informe que seules les têtes des moines ont été retrouvées : « L'information doit rester secrète. » Arrivés sur place, l'identification est formelle.

Quelques jours plus tard, le 2 juin, à la basilique Notre-Dame-d'Afrique qui surplombe la baie d'Alger, commence la cérémonie des funérailles. Chaque cercueil, avec le nom et la photo de la victime, est porté par six hommes de la protection civile. En bois massif, ils sont fleuris et couverts de rubans tricolores. Les cercueils sont remplis par du sable, les têtes étant trop légères pour entretenir toute illusion crédible. Parmi le millier de personnes présentes dans ce lieu, seules quelques-unes connaissent la vérité.

Tout ce que l'Algérie compte de plus officiel assiste aux funérailles. Au premier rang : Ahmed Ouyahia, Premier ministre, les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Culture et des Affaires religieuses. Au milieu des costumes-cravates, un invité détonne cependant : Guy Gilbert, « prêtre des loubards », proche des moines de Tibhirine, arrivé de Paris dans son éternel blouson noir. Les sept « corps » sont inhumés le mardi suivant, dans le jardin du monastère que les moines ont toujours refusé de quitter. Ils y resteront pour l'éternité.

Le président algérien adresse directement ses condoléances à son homologue français, Jacques Chirac. Le fil semble se renouer entre les deux chefs d'État, mais ce n'est pas suffisant : la France limite au maximum sa coopération. Plus grave, des mesures économiques de rétorsion à l'égard du pouvoir algérien sont à l'étude. La ligne de crédit mise à la disposition d'Alger pourrait être diminuée de moitié et revenir à 3 milliards de francs[3], alors qu'elle est exclusivement dévolue à l'achat de produits français. Interrogé par *Le Monde*, le Quai d'Orsay s'est borné à indiquer que

les aides financières accordées par la France à ses partenaires étrangers subissent une baisse globale – « On peut penser qu'il en sera de même avec l'Algérie[4]. » Explication peu convaincante, car, d'une part, les enveloppes financières affectées au Maroc et à la Tunisie s'épaississent. D'autre part, le marché algérien est bien plus important pour les entreprises françaises. Paris est, de fait et de loin, le premier fournisseur de l'Algérie.

De leur côté, le Maroc et la Tunisie ont vu leur « cote d'amour » grandir en conséquence. Sous couvert de crise algérienne, utilisée comme un épouvantail, les régimes tunisien et marocain ont trouvé, providentiellement, un argument commode pour devenir les principaux interlocuteurs nord-africains de la France. Déjà, en janvier 1996, lors d'un voyage à Marrakech, Jean Arthuis, le ministre français de l'Économie et des Finances, annonce l'allègement d'un milliard de francs de la dette marocaine. Le roi Hassan II sera par ailleurs le premier chef d'État d'un pays du Sud à être invité à s'exprimer devant l'Assemblée nationale, lors de sa visite à Paris le 7 mai 1997.

À l'opposé des relations économiques, la coopération policière entre la France et l'Algérie se poursuit, avec des résultats concrets. Djamel Zitouni est encore vivant, son groupe et ses ramifications européennes sont toujours en place. Et surtout, il annonce pour très prochainement des révélations fracassantes sur les dessous de l'affaire. En France, la police, et plus particulièrement les renseignements généraux, n'ont pas baissé les bras ni cessé leur collaboration sur des cibles communes avec les services algériens. La coordination entre les maquis algériens, certaines des banlieues françaises et d'autres foyers européens est établie. Alger, Londres, Paris et Marseille échangent des informations sur leurs réseaux islamistes.

À l'aube du mardi 4 juin, une série d'interpellations de militants proches du GIA est conduite à Marseille. Un réseau dormant est démantelé, où sept individus, majoritairement en situation irrégulière sur le sol français et recherchés depuis Alger, assuraient la diffusion du journal *d'Al-Ansar* ainsi que de cassettes vidéo sur le djihad en Algérie. Le tout avec des travaux pratiques à l'appui : des entraînements physiques de type commando dans un parc de la région marseillaise.

Les autorités britanniques, quant à elles, ont passé un accord avec les islamistes dès leur arrivée massive à partir de 1992, dont les termes d'échange sont simples : asile politique contre sanctuarisation du territoire. La Grande-Bretagne se met ainsi à l'abri de tout attentat, mais freine aussi, autant que faire se peut, l'extradition d'islamistes recherchés par la justice française.

Un exemple peu connu est édifiant : celui d'Eukli. En 1996, les services d'écoutes en Algérie enregistrent une conversation téléphonique entre deux islamistes. L'un à Londres et l'autre au bled. Le premier annonce au « maquisard » qu'il détient une substance toxique qui, mélangée à l'eau, empoisonne immédiatement. D'Algérie, son ami lui répond :

« Génial, envoie-nous-en une bonne quantité. Je vais préalablement l'essayer sur des lapins pour tester son efficacité.

– Tu es fou ! Pas de gâchis, nous avons déjà identifié une cible : le château d'eau de l'école militaire de Cherchell. C'est les élèves-officiers qui vont mourir comme des lapins. »

Alerte générale au DRS, le service des écoutes est renforcé. Ainsi la sécurité militaire est au courant de l'arrivée du poison fatal. Le « courrier » est intercepté à l'aéroport et la substance analysée. C'est du sérieux. S'envole vers Londres un officier supérieur avec des échantillons et surtout l'identité de l'empoisonneur. Ses homologues du MI6 sont dubitatifs. Ne s'agit-il pas d'une manipulation de la part du DRS ? Pour en avoir le cœur net, ils mettent la « cible » sous

surveillance, longtemps. Le but est certes de collecter le maximum de preuves, mais surtout de retarder toute intervention qui menacera l'accord conclu avec les islamistes sur leur sol. Trois années plus tard, une brève dépêche de l'agence Reuters livre le dénouement de l'affaire « Eukli » : il n'est condamné qu'à deux ans de prison.

Sur les contreforts de l'Atlas, l'armée algérienne poursuit inlassablement ses opérations où cinquante militaires ont perdu la vie. Islamistes repentis, choqués par l'exécution des moines, et d'autres informateurs sont mis à contribution. Le mois qui suit l'enterrement des moines, en plein été, la grotte d'un des groupes du GIA, impliqué dans l'enlèvement fatidique, est localisée. Une longue file de camions militaires déversant des soldats s'empresse de s'y rendre.

La voie est libre. Les soldats se mettent en position de tir. Des hélicoptères larguent leurs bombes. Surpris, les djihadistes crachent inutilement des rafales de kalachnikovs. Ils sont encerclés et subissent un déluge de feu de la part des troupes terrestres. Les islamistes du GIA sont décimés. Les soldats se dirigent vers la grotte, une casemate creusée, profonde de six mètres de long sur trois mètres de large. La fouille commence. La cache est pleine d'une documentation intéressante. Tout est noté, classé et daté, comme dans une véritable administration.

C'est là qu'est découvert l'original de la lettre signée par l'officier supérieur de la DGSE, ainsi qu'une copie de la cassette contenant le dernier message audio des moines. Le DRS déniche également le procès-verbal du « jugement » de la taupe Ali[5], rédigé en arabe. Ce dernier y avoue ses relations avec l'islamologue français aux écrits peu farouches à l'égard des islamistes. Il apparaît aussi clairement que l'officier français était arrivé de Tunisie par l'hélicoptère d'une société privée. Immédiatement, l'aviation civile algérienne interdit toute liaison de cette compagnie entre Tabarka (Tunisie) et Skikda, sans toutefois motiver cette décision. Le but est d'envoyer un message clair à la DGSE : son jeu est découvert.

Plus tard, le ministère de la Communication met implicitement en cause les Français : « Nous avancions dans l'enquête, nous avions localisé le groupe responsable de l'enlèvement et sa zone de repli. L'issue de cette affaire est un contrecoup des négociations entre l'ambassade de France et les terroristes. Quelque chose a excédé le GIA qui nous échappe[6]. » Le clou est enfoncé par une lettre hebdomadaire de quatre pages publiée à Genève, « Algérie Confidentiel », dont les rédacteurs sont des proches du renseignement algérien. L'article livre l'information sur la découverte par le GIA du mini-émetteur à l'origine du drame, semble-t-il. Le renseignement algérien n'exclut pas que la DGSE ait envisagé une opération militaire[7] dans la région pour libérer les moines trappistes. Peut-être un peu à l'image du commando israélien qui avait libéré les otages de l'appareil d'Air France détourné sur Entebbe, ville ougandaise[8].

Sur le terrain, les militaires algériens n'entendent pas lâcher la pression. D'autant plus qu'ils disposent désormais d'alliés inédits. Des repentis, à l'instar d'Ali Benhadjar[9], veulent en finir avec Djamel Zitouni, qui n'a pas tenu sa parole en tuant les religieux. Les Français partagent ce point de vue : « Furieux que la prise d'otages ait mal tourné, le général Rondot exprime en effet, d'une manière directe, le souhait d'une véritable vengeance : pour tenter d'effacer l'échec, la DCE se doit d'éliminer, par tous les moyens, Djamel Zitouni et ses comparses. C'est notre devoir de l'encourager et peut-être même de le lui imposer[10]. »

La liste de ceux qui veulent abattre le bourreau des moines ne cesse de s'allonger. Hassan Hattab[11], un des dirigeants du GIA, désapprouve le meurtre perpétré : « Tu n'es pas digne de

confiance, tu viens une fois de plus de le prouver. Pourquoi ne les as-tu pas relâchés[12] ?

– Qu'auraient pensé mes combattants ?

– Ah bon ? Tu as peur de tes hommes plus que tu n'as peur de Dieu ! Dorénavant, il nous est difficile de continuer avec toi. »

Hassan Hattab décide sur-le-champ de quitter le GIA avec l'ensemble de ses combattants pour constituer, plus tard, un groupe terroriste rival. C'est le début d'importantes scissions au sein du GIA.

De même, selon le quotidien saoudien *Al-Hayat*, publié à Londres, le djihad égyptien et les guerriers islamiques libyens ont annoncé la fin de leur appui au GIA, « car ils versent le sang des innocents ». Pour eux, les moines trappistes sont innocents. Toujours à Londres, les deux principaux responsables financiers du journal *Al-Ansar*, un Syrien et un Palestinien, sabordent le principal bulletin du GIA. La dernière parution ne publie pas les fracassantes révélations promises par Djamel Zitouni, mais présente ses excuses au regard du sang versé des sept innocents. Un second souffle devient donc nécessaire pour réaliser l'État islamique en Algérie. Djamel Zitouni va mourir, mais pas le GIA.

L'émir est mort, vive l'émir

Très tôt, un matin du 16 juillet 1996, le long d'une route sinueuse d'une des vallées de l'Atlas, se planquent une douzaine d'islamistes en embuscade. Mitraillettes aux mains, balles au canon et cartouches en bandoulière, ils sont prêts pour un carton qui fera date. Ils patientent, le renseignement est fiable, ce n'est plus qu'une question d'heures.

Au virage apparaît enfin la voiture tant attendue. Elle avance entre un ravin vertigineux et une colline rocheuse. Elle ne roule pas vite, sur ce chemin escarpé, un accident est vite arrivé : à grande vitesse, le véhicule peut facilement déraper pour finir sa course à une cinquantaine de mètres plus bas.

Soudain, des tirs croisés et des lancements de grenades mettent fin à l'avancée du véhicule et tuent Zitouni et l'un de ses plus fidèles lieutenants. Selon un laconique communiqué, reçu le samedi 27 juillet par Radio Méditerranée Internationale, basée au Maroc, « Djamel Zitouni a été tué dans une embuscade tendue par des ennemis de l'islam, le 16 juillet, à Karouaou, près de Médéa ». Le crime n'est pas impuni, mais l'affaire des moines de Tibhirine n'est pas close pour autant.

En parallèle, deux jours après l'assassinat de Zitouni, Abou Talha, alias Antar Zouabri, âgé de 37 ans et originaire de la ville de Boufarik, est promu nouveau chef du GIA. Décrit comme un individu fruste et sanguinaire par ses anciens voisins, Abou Talha rejoint le maquis très tôt, en 1992, suivant les traces de son frère aîné, ancien responsable du FIS local.

Devenu l'ennemi public numéro un des autorités algériennes, le nouvel émir rassemble ses fidèles dans l'Atlas blidéen. Il veut frapper fort pour marquer la renaissance du GIA. Il annonce dans un communiqué repris par la presse arabophone basée à Londres, en plein été 1996 : « Pas de trêve, pas de dialogue et pas de conciliation avec les apostats. » La terreur dans la région contrôlée par Antar Zouabri reprend de plus belle dès son intronisation : un attentat à la bombe dans un café de Koléa fait cinq morts et une trentaine de blessés, à 30 kilomètres à l'ouest de la capitale ; un attentat similaire perpétré dans un café du centre de Blida fait une dizaine de tués ;

douze passagers d'un autobus transportant des employés d'une entreprise publique, intercepté à un faux barrage, sont égorgés à Keddara, village situé à 50 kilomètres au sud-est d'Alger. Recherché par la police, les gendarmes et le DRS, Antar Zouabri demeure insaisissable.

Toujours accompagné de Leila, son épouse, « mère des croyants[13] », le terroriste achète, avec l'argent du racket et au nom de sa belle-mère, un petit appartement en face du commissariat du centre-ville de Blida. Ce deux-pièces lui sert de base de repli, la fenêtre de son salon lui offre une vue plongeante sur un des principaux postes de police de la ville. C'est dans l'œil du cyclone qu'on est le plus en sécurité.

Hervé de Charette arrive à Alger le 30 juillet 1996. C'est la première visite d'un ministre des Affaires étrangères français en trois longues années. Il est reçu en audience par le président algérien. D'autres visites ministérielles sont envisagées pour traiter les nombreux contentieux. Au-delà du geste de la reprise du dialogue direct, le moment fort du court séjour est la visite de recueillement sur les tombes des moines cisterciens, avec Mgr Pierre Claverie.

Pour des raisons de sécurité, le déplacement jusqu'au site est compliqué. Liamine Zeroual met donc à la disposition du ministre français son avion présidentiel, pour le conduire jusqu'à un aéroport militaire situé en bas du versant sud du plateau. Une escorte renforcée va les accompagner jusqu'au monastère par une route jugée plus sûre. Devant les tombes, les deux hommes demeurent longuement silencieux. Puis, par les mêmes moyens et la même route, ils regagnent Alger. Ils se séparent dans la capitale : Hervé de Charette rentre à Paris et Mgr Claverie à Oran.

À 22 heures, sur la route de retour à Oran, conduite par le jeune chauffeur Mohamed Bouchikhi la voiture de Mgr Claverie franchit le portail de l'évêché. Mais, à cet instant précis, le véhicule est déchiqueté par une bombe actionnée à distance. Une charge explosive reliée à une bonbonne de gaz cause sur-le-champ la mort des deux hommes. L'attentat n'est pas revendiqué, mais le modus operandi est bien celui du GIA[14].

Mgr Claverie s'était plusieurs fois élevé contre la plateforme de Sant'Egidio et s'était interrogé publiquement sur la sortie de la crise algérienne : « Pour tous, la négociation politique est la seule issue. Mais négocier avec qui ? Avec les groupes armés, qui ont déjà condamné à mort ceux qui dialogueraient avec le pouvoir ? Avec les partis qui les soutiennent ? Avec les démocrates qui rejettent tout compromis avec le projet islamiste ? Avec ceux qui veulent se maintenir en s'alliant avec n'importe qui ? »

Le chef de l'État algérien adresse immédiatement à l'archevêque d'Alger, Mgr Henri Tessier, un message de condoléances : « Cet acte barbare témoigne d'une indifférence totale à l'égard des valeurs humaines, de la concorde et de la convivialité caractérisant l'islam et distinguant le peuple algérien. » Du Vatican, Jean-Paul II exprime dans un communiqué sa « profonde tristesse » pour la mort tragique de Mgr Claverie : « Que ce martyrologe soit pour l'Église en Algérie et pour le peuple algérien, dont je partage les souffrances et les espérances, l'occasion d'un nouvel élan vers une société où l'homme ne serait plus trahi, où la violence n'aurait plus droit de cité et où les différences pourraient concourir au bien de tous. » De son côté, le président français envoie une lettre adressée à la sœur de l'évêque d'Oran pour exprimer sa profonde émotion. Puis, sur instruction directe d'Hervé de Charette, le Quai d'Orsay conseille aux Français vivant en Algérie de quitter le pays. La reprise du dialogue franco-algérien, déjà hésitante, est mise à mal.

Dans un bulletin islamiste confidentiel édité en Algérie, *Al-Jamaa*[15], daté du 10 septembre 1996, est publié un texte du nouvel « émir » du GIA, Antar Zouabri. Ce dernier affirme clairement son intention de maintenir, face à la France, la même attitude que ses prédécesseurs. « La France fournit toutes les raisons qui justifient notre combat contre sa politique. »

Retour du GIA à Paris

Comme chaque fin de journée à 18 heures, les voitures du RER sont bondées. Ce mardi 3 décembre 1996, à la station parisienne Port-Royal, les portes du train se ferment pour prendre la direction de Denfert-Rochereau, le prochain arrêt. Soudain, une bombe artisanale, placée sous un des sièges centraux, explose. La quatrième voiture de la rame du RER est ravagée. Deux personnes sont tuées sur le coup, trois sont grièvement blessées, et vingt-sept autres touchées par les éclats de verre. L'engin, constitué à partir d'une bouteille de gaz de 13 kilos et d'un mélange de poudre noire, de chlorate de sodium, de sucre et de soufre, ressemble beaucoup à ceux utilisés lors de la vague terroriste de 1995. Le sac de sport qui la contenait était sans doute porté par deux personnes. Immédiatement, le plan Vigipirate est réactivé. Contrairement à la première série d'attentats, aucune arrestation n'est opérée. Les auteurs ont tout simplement disparu dans la nature, mais le doute et la suspicion restent omniprésents.

Non datée, adressée au président Jacques Chirac, une lettre de deux pages signée de la main d'Antar Zouabri revendique implicitement l'attentat de Port-Royal. D'abord transmise par le service courrier de l'Élysée, pour traduction, au ministère des Affaires étrangères, la version française du document n'est portée à la connaissance de la présidence de la République qu'en fin de journée, lundi 23 décembre. « Nous faisons ce que nous disons. Les événements de ces derniers jours le prouvent. »

À la seconde page, Antar Zouabri somme le président d'« arrêter tout soutien au pouvoir en place à Alger et de verser un tribut imposé pour épargner les vies des Français ». Il exige aussi la libération d'Abdelhak Layada. Mais, curieusement, sans doute parce que c'étaient les fêtes de Noël, le service courrier de l'Élysée a égaré l'enveloppe de cette lettre. De son côté, l'instance exécutive du FIS à l'étranger conteste l'authenticité de la revendication par le GIA.

Ripostes politiques algériennes

Resté fidèle à sa politique, le président algérien maintient le cap sur la recherche d'une solution politique à la crise. À la mi-juillet, il ouvre sa porte aux douze principaux partis pour une nouvelle phase de rencontres. Un programme de réformes est préalablement transmis à 200 personnalités algériennes. Invariablement, le Front des forces socialistes (FFS)rejette catégoriquement le mémorandum, soulignant que les propositions présidentielles équivalent à une « dictature institutionnelle ». Aït Ahmed réclame toujours l'ouverture d'une vraie consultation entre les militaires et les forces représentatives du pays, en préalable à toute procédure électorale. Il est rejoint sur cette position par l'instance exécutive de l'ex-FIS à l'étranger. Sans être invité par le président algérien, Rabah Kebir déclare que ce programme n'a pour objectif que de « légaliser le coup d'État de janvier 1992 ».

La conférence devra également permettre de fixer une date précise aux législatives, prévues dans le courant du premier semestre de 1997. L'Algérie veut enfin avoir une Assemblée nationale, attendue de pied ferme par l'opinion internationale, notamment en France. Paris n'a eu de cesse de demander de renouer avec le fil de la démocratie. Par un curieux hasard de calendrier, les élections législatives vont se dérouler au même moment dans les deux pays.

Le parti historique, le FLN, répond présent. Après le changement assez brutal du secrétaire général, Abdelhamid Mehri est remplacé par un homme respectable, Boualem Benhamouda[16]. En effet, ce dernier se démarque nettement de la ligne de Sant'Egidio. Pour le nouveau chef du FLN la solution ne peut être trouvée qu'en Algérie et sans aucune intermédiation étrangère. C'est un appui de taille pour le président de la République.

S'ouvre, sur deux jours, le samedi 14 septembre, la conférence de l'entente nationale. Plus d'un millier de délégués de tous bords, de la société civile, trente-huit partis et organisations, sont représentés. Le président invite de nouveau les « égarés » islamistes à abandonner la lutte armée. La loi sur la « Rahma » (« clémence ») est réitérée ; la main reste tendue vers les islamistes qui souhaitent déposer les armes.

Officiellement, Paris ne fait aucun commentaire sur l'événement. Cependant, dans la semaine qui suit, le gouvernement français réduit les crédits bonifiés destinés à l'Algérie à 600 millions de francs – dans le protocole précédent, l'enveloppe était d'un milliard de francs, soit une réduction de 40 %. Ce n'est pas rien. Le gouvernement algérien est contraint de renforcer la politique d'austérité dans les dépenses publiques, avec un long cortège de mesures impopulaires. La voie des privatisations des entreprises publiques est ouverte, rendant inévitables de nombreux licenciements. Un vrai défi pour l'État dans un lourd climat d'insécurité, mais du pain béni pour les islamistes.

Ripostes militaires

Le service d'action psychologique du DRS a une nouvelle mission : accélérer les défections chez les islamistes. Les arabisants de ce service sont mis à contribution. Ils s'enferment dans une caserne pour un brainstorming, afin de rédiger un appel à se rendre destiné aux islamistes armés. Quelques heures plus tard, leurs « œuvres complètes » sont imprimées sur des tracts en dizaines de milliers d'exemplaires.

« Jeunes Algériens, déposez vos armes et rejoignez la société. Le président vous offre une amnistie et le pardon. Si vous voulez vous rendre, contactez vos familles, vos frères et vos sœurs. Nous garantissons votre sécurité et celle de vos familles. Faites confiance au président et ne laissez pas passer cette occasion. »

Les premiers hélicoptères décollent de la base militaire de Boufarik et lancent les tracts une centaine de kilomètres à la ronde. D'autres bases militaires à travers le pays font de même, quatre semaines durant. Au début, les résultats sont maigres. Par groupes de deux ou trois, des repentis se rendent au poste militaire le plus proche. D'autres font appel à leur famille pour servir d'intermédiaire. Mais, au fil du temps, les déserteurs du GIA (et quelques-uns de l'AIS) se comptent par centaines. Certains viennent avec leurs armes et munitions. Tous racontent : les pseudonymes des émirs sont identifiés ainsi que de nombreuses caches et quelques circuits de ravitaillement.

En réponse, les émirs locaux lancent des fatwas : « Tout moudjahid qui touche ces tracts sera égorgé sur place. » Un sous-officier du Centre territorial de recherche et d'investigation (CTRI) de Blida témoigne au sujet des repentis : « L'un d'entre eux nous racontera : "Pour lire ce papier, il fallait le cacher jusqu'au plus profond de notre cul ! Au fond du Kamis." Les émirs ne nous laissaient pas les toucher. Beaucoup ont été exécutés pour s'être simplement penchés sur la route [pour ramasser le tract]. Les émirs pensaient qu'ils allaient déserter dans la nuit[17]. »

La *fitna* (« grande discorde ») s'installe, sans pour autant ébranler sérieusement le GIA. Au contraire : les émirs tiennent bon et s'engagent dans une spirale encore plus sanguinaire. De leur côté, les déserteurs de l'AIS ne sont pas nombreux, face à la dizaine de milliers qui combattent encore. Et même si l'organisation terroriste ne s'attaque pas aux civils, elle mène la vie dure aux militaires. Toutefois, les affrontements entre les deux groupes, l'AIS et le GIA, facilitent le travail de l'armée. Les combats « fratricides » ne sont pas rares et, dans certains maquis, le GIA craint plus l'AIS que les militaires de l'ANP.

L'expérimentation kabyle de l'autodéfense

L'idée n'est pas nouvelle. Le premier à en parler est le général Mohammed Touati, surnommé « El-Mokh » (« cerveau »). Dans un éditorial qu'il signe en mars 1993, il préconise d'impliquer la société civile dans la lutte antiterroriste, en créant des milices d'autodéfense, mais encadrées par des anciens combattants de l'ALN ou par des militaires à la retraite.

Dans le gouvernement de Redha Malek, considéré comme éradicateur[18], le ministre de l'Intérieur Salim Saadi, ancien colonel, prononce un discours le 23 mars 1994, dans lequel il annonce la mise en place d'une « défense civile ». En accord avec l'armée, plus précisément la gendarmerie nationale, le ministre confie l'organisation des gardes communaux aux délégations exécutives communales (DEC). Celles-ci sont désignées par l'État en remplacement des maires élus lors de la déferlante du FIS en 1990. Les gardes communaux, dans leur majorité, ont été gardes champêtres, corps dissous au début des années 1980. Une fois habilités, ils suivront une formation accélérée de deux mois dans les casernes de la gendarmerie nationale. Placés sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, ils porteront ensuite des uniformes, seront dotés de fusils et rémunérés par l'État.

De par son relief et sa proximité avec la capitale, la région kabyle est une base idéale pour les islamistes. D'ailleurs, de nombreux émirs locaux en sont originaires. Les maquis leur assurent une « protection » naturelle. Les opérations militaires sont plus souvent aériennes que terrestres. Paradoxalement, la population locale ne constitue pas un point d'appui pour le GIA.

Les politiques proches du pouvoir, à l'instar du Rassemblement culturel et démocratique (RCD), parti bien ancré en Haute-Kabylie et dirigé par Saïd Saadi, qualifient l'autodéfense de mesures de « résistance populaire ». Tout naturellement, c'est en Kabylie qu'apparaissent donc les premiers groupes de légitime défense (GLD). Faut-il rappeler que cette région a connu une mobilisation exceptionnelle suite à l'enlèvement, dans sa voiture, du chanteur, auteur et compositeur Lounès Matoub[19] le 25 septembre 1994 en pleine nuit ?

Ce militant actif du Mouvement culturel berbère (MCB) avait appuyé, en janvier 1992, l'arrêt du processus électoral. Il déclarait alors que laisser les intégristes prendre le pouvoir revenait à regarder l'Algérie profonde sombrer dans un tourbillon sans fin. Quelques mois plus tôt, le 20 avril, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire kabyle *Le Pays*, il déclarait : « Je ne suis pas

arabe et je ne suis pas musulman. » Il devient la bête noire des intégristes. La branche dure du mouvement berbère exige la libération sans condition de l'artiste et menace l'Algérie d'une « guerre totale ». Certains de ses militants iront même menacer des familles d'islamistes.

Le climat se tend encore plus suite à la mort du « Calife » du GIA, Cherif Gousmi, dans un accrochage avec l'armée. Le dernier bulletin d'*Al-Ansar* qualifie Lounès Matoub d'« ennemi de Dieu » et de symbole de la dépravation et de la débauche dans la région kabyle. Sans revendiquer clairement l'enlèvement de l'artiste, le GIA affirme qu'il a été capturé par des moudjahidin et que sa voiture a été retrouvée dans la région de Bouira, où se trouvent les bastions des djihadistes. Parallèlement aux grandes manifestations à Tizi-Ouzou, des battues sont organisées par des volontaires armés de fusils de chasse. Seize jours après, Lounès Matoub estlibéré le 10 octobre aux environs de 20 heures dans un café à Ait Yenni. La première milice improvisée remporte cette bataille.

Dans l'année qui suit son enlèvement, Lounès Matoub publie*Rebelle*, un livre où il raconte son procès dans une forêt sous contrôle du GIA, et autres tortures psychologiques. Il y compare quinze nuits de séquestration à « quinze morts consécutives ». Le 6 décembre 1994, il reçoit le prix de la Mémoire que lui décerne Danielle Mitterrand à la Sorbonne. Plus ou moins volontairement, la Première dame, à travers sa fondation France Libertés, adoube le principe des milices, contre-insurrection efficace dans sa lutte contre le GIA.

La mobilisation populaire en Kabylie constitue une première expérience concluante. D'autres régions du pays voient apparaître des groupes organisés par la puissance publique pour lutter contre le terrorisme. Une nouvelle catégorie de milice voit le jour, celle des anciens moudjahidin de la lutte de libération et des militaires démobilisés ou bien réservistes. Ce projet est porté à bout de bras par l'influente ONM. Ces « miliciens », vivant essentiellement de leur pension de retraite, ne portent pas d'uniforme, mais sont armés. Ainsi, l'État dispose désormais de relais opérationnels au sein de la société civile.

Sentant le retournement des populations contre eux, des djihadistes, depuis Londres, diffusent une fatwa en représailles, signée Abou Koutada, qualifiant le peuple algérien d' « apostat ». L'assassinat des civils algériens devient systématique, voire obligatoire. La tension augmente donc entre population et maquisards. À la fin de l'année 1996 et courant 1997, les victimes survivantes ou potentielles demandent des armes pour se défendre. Sous la houlette du ministère de l'Intérieur, les *walis* sont mis à contribution pour réguler les groupes de légitime défense (GLD) – nouveau corps constitué pour contrer les raids nocturnes des islamistes et les meurtrières expéditions punitives.

Des anciens moudjahidin reprennent les armes, à l'instar du commandant Azzedine[20], Rabah Zerari de son vrai nom, grande figure de la guerre de libération. Il monte un groupe de patriotes de 400 jeunes volontaires touchés par le terrorisme (ayant un ou plusieurs parents proches ou lointains tués). Motivés parfois par un esprit de revanche, souvent par un sentiment de révolte et d'indignation, ces derniers quadrillent un des pans du massif atlassien où les djihadistes sont bien implantés. Les effectifs remportent quelques victoires sur le terrain. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, puisqu'à travers tout le pays le dispositif d'autodéfense regroupe entre 60 000 et 80 000 hommes.

Dans le même temps, le pouvoir se prépare à rouvrir les isoloirs. L'appel aux électeurs est une étape importante pour le retour à la paix civile. En face, les islamistes n'ont plus rien à perdre, bien au contraire. Tels des *desperados*, ils optent pour la politique de la terre brûlée et se lancent

tête baissée dans une lutte infernale.

VI

Tensions, massacres et droit d'ingérence

Les officiels algériens se retrouvent au carré des martyrs du cimetière d'El-Alia aux environs d'Alger. Des obsèques, encore des obsèques, toujours des obsèques. Le pays semble vivre au rythme des enterrements, des attentats et des massacres.

Mais les images diffusées ce 30 janvier 1997 par LCI diffèrent légèrement des autres. Une femme marche parmi les hommes dans les allées du cimetière et, qui plus est, elle est française et chrétienne. Dans la religion musulmane, elles n'assistent d'ordinaire pas aux enterrements. Elles ne peuvent s'y rendre que le lendemain, pour se recueillir. Pourquoi une telle exception ?

Une femme et un enterrement

La décision prise par les autorités algériennes est historique. Nicole Notat, première responsable du syndicat CFDT[21], assiste aux obsèques d'Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de la centrale syndicale UGTA. Elle est filmée, d'abord en grand plan, puis la caméra recule, l'image s'élargit, la Française est non loin du président algérien, très ému par la perte du grand militant. Nicole Notat n'est pas la seule, d'autres femmes sont aussi exceptionnellement autorisées, à commencer par la veuve du martyr.

Les journées du mois de ramadan sont courtes en hiver. Cependant, celle du patron de l'UGTA est loin d'être finie. Son agenda est très chargé, le temps presse. Il est 13 h 30 lorsqu'il quitte la Maison du Peuple (quartier général de la centrale syndicale), située au cœur de la capitale algérienne. Sur le parvis, où seuls quelques véhicules des responsables syndicaux sont autorisés à se garer, escorté par son garde du corps, Abdelhak Benhamouda se dirige rapidement vers sa voiture située à une vingtaine de mètres des dernières marches. Il pense à sa prochaine réunion, où il risque d'être en retard, lui, un homme de rigueur. Il ne perçoit pas les cinq jeunes hommes habillés en costume et portant des cartables. Son garde du corps non plus. Après tout, le lycée El-Idrissi est juste de l'autre côté de la rue.

Mais le premier d'entre eux presse soudain le pas et sort de sa serviette une arme de poing. Un autre dégaine une kalachnikov. Les trois autres, légèrement en retrait, l'imitent. Ils ouvrent le feu, les tirs sont croisés. Blessé par une première balle, le syndicaliste riposte en sortant précipitamment son revolver et touche l'un de ses assaillants, qui s'approche de lui pour l'achever. La mitraillette tenue à bout de bras par un terroriste en retrait crache une longue série de balles mortelles. Abdelhak Benhamouda est tué avec son garde du corps et le gardien de l'immeuble. Laissant trois corps sur le parvis, les assassins s'enfuient en emportant leur complice blessé. Ils s'enfoncent dans le quartier populaire de Belcourt, non loin de là.

Dans un dernier souffle, en pleine agonie, le secrétaire général prononce une phrase mystérieuse à l'un de ses camarades, venu à son secours : « Kamel, mon frère, ils nous ont trahis. » Bête noire

des islamistes, il se savait menacé. Quatre années auparavant, il échappait miraculeusement à un attentat en bas de chez lui, dans la cité populaire de Garidi. S'il ne garde de l'attaque que quelques cicatrices au visage, son oncle et son frère ont, eux, été assassinés, chez eux, à Constantine.

C'est la ville natale d'Abdelhak Benhamouda, il y a enseigné de nombreuses années. En parallèle, il est devenu membre actif du syndicat des enseignants, jusqu'à prendre la tête de l'UGTA en 1990. Une année plus tard, il est à l'initiative de la création du Comité national de sauvegarde de l'Algérie[22], premier rassemblement représentatif à demander l'arrêt du processus électoral. Après la démission du président Chadli, son nom est évoqué pour le Haut Comité de l'État. Mais, quadragénaire et donc plus jeune que ses autres membres, il est écarté du directoire.

Pour autant, sa popularité ne cesse de s'accroître, notamment grâce à ses demandes réitérées de mettre sur pied une commission d'enquête sur la brûlante question du détournement de fonds publics, projet inachevé de Mohamed Boudiaf. Par ailleurs, sur le plan syndical, il s'oppose à une sauvage libéralisation de l'économie et à la mise en œuvre brutale des orientations du FMI, en vain. Il se décide donc à quitter la direction de l'UGTA pour un projet encore plus ambitieux : la création d'un nouveau parti à la demande du président de la République.

Liamine Zeroual tient aux élections législatives, toujours prévues avant la fin du premier semestre 1997, où une nouvelle organisation viendrait supplanter le FLN, parti démonétisé aux yeux du pouvoir, de par sa participation active aux négociations de Rome aux côtés d'un FIS dissous.

Abdelhak Benhamouda est destiné à prendre la direction du RND (Rassemblement national démocratique), adoubé à la fois par le président de la République et par la désormais unique centrale syndicale[23]. Le groupe entend rassembler les travailleurs et la famille révolutionnaire hostile aux islamistes tout en s'ouvrant à la jeunesse.

Au niveau international, le rôle d'Abdelhak Benhamouda est également important. De par ses relations avec les différents syndicats, CFDT, CGT, Lutte ouvrière et FO notamment, il rend audible le long mais juste combat contre les islamistes, que ni la droite ni la gauche ne veulent écouter.

En effet, pour la classe politique française, le FIS est privé de sa victoire électorale. Mais Alger persiste pour faire des syndicats français un soutien en même temps qu'une caisse de résonance à Paris. La présence historique de Nicole Notat, saluée par le président algérien au carré des martyrs, en est la preuve. Elle doit, dès son retour, porter un nouvel éclairage sur la situation en Algérie, dont les dirigeants sont trop souvent stigmatisés en France.

Nicole Notat livre aux journalistes son témoignage sur le combat du défunt : « Il se refusait à renvoyer dos à dos les islamistes du FIS et les militaires. Il avait pris le risque de créer un parti avec ces derniers, qui avaient pourtant interrompu le processus électoral en 1992. Abdelhak Benhamouda était obsédé par la montée de l'intégrisme et du terrorisme. » Elle donne aussi ses impressions : « J'ai été frappée par ce peuple debout, digne, que j'ai vu aux obsèques. Les gens ont besoin de reconnaissance. [...] Les Algériens ont un sentiment d'incompréhension, d'isolement, à l'égard de la France. » Elle conclut : « Allons-nous laisser ces gens continuer à s'entretuer ? N'avons-nous vraiment rien à faire ? »

Socialistes français contre militaires algériens

La croisade contre le pouvoir algérien vient essentiellement du PS, parti d'opposition qui n'a pas à gérer directement les conséquences de la crise algérienne sur les relations bilatérales. Un florilège de déclarations des dirigeants socialistes en est la preuve. En tête, Lionel Jospin qui, dans un long entretien accordé à *Libération*[24], rappelle sa position : « J'ai condamné alors que j'étais encore au gouvernement l'interruption du processus électoral. J'ai approuvé la démarche et l'esprit de la déclaration de Rome. » Tout pour plaire à Alger. Trois jours plus tard, François Hollande ajoute une piqûre de rappel : « Quand on organise des élections, on n'annule pas le second tour parce que le premier ne vous plaît pas, sinon on n'est plus en démocratie. » Pourquoi une telle prise de position ? Tout simplement parce que, le FFS compte sur le soutien du PS et de ses relais en Europe pour internationaliser la recherche d'une solution à la crise algérienne.

Au mois de janvier 1997, le rapport de la Rand Corporation[25] est rendu public. Pour un forum sur l'Algérie, un think tank américain invite le leader du FFS à se rendre à Washington. Préalablement, Aït Ahmed accorde un entretien à une chaîne de télévision française. Il exige que sa diffusion sur les antennes coïncide avec sa prise de parole sur le sol américain, en fin de semaine. Devant les caméras, il demande à la communauté internationale d'exercer son droit d'ingérence sur la tragédie algérienne. Un journaliste d'origine maghrébine, en contact avec l'ambassade d'Algérie à Paris, livre une copie de cet enregistrement aux services algériens. Averti, le DRS envoie illico un officier supérieur aux États-Unis pour déminer le terrain.

Le jour J, 23 janvier, Aït Ahmed demande à Washington de désigner un médiateur pour calmer les violences dans son pays. Il réclame, derechef, une conférence internationale sur l'Algérie. Les Américains se mettent en retrait de cette manœuvre jugée trop proche de la gauche internationale. Ignorant la fuite, les socialistes français multiplient les déclarations inamicales aux militaires, suite à la diffusion sur la chaîne publique française de l'appel lancé par le chef du FFS. D'autres syndicalistes français mènent des actions symboliques dans ce sens. Une certaine France, pourtant située à gauche de l'échiquier politique, commence à bouger.

Métro Charonne, vendredi 7 février, à l'initiative de Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, 2 000 personnes sont présentes[26] pour rendre hommage à Abdelhak Benhamouda. Georges Sarre, maire (MDC[27]) du XIe arrondissement, est aux côtés d'une grande délégation du RCD, parti algérien dirigé par Saïd Sadi. Robert Hue, secrétaire national du PCF, tient un discours virulent où il dénonce « la politique d'austérité drastique, appliquée par le gouvernement algérien sous l'impulsion du FMI et qui nourrit des frustrations que les chefs de la mouvance intégriste manipulent ». Il rend la France complice de ces mesures. La cérémonie se termine par un dépôt de bouquets à l'entrée de la station du métro en hommage aux victimes de la répression du 8 février 1962[28]. Dénoncer les exactions du GIA au même endroit où furent commises celles de l'OAS, c'est tout un symbole.

À Alger, l'enquête progresse. La piste islamiste se confirme, plus précisément celle du FIDA (Front islamique du djihad armé), une organisation dont la marque de fabrique est l'assassinat d'un grand nombre d'intellectuels et de personnalités politiques. Lors d'une intervention policière dans leur base de repli, des armes sont saisies. Elles appartenaient à des gendarmes assassinés à El-Mohammadia (banlieue d'Alger) et ont aussi servi au commando qui s'était occupé d'Abdelhak Benhamouda.

Les yeux baissés, la voix hésitante, le visage tuméfié, un jeune se confesse devant les caméras de la télévision algérienne. Ces images inédites font l'ouverture du journal de 20 heures, le

24 février. Le journaliste le présente comme l'un des auteurs de l'attentat contre le syndicaliste en chef. Il reconnaît son crime en donnant des détails précis et demande aux islamistes engagés dans la lutte armée de cesser le combat. Malgré un œil au beurre noir et une lèvre enflée, l'assassin conclut qu'il a été bien traité lors de sa détention. Il décède en prison quelques jours plus tard, dans des circonstances encore obscures. À Alger, l'enquête sur l'assassinat de Benhamouda est bouclée, mais jugée insuffisante par les politiques français.

L'Algérie est à l'ordre du jour de la réunion de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Le chef de la diplomatie est l'invité d'honneur. Confiant, dans le huis clos de l'une des grandes salles du Palais-Bourbon, il ne mâche pas ses mots. Pour Hervé de Charette l'avenir de l'Algérie est sombre. Il constate l'échec de la solution sécuritaire et doute de la sincérité d'Alger dans la recherche d'un règlement politique de la crise. Il est soutenu par Valéry Giscard d'Estaing, pour qui il n'y aura point d'issue tant que toutes les forces politiques algériennes, y compris les islamistes, ne participeront pas aux prochaines élections législatives. Sans désigner explicitement le FIS, il ajoute : « S'il apparaissait légitime que des partis se présentent aux élections en 1991, je ne vois pas les raisons pour lesquelles ils ne pourraient pas se représenter aujourd'hui. » Moins téméraire, le patron du Quai d'Orsay répond prudemment : « L'Algérie est une nation souveraine. À elle de régler ses problèmes. Je ne suis pas chargé du destin de l'Algérie, mais d'apporter ma contribution à la sécurité des Français. »

Plus hardi encore, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'adresse directement aux médias « La France doit lever le tabou, elle ne doit pas rester silencieuse, ni donner l'impression de soutenir inconditionnellement le pouvoir algérien. » Toujours par voie de presse, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, rétorque : « L'Algérie n'a jamais demandé le soutien de la France. C'est du contraire qu'il s'agit. Nous souhaiterions que la France s'éloigne le plus possible de nos affaires intérieures. » Ce communiqué est diffusé par l'APS à la presse internationale.

De part et d'autre, les flèches sont décochées. Désormais, Alger a les moyens de tenir tête. La hausse des cours du pétrole brut en 1995, doublée par l'application du « plan d'ajustement structurel » du FMI, a permis au pays de se remettre sur pied. Avec près de 5 milliards de dollars de réserves (l'équivalent de près de cinq mois d'importations), il n'a jamais disposé d'autant de stock de devises depuis son indépendance en 1962. L'aide financière française devient presque secondaire.

Entre Paris et Alger, le téléphone pleure

Officiellement, l'Algérie attend de la communauté internationale en général, et de la France en particulier, une simple et nette condamnation du terrorisme. Mais, dans le plus grand secret, elle espère de Paris une coopération sécuritaire, notamment sur un dossier précis.

Le fait est peu connu. Un officier du DRS arrive à l'aéroport de Lille, au début du mois de mai 1997, où il est attendu par un collègue de l'ambassade algérienne. Lors du trajet, dans la voiture, les deux militaires affinent leur argumentaire pour présenter leur demande à leurs homologues de la DST. Rue Nélaton, ils sont reçus par un commissaire divisionnaire, certes spécialiste de l'Algérie, mais à une position hiérarchique qui ne lui accorde pas le poids décisionnel voulu. Dans son petit bureau du 7e étage, le commissaire écoute attentivement les deux

Algériens après le café d'usage. L'officier joue cartes sur table et annonce que ses services détiennent une information qui peut leur permettre de mettre fin aux agissements d'un certain « Kronfel », à condition que la DST donne discrètement un petit coup de main.

Selon les informations des Algériens, Yahia Rihane, de son vrai nom, a connu, en 1993, une jeune Française venue passer des vacances chez des parents diplomates accrédités à Alger. D'arrestation en arrestation, les interrogatoires poussés finissent, avec du temps et de la patience, par désigner Kronfel. L'officier algérien ajoute que l'individu est encore en relation téléphonique intermittente avec cette femme. Le DRS a réussi à arracher les aveux d'un islamiste assez haut placé dans un groupe terroriste algérois, proche de Kronfel. Les services spéciaux ont ainsi obtenu le numéro de téléphone français que compose de temps à autre leur cible.

Ils demandent à mettre le numéro sous surveillance, de façon à pouvoir localiser l'appel entrant. Hélas, entre la France et l'Algérie, rien n'est simple, surtout après la récente escalade politique et, en plus, Charles Pasqua n'est plus aux affaires. Courtoisement, le commissaire divisionnaire leur promet d'étudier cette requête avec sa hiérarchie. Ils se quittent en actant le principe d'une réunion, dans un futur très proche.

Quelques jours plus tard, les mêmes personnes se retrouvent dans le même bureau. Gêné, le commissaire divisionnaire annonce à ses « invités » que leur dossier est trop mince pour être présenté à un juge, seule autorité capable de donner le feu vert pour la mise en place de cette écoute. Après tout, la fille n'a commis aucun délit, ni en France ni en Algérie. Son pays est un État de droit.

Les deux Algériens s'attendaient plus à un coup de main discret qu'à une leçon sur les libertés individuelles. Sur les visages, les grimaces remplacent les sourires forcés. Ils insistent, pour la forme, en rappelant que l'individu recherché reste une menace contre la France, que seule une franche et secrète coopération peut arrêter. Personne n'est dupe. Les politiques français ont mis leur veto au grand dam de certains responsables de la DST. Le sujet est clos.

Mais le DRS ne baisse pas les bras. Les services secrets algériens décident donc de faire appel à leurs techniciens maison. La dernière semaine de mars 1997, Kronfel téléphone, depuis sa planque, à sa dulcinée. L'alerte est donnée et les forces spéciales se déploient en pleine nuit. La conversation dure, l'heure tardive s'y prête. Armés jusqu'aux dents, les « ninjas » montent les escaliers d'un des immeubles de la cité Amirouche à Hussein Dey. Le quartier est bouclé. L'appartement est vite localisé et la porte fracassée.

À l'autre bout du téléphone, la jeune Française entend une longue série de coups de feu. La vacarme des balles est perçu par les policiers français qui interceptent l'écoute en temps réel. Le lendemain matin, le préfet Philippe Parent[29], directeur de la DST, appelle son homologue algérien en charge du contre-espionnage pour le féliciter.

Ces congratulations, surprenantes en apparence, ne prouvent-elles pas un coup de main donné en douce par les Français ? Quoi qu'il en soit, la coopération entre les deux services a de beaux jours devant elle.

Aux urnes, citoyens !

La Constitution algérienne est amendée, le RND rapidement créé et les autorités du pays son prêtes pour organiser les élections législatives et doter enfin l'Algérie d'un Parlement, conformément aux engagements du président de la République. Après cinq années de fermeture des bureaux de vote, les citoyens sont appelés aux urnes.

De l'autre côté de la Méditerranée, avec une bonne année d'avance sur l'échéance, Jacques Chirac a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. Les contextes sont très différents, mais Alger et Paris s'observent, les résultats des suffrages peuvent changer la donne des relations bilatérales. Un retour de la gauche au pouvoir impliquerait quelques inconvénients, d'autant que le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin, en termes à peine voilés, a qualifié les législatives algériennes d'« élections antidémocratiques ».

Pourtant, l'Algérie a, au total, proposé à 43 pays (de la Corée du Sud au Mexique, en passant par l'Italie et les États-Unis) de venir superviser, sous l'égide d'une équipe de six membres de l'ONU, le bon déroulement du scrutin. Parmi les pays européens, seule la Suède répond positivement ; les autres mettant officiellement en avant la sécurité de leurs ressortissants. Alger suspecte un lobbying parisien au sein de l'UE[30]. Officieusement, ni l'Union européenne et encore moins la France ne veulent cautionner politiquement des élections jugées par avance non transparentes : « De toute façon, les observateurs feront l'objet d'une telle protection policière qu'ils ne pourront pas faire correctement leur travail », explique au *Monde*[31] un diplomate français, sous couvert d'anonymat.

Le verdict des urnes françaises tombe le dimanche 1er juin : la gauche plurielle est au pouvoir. Lionel Jospin forme son gouvernement, avec une petite consolation pour Alger : Jean-Pierre Chevènement est nommé ministre de l'Intérieur. Ses principes républicains ne laissent présager aucune sympathie possible envers les islamistes. En revanche, la présence de Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé, n'est pas un élément de confort. N'a-t-il pas qualifié la mise en place du HCE, en janvier 1992, de coup d'État ? Il est surtout l'un des plus grands chantres du droit d'ingérence[32]. Jeune médecin durant la guerre du Biafra, il rejoint les volontaires de la Croix-Rouge en 1968, dans la province sud du Nigeria. Depuis, il alerte les opinions pour contraindre les gouvernements à sortir de leur indifférence vis-à-vis des drames comme celui qui se déroule en Algérie. La nomination d'Hubert Védrine, jugé pro-marocain, à la tête du ministère des Affaires étrangères est une autre douche froide pour les Algériens.

Nombreuses étaient les prises de position des ténors socialistes, hostiles au pouvoir algérien, en faveur d'un dialogue direct avec les islamistes. Maintenant que la gauche plurielle est au pouvoir, une cohabitation politique plus tumultueuse s'annonce. En outre, au-delà des déclarations politiques, le Premier ministre français, juste après sa nomination, décrète l'embargo sur tous les équipements militaires. Et Paris va bientôt entraîner les quinze pays de l'Union européenne à cesser toute vente d'armes vers l'Algérie.

Le jeudi 7 juin, entre deux attentats, la campagne électorale bat son plein en Algérie. Tous les partis politiques répondent à l'appel, y compris le FFS. Au total, une trentaine de formations présentent quelque 4 000 candidats aux 380 sièges de députés. Le résultat est sans surprise : le RND, qui dispose du soutien de la puissante centrale syndicale et siphonne un grand nombre de cadres et de militants de l'ex-parti unique, obtient la majorité après seulement quatre mois d'existence. Cette prouesse est saluée par l'humour algérien : le RND est qualifié de « bébé à

moustaches ».

Le FLN, désormais allié du pouvoir, est doté de 64 députés. Les deux partis du président ont la majorité absolue jusqu'à la fin de la législature, prévue en 2002. En revanche, surprise pour le MSP de Mahfoud Nahnah : il n'obtient que 69 sièges. Un autre parti islamiste, Ennahdha, dirigé par Abdallah Djaballah, arrive en quatrième position, avec 34 députés. Selon les chiffres officiels, les deux partis islamistes modérés recueillent 2,5 millions de voix, soit un électeur sur quatre. Ils dénoncent une fraude massive. Les partis signataires de la plateforme de Sant'Egidio sont intégrés dans le Parlement. Le contrat de Rome est enterré. Le FIS aussi, ce qui n'exclut pas des gestes d'apaisement. Le 15 juillet, Abbassi Madani, le chef historique du parti dissous, est libéré sous conditions et lance un appel pour l'arrêt des violences.

L'été meurtrier

Une chaude nuit d'août, les gendarmes de permanence écoutent les habituels messages radiophoniques. Plus que trois ou quatre heures avant la relève, au lever du soleil. Soudain, toutes les fréquences s'emballent : pompiers, policiers et militaires. Il se passe quelque chose à une dizaine de kilomètres de la caserne, à Rais, un petit village en bordure de route.

Alerte numéro un. Des véhicules de l'avant blindé (VAB) quittent en trombe leur base et se dirigent vers le lieu-dit. L'entrée de Rais est éclairée par les gyrophares des camions de la protection civile ; un attroupement d'hommes, de femmes et d'enfants effrayés tentent de raconter le drame auquel ils ont survécu.

Kalachnikovs entre les mains, les militaires avancent ensuite lentement dans la rue principale du village. À la deuxième intersection, une scène apocalyptique les surprend. Des corps de tout âge étendus par terre, crânes fracassés à la hache, têtes transpercées par balles, sinon tranchées par sabre, cadavres brûlés. Un massacre qui fera date : jeudi 28 août 1997.

Au petit matin, les informations sont recoupées. La boucherie a duré quatre heures, de 22 h 30 à 2 h 30 du matin, et a été menée par une centaine d'assaillants de la katiba El-Maout (« Phalange de la mort »), armés de mitraillettes, de sabres, de haches, de revolvers et de bidons d'essence pour asperger leurs victimes. Dans la première maison attaquée se déroulait un mariage sauvagement interrompu. Personne n'a survécu, sauf quelques jeunes filles emmenées par les attaquants. D'autres vieux villageois sont surpris dans leur sommeil. Alertés par les cris, des fuyards sont achevés avec des tirs dans le dos. Le bilan officiel est de 98 morts et 120 blessés. Des témoins avancent le chiffre d'au moins 300 morts[33].

Cette véritable hécatombe n'est que la première d'une longue série, dans un rayon de quelques dizaines de kilomètres autour de la capitale : Beni Messous (64 morts), El-Guelb El-Kebir (38 morts[34]), etc. Toujours le même mode opératoire : plusieurs dizaines d'assaillants armés déchirent la nuit. Balles, haches et sabres tuent les habitants sans discernement d'âge ni de sexe. L'attaque dure en moyenne plus de deux heures. Et les barbus disparaissent avec leur butin, souvent des jeunes filles.

Ces exactions ont un objectif bien précis : faire fuir les habitants de leurs maisons afin qu'ils s'agglutinent dans le voisinage le plus immédiat de la capitale. Tout cela, bien sûr, afin de

déstabiliser Alger, citadelle encore imprenable. Mais c'est l'effet inverse qui se produit. Les recrutements des GLD s'accélèrent. Des jeunes se mobilisent aux côtés des forces de l'ordre, qui sociologiquement, proviennent du même vivier que les djihadistes. La chasse aux terroristes est ouverte aux volontaires, dotés généreusement du permis de tuer sans aucune forme de procès. En bref, le monde rural se « paramilitarise ».

En France, si l'ancien patron du Quai d'Orsay, Claude Cheysson, déclare : « On n'arrivera à agir contre ces violences dans le bled, en dehors des grandes villes, que grâce aux milices », ailleurs dans le monde une voix s'élève : celle du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui depuis l'Italie, implore un dialogue. « Cette affaire a trop longtemps été traitée comme une affaire intérieure. Les massacres continuent, le nombre de victimes s'élève, nous ne pouvons plus prétendre que rien ne se passe, que nous n'étions pas au courant, et abandonner le peuple algérien à son destin. Je pense que, en tant qu'hommes, nous devrions tous être touchés par la tragédie en Algérie ; j'espère que nous pourrons parler avec les parties, afin de les encourager à cesser la violence. »

Alger dénonce immédiatement une inacceptable ingérence : « Ces propos outrepassent les compétences du premier responsable d'une organisation mondiale fondée sur le respect de la souveraineté des États et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures[35]. » Prenant la balle au rebond, Abbassi Madani, pourtant en liberté conditionnelle, envoie un message de félicitations à Kofi Annan, dans lequel il se déclare prêt à entamer une discussion sérieuse. Illico, l'ancien chef du FIS est remis en liberté surveillée.

La presse internationale se détourne momentanément des massacres en Algérie, pour se consacrer exclusivement à un événement survenu dans la foulée, jugé plus important et autrement médiatique. Dans toute l'Europe, les gens sont sous le coup d'une grande émotion : Lady Diana, princesse de Galles, son amant Dodi Al-Fayed et son garde du corps, viennent de périr dans un tragique accident de voiture en plein centre de Paris. En France, seul l'hebdomadaire *Marianne*, daté du 8 septembre, publie la photo de deux têtes d'enfants dans un seau, sans les montrer, mais décrite par une légende explicite suivie de ce commentaire : « Voilà les photos de l'Algérie. Vous voulez les voir ? Toutes ? Ou préférez-vous Diana ? »

Bentalha, mon amour

L'automne vient de débarquer, mais les nuits algéroises demeurent chaudes et humides. Les portes et fenêtres des maisons sont ouvertes pour capter un courant d'air frais, bienvenu en ce début de soirée. Les habitants de ce hameau ne sont pas encore barricadés malgré les attaques nocturnes particulièrement meurtrières, telles que celle de Rais, non loin de là. Sans doute la proximité d'une caserne de l'armée est-elle un facteur sécurisant pour les villageois de Bentalha, bourg situé entre une forêt et un ravin, au sud de la capitale.

Pourtant, cette nuit du 22 au 23 septembre 1997, surgit une horde de fanatiques qui pénètre par le chemin des orangeraies. Quelques bombes artisanales explosent le long des habitations des quartiers Haï Boudoumi et Haï Djillali, mitoyens de la route principale. Les voisins sortent paniqués et se retrouvent nez à nez avec des islamistes, certains en tenue afghane.

Leur nombre est imprécis, mais ils se comptent en dizaines[36]. Organisés et méthodiques, ils commencent leur boucherie. Décapitations, mitraillages, immolations, femmes enceintes éventrées

et autres horreurs, le massacre dure presque cinq heures. Quelques rares habitants tentent de se défendre en lançant des briques du haut des terrasses. Deux terroristes sont tués – leurs complices les décapiteront ensuite pour emporter les têtes, empêchant ainsi toute identification des corps. Après avoir pillé et incendié plusieurs habitations, les égorgeurs repartent dans des camions, traînant avec eux une trentaine de jeunes filles qui seront transformées en esclaves sexuelles dans les maquis avoisinants. Les alentours des deux quartiers ciblés sont minés pour couvrir leur fuite.

Vers 5 heures du matin, l'armée arrive en force. Mais trop tard : les militaires ne peuvent que constater le charnier. Officiellement, le nombre des morts s'élève à 85. Les rescapés multiplient ce chiffre par trois ou quatre[37]. Un journaliste d'*El-Watan* qui parvient à pénétrer dans le cimetière compte les tombes et arrive au chiffre de 250. Hocine Zaourar, seul photographe de l'AFP accrédité en Algérie, est tenu à l'écart, comme tant d'autres journalistes, depuis 9 heures du matin. En fin de matinée, il se dirige vers l'hôpital d'El-Harrach, à la périphérie d'Alger, son appareil en bandoulière. Devant la grille, il voit des femmes effondrées à la recherche d'un enfant ou d'un parent proche. L'une d'entre elles, sans aucune nouvelle de ses enfants depuis de longues heures, s'effondre devant lui. Il se rapproche et la prend en photo. « Par sécurité, il sort la pellicule de son appareil et la mêle à d'autres dans son sac. Il en replace une nouvelle et sera interpellé par un policier, qui ne prendra pas le bon film[38]. »

Au milieu de l'après-midi, il envoie trois photos au siège de l'AFP à Paris. Le lendemain, un de ces trois clichés fait le tour du monde. La grande majorité des quotidiens français, anglais, espagnols, italiens, libanais, mais aussi le *Herald Tribune*, le *Washington Post* et le *Los Angeles Times*, la reprennent. Le portrait est nommé : « La Madone de Bentalha[39] ». L'émotion est mondiale. L'opinion et les politiques se mobilisent.

Le lendemain de l'enterrement des victimes de Bentalha, François Hollande, nouveau premier secrétaire du PS, lance un appel à l'internationalisation de la crise algérienne. Dans un long communiqué adressé à l'AFP, il déclame : « Déclarer notre indignation ne suffit plus. Dans ce sens, les appels à l'ONU qui ont été faits par beaucoup, y compris des Algériens, doivent être entendus. De même, nous avons souhaité que l'Europe, sans s'immiscer dans la vie de ce pays, fasse entendre sa voix, afin de mettre chacun des acteurs de la crise algérienne devant sa responsabilité. »

Il est difficile de croire que le premier responsable socialiste ait rédigé un tel communiqué sans l'aval du Premier ministre. C'est donc une simple répartition des rôles. Hubert Védrine, de New York, se limitera à l'expression de sa révulsion devant la tuerie de Bentalha, sans aucun autre commentaire public. Toutefois, selon le porte-parole du département d'État, les chefs de la diplomatie américaine et française sont convenus de consacrer davantage d'efforts à la crise algérienne. Un haut responsable du Quai d'Orsay livre anonymement sa pensée au *Monde*[40] : « Les forces de sécurité algériennes ne sont peut-être pas innocentes, mais les islamistes sont loin d'être irréprochables. » Formulation équilibrée en apparence, mais qui renvoie l'armée algérienne et les islamistes dos à dos. Prélude, peut-être, d'une commission d'enquête internationale, comme le souhaite l'instance dirigeante du FIS à l'étranger.

Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, dans le secret de son grand bureau au rez-de-chaussée, échange avec un diplomate et un officier supérieur algériens : « Messieurs, le bourg de Bentalha est entouré d'au moins deux casernes, comment peut-on expliquer la non-intervention de

l'armée alors que le massacre a duré cinq heures ?

– Monsieur le ministre, répond l'officier supérieur, vous avez été sous-lieutenant basé à Oran au mois de juillet 1962, au moment où sont kidnappés et tués des pieds-noirs. Or, votre unité a mis plus de quatre heures avant d'intervenir. Vous comprenez donc bien que les militaires ne sortent pas de leur caserne sans renseignement précis et surtout sans plan préétabli pour le déploiement le plus efficace des forces armées. »

Le ministre de l'Intérieur[41] semble satisfait par cette explication. Pourtant, le gouvernement français peine encore à adopter une position officielle. Son opinion publique ne l'aide pas non plus. Selon un sondage publié par *L'Événement du jeudi* la semaine qui suit l'horreur de Bentalha, près de trois Français sur quatre considèrent les massacres commis en Algérie comme une menace pour la France. Toutefois, la moitié d'entre eux estiment que Paris n'a pas à se mêler du conflit. Officiellement, les déclarations françaises sont frugales. Les responsables, dans un contexte de cohabitation, mettent en avant une solution politique, sans parler ouvertement de dialogue, alors que, dans l'ombre, des officiers du DRS négocient depuis presque deux ans avec certains islamistes, plus militaires que politiques.

La trêve

Dans un long communiqué daté du 21 septembre, soit l'avant-veille de l'attaque sauvage sur Bentalha, Madani Mezrag[42], chef de l'AIS, ordonne à ses troupes un arrêt unilatéral des actions armées à compter du 1er octobre. Le texte, émaillé de références au Coran, justifie la décision de l'émir par la nécessité de trouver enfin une solution légitime et juste. Il met en avant les mesures d'apaisement prises par le pouvoir, et notamment la libération d'Abbassi Madani. L'AIS, composée de 6 000 hommes environ, contrôle les régions Est et Ouest du pays. La plaine de la Mitidja et l'Atlas blidéen sont plutôt sous la férule du GIA. L'ordre donné par Madani Mezrag est clair, mais sera-t-il suivi par ses quelques milliers d'hommes ?

Certains des chefs régionaux donnent un accord de principe du bout des lèvres. À l'ouest du pays, les katibas de l'AIS sont sous le commandement d'Ahmed Benaïcha. Âgé de 43 ans, ce n'est pas un tendre. Sa tête étant mise à prix, il n'est surtout pas enclin à renoncer au combat sans des contreparties sérieuses et des garanties. Au mois de juin 1997, grâce à des complicités londoniennes, cet émir avait reçu un journaliste de *Newsweek*, Mark Dennis. Dans son fief, en pleine nuit, Ahmed Benaïcha répond à la question du correspondant de l'hebdomadaire américain :

« Seriez-vous prêt à négocier avec le gouvernement ?

– Oui, à condition qu'il légalise le FIS et libère ses dirigeants. »

Pour l'émir de l'Ouest algérien, le but ultime est clair puisqu'il conclut l'entretien en disant : « Il a fallu treize ans au prophète Mahomet pour établir son État islamique. Nous n'avons que cinq ans derrière nous. »

De toute évidence, avant de publier son communiqué d'arrêt unilatéral des combats, Madani Mezrag avait consulté les principaux émirs et les locaux. Certains, réticents au début, finissent tous par donner leur accord. Ce n'est que le lendemain de l'enterrement des massacrés de Bentalha, le 24 septembre, que l'annonce de la trêve des combats de l'AIS est rendue publique. L'opinion est

surprise. En effet, les tractations entre l'AIS et le DRS, bien qu'anciennes, sont restées secrètes.

Top secret : le DRS négocie

C'est un fait peu connu. Tout a commencé par une lettre, rédigée par Madani Mezrag, et adressée par voies détournées au ministre conseiller chargé de la Sécurité à la présidence, le général Mohamed Betchine[43], ancien chef du renseignement. Devant l'enthousiasme des Algériens pour l'élection de Liamine Zeroual à l'automne 1997, l'émir Merzag commence à réaliser que la lutte à mort pour un État islamique n'est plus de saison. Aussi la volonté affichée du nouveau président élu pour un dialogue avec le dirigeant historique du FIS en détention finit-elle par convaincre Mezrag de prendre attache avec l'entourage du chef de l'État. Il en fait part à sa garde rapprochée dans le maquis jijelien, à l'est du pays. Ses troupes consentent.

Au sein de la mouvance de l'AIS et du FIS en général, les ambitions politiques de Madani Mezrag ne sont un secret pour personne. Son nom est connu depuis qu'il a accordé, en 1994, une interview à Phil Rees, reporter à la BBC, depuis son maquis. Le journaliste britannique racontera plus tard ses premiers échanges au téléphone avec l'un des chefs les plus recherchés d'Algérie : « Si je vous rencontre, qu'est-ce que je risque ? » demande Rees. La réponse de Mezrag est ironique : « Dans le meilleur des cas, une mort douce[44]. »

La missive tombe à point nommé. Le retour à la paix est le véritable objectif du gouvernement algérien. Ce n'est pas gagné, trop de morts dans les deux camps. Pour les autorités sont exclues du dialogue toutes les personnes ayant commis des massacres sur des civils, les auteurs d'attentats aveugles. En un mot, les barbares. Pour ceux qui ont pris pour cible les militaires dans des combats ou des embuscades, les dossiers seront étudiés au cas par cas. Une sorte de « paix des braves », qui ne dit pas son nom.

De la présidence, la lettre est envoyée pour exploitation au général-major Tewfik, patron du DRS. Il charge le chef du contre-espionnage pour suivi. Ce dernier désigne un colonel, qui décline car il ne peut supporter tout contact pacifique avec les islamistes, plus particulièrement cet émir. La tête de Madani Mezrag est mise à prix pour l'équivalent de 4,5 millions de francs, une somme astronomique, presque le quintuple de celle offerte par l'État français lors de l'attentat du RER de Saint-Michel, alors que le Trésor public algérien est beaucoup moins riche que son alter ego français. Finalement, c'est le colonel Ayoub, autre érudit, qui prend le dossier en main. Cela tombe bien : il est de la même région que Madani Mezrag.

Dans un premier temps, une stricte confidentialité entoure ces contacts. Le colonel Ayoub commence à parler religion avec l'émir. Puis, au fil des discussions, les modalités sont évoquées, ainsi que le contexte et son évolution. En arrière-plan de la loi sur la Rahma, la confiance entre le colonel Ayoub et le chef de l'AIS s'installe progressivement. La tragédie des moines de Tibhirine rapprochera encore plus les deux parties, tant l'AIS se démarquera complètement du GIA. Dans le même temps, le secret se fissure peu à peu. Les négociations s'intensifient et s'élargissent, les fuites deviennent inévitables.

Au fil des échanges, les termes d'un accord se précisent. Pour le DRS algérien, il est temps de passer à l'étape ultime. Le général-major Smaïn Lamari, numéro deux du DRS, intervient pour les dernières retouches. C'est l'heure d'une rencontre au sommet. Des émissaires s'activent des deux côtés. Un accord de non-agression dans la région jijélienne est conclu, l'armée et les djihadistes

s'observent, se jaugent. Le rapport de force est en faveur des autorités, ce qui appuie le courant réconciliateur chez les islamistes.

Le général Smaïn Lamari rencontre plusieurs fois l'émir du GIA. Le rituel est le même. Le général arrive à l'aéroport de Jijel, l'armée l'escorte jusqu'à Tikasrine, au pied d'une montagne. Il change de véhicule et monte dans une des voitures de l'AIS (soit une Peugeot 405, soit une Golf). De là, il est placé sous la protection de l'émir, dont les troupes surveillent tous les endroits critiques. La crainte d'une embuscade du GIA, opposé à toute réconciliation, est réelle.

Une relation de confiance se noue. Jusqu'à, finalement, sceller l'accord définitif. Une discrète caméra immortalise[45] le numéro deux du DRS en compagnie de Madani Mezrag, sortant d'une maison inachevée. Le premier porte un dossier jaune sous le bras, quand le second tient des feuilles enroulées dans une main. C'est la trêve, mais peu de gens sont dans la confidence. L'importance de cet événement nécessite une préparation « médiatique » de l'opinion nationale et de certains acteurs politiques, confinés dans l'ignorance.

Est-ce une indiscrétion organisée ? Un ballon d'essai ? L'information filtre dans la presse. *Al-Hayat*, depuis Londres, annonce à la mi-juillet 1997, juste après la libération d'Abbassi Madani, que des contacts ont eu lieu entre Madani Mezrag et des officiers de la Ve région militaire (Constantine, à l'est du pays), qui lui ont présenté, ainsi qu'à son adjoint, Aïssa Lehlih, des garanties dans le cadre de la loi sur la Rahma.

Dans un communiqué largement diffusé en Europe et repris en France[46], le porte-parole de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, Abdelkrim Ould Adda, dément formellement l'information publiée par le quotidien saoudien : « La reddition n'est pas à l'ordre du jour des hommes libres de l'AIS. Ceux qui doutent de l'attachement de l'AIS à la ligne politique du FIS, aux positions et au décisions du FIS, avec à sa tête les Cheikhs Abbassi Madani et Ali Benhadj, se trompent lourdement. »

Une première brèche entre le FIS à l'étranger et l'AIS dans les maquis ? Quoi qu'il en soit, cela n'est pas nouveau. Dans l'histoire récente, nombre de cas d'opposition entre les « politiques » à l'extérieur et les maquisards à l'intérieur sont à recenser. Souvent, ces derniers qualifient leurs camarades restés à l'étranger de « planqués ». Ce qui est certain, c'est l'existence de canaux de communication entre les autorités et les maquisards de l'AIS. Indépendamment des nombreux exemples d'islamistes retournés par les services secrets, des liens de parenté entre des officiels et des djihadistes sont activés pour des prises de contact en vue de cette trêve.

Tous ces éléments, nécessaires, pour construire la charpente d'un accord entre l'État et l'AIS, sont désormais disponibles avec la loi sur la Rahma. Leur assemblage prendra du temps et devra être discret. L'AIS et le GIA ont peut-être le même virus (l'islamisme), mais ils n'ont pas le même logiciel. Le premier est plus « politique », quand le second est nihiliste. Ils sont en tout cas de véritables ennemis. L'initiative du chef de l'AIS, Madani Mezrag, a coupé l'herbe sous le pied non seulement du GIA, mais surtout des dirigeants de l'instance dirigeante du FIS à l'étranger, qui ne peuvent que déplorer leur perte d'influence au moment où ils étaient parvenus au centre des intérêts d'émissaires officieux occidentaux. L'important, pour le pouvoir, est que l'internationalisation de la crise ne soit plus à l'ordre du jour. Désormais, c'est une affaire qui se traite entre Algériens, et surtout, en Algérie.

Accord, trêve ou bien simple capitulation de l'AIS ? Désormais, le GIA est isolé, seul face au militaires et aux patriotes. Replié, il s'attaque de plus en plus sauvagement aux populations démunies, qui constituent pourtant son premier soutien. Le compte à rebours vient de commencer, mais ce n'est pas aussi simple. L'accord donne lieu à des divergences au sommet de l'État. Les tractations avec le GIA sont menées exclusivement par le DRS, alors que la présidence étai moyennement informée. Même Ahmed Ouyahia, le Premier ministre, affirmait à la télévision algérienne peu de jours avant l'annonce de la trêve : « Le FIS est une chose du passé, avec qui il est hors de question de négocier. » La dissonance entre la présidence et le DRS est évidente : accord politique contre accord militaire. Le plus dur reste à faire : la seule et véritable garantie possible serait de transformer cet accord en loi.

Prudente dans son approche, la presse algérienne s'interroge sur les termes de cet accord. Le quotidien *Liberté* pose la question qui taraude les Algériens : « Quelle contrepartie Madani Mezrag a-t-il obtenue pour ses troupes ? » Également, *La Tribune* parle d'un rapprochement bien équivoque entre le pouvoir et les islamistes. Seul *El-Watan* précise que « ce communiqué rend caducs les appels d'internationalisation, repris à la faveur du massacre de Bentalha, et recentre la crise que vit le pays sur la scène nationale ». L'Internationale socialiste n'entend pas lâcher prise. Pour elle, la crise algérienne n'est pas une simple affaire intérieure. Amnesty International s'active aussi et dénonce, avec de lourds sous-entendus, l'incapacité de l'armée de défendre sa population. Plus gênant pour Alger, Mary Robinson, haut-commissaire de la commission des droits de l'homme de l'ONU, demande une enquête internationale sur les massacres en Algérie. Essentiellement en France, l'armée algérienne est désignée, sans preuve aucune, comme complice directe ou indirecte des nombreux massacres.

De l'autre côté, en Algérie, Mohamed Lamari, le chef d'état-major, le général de corps d'armée, concède dans l'organe officiel mensuel de l'armée, *El-Djeich* (« L'Armée »), une certaine dégradation de la situation sécuritaire dans l'Algérois depuis la fin de l'été, où plusieurs centaines de civils ont été massacrés, et il ajoute : « D'une manière générale, là où l'alerte a fonctionné à temps, les interventions ont été efficaces. Par contre, hélas, là où l'alerte n'a pas été donnée à temps, soit par complicité, soit par neutralisation, soit par tromperie, les dégâts et les bilans ont été lourds. »

La communauté internationale juge l'explication insuffisante. L'armée algérienne doit rendre des comptes, semble-t-il. Les politiques français veulent exercer une pression définitive sur l'Algérie afin d'imposer le devoir d'ingérence. Informés en temps réel par les multiples dispositifs mis en place par la DGSE, ils savent que les propos tenus par le général-major ne sont pas si éloignés que ça de la vérité.

Et pour cause : les services français interceptent toutes les écoutes dans le pays, notamment à partir du bateau-espion le *Bougainville* – y compris les échanges par les téléphones satellitaires entre les différents maquis ou les régulières photos prises depuis l'espace. L'évolution de la situation sur le terrain est suivie en direct, à la seconde près.

Pour la France, l'objectif est d'arriver à convaincre ses alliés de l'application de ce droit d'ingérence afin d'installer à Alger un pouvoir beaucoup moins inamical. Pour ce faire, l'Internationale socialiste et quelques ONG « humanitaires » ou soucieuses du respect des droits de l'homme sont un bon levier, d'autant plus que le commandement militaire n'est pas totalement irréprochable. Ce dernier a surtout à son actif l'annulation d'élections démocratiques, ce qui est en soi un grand crime qui ne doit pas rester impuni.

1. D'autres glas sonneront plus tard, comme le 15 novembre 2015, après les attentats du Bataclan et du Stade de France deux jours plus tôt.

2. Lounis Aggoun, Jean-Baptiste Rivoire, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, La Découverte, 2005, page 484.

3. Cette ligne de crédit est régie par un protocole financier signé en juillet 1994 par le ministre de l'Économie de l'époque, Edmond Alphandéry, et son homologue algérien. Le montant est de 6 milliards de francs.

4. *Le Monde*, 26 juin 1996.

5. Voir chapitre IV.

6. Voir Mireille Duteil, *op. cit.*, page 110.

7. Selon Jean-Charles Marchiani, cette hypothèse était étudiée en France, mais vite abandonnée (entretien avec l'auteur).

8. Le 27 juin 1976, le vol AF 139 est détourné sur l'Ouganda par une faction palestinienne : le FPLP.

9. Voir chapitre IV.

10. Vincent Nouzille, *op. cit.*, page 275.

11. Il est né en 1967. Suite à son échec scolaire au baccalauréat, il rejoint l'armée pour effectuer son service dans le corps des parachutistes. Il déserte de la caserne le lendemain de l'annonce de la démission de Chadli Bendjedid. Il gagne, avec quelques soldats, le maquis. Il est le cofondateur du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat). Plusieurs années plus tard, en 2007, il se rend aux autorités algériennes et bénéficiera comme quelques milliers d'autres de la loi sur la concorde nationale.

12. *Le Martyre des sept moines de Tibhirine*, documentaire cité.

13. « Mère des croyants » est un titre donné à Khadija, la première épouse du Prophète. Les islamistes accordent, par une surprenante extension, ce titre aux femmes de leurs émirs.

14. En 1998, le tribunal d'Oran prononce la condamnation à mort de sept individus liés à la mouvance du GIA, impliqués dans l'attentat contre Mgr Claverie.

15. Ce bulletin apparaît après la dissolution d'*Al-Ansar* à Londres.

16. Né en 1933, il est membre de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema). Il participe à la grève de 1956, avant de rejoindre l'ALN. Plusieurs fois ministre sous Boumédiène et sous Chadli, il est aussi auteur de plusieurs ouvrages sur les langues française et arabe.

17. Abdelkader Tigha, Philippe Lobjois, *Contre-espionnage algérien : notre guerre contre les islamistes*, Nouveau monde, 2008, page 160.

18. Au sommet du pouvoir, deux lignes politiques coexistent : celle des réconciliateurs, qui privilégient le dialogue politique, et celle des éradicateurs, qui donnent la primauté aux opérations militaires et sécuritaires.

19. Lounès Matoub racontera cet épisode dans son livre *Rebelle*, Stock, 1995.

20. Il raconte sa lutte pour l'indépendance dans le livre *On nous appelait fellaghas*, Stock, 1976.

21. Elle a été à la tête de la CFDT de 1992 à 2002.

22. Voir chapitre I.

23. Le Syndicat islamique du travail, qui a vu le jour avec le multipartisme en 1989, est dissous en même temps que le FIS.

24. 27 janvier 1997.

25. Graham E. Fuller, *Algeria, The Next Fundamentalist State ?*, Rand, 1996.

26. 700 selon la police.

27. Le Mouvement des citoyens, parti fondé en 1993 par Jean-Pierre Chevènement.

28. À l'appel de la CGT une grande manifestation est organisée ce jour-là pour dénoncer les violences de l'OAS. Le préfet de police Maurice Papon interdit ce rassemblement. Au niveau de l'entrée du métro Charonne, une bousculade provoquée par une charge policière fait huit morts. Ce n'est qu'en février 2007 que l'espace devant le métro Charonne est baptisé : place du 8 Février 1962.

29. Philippe Parent dirige la DST d'octobre 1993 à août 1997. Il décède le 15 septembre 2014.

30. En 1997, l'Union européenne comprenait quinze membres.

31. *Le Monde*, 10 mai 1997.

32. La notion de « droit d'ingérence » est formalisée juridiquement et moralement en 1987, à l'occasion d'une conférence de Bernard Kouchner et du professeur de droit Mario Bettati sur le thème « Droit et morale humanitaire ».

33. Kadi Amine, *La Croix*, 26 septembre 1997.

34. Chiffres officiels.

35. L'article 2, paragraphe 7, de la Charte de l'ONU pose le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État comme pacificateur des relations internationales.

36. Entre 70 et 100, selon les témoignages.

37. Les témoins accusent systématiquement les autorités de minimiser le nombre de morts.

38. *Le Monde*, 27 septembre 1997.

39. Plus tard, il obtient aussi le prix La Navicella, décerné par la revue catholique italienne *Rivista del Cinematografo*. En juillet 1998, la « Madone » dément avoir perdu ses enfants et affirme qu'elle n'habite pas à Bentalha ; elle porte plainte contre l'AFP pour diffamation.

40. 25 septembre 1997.

41. Jean-Pierre Chevènement, âgé de 22 ans, était, dès la fin mars 1962, membre du cabinet du préfet d'Oran, chargé des relations entre les militaires français et ceux de l'ALN. À ce titre, il fut le spectateur impuissant des exactions de l'OAS et des militants de la 25e heure.

42. Âgé de 37 ans, il est le chef incontesté de l'AIS depuis 1993. Sa base arrière est la région montagneuse qui surplombe Jijel, à 350 kilomètres à l'est d'Alger.

43. Ancien moudjahid de l'ALN, promu au grade de général, il prend la tête de la Direction générale de la prévention et de la sécurité (DGPS) en 1988. Il est l'un des fondateurs du parti RND.

44. Farid Alilat, *Jeune Afrique*, 2 janvier 2006.

45. Ces images furtives seront diffusées plus de quinze ans plus tard, sur une chaîne de télévision algérienne privée.

46. *Le Monde*, 24 juillet 1997.

VII

Des orages planent sur Alger

Les membres éminents d'une organisation planétaire se retrouvent au Maroc, dans la ville de Tanger. Sur deux journées, le 22 et 23 mars 1997, se tient la réunion du comité Méditerranée de l'Internationale socialiste. Officiellement, les relations euro-méditerranéennes sont à l'ordre du jour. Mais le véritable objet des discussions porte sur la violence et le manque de démocratie en Algérie. Les socialistes se veulent solidaires du parti frère algérien, le FFS. Internationale socialiste, ONG, Reporters sans frontières, Amnesty International et le Haut-Commissariat des droits de l'homme de l'ONU se mobilisent pour exiger une commission d'enquête internationale. Le monde veut connaître les causes des tueries commises tout au long de la plaine verte de la Mitidja.

Les généraux, quant à eux, accueillent cette initiative d'un haussement d'épaules. Ils la jugent inefficace et peu adaptée à une situation sans précédent. Pour autant, Alger ne reste pas les bras croisés. Le pouvoir va s'adonner à un exercice inhabituel : la communication. C'est une grande première. Les « amis » sont tous mis à contribution, mais pas seulement. Des agents d'influence sont aussi activés ou réactivés et de rares volontaires accourent par conviction.

Un ancien haut fonctionnaire et ex-député UDF prend sa plume dans les colonnes du *Monde*[1] : « C'est bien le moment de faire justice des faux procès, comme d'instruire notre propre culpabilité. Faux procès : celui de la jeune République algérienne, comme la nôtre née du sang et de l'injustice, et que, dès les premières heures, nous avons voulue vertueuse et achevée, quand l'OAS l'avait vouée à la vengeance et à la corruption. Faux procès : celui, surtout, de deux hommes, Mohamed Boudiaf et Liamine Zeroual, d'une double institution, l'armée et l'administration, qui nous ont épargné la quasi-promesse d'une théocratie absolue à portée de missiles de nos côtes quand nous nous résignions au pire. » Le texte porte la signature d'Yves Bonnet. Son cas est atypique : ni agent d'influence à la solde des militaires, ni financièrement intéressé, il a, en tant que directeur de la DST, tissé des liens solides avec la sécurité militaire algérienne. C'est un fait d'armes qui ne s'oublie pas.

Un jour pour l'Algérie

Dans la foulée, durant ce mois sinistre de septembre, est créée Un jour pour l'Algérie, une association de loi 1901, présidée par une personnalité irréprochable : Madeleine Rebérioux. Historienne spécialiste de la IIIe République, elle anime, dès 1957, le Comité de défense des libertés contre la guerre d'Algérie et, un an plus tard, elle rejoint le Comité Maurice-Audin[2].

Membre du Parti communiste, Madeleine Rebérioux s'élève contre la censure d'État sur la guerre d'Algérie en lançant la revue *Vérité-Liberté* en mai 1960. Aussi était-elle au premier rang pour dénoncer les ratonnades parisiennes du 17 octobre 1961. Elle sera également la première

femme à présider la Ligue des droits de l'homme de 1991 à 1995.

L'initiative vient de Christian Gay-Bellile, homme de spectacle et de culture[3] à peine quinquagénaire. Il n'a pas connu la guerre d'Algérie, mais, militant, il se lance dans l'association Banlieues 89 créée par des architectes comme Roland Castro et autres figures de Mai 1968, dont le but est de repenser l'urbanisme des banlieues. Dans ce cadre, il découvre les conditions de vie de la population immigrée, essentiellement d'origine algérienne. De multiples affinités s'installent et des amitiés se nouent dans la durée.

Suite aux massacres de l'été 1997, Gay-Bellile veut faire quelque chose. Mais quoi ? Surtout pas de politique, mais de l'humanitaire. Tout simplement exprimer sa solidarité avec le peuple algérien. Mais en France, avec l'Algérie, c'est toujours politique. D'autant plus que le choix de la présidente, Madeleine Rebérioux, figure importante de la cause de l'indépendance, est un sacré coup pour le pouvoir à Alger. Autour de l'association, des artistes comme Isabelle Adjani, dont le père est d'origine algérienne, ou encore Guy Bedos, natif du pays, des intellectuels comme Pierre Vidal-Naquet, autre figure de la cause de la lutte pour l'indépendance, se greffent. Ils fixent au 10 novembre une grande manifestation à travers toute la France pour réclamer l'arrêt des massacres.

Catherine Trautmann, ministre de la Culture, ne peut que soutenir l'association, où de nombreux artistes et autres figures du monde de l'art sont impliqués. Il n'en faut pas plus pour que le gouvernement algérien dénonce une nouvelle et toujours inacceptable ingérence de l'ancienne puissance coloniale. Pourtant, les initiateurs de ce projet sont aux antipodes des nostalgiques de l'Algérie française. Les alliés d'hier, ceux de la lutte pour l'indépendance, s'interrogent aujourd'hui sur la transparence de l'information officielle, entre autres.

Malgré la pluie et le froid, à Paris, ce lundi 10 novembre, associations, syndicalistes, artistes, Algériens et Français sont plus de 25 000 à défiler côte à côte en scandant : « Six ans, ça suffit, la paix en Algérie ! » Ironie ou bégaiement de l'histoire, trente-cinq ans auparavant, durant l'été 1962, lors de la lutte fratricide pour le pouvoir entre les différents clans des révolutionnaires, d'autres Algériens avaient manifesté sous les cris : « Sept ans, ça suffit[4] ! »

La marche, partie de la gare de l'Est, se termine devant la grande halle du parc de la Villette. Un grand podium y est dressé, sur lequel défile une parade d'artistes algériens et français : Cheb Khaled, Rita Mitsouko, etc. Les chants sont accompagnés par des youyous. C'est la fête pour la paix et, pourquoi pas, contre le pouvoir algérien ? Dans la foule, certains n'hésitent pas à crier : « Zeroual assassin ! »

La manifestation libère les politiques français de tous bords. Élus, anciens ministres, chefs de parti et même certains responsables en exercice, tous se bousculent devant les micros des radios et sur les plateaux de télévision pour se féliciter du succès de cette initiative artistique venant de la société civile. Oui, il faut mettre fin à ce carnage, quels qu'en soient les responsables. Néanmoins, ils restent prudents, se gardant bien de commentaires sur l'armée algérienne, à moins d'interroger sa curieuse inertie. « Que fait l'armée ? » « Pourquoi les civils sont-ils abandonnés à leur triste sort ? »

Deux « agents secrets » entrent en scène

Il est trop simple pour être un personnage de John le Carré. Mais assez habile pour faire parler de lui. Agent secret, il ne peut donner son nom, mais, à visage masqué, il s'adresse à *The Observer*, un grand média européen dont il ne connaît que le nom, mais en qui il a visiblement confiance. « Joseph », son pseudonyme, se dit ancien responsable d'une des branches de la sécurité militaire.

La veille des manifestations, le journal britannique met l'histoire de Joseph à la une. Il y annonce détenir des vérités si gênantes pour le DRS algérien qu'il pourrait faire « sauter cinquante fois la république[5] ». Il risque donc sa vie, mais pour une bonne cause : la vérité. Selon lui, les attentats commis en France durant l'été 1995 ont été l'œuvre d'agents secrets venus d'Algérie par avion, à l'instigation du service Action de la direction infiltration et manipulation (DIM) du DRS.

Sans le citer nommément, Joseph affirme aussi avoir remis, personnellement, une mallette contenant 500 000 francs à un député français, venant récemment de perdre son siège et qui jouit de bonnes relations avec la DST. Se sentant visé par cette description hypocrite, Yves Bonnet porte immédiatement plainte pour diffamation au tribunal de Paris contre *The Observer*. Le but de la manœuvre ourdie par Joseph est de discréditer un des rares Français connus qui se tiennent aux côtés de l'Algérie. Déjà qu'ils ne sont pas très nombreux, c'est plutôt bien joué.

Le lendemain, curieux hasard, un grand journal européen, *Le Monde*, accorde un entretien à un autre agent secret venu directement d'Alger. Il est présenté sous le pseudonyme de « Hakim » et affirme être toujours en activité au sein du DRS. Jamais une aussi précieuse source n'était tombée à un aussi bon moment. Ce dernier confirme les propos de son ex-collègue Joseph et ajoute : « Les explosifs utilisés pour cette vague d'attentats avaient été récupérés dans les locaux de l'ambassade d'Algérie à Paris par Boualem Bensaïd[6]. » Selon lui, ce dernier serait un militaire algérien du service Action et serait donc comme chez lui dans l'ambassade. Aussi affirme-t-il que les trois agents consulaires français enlevés le 24 octobre 1993 ont été retenus dans une caserne de la banlieue d'Alger[7]. En bref, pour eux, l'Algérie mènerait une guerre secrète contre la France.

Pourtant, l'enquête de la police judiciaire française avait bel et bien déterminé l'origine exacte des explosifs. Par ailleurs, du côté de la police anglaise, il est précisé que Joseph avait déposé sa demande d'asile politique à l'administration britannique au début du mois de juin, plusieurs semaines avant le premier attentat devant la station RER Saint-Michel. S'ensuit un flux de supputations dont ne jaillit aucune clarté.

Devant de telles contradictions et invraisemblances, *Le Monde* du 12 novembre 1997 atténue à peine les propos de Hakim dans un article intitulé : « Les doutes persistent à propos des *révélations* sur les attentats de Paris[8]. » Le ton du papier renforce la suspicion à l'égard des militaires. En réalité, aucune nuance n'est apportée aux graves accusations de Hakim, affirmant que Djamel Zitouni, le plus saigneur des émirs, a été recruté par le DRS en 1991 dans un camp de sûreté du Sud algérien où des milliers de personnes étaient en détention. Autrement dit, l'ancien officier prétend que Zitouni serait un islamiste manipulé par les services. À partir de là, il insinue que le détournement de l'Airbus d'Air France en 1994 est une manipulation du DRS. Et qu'il a la conviction que le massacre de Beni Messous de septembre dernier est l'œuvre de l'armée algérienne : « Il y a au moins une demi-douzaine de casernes à proximité. Il y avait un barrage. Il a

été levé comme par hasard. Les militaires qui voulaient intervenir en ont été empêchés. Le groupe qui a commis le massacre a amené avec lui un islamiste, un prisonnier détenu depuis des années, pour qu'il soit reconnu par les habitants. »

Dans le feu de l'actualité, ces allégations et insinuations sont prises pour argent comptant. Premières pierres d'un grand édifice qui portera le nom de « Qui tue qui ? ».

D'autres intellectuels et journalistes d'investigation ajouteront de l'huile sur le feu. Un quarteron de déserteurs de l'armée algérienne viendra en ordre dispersé, mais avec le même objectif, celui d'imputer aux militaires les exactions contre les civils. L'un après l'autre devant les médias, ils viendront en renfort de ce duo d'agents secrets pour enfler la sale controverse. Le tout, sur la base d'obscurs témoignages indirects.

Ces journalistes d'investigation ne se sont pas demandé si Hakim était un vrai officier du DRS Ils auraient pourtant dû. En Algérie, les attachés aux services secrets ne peuvent quitter le territoire sans ordre de mission, où sont précisées la date de leur sortie et leur destination. Autrement dit : leurs déplacements à l'étranger sont facilement traçables.

Alors pourquoi Hakim, aisément repérable avec ce sésame, prend-il de tels risques ? Surtout qu'il affirme vouloir rentrer dans son pays pour reprendre ses fonctions. C'est tout simplement suicidaire, car, après de telles déclarations, le DRS peut identifier le nombre exact de ses officiers se trouvant ce jour-là en France. Et qu'ils soient même une centaine ou plus, ils seront interrogés. Et Hakim sera confondu.

« Je suis étonné de la légèreté avec laquelle votre journal a diffusé des *informations* qui ne mériteraient pas plus que le qualificatif de farfelues si elles ne portaient gravement atteinte à l'honneur de l'État algérien et à celui de ses institutions. » Dans une lettre adressée au *Monde*, dès le lendemain, l'ambassadeur d'Algérie à Paris, Mohamed Ghoualmi, dénonce une campagne médiatique contre son pays. Mais l'ambassadeur, pas plus qu'un autre, ne sait que la campagne de désinformation va s'étaler sur des années.

Alger diffamée, Alger soupçonnée, Alger doit communiquer. Une contre-offensive médiatique est devenue plus que nécessaire. Dans une directive présidentielle datée du 13 novembre 1997, il est préconisé : « Il convient de corriger l'image qui est véhiculée de l'Algérie à l'étranger, une image souvent fausse, car manipulée au gré des intérêts des chapelles politiques intérieures et extérieures. Parce que la promotion d'une image saine de l'Algérie à l'étranger souffre d'un défaut de stratégie [...], de relais complémentaires et d'un encadrement aguerri, l'institution d'une agence de communication extérieure investie de la fonction de produire et de projeter la véritable image du pays aux plans politique, économique, commercial, culturel et touristique est une nécessité. » L'Algérie veut créer une grande instance de communication pour redorer son blason. La diplomatie touristique, que pratiquent avec grand art ses voisins marocain et tunisien, est même envisagée. Mais mettre en place une telle entité avec des objectifs si hauts nécessite beaucoup de temps.

Diplomates, journalistes, militants anti-islamistes, intellectuels et universitaires sont mis à contribution. Les carnets d'adresses sont minutieusement feuilletés, des bons repas à de bonnes tables sont offerts, avec fromage et dessert. Alger met le paquet pour mobiliser la rive gauche de Paris et pas seulement. La bataille des médias doit se mener prioritairement en France, où se trouvent encore de nombreux amis de l'Algérie.

Le déchaînement touche aussi les politiques. Même le Quai d'Orsay ajoute diplomatiquemen son grain de sel puisqu'il déclare, dans un communiqué, que la communauté internationale a besoin de savoir ce qui se passe en Algérie. Certaines personnalités de premier rang seront « contraintes » de défendre les thèses d'Alger, parfois au risque de se dédire. À l'instar de cette grande figure politique, brillant juriste, qui, sur un ton déclamatoire, exige qu'une commission d'enquête indépendante et internationale se rende le plus tôt possible en Algérie pour faire éclater la vérité et mettre les officiels au pied du mur.

Mais, comme toutes les administrations, les services secrets algériens ont des archives bien rangées, numérotées et classées. Sans oublier la bonne mémoire de ses officiers, d'ailleurs c'est l'une des principales bases du métier. Les bibliothèques secrètes et bien protégées du DRS renferment des trésors : photos, enregistrements, rapports et quelquefois des relevés bancaires. L'exploitation de ces fiches n'est pas forcement immédiate et certains documents sont comme la bombe atomique, il faut la détenir sans être forcé de l'utiliser.

Dans ce tas de dossiers pleins de papiers à peine jaunis se trouverait un document précieux : un ordre de virement d'Alger en faveur de cette haute personnalité qui n'a de cesse de réclamer que la vérité soit mise au jour. C'est le moment opportun d'exploiter ce document bancaire qui gît dans un des cartons depuis presque vingt ans.

Dans son ancienne vie, de par son métier de juriste aujourd'hui oublié, l'homme qui exige la vérité, toute la vérité des pouvoirs algériens, a été sollicité par les Algériens dans une affaire d'arbitrage commercial international sur un contrat en contentieux avec une grande entreprise française. Son avis éclairé, secondé par d'autres avocats d'affaires, a permis aux Algériens d'avoir gain de cause après moult référés. En toute logique, son travail réel doit être rémunéré, la facture n'est pas légère, les procédures ont été longues.

Discrètement, un agent du DRS, avec copie du document à l'appui (l'original est précieusemen gardé dans le pays), se rend à Paris. Pour ne rien laisser paraître, il approche de façon amicale cette personnalité française pour lui demander de cesser toute agitation avec cette demande d'enquête internationale. Sinon, la copie de l'ordre de virement pourrait malencontreusement tomber dans la boîte aux lettres du *Canard enchaîné*.

Le message est reçu. L'intéressé change brutalement de point de vue sur l'Algérie. Désormais, pour cet ancien élu de la République française, le seul coupable des massacres est le GIA, et si une dynamique internationale doit se structurer vis-à-vis de l'Algérie, c'est pour aider ce pays à lutter contre le terrorisme et la barbarie islamistes. Il suffit parfois d'une carte postale d'Alger pour éteindre les ardeurs les plus enflammées.

Le gouvernement français, embarrassé par le bouillonnement en faveur d'une commission d'enquête, souffle le chaud et le froid. Devant l'Assemblée nationale, lors de la séance du mercredi 15 octobre, Jean-Pierre Chevènement déclare qu'il se tient prêt à chercher à rétablir la vérité sur la répression du 17 octobre 1961, alors que Maurice Papon était préfet de police. Le lendemain, Catherine Trautmann, la ministre de la Culture et de la Communication, annonce qu'elle va ouvrir les archives concernant la manifestation. La date de commémoration de cette tragédie s'y prête, le contexte du procès Papon[9] aussi, reste à savoir si ces déclarations sont motivées par le devoir de mémoire ou bien pour calmer Alger. L'un n'empêche pas l'autre.

En écho, la Fondation du 8 mai 1945[10], de droit algérien, dépose une plainte pour crimes contre l'humanité contre Maurice Papon. Son président, Bachir Boumaza[11], ancien ministre, publie dans un quotidien algérien arabophone que les ratonnades ordonnées par Papon sont une tache honteuse pour un État qui prétend respecter les valeurs de la République, de la démocratie et des droits de l'homme. Quant au très officiel journal *El-Moudjahid*, il affirme : « Les crimes contre l'humanité commis contre les Algériens », que « Paris, la capitale des droits de l'homme, n'a pu éviter et, plus grave, a tenté par tous les moyens d'étouffer restent toujours impunis ». Question de rappeler que les premiers massacres de masse d'Algériens, commis par la France, alors puissance coloniale, n'ont jamais été sanctionnés. Au moment où, en Occident et en France particulièrement, on incrimine les militaires algériens sur la base d'hypothèses et de supputations, à partir de déclarations sous couvert d'anonymat de personnages douteux.

Alger recrute

Alger riposte aussi à ces polémiques en ouvrant son carnet de chèques. La situation financière s'améliore grâce aux hausses régulières de la production pétrolière. En août 1996, Washington a décidé de garantir à nouveau les crédits à l'exportation pour des projets en Algérie. Les compagnies américaines effectuent alors d'importants investissements, en particulier Arco (1,5 milliard de dollars en 1996), Anadarko Petroleum, Bechtel (pour la construction du gazoduc Maghreb-Europe). Il en résulte que, à la fin de l'année 1997, les réserves de change atteignent la somme de 7,5 milliards de dollars, soit plus de neuf mois d'importations. Le pays dispose d'un trésor, dont certains morceaux peuvent être affectés à la recherche de lobbies.

Un grand journaliste français d'investigation est ainsi invité, grâce à une connaissance commune, par un lieutenant-colonel du DRS à lui rendre visite à l'ambassade d'Algérie. Dans son bureau du second étage à volets toujours fermés, l'officier supérieur offre un café à son visiteur, avec un verre d'eau, sur un plateau. Avec une fausse naïveté, il lui demande son avis sur les écrits de ses confrères. Esprit de corps oblige, le journaliste défend la presse française, trop souvent privée de visas. Après tout, quand quelques rares médias sont autorisés à se rendre en Algérie, ils sont encadrés du matin au soir par les services de sécurité et doivent se contenter du mutisme des officiels. L'officier fait d'abord mine d'être admiratif devant cette lumineuse analyse. Puis, il réfléchit à haute voix sur la possibilité de créer un tout nouveau journal, de droit français, à qui certains des responsables algériens livreraient la primeur de certaines informations. « Bien sûr, un tel journal manque au paysage médiatique français », rétorque le journaliste, soudain intéressé. Après quelque bavardage de convenance, les deux hommes se séparent, en se promettant de se revoir très vite.

Comme convenu, ils se retrouvent la semaine suivante, au même endroit, avec le même rituel. Cette fois-ci, l'officier supérieur parle plus qu'il n'écoute. Il évoque l'intention des Algériens de financer un nouveau journal périodique. Un local est même déjà trouvé, en plein centre de Paris, non loin des anciens sièges de la presse française de l'après-guerre. L'officier propose directement de confier les clés de ce nouveau journal à son visiteur. Après tout, sa compétence fait de lui l'homme idéal, il sera libre dans ses écrits et surtout dans la gestion du budget inhérent. L'offre est tentante : faire un journal pour parler en ces temps troubles de l'Algérie, c'est le jackpot et, en plus, les informations seront exclusives puisque livrées par la bouche du lion. Un

scoop par syllabe ou presque. Cela change des journaux qui délaient des nouvelles insignifiantes. Affaire à saisir immédiatement. Le journaliste quitte la chancellerie, rêveur.

Seulement, entre-temps, le DRS approfondit son enquête, notamment sur le profil psychologique du journaliste « indépendant ». Il est finalement considéré peu fiable. Alger met son veto, l'offre ne tient donc plus. Toutefois, le DRS algérien n'a pas perdu son temps : il garde bien précieusement sa dernière conversation enregistrée, sur laquelle, avec un enthousiasme époustouflant, il évoque des chiffres en francs nécessaires pour le lancement de ce journal. Ce document sonore pourrait être compromettant si ce journaliste se convertissait, un jour, en professeur de déontologie dans une école de journalisme française, par exemple.

Un philosophe en Algérie

C'est sans doute un pur hasard si *Le Nouvel Observateur*, dirigé d'une main ferme par Jean Daniel, natif d'Algérie, lâche une information explosive dans sa livraison datée du 23 octobre 1997. Encore une révélation gênante pour la France : « Une base française installée dans le nord du Sahara pour tester des armes chimiques a continué de fonctionner jusqu'en 1978, soit seize ans après l'indépendance de l'Algérie[12] ! »

La France est signataire de la convention internationale de Genève en 1925, qui prohibait l'emploi des armes chimiques et biologiques. En 1972, une nouvelle convention internationale interdit de fabriquer et de stocker des armes biologiques ou à toxines[13]. Or, dans le plus grand secret, la France continue ses essais chimiques dans le Sud algérien jusqu'en 1978, au sein de la base ultraconfidentielle B2-Namous.

Pierre Mesmer, ancien Premier ministre, confirme, une semaine plus tard, l'information au périodique de Jean Daniel : « Il y a un temps où les secrets n'ont plus lieu d'être. Nous sommes maintenant dans une période totalement différente des années de la guerre froide. Le chimique et le bactériologique sont des activités mortes, et il est toujours possible de parler des morts. »

De l'eau a coulé sous les ponts, certes, mais cette révélation est embarrassante pour Paris, où des voix s'élèvent pour demander des comptes au pouvoir algérien. Alger prend la balle au rebond ; Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères, déclare : « En mai 1997, le gouvernement français nous a assurés qu'il n'avait pas conduit d'activités autres que celles de la décontamination après 1967… Nous allons reprendre contact avec les autorités françaises à ce sujet. » Maintenant, c'est Paris qui a des comptes à rendre sur ses expérimentations secrètes et fortement nocives à l'environnement, grand sujet du moment, depuis que les Verts sont partie intégrante de la gauche plurielle, chère à Lionel Jospin. Brice Lalonde[14], président de Génération écologie, sera indirectement « sensibilisé » par les Algériens.

Durant le dernier mois de décembre, les Algériens ont peaufiné leur contre-offensive médiatique. Ils tiennent désormais entre leurs mains un atout important, voire un joker. Il est né en Algérie, plus précisément à Béni Saf, dans l'Ouest. Son carnet d'adresses est, à lui seul, un gotha qui dépasse les frontières de l'Europe. Son nom est un concentré de force de frappe médiatique : Bernard-Henri Lévy, président du conseil de surveillance d'Arte France depuis le 1er juillet 1993.

Le philosophe souhaite se rendre en Algérie avec Gilles Hertzog, coréalisateur du film *Bosna !*[15], pour procéder aux repérages en vue d'un documentaire, dont le sujet n'est pas encore bien déterminé. Les autorités du pays lui accordent l'autorisation, surtout que leur invité de marque a l'intention de publier un long article sur l'Algérie dans *Le Monde*. Et, cerise sur le gâteau, d'organiser une soirée thématique sur Arte, où le pays pourra faire valoir son point de vue. L'opération mérite d'être tentée, même si quelques risques sont à prendre. Le philosophe n'est pas manipulable, mais ses positions tranchées contre l'islam politique rassurent.

Courant décembre 1997, BHL arrive à l'aéroport d'Alger. Sur le trajet vers l'hôtel El-Djazaï (ex-Saint-Georges), il remarque avec plaisir une grande pancarte qui salue l'amitié algéro-bosniaque, alors que la précédente : « Bienvenue en Algérie[16] », est lue avec ironie. Sur le papier, les autorités accordent à leur illustre hôte une grande marge de liberté : visite de la capitale, du triangle de la mort de la Mitidja, de sa ville natale, du complexe gazier d'Arzew (un des deux poumons économiques du pays), rencontres avec des responsables politiques et militaires, des témoins survivants des massacres, des journalistes et des cadres. Une dizaine de jours bien remplis.

BHL en témoigne à l'occasion de sa rencontre avec Cherif Rahmani, ministre gouverneur d'Alger : « Il dit : "Le terrorisme est en voie d'élimination dans la Casbah." Je lui réponds "Retournons-y, dans ce cas ! Si la Casbah est si sûre, pourquoi ne pas la descendre avec nous ?" Le gouverneur hésite. S'informe. Se fait dire que, l'essentiel des forces de gendarmerie étant occupé à passer au peigne fin la prison d'El-Harrach, nous n'aurons pour compagnons d'équipée que ses gardes du corps habituels. Mais bon. Il me prend au mot[17]. »

Plus loin dans le même article, il poursuit : « Il est tôt. Je suis sorti de l'hôtel sans prévenir les anges gardiens – première infraction à la règle ! Je suis redescendu, place des Martyrs… » Soit un trajet de plus de trois kilomètres en toute liberté. BHL ignore qu'un lourd dispositif statique de sécurité et de surveillance est déjà mis en place. Certes, il n'est pas suivi, mais un agent en civil est disposé tous les deux ou trois cents mètres sur le prévisible trajet, muni d'un talkie-walkie qui annonce son passage. Et à l'agent suivant de prendre le relais et de faire de même.

Dans le second volet de l'article publié le lendemain, le « promeneur d'Alger » raconte son échange avec un militaire dans le triangle de la mort : « À Raïs, dans la Mitidja, près d'Alger, un officier proteste de la bonne foi des militaires : "Citez-moi une armée qui soit prête à sortir de ses cantonnements, comme ça, en pleine nuit, sans ordre exprès de sa hiérarchie. [...] C'est une armée statique ; elle a une culture très Armée rouge ; elle n'a jamais bien su bouger ; alors à plus forte raison la nuit, face à des sauvages qui ont le bénéfice de la surprise." »

Plus loin, dans un autre lieu de massacre, il reproduit les propos de l'un des rescapés d'une nuit d'horreur : « Qui tue qui ? Je sais que certains posent la question. Mais nous, onsait bien qui nous tue. On les a vus, les tueurs. C'étaient des enfants du quartier. Ils étaient là, vous dis-je, parmi nous, ce soir-là... » Et BHL retranscrit sa pensée lors de sa tournée dans la Mitidja à hauts risques : « Obscénité, oui, de la question *qui tue qui ?* Comme s'il fallait ajouter le doute, la confusion, à l'horreur... » Il conclut, après ses visites sur site et moult échanges : « Incompétence des militaires, sûrement ; indifférence, peut-être ; l'arrière-pensée, dans la tête de certains, que la vie d'un bon soldat ne vaut pas celle d'un paysan qui, hier encore, jouait le FIS, pourquoi pas ; mais un *état-major*, ou un *clan*, ou même un *service spécial*, fomentant les massacres, ou armant les massacreurs, ou déguisant –, cela s'est dit ! – leurs hommes en islamistes, voilà une hypothèse à laquelle je ne parviens pas à croire. » Voici quelques extraits de l'article (« Choses vues »)

publié, parfois avec un grand talent de romancier, sur deux fois deux pages en deux jours consécutifs dans *Le Monde*, ce quotidien qui finalement n'avait consacré que quelques colonnes à l'officier alias Hakim.

Personne ne peut dire que BHL était manipulé par les Algériens. Ces derniers lui avaient simplement offert sur le terrain une belle occasion pour dénoncer les ravages de l'islam politique, un des grands exercices favoris du philosophe.

À l'initiative de Brice Lalonde[18], président de Génération écologie, environ 2 000 personnes se sont rassemblées, le 21 janvier 1998, à la Mutualité à Paris, autour du thème : « Algérie, le silence tue. » Personnalités, journalistes algériens et français sont à la tribune. Jacques Julliard, du *Nouvel Observateur*, affirme avec fermeté : « Les auteurs des massacres, ce sont les islamistes, ce sont eux qui le disent. » Khalida Toumi, députée RCD d'Alger, s'élève contre toute négociation avec les islamistes : « Les totalitaires prennent tout le pouvoir ou rien. »

De son côté, Bernard-Henri Lévy s'étonne qu'on ne négocie pas avec le terrorisme à Paris, mais que, à Alger, il faille faire des compromis avec les assassins d'enfants. Deux poids deux mesures. La seule voix légèrement dissonante vient de Robert Badinter, sénateur PS, qui invite le gouvernement algérien à ouvrir largement ses portes aux journalistes, aux organisations internationales et humanitaires.

Le lendemain, comme convenu, Arte consacre sa soirée thématique du jeudi sur les massacres en Algérie. En direct, sur le plateau, autour de Bernard-Henri Lévy et de Denis Jeambar (directeur de *L'Express*) entre autres, deux jeunes femmes au visage voilé témoignent de leur calvaire suite à leur enlèvement par le GIA : viols, sévices, etc. Ce n'est pas l'armée qui tue en Algérie, mais le terrorisme. Une belle opération de communication en faveur d'Alger. BHL, en se rendant en Algérie, n'a pas eu de courage physique, il était bien protégé, mais il a eu un courage intellectuel, car ses écrits et propos vont à l'encontre de la pensée dominante jusqu'aujourd'hui.

La publication de son article, « Choses vues », dans *Le Monde*, qu'il aurait eu la courtoisie de faire relire par le service presse de l'ambassade d'Algérie, sans doute pour vérifier l'orthographe des noms propres, lui attire toutes les foudres. Il a été écrit que le philosophe était hébergé dans la résidence d'État[19], comme tous les visiteurs officiels. Sans doute pour le faire passer pour un porte-parole du pouvoir algérien. Il est aussi pris à partie dans une tribune publiée par Pierre Vidal-Naquet et François Gèze[20] dans *Le Monde*[21]. Dès le deuxième paragraphe, les auteurs posent la question : « Comment comprendre que des intellectuels célèbres, qui ont su se dresser quand il le fallait contre d'autres barbaries, prennent aussi résolument le parti d'une armée de tortionnaires corrompus, qui ont choisi d'asseoir leur pouvoir sur l'usage généralisé du chalumeau et du napalm, à une échelle sans beaucoup de précédents depuis un demi-siècle ? » Et dans le suivant ils y répondent : « La réponse tient, hélas, en un mot : l'islam. Car dans leur vision tout est simple : les égorgeurs algériens tuent au nom de l'islam, donc c'est l'islam qui tue. »

En termes simples, ceux qui rejettent l'idée que les militaires sont des criminels, se voient systématiquement qualifiés d'islamophobes, bien que le mot ne soit pas encore à la mode. Mais ils sont aussi clairement, dans cette tribune, qualifiés de négationnistes. Les deux cosignataires basent, par endroits, leurs accusations contre les militaires algériens sur les « confidences » du mystérieux Joseph, livrées à *The Observer*.

Les Patriotes et les groupes de légitime défense sont aussi mis à l'index : « En légalisant la distribution d'armes aux habitants anxieux de pouvoir se défendre face aux massacres des

desperados islamistes, le pouvoir a prétendu vouloir éteindre l'incendie. Mais il l'a fait avec de l'essence. » Ils concluent leur article en lançant un appel à Lionel Jospin à diligenter des enquêtes financières sur les commissions occultes liées aux échanges commerciaux franco-algériens, qui jouent un rôle essentiel dans le maintien au pouvoir des dictateurs d'Alger et dans le martyre du peuple algérien. Corrompus donc criminels, tout au long d'un paragraphe, la relation est mécanique, du moins suggérée. Dans tous les cas de figure, pour les deux signataires de cette tribune, l'État algérien est le principal coupable. Et si le gouvernement français reste inerte, il devient forcement complice. À cette tribune incendiaire qui le vise essentiellement, BHL se devait de réagir. Il qualifie les propos de ses contradicteurs de « rumeurs et ragots[22] ».

André Glucksmann en Algérie

Comme piqûre de rappel, après BHL, André Glucksmann est invité par les autorités algériennes Il ne va pas les décevoir. L'ancien ministre de la Défense, le général-major Khaled Nezzar, rend hommage aux deux philosophes français qui voulaient connaître la réalité. « Ces hommes de courage et de conviction méritent mon plus grand respect et ma plus haute considération. »

Fort d'un certificat de bonne conduite délivré par une grande figure du commandement militaire, Bernard-Henri Lévy entend poursuivre son épopée sur sa terre natale, mais cette fois-ci avec des caméras. Il veut réaliser un grand film sur la guerre que mène l'armée algérienne, avec ses imperfections, contre les islamistes. En bref, il demande de filmer les militaires dans toutes les situations, en opération et dans leurs casernes. Le titre du film, produit par TF1 Cinéma et Canal Plus, à cheval entre le reportage et la fiction, est même trouvé : *Pour l'Algérie*. Mais les procédures militaires doivent être respectées : pour la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA), une caméra étrangère ne peut franchir le portail d'une caserne. Le film ne verra jamais le jour. Juste après la boucherie de Bentalha, Bernard-Henri Lévy revoit diamétralement ses premières positions. Il signe une tribune dans *Le Point*[23] où il exige l'envoi d'une commission d'enquête internationale : « Pourquoi ne pas dire à cet État FLN qui est, jusqu'à nouvel ordre notre seul interlocuteur : halte à l'État fou ; halte à la vendetta d'État ; les islamistes, si sanguinaires soient-ils, ont droit à des procès. »

Toujours au sujet des massacres, le 6 mars 1998, France 3 diffuse un documentaire[24] réalisé par un autre philosophe connu, André Glucksmann, à qui Alger a également ouvert ses portes. Il interroge les survivants d'un massacre survenu la veille de son arrivée à Sidi Hamed, banlieue d'Alger, le 11 janvier. Sa caméra filme une femme en colère, le montrant du doigt : « Lui, il est venu, lui, un étranger, un Français. Il est venu, mais pas Zeroual. » Le philosophe est autorisé à se rendre dans un hôpital au chevet de survivants. Son périple se poursuit même en Haute-Kabylie. Pour le téléspectateur de France 3 qui veille après minuit, les témoignages convergent tous : le criminel, c'est le GIA. En fixant droit dans les yeux, André Glucksmann[25] conclut : « Maintenant on sait qui tue. » Avec l'Algérie, on n'est pas couché !

Les photographes du mensuel *Géo,* du groupe Prisma Presse, sont aussi autorisés à se rendre en Algérie. Le pays dispose de sites d'une beauté exceptionnelle. Avec appareils photo et téléobjectifs, les grands reporters sillonnent l'Algérie pendant un long séjour. Des centaines de clichés sont pris. Rien n'y échappe : montagnes, déserts, rivières, vieux quartiers, palmeraies. L'édition de mars réalise son meilleur tirage : 600 000 exemplaires.

Les « invités » arrivent à Alger

Le soleil à peine couché, ce lundi 19 janvier à l'aéroport Houari-Boumédiène, l'avion de la troïka européenne atterrit enfin. Les négociations étaient denses. Les susceptibilités, frictions et méfiances aussi. Les massacres se poursuivent, encore et encore, avec une sauvagerie accentuée. Même dans la presse algérienne, la guerre des chiffres fait rage. La situation algérienne ne peut rester une affaire française, elle devient européenne.

Au début de l'année 1998, Klaus Kinkel, le ministre allemand des Affaires étrangères, insiste pour l'envoi d'une mission d'information en Algérie, dont les objectifs se limitent, dans un premier temps, à l'étude de l'assistance qui pourrait être apportée aux familles de victimes. Le président Jacques Chirac soutien cette initiative et fait dire par le Quai d'Orsay que la population algérienne a le droit légitime d'être protégée. Le communiqué met le feu aux poudres en ajoutant : « Il est essentiel que ce processus de réformes débouche rapidement sur une démocratisation authentique qui permette d'associer à la vie politique toutes les forces désireuses de mettre un terme à la violence et de participer à la reconstruction d'une Algérie pacifiée. » Pour Alger, l'allusion aux forces désireuses de mettre un terme à la violence ne peut que signifier le retour à la plateforme de Sant'Egidio, longtemps enterrée. Une ingérence doublée d'un retour en arrière. Inadmissible.

L'implication des États-Unis, à travers leur ambassadeur accrédité à Alger, tempère le rejet du gouvernement quant à une mission internationale. Commence alors la guerre diplomatique, mais avec des mots. Alger ne peut garder sa porte fermée au nez d'une délégation internationale dès qu'elle n'est plus qualifiée de « commission ». Les autorités concentrent leurs efforts sur les conditions de cette inévitable visite d'information. Et après tout, le gouvernement algérien a le droit d'inviter des étrangers désireux de s'informer sur ce qui se passe dans le pays.

Alger annonce que la troïka européenne (composée du Luxembourg, du Royaume-Uni et de l'Autriche[26]) est finalement la bienvenue pour discuter de la coopération dans la lutte contre le terrorisme, pour constater que : « L'État lutte contre le terrorisme par des moyens légitimes, il n'y a là aucun doute, aucune confusion, aucun mystère qui nécessite une investigation ou une enquête. » Les conditions sont clairement posées.

Sitôt assis dans le grand fauteuil du salon d'honneur, le chef de la délégation, Derek Fatchett, secrétaire britannique aux Affaires étrangères, parle d'un dialogue entre l'Union européenne et l'Algérie. Un programme formel mais chargé attend la délégation : mardi matin, rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, suivie d'une autre avec le Premier ministre, puis la troïka accueille dans la résidence de l'ambassadeur britannique les responsables de l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH), ceux du Croissant-Rouge algérien, et les quatre partis d'opposition représentés au Parlement (le Front des forces socialistes, le Rassemblement pour la culture et la démocratie, les islamistes de Nahda, et le Parti des travailleurs). Une grosse poignée de minutes est consacrée à chaque interlocuteur. Loin des salons feutrés, sur les hauteurs d'Alger, un bus transporte des étudiants à la cité universitaire de Ben Aknoun. Avant l'arrêt, une bombe explose : trois morts.

Le bruit de l'explosion ne retentit pas jusqu'à la belle demeure de l'ambassadeur britannique, où les rencontres sont clôturées par des échanges à peine plus longs avec les directeurs de quatre journaux indépendants. Aussitôt le dernier journaliste parti, la délégation prend la route pour l'aéroport d'Alger. Sur le même fauteuil du salon d'honneur, le secrétaire britannique aux Affaires

étrangères déclare aux journalistes algériens : « C'est un pas important. Nous avons réalisé des progrès. » En revanche, il ne dit rien sur la coopération sécuritaire demandée par les Algériens, affirmant que les armes du GIA viennent d'Europe. Rien sur l'aide aux victimes du terrorisme refusée par le gouvernement. Fin de la visite éclair.

D'autres Européens à Alger

Ils siègent tous au Parlement européen de Strasbourg. Ils sont plus nombreux, neuf élus, mais moins disciplinés que la troïka et pour un séjour plus long : quatre journées complètes. Il suffit de nommer un seul membre de la délégation pour illustrer l'absence relative de leur docilité : Daniel Cohn-Bendit, député allemand Vert. Quatre élus français dont Hélène Carrère d'Encausse, et un parlementaire de chaque pays : Espagne, Autiche, Belgique et Grèce. Ils arrivent à Alger le 8 février. L'accueil est formel et le programme est verrouillé. Mireille Elmalan, députée du Parti communiste français, glisse à l'oreille de Daniel Cohn-Bendit : « Cela me rappelle le bon vieux temps à Moscou. »

Le lendemain, les neuf invités se réunissent longuement avec les députés algériens. Au préalable, les Européens ont accepté la condition de ne voir aucun membre de l'ex-FIS et de loger dans la résidence d'État Djenane el-Mithak. Autre bras de fer : Alger voulait que toutes les réunions se déroulent dans la résidence officielle. Refus des Européens, les Algériens cèdent.

Au sein de l'Assemblée nationale, les invités reprennent à leur compte les souhaits formulés par certains membres de l'opposition : ouvrir le gouvernement à d'autres partis pour élargir la base démocratique du pouvoir. Le représentant du FLN, président de la commission des affaires étrangères, rétorque qu'il y est favorable. Le climat se crispe encore plus quand les Européens proposent à leurs homologues de mettre en place une commission d'enquête algérienne sur les personnes disparues et les prisonniers politiques. En contrepartie, le Parlement européen s'engage à créer à son tour une commission d'enquête sur les réseaux islamiques dans l'Union et à demander aux Quinze de lever l'embargo sur les matériels militaires utilisés dans la lutte contre le terrorisme. Prudents, ils précisent qu'ils sont hostiles à une commission d'enquête internationale. Après tout, cette investigation pourrait bien être menée par des représentants du peuple algérien. Les députés écoutent poliment et rappellent que les achats de l'armée ne sont pas de leur ressort. Sans appel.

Plusieurs heures plus tard, « Dany le rouge » refuse de participer à la conférence de presse de clôture que tiennent ses collègues. En aparté avec une élue algérienne, le Vert résume la séance de travail en « conte de fées intéressant », puisqu'il juge n'avoir obtenu aucune réponse satisfaisante sur le respect des droits de l'homme par l'État algérien, le tout dit à haute voix. Certains journalistes l'entendent et quittent la conférence de presse officielle pour s'agglutiner autour de la personnalité mythique de Mai 1968. La confusion augmente quand, devant des représentants de la presse algérienne, à haute voix, Daniel Cohn-Bendit souhaite qu'Ali Benhadj (numéro deux de l'ex-FIS) ait la possibilité de déclarer publiquement qu'il est contre la violence. Un sacré pavé qui disperse les membres de la délégation. Et ce n'est que la première journée de travail.

Une clarification s'impose. Le lendemain, le président de la délégation, André Soulier (UDF) déclare : « Les propos tenus par M. Cohn-Bendit ne pourront dorénavant plus être attribués à la délégation parlementaire. » Puis il ajoute, pour bien se faire comprendre : « Je ne suis pas étonné

de ce qui s'est passé, bien qu'il y ait trente ans d'écart entre 1968 et 1998. » Le jour d'après, au Sénat, Cohn-Bendit est carrément pris à partie par une sénatrice qui, au sujet de la journée du 17 octobre 1961, déclare : « Vous, les Français, vous avez attendu plus de trente ans avant de reconnaître qu'il n'y avait pas eu trois morts, mais plusieurs centaines. Vous mentez ! Car la presse française avait dévoilé ces faits bien avant leur reconnaissance officielle [algérienne] », lui répond l'interpellé, qui rappelle que son frère, Gabriel, faisait partie des porteurs de valises pour le FLN.

Après le déjeuner, au détour d'un couloir, Bachir Boumaza, président du Sénat, croise Daniel Cohn-Bendit et lui crie jovialement : « Toi, je te connais, tu es le frère de Gaby qui était à la IVe Internationale et qui m'a aidé quand j'étais dans la clandestinité en France. Je vais te dire une chose : les autres ne savent pas vous parler. Il faut que tu reviennes. Seul, peut-être, ce serait mieux. » L'atmosphère se détend.

Les rangs des Européens se resserrent lors de la troisième journée, consacrée à la situation des droits de l'homme en Algérie. Ils auditionnent, entre autres, maître Ali Yahia Abdennour[27], le président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, organisme indépendant. Il est connu pour avoir été l'avocat du FIS au début des années 1990, mais aussi pour sa participation à la réunion de Sant'Egidio. Devant l'assemblée, ce dernier affirme que le pouvoir en place continue de procéder à des exécutions sommaires et que des milliers de personnes sont portées disparues depuis 1993.

Les choses se gâtent quand l'avocat sort de son cartable deux lettres qu'il remet au président de la délégation. La première est signée par des dirigeants du FIS, la seconde par Ahmed Ben Bella premier président algérien, partie prenante du « contrat de Rome ».

La séance est immédiatement interrompue. Les neuf parlementaires délibèrent et décident à l'unanimité de détruire les deux lettres sans les ouvrir. D'un geste ferme, devant les journalistes, André Soulier déchire les enveloppes. Même Daniel Cohn-Bendit adhère, en déclarant à la presse qu'un accord est conclu avec les autorités algériennes de ne prendre aucun contact avec des dirigeants de l'ex-FIS sur le territoire algérien. Un engagement est un engagement, il n'est pas question de se renier.

L'instance exécutive du FIS dénonce, dans un communiqué publié en Allemagne, un acte irresponsable et contraire à l'usage diplomatique. Aussi qualifie-t-elle ce geste, sur un ton indigné, de « bouffonnerie médiatique ». À l'opposé, la presse algérienne est satisfaite de cette visite. Pour marquer sa désapprobation sur les positions européennes, le FFS veut organiser à Alger une manifestation, le jour du départ de la délégation. Les autorités l'interdisent. Interrogé à ce sujet au salon d'honneur de l'aéroport, André Soulier répond sobrement : « Ce n'est pas à nous de faire le Code pénal algérien. » Et la délégation quitte le pays avec un catalogue de bonnes intentions sous les bras. La balle est dans le camp du Parlement européen, dont le président aura entre les mains le rapport de mission qui fera état d'avancées démocratiques en Algérie.

Le principal atout dont dispose le pays est, sans contexte, sa bonne santé financière. Le patronat français ne fait que peu de cas des libertés. Ainsi, les grands groupes sont représentés : Bouygues, Bull, GEC Alsthom, la Générale des eaux, les laboratoires Pierre-Fabre. Ils seront suivis par les chambres de commerce régionales. Le monde des affaires bouge, Alger est devenue économiquement fréquentable. Un bon contrat avec un groupe du CAC 40 est, après tout, aussi efficace, en termes de retombées médiatiques, qu'un bon article dans *Le Monde*. Jack Lang, président de la commission des affaires étrangères, déclare, une fois sur place, que la situation sécuritaire est totalement maîtrisée. Il fait aussi part de sa conviction que la démocratie a réussi à

construire un Parlement pluraliste. Un bienvenu certificat de bonne conduite donné par un socialiste.

La contre-offensive médiatique algérienne atténue quelque peu la portée des accusations propagées périodiquement. L'acquis essentiel pour Alger reste le renoncement de la part de l'Occident à la conduite de toute enquête étrangère sur la tragédie algérienne. Et ce, en dépit des efforts multiformes de l'Internationale socialiste.

1. « L'Algérie n'a faim que de notre forte sollicitude », *Le Monde*, 1er octobre 1997.

2. Il s'agit d'un comité de soutien créé et animé par Pierre Vidal-Naquet et Laurent Schwartz à la suite de la disparition, en pleine bataille d'Alger, de Maurice Audin, membre du Parti communiste algérien et militant de l'indépendance algérienne. Il était mathématicien assistant à la faculté des sciences d'Alger. Une grande place au cœur d'Alger porte son nom.

3. Il a été administrateur du Magic Circus.

4. Lire à ce sujet Ali Haroun, *L'Été de la discorde, Algérie 1962*, Casbah, 2000.

5. C'était l'expression favorite d'Alfred Sirven, protagoniste de l'affaire « Elf », lors de sa fuite de France.

6. Alors que, durant son procès en juin 1999, Boualem Bensaïd se pose en militant pur et dur du GIA et déclare n'avoir peur que d'Allah.

7. Les ex-otages de retour en France, longuement interrogés par la DST, ont affirmé avoir été détenus dans différentes habitations ordinaires.

8. Erich Inciyan, *Le Monde*, 12 novembre 1997.

9. Ce procès débute le 8 octobre 1997. Un an après, Maurice Papon est condamné à dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité concernant des actes d'arrestation et de séquestration, lors de l'organisation de la déportation des Juifs de la région bordelaise vers le camp de Drancy.

10. En référence aux massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, qui ont fait 45 000 morts selon les Algériens, et 15 000 morts selon les sources françaises.

11. Il sera dans quelques mois président du tout nouveau Sénat algérien. À ce titre, il sera le deuxième personnage de l'État. Dans un livre, *La Gangrène*, publié en 1959 aux Éditions de Minuit, Bachir Boumaza raconte les tortures subies dans les locaux de la DST, rue des Saussaies, à un jet de pierre de l'Élysée.

12. Un accord ultrasecret est signé entre les deux pays en 1967, afin de proroger la présence française sur ce lieu jusqu'en 1978.

13. La France n'a ratifié cette convention qu'en 1984.

14. Ancien ministre de l'Environnement dans le gouvernement d'Édith Cresson, du 16 mai 1991 au 4 avril 1992.

15. Sorti en 1994.

16. *Le Monde*, 8 janvier 1998.

17. Bernard-Henri Lévy, *Le Monde*, art. cité.

18. Dans son appel au meeting de la Mutualité, Brice Lalonde reste mesuré : « La gravité de la situation nous impose désormais de mettre en accusation les assassins avant les autocrates. »

19. *Le Canard enchaîné*, 14 janvier 1998.

20. Il est le directeur général des éditions La Découverte.

21. 4 février 1998.

22. Bernard-Henri Lévy, « Algérie : gare au syndrome Timisoara », *Le Monde*, 12 février 1998.

23. 4 octobre 1997.

24. Malik Aït-Aoudia, « Carnet de route d'André Glucksmann. Ce que j'ai vu en Algérie », France 3.

25. Il publie aussi un article dans *L'Express* le 29 janvier.

26. Soit les pays de la précédente, de l'actuelle et de la prochaine présidence tournante de l'UE.

27. Né le 18 janvier 1921, il rejoint le mouvement nationaliste dès 1945 et sera assigné à résidence de 1957 à 1960 par l'administration coloniale. De 1965 à 1968, il deviendra ministre sous le régime de Boumédiène. Dans les années 1980, il est incarcéré pendant deux années sous l'ère de Chadli.

VIII

La sale polémique

C'est jeudi, le week-end ne fait que commencer. Au restaurant de l'hôtel Concorde à Tizi Ouzou, se termine un repas familial autour d'une tablée de quatre personnes. La conversation porte sur le prochain voyage de Nadia à Paris, où une vie nouvelle l'attend. Une fois la note réglée, les convives regagnent la Mercedes garée juste devant la porte. Au volant, « le rebelle » prend la route pour regagner le domicile dans un village en hauteur, à quelques kilomètres de là. Sur le siège avant est assise Nadia, sa troisième épouse, âgée de 22 ans, et, à l'arrière, ses deux belles-sœurs.

La jeune femme est en attente de son visa pour la France, où son mari a l'essentiel de ses engagements artistiques. Un nouvel album, très attendu, doit sortir dans quelques jours. Les chansons de Lounès Matoub ont un public fidèle sur les deux rives de la Méditerranée. Des chansons qui regrettent la Kabylie d'avant, sans les islamistes.

L'étincelle

Encore un dernier petit village à traverser avant d'arriver au sien. L'entrée de Thala Bounane est au bout d'un virage très serré. La voiture ralentit, des hommes armés sont aux bords de la route. Est-ce un vrai ou un faux barrage ? En quelques secondes, la question ne se pose plus. Ils tirent sans sommation plusieurs rafales. La Mercedes est criblée de soixante-dix-huit balles, le corps de l'artiste kabyle, de sept dont deux mortelles. Son épouse, grièvement blessée, est laissée pour morte. Immédiatement, la nouvelle se propage dans toute la Kabylie, puis dans tout le pays, jusqu'en France. Ce jeudi 25 juin 1998, le feu est mis aux poudres.

Le lendemain, l'hôpital où gît le corps du chanteur adulé est entouré par des milliers de manifestants émus. Ils crient : « Pouvoir assassin ! » Pour eux, pas de doute, le criminel est tout désigné. L'émotion est indescriptible. Les rares magasins ouverts ce vendredi ont baissé leurs rideaux. Tizi Ouzou, ville morte.

De la morgue se dirigent des centaines de jeunes vers le centre pour saccager les édifices publics. Des pneus sont brûlés, tous les panneaux portant des inscriptions en arabe sont systématiquement détruits. C'est aussi l'occasion de dénoncer l'occultation de la langue amazighe par le pouvoir, qui persiste à imposer l'arabe dans tout le pays.

En 1994, l'Algérie se dote d'une nouvelle Constitution, qui confirme l'arabe comme seule langue nationale et officielle, et reconnaît l'« amazighité » comme l'une des trois composantes fondamentales de l'identité nationale, à côté de l'arabité et de l'islamité. Le 5 juillet 1998, date anniversaire de l'indépendance, le gouvernement entend faire de l'arabe l'unique langue dans les administrations et pour toute expression publique, sous peine d'amende[1].

Dans la Kabylie en ébullition, cette décision est aussi considérée comme une concession aux

islamistes, à qui la porte des négociations est trop entrouverte. La mort de la figure emblématique de la chanson berbère catalyse les protestations orientées contre le pouvoir.

C'est le début d'un été caniculaire ; au cimetière du petit village Taourirt perché sur une montagne kabyle, ils sont des dizaines de milliers à rendre un ultime hommage à Lounès Matoub. Défiant les coutumes religieuses, des femmes sont aussi présentes à ces obsèques. Le cercueil, recouvert du drapeau algérien, est porté par des proches qui ont le plus grand mal à se faufiler au milieu de la foule. Les fidèles sont venus de toute la région, en voiture et, surtout, à pied. Certains ont marché depuis l'aube pour assister à cet enterrement historique. Le lendemain des funérailles, on annonce la création du Mouvement armé berbère, dont le but est de venger la mort du poète[2].

Du président de la République au Premier ministre, en passant par le président de l'Assemblée nationale et autres personnalités politiques françaises, l'hommage est unanime[3]. En pleine Coupe du monde, organisée en France, Patrick Poivre d'Arvor ouvre le journal de 20 heures de TF1 du 28 juin 1998 par les images des obsèques du chantre de la poésie berbère, alors que l'équipe de Zidane vient de battre le Paraguay.

À Paris, place de la République ou sur le parvis des Droits de l'homme du Trocadéro, des foules témoignent de leur solidarité avec les causes défendues par l'artiste assassiné. Les femmes, présentes en force, leur châle berbère aux couleurs vives sur les épules, affichent leur amazighité. Il n'en faut pas plus pour que le journal arabophone *Sawt Al-Ahrar* (« La Voix des libres »), proche du FLN, dénonce l'ingérence française : « Pourquoi faut-il que, lorsqu'un Algérien est assassiné dans une région donnée (Kabylie), les tambours de la guerre se mettent en action et les glas de la tristesse sonnent comme si c'était le jour du Jugement dernier et que le président français en arrive presque à annuler sa visite en Afrique centrale... Alors qu'on n'a aucun écho lorsque dix citoyens sont égorgés à l'arme blanche ? »

L'Algérie portes ouvertes

Alger, qui commence à parler de « terrorisme résiduel », se sent en position d'inviter, sans contrepartie aucune, une délégation de l'ONU pour une mission d'information étalée sur deux semaines. Initiative toutefois assortie de conditions : celle-ci se limite à recueillir des informations sur la situation du pays. Les délégués auront un accès libre et entier à toutes les sources d'information, uniquement dans un cadre légal, ce qui exclut toute rencontre avec les membres du parti islamiste dissous.

Ensuite, les invités rendront un rapport au secrétaire général, mais qui ne sera pas présenté au Conseil de sécurité. Les conclusions de la mission onusienne n'auront donc pas de suivi juridique, sous forme de résolution[4]. Le secrétaire général de l'ONU se félicite tout en précisant qu'il lui revient de choisir ses émissaires.

Kofi Annan désigne donc un panel de cinq personnalités éminentes et représentatives : Mário Soares (ancien Premier ministre portugais et chef de la délégation), I. K. Gujral (ex-Premier ministre indien), Abdul Karim Al-Kabariti (ex-Premier ministre jordanien), Donald McHenry (l'ancien représentant américain à l'ONU), Amos Wako (ex-ministre kenyan de la Justice) et Simone Veil (ancienne présidente du Parlement européen).

La présence de madame Veil donne une grande crédibilité au panel, sans pour autant inquiéter le pouvoir en place. Bien au contraire. En 1959, alors qu'elle occupait les fonctions de directrice de l'Administration pénitentiaire (AP), elle a alerté le pouvoir quant aux conditions inhumaines de détention de militantes du FLN dans les geôles en Algérie. Avec le soutien de son ministre, Edmond Michelet (ancien déporté dans un camp de concentration nazi), elle a réussi à obtenir le transfert vers les prisons françaises de 1 600 détenues, dont certaines condamnées à mort. Grâce à ses efforts, des centaines de femmes algériennes ont pu ainsi éviter la peine capitale.

Lors de la visite officielle de Simone Veil en Algérie, au début des années 1980, en tant que présidente du Parlement européen, des anciennes détenues, échappées de la guillotine grâce à elle, lui organisent une réception. Un grand moment d'émotion entre grandes dames.

Dès le 22 juillet, le panel onusien est en Algérie pour deux semaines. De multiples rencontres sont prévues, avec tous les acteurs de la société civile. Les représentants du gouvernement ouvrent le bal sur les deux premières journées, notamment avec le chef d'état-major des forces armées algériennes, qui les informe des 3 200 terroristes[5] du GIA restant sur le territoire.

Les moments forts de la mission sont certainement les échanges avec l'opposition représentée dans l'Assemblée nationale. En tête vient Louisa Hanoune (signataire de la plateforme de Sant'Egidio), présidente du Parti des travailleurs, pour qui la solution militaire est un échec total, sept années sans résultats probants. Selon elle, la crise tragique trouvera son issue par le dialogue. L'autre signataire du contrat de Rome, Ahmed Djeddaï, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), réclame quant à lui l'envoi nécessaire d'une commission internationale pour enquêter sur les violations massives des droits de l'homme.

Le panel est ensuite autorisé à se rendre à la prison de Serkadji (ex-Barberousse). Mais l'ouverture a ses limites : les autorités ont refusé que la délégation se rende sur l'un des lieux du massacre. Aussi, la mission s'est vu refuser toute entrevue avec les membres de la famille de Lounès Matoub. Durant ces deux semaines, des attaques et attentats du GIA ont lieu à un rythme plus accéléré. Les islamistes entendent faire partie du programme onusien.

Quinze jours après leur départ d'Alger, les cinq personnalités remettent à Kofi Annan un pré-rapport. Les conclusions ne semblent pas faire l'unanimité. La présence de Mário Soares, figure éminente de l'Internationale socialiste, n'y est certainement pas étrangère. Selon des indiscrétions, il souhaite un contenu plus critique à l'égard du régime algérien. Grâce aux efforts de Simone Veil et à ceux de l'ex-Premier ministre jordanien, un rapport plus équilibré de quarante-cinq pages est remis au secrétaire général de l'ONU, le 15 septembre.

Noir sur blanc, les cinq membres du panel y condamnent toute forme d'extrémisme ou de fanatisme qui pourrait être invoquée pour justifier des actes inqualifiables. Ils soulignent que les efforts déployés pour combattre le terrorisme doivent s'inscrire dans le cadre de la légalité, de la proportionnalité et du respect des droits fondamentaux de la population algérienne. Toutefois, plusieurs agents du gouvernement algérien sont pointés du doigt : ils sont coupables de violation des droits de l'homme.

Le panel fait aussi parler des Algériens qui affirment que l'armée joue un rôle important dans la conduite des affaires publiques. Sur le rapport ne figure aucun passage qui accuse directement ou non les forces de sécurité algériennes de complicité ou de passivité dans les massacres qui,

depuis 1992, ont coûté la vie à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le nombre total de morts est estimé à 65 000[6]. Le document conclut que l'Algérie mérite le soutien de la communauté internationale dans les efforts qu'elle déploie pour combattre le terrorisme. De quoi satisfaire Alger, pour qui la page des missions internationales est tournée. Une autre s'ouvre.

Le président se rebelle

Le 11 septembre au soir, les Algériens regardent distraitement leur écran de télévision dans l'attente du discours présidentiel, annoncé avant le journal de 20 heures. Le chef de l'État est assis derrière un grand bureau et lit consciencieusement son texte. D'une voix solennelle, en arabe châtié, il annonce une prochaine élection présidentielle. Et, évoquant le principe d'alternance qu'il veut concrétiser, il déclare qu'il ne sera pas candidat. En conclusion, il rend un grand hommage à l'ANP.

Les téléspectateurs sont abasourdis. Chadli Bendjedid, Mohamed Boudiaf et maintenant Liamine Zeroual. Aucun d'entre eux n'aura donc achevé son mandat. Pourquoi cette « démission » aux allures brutales, alors qu'il lui reste encore deux ans ? Dans peu de jours, la mission de l'ONU doit rendre public son rapport d'information, globalement favorable à l'Algérie ; pour quelle raison quitte-t-il donc le pouvoir ?

La surprise est totale pour l'opinion publique algérienne, mais pas pour les hautes sphères de la politique française, informées par un discret émissaire. Soulagé, d'une certaine façon, par cette nouvelle, Jacques Chirac ne fait aucune déclaration ; il est convaincu que, quel que soit le nouveau président, les relations bilatérales ne pourront que s'améliorer. Le Quai d'Orsay, quant à lui, fait savoir que la France « prend acte » de cette décision.

Initialement, Liamine Zeroual voulait démissionner purement et simplement. Il pensait laisser la place au président du Sénat, pour organiser des élections selon les textes de loi. Mais la journée du 10 septembre, veille de son allocution, est devenue celle de tous les dangers. Le chef d'état-major s'est déplacé en personne au palais présidentiel pour dissuader Liamine Zeroual. Après de longues heures, le plus haut gradé de l'armée a obtenu l'annonce d'une présidentielle anticipée, six mois plus tard. Autrement dit, Zeroual ne démissionne pas, il quittera le pouvoir d'ici quelques mois, le temps, pour les militaires, d'organiser plus calmement sa succession.

En réalité, un profond désaccord entre Zeroual et le commandement militaire existe depuis longtemps, autour de la loi « Rahma ». Celle-ci, conçue par le président comme geste d'ouverture avec tous ceux qui rejettent la violence, n'a pas les faveurs de l'armée, qui refuse l'intégration des islamistes dans le jeu politique. Elle prend directement les choses en main. Le président est peu tenu au fait des longues négociations entre le DRS et l'AIS. Et, à l'annonce de la trêve unilatérale par Madani Mezrag, Liamine Zeroual comprend que son ouverture politique est désavouée par les militaires. Selon lui, le dernier mot doit revenir à la justice, qui seule peut décider du sort des membres de l'AIS. « Je ne peux pas permettre à quelqu'un qui a brûlé vif un bébé de rentrer librement chez lui », lâche Zeroual devant l'un de ses ministres. « Il est inconcevable que ces gens regagnent leurs foyers sans rendre de comptes. L'absolution et le pardon, c'est aux victimes de les accorder, pas à moi[7]. »

Un an a passé depuis que l'émir Madani Mezrag a ordonné à ses troupes de cesser toute

opération, mais il ne voit rien venir, il s'impatiente et menace de reprendre les armes. Pour les militaires, après tous les efforts de part et d'autre pour franchir d'énormes obstacles, il faut officialiser l'accord conclu par une loi claire et irréversible. S'installe un bras de fer entre la présidence et le DRS dès l'automne 1997. Liamine Zeroual met sa démission sur la balance. Les grands massacres qui suivent lui interdisent de passer à l'acte. Les demandes d'enquêtes internationales se multiplient. Des ONG envisagent de saisir le Tribunal pénal international (TPI) arme de déstabilisation massive. Un commandant ne quitte pas le navire en pleine tempête.

Avec le calme relatif suite à la contre-offensive médiatique algérienne au début de l'année 1998, le patron du DRS propose au président l'organisation d'un référendum. Refus obstiné. Le président est soutenu par son ministre-conseiller chargé de la sécurité, le général Mohamed Betchine, homme fort qui connaît aussi bien l'armée que le DRS. Ce dernier dispose aussi d'un groupe de presse, d'un bon réseau et du soutien des anciens moudjahidin dont il fait partie.

Le ministre-conseiller devient la cible des militaires, qui lui prêtent des ambitions personnelles. Une virulente campagne de presse se déclenche contre lui. La guerre est déclarée, mais la bataille est inégale : le général Betchine a beau tout contester et stigmatiser une manipulation, il ne jouit pas de relais à l'étranger. L'accord entre le DRS et l'AIS bénéficie du soutien des États-Unis, pour qui seule la sécurité de leurs investissements prime. Zeroual, non plus, ne dispose pas de soutiens en dehors de son pays. N'avait-il pas boudé Jacques Chirac à l'ONU ? N'avait-il pas ordonné la fermeture de ses frontières avec son voisin marocain, grand allié de l'Occident ?

Un président peu voyageur

Les déplacements de Liamine Zeroual à l'étranger se situent essentiellement dans un contexte multilatéral. New York, Assemblée générale de l'ONU ; Bogota, sommet des non-alignés ; Copenhague, réunion internationale sur l'environnement ; Durban, sommet africain. Ses visites bilatérales sont encore plus rares. Mais il se rend tout de même en Lybie, pays sous embargo aérien, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution de Septembre.

Justement, c'est la visite de trop. Les caméras filment le défilé des militaires qui piétinent les drapeaux français, américain et britannique, étalés sur le sol devant la tribune officielle où Liamine Zeroual est debout au côté de Mouammar Kadhafi. Diffusées sur les télés du monde, ces images sont dévastatrices pour le président algérien, qui assiste silencieusement aux outrages sur les emblèmes nationaux de grandes puissances mondiales ; sa complicité est suggérée. Alors que Washington soutient les généraux algériens.

Plus Liamine s'éloigne, plus les généraux le remplacent. L'armée, à mesure que les voyages du président se limitent, prend en charge les relations internationales du pays. Ainsi, les marins algériens et américains conduisent, au large d'Alger, des opérations militaires communes durant le mois d'octobre 1998. La frégate lance-missiles américaine *Mitscher*, accompagnée de deux patrouilleurs algériens, mène des exercices. Il s'agit de simples manœuvres de sauvetage des équipages de navires en détresse. Sans préjuger de la valeur technique de l'opération, le plus important est de montrer au monde que l'armée algérienne n'est plus isolée. La signature du contrat, au mois de juillet, entre Air Algérie et le constructeur américain Boeing devrait faire

partie de l'accord entre l'US Navy et la marine algérienne. La compagnie aérienne nationale s'engage à acheter dix avions Boeing, pour livraison entre 2000 et 2002.

Les négociations avec le constructeur européen Airbus étaient bien avancées, mais les positions de Lionel Jospin, Premier ministre, ont conduit à une impasse. Des considérations géostratégiques ne sont pas à ignorer. Alger joue clairement la carte américaine. Devant le renforcement du dispositif militaire sur les bases espagnoles de l'OTAN, l'état-major algérien se devait de désamorcer ces bruits de bottes. Quoi de mieux que des exercices militaires en haute mer entre les deux marines ?

Les « maquisards » du Web

Aux commandes de son hélicoptère, le capitaine de l'armée de l'air algérienne poursuit le vol le plus dangereux de sa vie. Aucune école de guerre n'enseigne ce type d'exercice, contraire à tous les règlements militaires. L'engin vole à basse altitude, le ciel est dégagé, la vue est optimale, les côtes apparaissent à quelques miles nautiques. Les premières vagues qui s'écrasent sur les rochers de l'île espagnole d'Ibiza, poussées par le vent des Baléares, sont de plus en plus nettes. Encore quelques rotations d'hélices et c'est la liberté.

Après de longues explications, la tour de contrôle autorise l'atterrissage, mais en bout de piste. Des militaires espagnols, armes à la main, l'attendent. Le capitaine Allili Messaoud éteint son moteur et descend lentement, les bras en l'air. Emmené sous escorte dans une salle, commence alors son interrogatoire. Le capitaine donne tous les détails et les motifs de sa désertion. Il explique qu'il ne veut pas mener des opérations de bombardement contre les civils. Son refus d'obéir aux ordres, en plein état d'urgence, le rend passible du tribunal martial. Il demande l'asile politique pour préserver sa conscience, déclare-t-il.

Ce dimanche après-midi, le 7 juin 1998, la première pièce d'un complexe puzzle est posée. La défection est rendue publique quelques jours plus tard, pour faire croire que l'armée se fissure. L'asile politique finalement accordé, le capitaine, autoproclamé colonel, donne son époustouflante narration sur Internet, un an après, sous la signature « colonel Ali B. ». Un pseudonyme destiné à épaissir le mystère pour les non-initiés, alors que sa véritable identité est connue des Algériens et d'autres. Le nom de son site prête encore plus à confusion dans ce jeu d'ombre : « anp.org ».

C'est connu, Internet est une invention militaire américaine, en 1968. Le Web a pour ancêtre « Arpanet », un mariage heureux entre la téléphonie et l'informatique, visant à sécuriser les communications de l'US Army en pleine guerre du Vietnam. Tout naturellement, les déserteurs algériens tombent dans la Toile pour en faire un nouveau lieu de bataille contre leurs anciens chefs.

Avec méthode et à travers un cumul d'informations invérifiables, se construit peu à peu un *storytelling* qui revisite l'histoire tout en faisant le buzz. Le colonel Ali B. déclare être à la tête du Mouvement algérien des officiers libres (MAOL), qui se présente ainsi sur son site Internet « Après la destitution du président Chadli Bendjedid en janvier 1992, un groupe d'officiers a été outré par les agissements irresponsables de la hiérarchie militaire. Après un temps de consultation, au début de l'an 1993, une première cellule appelée HAKIM a été constituée par ces officiers nationalistes regroupés autour de feu Kasdi Merbah et les regrettés généraux Mohamed Touahri et

Saidi Fodhil entres autres. D'autres généraux de la famille nationaliste ont été discrètement contactés, mais ces derniers se sont abstenus de prendre parti ou de réfléchir au sujet. On ne citera pas ces généraux qui sont à la retraite, mais ils se reconnaîtront ! »

À la lecture de ce tout premier paragraphe, il est à remarquer que les grandes figures prises à témoin sont toutes décédées. Le texte est conclu par une profession de foi : « La mission du MAOL est celle de tous les Algériens libres, soucieux de glorifier le nom de l'Algérie et lui restituer son éclat, son honneur et rendre au peuple sa dignité et ses droits. » Avec de telles bonnes intentions, les révélations ne peuvent être que crédibles pour les novices, puisqu'elles émanent de chevaliers des temps modernes.

Au fil du temps et des pages virtuelles, tout s'éclaire pour les accros de la Toile, journalistes en premier. Enfin la vérité au grand jour ! L'énigme de l'assassinat du chanteur Lounès Matoub est résolue d'un simple clic. Les journalistes français n'auront plus qu'à surfer sur Internet et faire du copier-coller pour écrire de longs articles ou des synopsis d'émissions spéciales. La très sérieuse station de radio RFI rapporte fidèlement cette révélation, en citant le MAOL, mais en ajoutant que ce groupe, basé à Madrid, est visiblement bien renseigné sur les hautes sphères dirigeantes. Sur les ondes, une émission est consacrée à l'énigme de l'assassinat de Lounès Matoub, le 19 décembre 2000, entièrement basée sur les révélations de ce mystérieux groupe à l'imagination fertile.

D'autres révélations trouvent un public encore plus large qui ne croit plus en l'information officielle, souvent minimaliste. Le MAOL lève le secret sur l'affaire « Mohamed Boudiaf ». Avec moult détails, le colonel Ali B. plante le décor. L'homme du 1er-Novembre avait cumulé des dossiers sur la corruption touchant les principaux responsables. Il voulait, en toute logique, s'en débarrasser. Mal lui en a pris, Boudiaf est tout simplement liquidé, selon le colonel Ali B. Le site anp.org lève encore le voile sur l'affaire « Kasdi Merbah ». Lui aussi, d'après ce site, aurait été tué par un escadron de la mort. Les épisodes suivants sont de la même facture. Paris devient ainsi la caisse de résonance des « dissidents » de l'armée. Et, puisque l'Algérie ferme ses portes aux journalistes, la lumière vient d'Internet. Le rideau de fumée aussi.

L'armée a des talents

De la même façon, un éditeur français va dénicher un talent et en faire un best-seller. Le livre *La Sale Guerre*, publié à La Découverte, sera tiré à 70 000 exemplaires, en février 2001. L'auteur ne prend pas de pseudonyme, il signe Habib Souaïdia. Ancien sous-lieutenant dans les forces spéciales, il a débarqué à Marseille aux premiers jours du mois d'avril 2000, avec seulement 1 000 francs en poche.

Le 11 avril, Souaïdia arrive à Paris avec un peu moins d'argent, mais une liste d'ONG. Aux abords du siège de Reporters sans frontières, il fait la connaissance d'un compatriote réfugié politique. Journaliste et auteur de livres, Mohamed Sifaoui[8] l'héberge dans un premier temps chez lui. Le sous-lieutenant lui raconte ses épreuves et déboires, luttes féroces contre les islamistes qui tuent sans pitié, les souffrances endurées lors des quatre années d'incarcération dans une prison militaire… Sifaoui le présente aux principaux rédacteurs de la presse française : *Libération, Le Monde*, Canal Plus… En bon professionnel, le journaliste-auteur détecte un bon potentiel pour faire un livre original à quatre mains. Son projet est de faire un ouvrage politico-historique ayant

pour fil conducteur le témoignage de Habib Souaïdia.

Le 7 juin, l'ex sous-lieutenant entame des démarches auprès de l'Office pour les réfugiés et les apatrides, à Paris, pour obtenir le statut de réfugié politique. Plusieurs semaines plus tard, il rencontre Jean-Pierre Tuquoi, spécialiste au *Monde* de l'Algérie. Sous le titre : « On était devenu des sauvages[9] », le journaliste retranscrit le récit de la guerre de Souaïdia dans une région de l'Algérois. Il y évoque une villa transformée par l'armée en centre de torture : « Les personnes kidnappées, des islamistes supposés, étaient enfermées dans la cave transformée en cachots. Ils étaient torturés par les gens de la Sécurité militaire. On lâchait sur eux un berger allemand ; on les obligeait à s'asseoir sur des tessons de bouteille ou à boire de l'eau de Javel diluée. J'entendais leurs cris, je les voyais dans la cave. Celui qui entrait dans cet endroit, il était mort, même s'il n'avait rien à se reprocher. »

Le sous-lieutenant intéresse, il a des choses à dire sur les exactions de l'armée. Il faut le protéger. Sa demande d'asile politique ne peut en aucun cas être rejetée. L'idée d'écrire, ou plus précisément de faire écrire, un livre lui vient à la mi-juin 2000, lors de la première visite d'État du président Abdelaziz Bouteflika en France.

François Gèze[10], directeur général des éditions de La Découverte, est emballé par le projet. D'autant qu'il est l'éditeur d'un livre explosif, *Qui a tué à Bentalha ?*, dont l'auteur, Nesroulah Yous, livre un témoignage édifiant. Sur 312 pages, l'auteur, miraculé (il a été hospitalisé), raconte l'extermination sauvage de 417 personnes de tous âges, femmes et hommes. Sa sortie est prévue pour le 12 octobre prochain. En payant 120 francs, le lecteur apprendra que ce sont des militaires, avec des kamis et de fausses barbes, qui ont conduit ce carnage.

Le prochain livre de Saouaïdia, sous un angle différent apportera un éclairage complémentaire sur cette armée qui tue. Restent quelques détails juridiques à régler, mais le contrat est bien signé le 6 juillet 2000. Laissons la parole à l'éditeur : « L'ouvrage serait rédigé à la première personne et publié sous la seule signature de M. Souaïdia, avec, comme c'est l'usage en l'espèce, la mention *avec la collaboration de Mohamed Sifaoui.* Ce dernier était parfaitement d'accord avec ce dispositif. »

Jusque-là, c'est une clause classique. Copie du contrat en poche, Mohamed Sifaoui, fort de ses longs échanges avec Souaïdia, a déjà le livre en tête. Il raconte : « Au départ, c'était le livre d'un journaliste et d'un militaire, qui raconte aussi bien la crise que ses coulisses. Il y avait les informations que tout le monde connaît, d'autres informations que, moi, j'ai pu avoir au cours de mes activités journalistiques, d'autres encore qu'avait Habib Souaïdia dans ses activités militaires. Je voulais marier le tout et en tirer une certaine originalité, une certaine vision globale de la situation. »

Au fil de l'écriture, qui avance rapidement, commencent les malentendus, jusqu'à, très vite, la rupture. Pour l'éditeur, le manuscrit provisoire n'est pas conforme au contrat. Le rôle du « co-auteur » devait se limiter à la mise en forme du témoignage de Souaïdia, or François Gèze estime avoir entre les mains un projet de livre politico-historique ayant pour fil conducteur le témoignage de Habib Souaïdia. La crise de confiance débouche sur une rupture brutale, Sifaoui est débarqué de l'entreprise. L'ouvrage définitif se fera sans son concours.

Avant la parution du livre, l'initial co-auteur tente l'interdiction de l'ouvrage devant le juge des référés, mais elle est rejetée. Pas du tout découragé, Mohamed Sifaoui publie un communiqué

repris largement dans la presse. Selon lui, les « passages relatant les exactions commises par les islamistes et ceux revenant sur la genèse de la création des groupes terroristes issus, en grande partie, de la dislocation du FIS » auraient été « supprimés par l'éditeur ».

À la sortie du livre qui devient à charge contre l'armée, Mohamed Sifaoui découvre avec stupeur le produit fini. En effet, dès l'introduction, Habib Saouaïdia frappe fort : « J'ai vu des collègues brûler vif un enfant de quinze ans. J'ai vu des militaires massacrer des civils et faire passer ces crimes pour ceux des terroristes. J'ai vu des colonels assassiner de sang-froid de simples suspects, j'ai vu des officiers torturer à mort des islamistes. J'ai vu des choses. Je ne peux pas me taire. Ce sont là des raisons suffisantes pour briser le mur du silence. » Plus loin, dans le chapitre 4, l'auteur décrit des faits auxquels il n'a pas assisté, puisqu'il se trouvait à plusieurs centaines de kilomètres du lieu du drame, dans une caserne à Biskra. Au sujet de l'attentat à la bombe à l'aéroport d'Alger du 26 août 1992 : « Nous étions indignés par cet attentat attribué aux islamistes, mais nous discutions beaucoup entre nous et plusieurs, dont moi, étions convaincus que c'était en fait un *coup tordu* de la SM [Sécurité militaire]. »

En lisant ces passages, le sang de Sifaoui ne fait qu'un tour. Dans la semaine qui suit la sortie du livre, le journaliste-auteur donne une interview à *Marianne*. Il estime que le livre est une contrefaçon de son œuvre, mais il revendique la paternité du titre. Au tour du sang de François Gèze de ne faire qu'un tour. Il assigne en justice Mohamed Sifaoui pour diffamation. Finalement la 17e chambre correctionnelle de Paris statue qu'une partie de ses droits sur le manuscrit original, soit 6 000 euros, revient à Sifaoui au titre de dommages et intérêts et 2 800 euros pour les frais d'avocat. François Gèze s'arrêtera là, même s'il est en désaccord avec cette décision.

En feuilletant *Libération,* le 23 décembre 2002, le lecteur tombe sur un témoignage renversant. Abdelkader Tigha, un ancien sergent-chef du contre-espionnage algérien, détenu dans une prison thaïlandaise[11], affirme que l'enlèvement des moines de Tibhirine était directement commandité par le général-major Smaïn Lamari. En poste, au moment des faits, au Centre territorial et d'investigation algérien (CTRI) de Blida, Tigha raconte d'une manière détaillée que Djamel Zitouni est un agent double à la solde du DRS. Dans lecourant du mois de juin 2008, après de longues tribulations où sont mêlés des officiers de la DGSE et des ONG humanitaires, Tigha revient en Europe pour publier un livre où il raconte « tout ».

Mais dès la publication de l'article, pour la grande majorité des « experts Algérie » des médias français, le doute n'est plus permis : toutes les exactions sont commises par l'armée et elles n'ont pour but que de diaboliser les islamistes, désormais élevés au rang de victimes à leur insu. Quelques autres, avec des témoignages similaires, renforcent les rangs du MOAL et consolident la polémique aux dépens de l'Algérie. À l'instar d'autres militaires dissidents, comme le capitaine Hocine Ouguenoune[12], alias Haroun, pour qui c'est la sécurité militaire qui a organisé l'enlèvement des moines. Suite à ses déclarations, le 8 décembre 2003, une plainte est déposée pour enlèvements, séquestrations et assassinats, en relation avec une entreprise terroriste. L'instruction est encore ouverte.

Un journaliste français, victime de la « sale guerre »

La « sale polémique » touche aussi le monde des médias français. La justice métropolitaine est

ainsi très sollicitée par des journalistes qui s'invectivent à coups de diffamations. Ce n'est pas très grave, il n'y a pas mort d'homme... enfin, pas jusqu'à l'affaire « Didier Contant ».

Rédacteur en chef de l'agence de presse photographique Gamma, ce dernier mène une enquête en Algérie sur l'assassinat des moines de Tibhirine. Depuis 2001, il se rend fréquemment sur place, tout en rencontrant en Europe les militaires dissidents. Didier Contant publie un premier article dans *Le Pèlerin* en février 2003. Suite à l'ouverture de l'instruction judiciaire française sur la mort des sept moines cisterciens, basée sur les révélations de l'ancien sergent-chef Tigha, il reprend l'enquête et part en Algérie.

Sur place, il est approché par un individu dont tout porte à croire qu'il est membre du DRS. Son mystérieux contact lui propose des documents et informations susceptibles de contribuer à discréditer Abdelkader Tigha. Didier Contant rencontre l'épouse du sergent déserteur et procède à une enquête de voisinage : entretien avec d'anciens amis, son frère, et visite des lieux où le dissident avait ses habitudes (bars clandestins...). L'objectif du coup de main providentiel donné au journaliste est de l'inciter à dresser un portrait de voyou d'Abdelkader Tigha. Sous une forme atténuée, le journaliste publie le 27 décembre 2003, au *Figaro Magazine*, un article centré sur certaines des facettes de la personnalité de l'ancien sergent-chef. Dans le même quotidien, Didier Contant envisage de compléter son article par une autre enquête qui va à l'encontre de la thèse véhiculée par le MAOL, entre autres.

Mais son papier ne verra pas le jour. Pressions sur le *Figaro Magazine* ? En tout cas, le climat s'alourdit, et Didier Contant prétend être surveillé. L'affaire explose lorsqu'il tombe du 7e étage d'un immeuble parisien. Ce jour-là, avant sa chute mortelle, il avait laissé deux messages sur le répondeur d'un de ses amis, officier des renseignements généraux. Dont un qui affirmait : « Dis à tes collègues de venir me chercher, ils m'attendent en bas. De toute façon, je ne fais que des conneries. » Bien que cette mort soit liée à un sujet algérien, l'enquête conclut au suicide.

Pour la presse algérienne, Didier Contant est la huitième victime de Tibhirine. Pour le quotidien *El-Watan* du 19 février, ce sont les fortes pressions de ses détracteurs qui ont poussé le journaliste au suicide. En France, un journaliste de *Marianne* met les pieds dans le plat. Sous le titre « Un étrange suicide », il dénonce un lobby médiatique pour qui incriminer les islamistes revient automatiquement à faire le jeu des militaires. Il accuse un journaliste de Canal Plus de chercher à blanchir l'islamisme de ses forfaits et d'avoir exercé des pressions sur le *Figaro Magazine* pour que la seconde partie du reportage de Contant ne soit pas publiée.

Des plaintes sont déposées pour diffamation. Les journalistes mènent une guerre devant la 17e chambre correctionnelle de Paris, sur fond de conflits en Algérie. S'impose alors, dans de nombreux médias, la pensée unique dont la principale source a tendance à être le colonel Ali B., maître incontesté de la Toile pour tout sujet concernant la situation en Algérie. Pour certains journalistes, répercuter les versions du MOAL ne s'explique pas toujours par la fainéantise, mais surtout par l'idéologie.

Mais le véritable tour de force de ce mouvement et de ces déserteurs ne réside pas seulement dans leur créativité, mais aussi dans le fait de faire croire à leur don d'ubiquité. À chaque événement ou tragédie, l'un d'entre eux était présent ou du moins connaissait un témoin au-dessus de tout soupçon. Si tout le monde convient que les services algériens sont professionnels et bien cloisonnés, comment se fait-il qu'une poignée de militaires aient pu assister, du moins être au courant, de toutes les opérations secrètes menées à travers tout le pays à des moments différents ? Sans oublier l'amateurisme du DRS, qui laisse Djamel Zitouni et autres émirs recherchés sur tou

le territoire effectuer des promenades de santé dans des casernes au vu et au su de tous les militaires.

Une menace en trois lettres : TPI

L'épineuse affaire des disparus est toujours en attente. Plus de 3 500 dossiers, déposés auprès de l'administration, sont en suspens. Le porte-parole de l'organisation officielle des droits de l'homme annonce que des familles déclarent disparus leurs enfants partis au maquis, dans le seul but de se protéger, mais l'explication est courte. Dans le même temps, des femmes manifestent à travers tout le pays, munies de photos de jeunes. Ceux-ci, selon elles, auraient disparu après une arrestation ou un enlèvement par des éléments des divers corps de sécurité engagés depuis 1992 dans la lutte anti-terroriste. Et, dans les médias, des Algériens opposants distillent le chiffre de 200 000 morts, mais sans aucun fondement. Quand le département d'État américain les situe à 75 000.

À la surprise générale, des intellectuels et des personnalités de plusieurs pays européens lancent une pétition dans *Le Monde* daté du 22 mai 2001. Ils demandent à l'Union européenne d'intervenir auprès des Nations unies afin d'obtenir la mise en place d'un TPI*ad hoc* afin de juger les responsables, quels qu'ils soient, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Algérie.

Une des signatures ne peut passer inaperçue : celle de Daniel Cohn-Bendit. Côté français, parmi les plus remarquables, deux intellectuels : Pierre Bourdieu et Pierre Vidal-Naquet. Ils exigent également de conditionner l'approbation de l'accord d'association entre l'UE et l'Algérie au respect des droits de l'homme et à l'établissement de l'État de droit par l'Algérie et ses forces de sécurité. Les signataires déclarent : « Depuis plusieurs années, de nombreux témoignages, dont celui, récemment, d'un ex-officier des forces spéciales, ne laissent plus de place au doute : ce sont bien les quelques généraux à la tête de l'armée qui constituent le pouvoir réel en Algérie et qui sont les principaux responsables de la "sale guerre". »

Après avoir désigné les coupables, ils égrènent les motifs d'inculpation : torture généralisée, exécutions extrajudiciaires, enlèvements, etc. Sans surprise, Alger oppose toujours la même fin de non-recevoir à une telle initiative internationale, qualifiée d'ingérence dans les affaires intérieures.

La menace de l'instauration d'un TPI consacré à l'Algérie n'est pas nouvelle, elle a même été anticipée. L'exemple d'Augusto Pinochet est dans toutes les têtes. Se croyant protégé par son immunité de sénateur à vie, il se rend à Londres pour des soins. Suite à une plainte internationale déposée à Madrid pour génocide, terrorisme et tortures, le général est arrêté le 18 mars 1998. Il ne sera libéré qu'en mars 2000, pour des raisons de santé.

Face au TPI, Alger a préparé son «*Firewall* » depuis longtemps. L'adoubement d'un président rompu à la diplomatie et outillé d'un instrument juridique visiblement à toute épreuve : la réconciliation nationale. La démission de Liamine Zeroual, malgré quelques inconvénients, offre une occasion de donner un nouveau souffle à la politique internationale avec l'arrivée d'un président non impliqué dans le cycle terrorisme-répression et surtout rompu aux pratiques diplomatiques.

1. La loi sur l'arabisation date de 1991, elle a été reportée par Mohamed Boudiaf, voir chapitre I.

2. Pour Hocine Aït Ahmed, ce mouvement est une émanation du DRS. Encore une accusation.

3. Plus tard, une rue du XIXe arrondissement portera le nom de Matoub Lounès, comme d'autres endroits à travers la France. Plus symboliquement, en juin 2018, un hommage est rendu au chanteur dans la salle mythique du Bataclan pour commémorer le 20e anniversaire de sa mort.

4. Ce qui écarte, statutairement, la possibilité de créer un TPI dédié au cas algérien.

5. En 1994, le chiffre des terroristes tournait autour de 40 000, de ce fait le pouvoir parle désormais de terrorisme résiduel (moins de 10 %).

6. Le nombre de morts s'élève à 75 000, selon le département d'État américain.

7. Farid Alilat, « Algérie : Liamine Zeroual, chronique d'une démission forcée », *Jeune Afrique*, 8 novembre 2016.

8. Plusieurs de ses ouvrages sont violents à l'encontre du pouvoir algérien.

9. *Le Monde*, 3 juin 2000.

10. Ces péripéties seront racontées par Sifaoui dans un autre livre édité aux éditions Chihab en 2002 en Algérie : *La Sale Guerre. Histoire d'une imposture.* Dans celui-ci, l'auteur estime que le livre avait été rédigé par François Gèze, car le niveau d'instruction de Souaïdia ne lui permettait pas d'écrire avec tant d'aisance.

11. Auteur du livre avec Philippe Lobjois, *op. cit.*

12. Ancien de la Direction de la sécurité des armées, il déclare : « Djamel Zitouni a été recruté dans un camp au Sahara, où les islamistes avaient été envoyés. Il a été surpris dans des conditions très gênantes, avec des mœurs homosexuelles. Le chef de la sécurité du centre lui a dit : "Soit tu travailles avec nous, soit on te balance au niveau du centre, au niveau du camp de concentration." C'est sûr qu'il aurait eu de très graves problèmes. » Il conclut que Djamel Zitouni a été créé de toutes pièces par le DRS.

IX

Abdelaziz Bouteflika, premier président-diplomate

En cette matinée de printemps, les officiers et les hommes de la garde présidentielle sont déjà massivement déployés autour du site le plus sécurisé du pays. En lunettes noires et costumes sombres, ils scrutent l'incessant défilé des grosses berlines d'où descendent tous les hauts dignitaires du régime, qui se précipitent pour rejoindre leurs sièges, attribués selon un minutieux ordre protocolaire.

Ce 22 avril 1999, le corps diplomatique accrédité à Alger est présent et la grande salle du palais du club des Pins affiche complet. Personne ne veut manquer cet événement exceptionnel, que des millions de citoyens observent depuis leur téléviseur. Et pour cause : cette passation de pouvoir est unique dans les annales. L'un quitte volontairement son poste et souhaite à son successeur tout le succès nécessaire. À la fin de son discours, Liamine Zeroual est accompagné par Abdelaziz Bouteflika jusqu'à la sortie.

Une élection présidentielle atypique

Le lendemain de Noël, Abdelaziz Bouteflika annonce sa candidature à la présidentielle. L'adoubement du FLN, du RND et de l'UGTA fait de lui le candidat du consensus,pierre inaugurale de la future réconciliation nationale[1]. Le retour à la paix est l'une de ses principales promesses. Les élections ouvertes, l'armée annonce sa neutralité. Cependant, les soutiens déclarés des généraux-majors retraités Khaled Nezzar et Larbi Belkheir questionnent l'impartialité du commandement militaire vis-à-vis du processus électoral.

Le Canard enchaîné[2] publie une transcription d'écoutes interceptées entre un général-major à Alger et un officier supérieur à Paris. L'échange montre bien qu'Ahmed Ghozali, ancien Premier ministre qui persiste à vouloir être candidat, a été prié de se retirer de la course[3]. D'Alger, le général-major dit en substance à son interlocuteur à Paris : « Je lui ai parlé [à Ghozali]. Je lui ai expliqué que son cas n'est pas jouable du tout. Il m'a répondu qu'il allait analyser cela avec les journaux. Je n'ai pas envie de le recontacter parce que, normalement, il aurait dû comprendre… Le réserviste [M. Ghozali] doit appuyer le titulaire [M. Bouteflika]. » Originaire de l'Ouest comme Bouteflika, sa présence au scrutin est susceptible de drainer des voix dans cette région aux dépens du candidat de la réconciliation nationale. La conversation téléphonique est réelle, seuls les noms ont été modifiés pour brouiller les pistes.

La fuite vient d'un haut responsable de la DGSE proche d'un député socialiste qui, bien que la France ne se prononce pas sur la campagne algérienne, veut mettre à mal la neutralité déclamée par l'armée et donner un coup de pouce au président du FFS, Aït Ahmed, lui aussi candidat. Grâceaux relations entre la DST et le DRS, l'auteur de la fuite est identifié la veille de la parution de l'article.

Conformément à la loi, onze candidats déposent leur dossier au Conseil constitutionnel. Sept sont retenus. À la surprise générale, Mahfoud Nahnah, président du MSP, est évincé alors qu'il avait obtenu près de 25 % des suffrages lors de la dernière présidentielle. Le règlement exige désormais des candidats la présentation d'une attestation communale. Ce document certifie que le candidat a contribué à la révolution s'il était en âge d'y participer. Après protestations, Mahfoud Nahnah, reçu par Abdelaziz Bouteflika, apporte son soutien au candidat du consensus. Ainsi, 80 % de la représentation parlementaire adoube l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'âge d'or de la diplomatie algérienne, symbole de la gloire déchue du régime.

Pour les Algériens de France, seules deux pointures émergent face à Bouteflika : Aït Ahmed, figure historique du 1er-Novembre, et Ahmed Taleb Ibrahimi, ancien militant au sein de la Fédération de France du FLN, ministre à de nombreuses reprises sous Boumédiène et chef de la diplomatie sous Chadli. Hormis Aït Ahmed et Abdallah Djaballah, tous les candidats se présentent comme « indépendants ». Pour la première fois dans l'histoire du pays, il n'est donc pas exclu qu'ait lieu un second tour pour élire le président.

Le 25 mars 1999, la campagne officielle est ouverte. À cette occasion, Bouteflika, absent depuis vingt ans, remonte sur la scène publique et les jeunes découvrent ses qualités de tribun. Les Algériens de France (870 000 inscrits aux consulats) ne sont pas non plus indifférents à son discours, alors que la notoriété d'Aït Ahmed est bien assise dans la communauté kabyle.

Les comités de soutien du candidat du consensus sont très mobilisés. Rien qu'à Marseille, surnommée la « 49e wilaya[4] », on tire à 5 000 exemplaires un prospectus en sa faveur, 2 500 affiches et affichettes ont également été distribuées dans la circonscription. Les électeurs algériens de France représentent un enjeu médiatique important. Les bureaux de vote sont ouverts cinq jours avant ceux de l'Algérie et les journalistes français, qui ne peuvent se rendre en nombre à Alger, font des reportages et des micros-trottoirs aux abords des consulats. Chaque soir, un documentaire au sujet des débats organisés est réalisé sur les ondes de Radio Beur. Les auditeurs évoquent, dans leur majorité, la nécessité de se débarrasser des caciques du FLN. L'autre grand rival de Bouteflika, Ahmed Taleb Ibrahimi, y est perçu comme proche des islamistes. Les tracts distribués par ses partisans commencent toujours, selon les auditeurs, par : « Au nom de Dieu clément et miséricordieux ».

Pour eux, la messe est dite. Info ou intox ? « De toute façon, en France, la partie va se jouer entre deux candidats, Bouteflika et Aït Ahmed », conclut le président de la radio, Nacer Kettane.

En Algérie, le jeu semble plus ouvert. Même si, dans l'imaginaire collectif, la décennie rouge est la conséquence du règne de Chadli Bendjedid, artisan d'une « déboumédiènisation » méthodique, désormais décriée. On valorise le retour d'Abdelaziz Bouteflika. De plus, la forte implication d'Aït Ahmed dans le processus de Sant'Egidio n'est pas vraiment un atout électoral, loin de là. Ses francs et réguliers engagements antimilitaristes soulignent certes son indiscutable indépendance, mais ne rassurent pas l'armée – officiellement neutre. Plus nuancée, la position de Taleb Ibrahimi consiste à définir une démarche pragmatique pour permettre à l'armée de se retirer graduellement de la scène politique, afin de se consacrer exclusivement à ses missions constitutionnelles de défense de la stabilité du pays, de ses frontières et de son intégrité

territoriale.

Dans son programme, Bouteflika précise que l'armée constitue le principal levier de la souveraineté et doit demeurer le creuset permanent de la cohésion nationale. Il ne mentionne pas le retour des militaires dans leurs casernes. Sa mission, la réconciliation nationale, est l'expression politique et juridique de l'accord conclu entre le DRS et l'AIS. Mais les six autres candidats ne semblent pas être dans le secret des termes exacts de l'entente finalisée en quatorze points. L'AIS se déclare même prête à lutter aux côtés de l'armée pour « éradiquer » les dernières poches du GIA.

Au nom du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures et contrairement aux élections précédentes, le pouvoir ne souhaite pas la présence d'observateurs internationaux, fussent-ils arabes ou africains. Officiellement, le pays a renoué avec la légalité constitutionnelle. Le règlement électoral accorde une parfaite égalité médiatique aux sept finalistes, pour les dix-neuf jours de la campagne officielle. La télévision consacre 90 minutes par jour aux candidats enregistrés dans le même décor, dans les studios de l'unique chaîne. La parole est aux électeurs et que le meilleur gagne, de préférence à la loyale.

À deux jours de la date officielle de l'élection, sont ouverts les bureaux de vote itinérants destinés aux populations nomades du Sahara et aux forces armées. Les six candidats, affirmant être informés de fraude dans ces bureaux, souhaitent l'annulation des résultats. Ils désirent également être reçus de toute urgence par le président sortant. Pour seule réponse, ce communiqué de la présidence leur parvient : « Les candidats disposant légalement de tous les moyens leur permettant de faire valoir et de défendre leurs droits, la demande d'audience sollicitée est manifestement sans objet. » Le débat tourne désormais autour de la fraude avant l'élection.

La veille du scrutin, les cinq candidats et le représentant d'Aït Ahmed (ce dernier est hospitalisé d'urgence en Suisse suite à un malaise cardiaque) se retrouvent au siège du FFS. Abdallah Djaballah lit en arabe un communiqué. La version française est prononcée devant la presse nationale et étrangère par Djamel Zenati, directeur de campagne d'Aït Ahmed, tandis que les autres candidats sont en retrait sur l'estrade.

Très concentré sur le texte, le représentant du FFS lit d'une voix monocorde : « Nous décidons notre retrait collectif de l'élection présidentielle et la non-reconnaissance de la légitimité des résultats de ce scrutin. Nous décidons de poursuivre la coordination de nos actions pour faire face à toutes les éventualités. » Il ne reste donc qu'un seul candidat en lice. Un appel à une marche pacifique est lancé pour le lendemain, jour du scrutin. Les manifestants espèrent un report de l'élection. On demande la mise en œuvre d'autres mécanismes de contrôle pour permettre à la population de s'exprimer et de choisir librement son élu. Le président sortant doit prononcer un discours le soir même.

À 20 heures précises, le chef de l'État s'adresse aux millions d'Algériens suspendus à leur télévision, qui attendent le dénouement de cette situation inédite : « Ces élections se tiendront dans des conditions de transparence, d'équité et d'ouverture. J'ai décidé que le processus suivra son cours jusqu'au parachèvement de toutes ses phases. » Le lendemain, Abdelaziz Bouteflika est élu avec 73,8 % des voix, Ahmed Taleb Ibrahimi obtient 12,53 % des scrutins. Les autres candidats ne dépassent pas les 4 %. Plus tard, certains d'entre eux expliquent leur désistement par la volonté d'éviter toute effusion de sang. Selon eux, devant l'inévitable fraude programmée, leurs partisans auraient été tentés par des actions violentes. Mais l'hypothèse d'une manipulation est bien à retenir

– peut-être des proches les ont-ils convaincus de se retirer.

De Paris, Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste, parle de parodie électorale. Le Quai d'Orsay se dit préoccupé par les circonstances de l'élection. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères rappelle : « Les autorités algériennes s'étaient engagées à plusieurs reprises à garantir la tenue d'élections libres, transparentes et pluralistes. » Quant au ministre Hubert Védrine, il enfonce le clou : « Il y a manifestement un décalage entre l'espérance qui s'attachait à cette élection et ce qui s'est finalement produit. » Le nouveau président réagit aussitôt. Il se dit profondément choqué par « cette forme de protectorat et de souveraineté limitée pratiquée par Paris ». Puis il conclut : « La France doit cesser de faire de l'Algérie un point de fixation. »

Le président algérien, malgré les apparences, n'est pas affaibli par ce désistement. Faute d'accord ou de programme commun, ses concurrents n'ont pu constituer une opposition homogène. Les six candidats signent, le vendredi 14 mai, un « Manifeste des libertés pour la démocratie ». Ils appellent à débattre afin de dégager les moyens pacifiques pour mettre en échec tout totalitarisme. Aucune suite ne sera donnée à cet élan. Malgré des conditions d'élection atypiques, le président est désormais libre de ses mouvements.

Le retour de Bouteflika

C'est un jour de fête pour la prison la plus connue d'Algérie, Serkadji, anciennement Barberousse, non loin de la Casbah. Les familles sont nombreuses, impatientes de revoir leurs proches après de si longues années. Des « youyous » saluent la sortie d'une trentaine de détenus. Les mêmes scènes se reproduisent aux abords de tous les centres de détention à travers le territoire. Les pénitenciers du pays ouvrent leurs portes. À l'occasion de la fête de l'Indépendance, ce 5 juillet 1999, le président gracie 5 000 islamistes, sur un total de 20 000, condamnés pour crimes et délits mineurs. Le lendemain, toujours dans cet objectif de retour à la paix civile, le gouvernement présente un projet de loi d'amnistie destiné à faire progresser le processus de « concorde civile ».

L'apaisement des relations avec la France commence lors de la visite en Algérie de Jean-Pierre Chevènement. Le contexte est multilatéral : la cinquième conférence des ministres de l'Intérieur de la Méditerranée occidentale se tient cette année à Alger. Porteur d'un message du président Jacques Chirac, Jean-Pierre Chevènement est longuement reçu par Abdelaziz Bouteflika. Le ministre de l'Intérieur annonce aussi la prochaine réouverture des consulats français d'Oran et d'Annaba. Paris pourra dès lors accorder 500 000 visas aux Algériens avant la fin de l'année[5].

Deux jours plus tard, le président se rend au Forum de Crans Montana[6], en Suisse[7], du 24 au 27 juin, l'Algérie est à l'honneur pendant quatre jours. Renouant avec la scène internationale, Abdelaziz Bouteflika répond aux journalistes avec une franchise déconcertante. Il salue le pays hôte, qui avait hébergé la délégation algérienne négociant les accords d'Évian en France. Il annonce l'orientation du pays vers l'économie de marché. Le président commente, à cette occasion, la situation d'un ton très libre. Il considère comme une violence l'arrêt du processus électoral.

Cependant, il ajoute que, à partir du moment où l'ex-FIS a eu recours lui aussi à la force, ce parti s'est complètement disqualifié de toute action politique. Abdelaziz Bouteflika souligne que,

en tant que citoyen, il est redevable à l'ANP de plusieurs choses dont, notamment, la défense de l'intégrité du territoire, de l'unité du peuple algérien durant la tragédie, de la sauvegarde des institutions républicaines et de ce qui est crédible dans le pays. Il annonce aussi la prochaine tenue d'un référendum pour permettre au peuple algérien d'exprimer son avis sur le projet de loi de la « réconciliation nationale ».

Le président poursuit devant les journalistes venus nombreux à Crans Montana : « Si le peuple marque son adhésion à la politique de paix, je continuerai à exercer mes fonctions de président, sinon je rentrerai chez moi, car je suis un homme de paix et non de guerre[8]. » L'ancienne puissance coloniale n'est pas oubliée : « La France doit se débarrasser à l'égard de l'Algérie du syndrome du paradis perdu et des débats passionnels, car l'Algérie n'est sous la tutelle d'aucun autre pays et nous refusons le concept de la souveraineté limitée. » Abdelaziz Bouteflika condamne le boycott des aéroports algériens par la compagnie Air France, tout comme la centralisation du traitement des visas pour les Algériens dans la ville de Nantes.

De retour à Alger, Abdelaziz Bouteflika intensifie ses activités diplomatiques. L'Algérie accueille le 12 juillet le 35e congrès de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). L'élu prend la suite de Blaise Compaoré, président sortant. Dès l'ouverture, c'est un succès : jamais ce sommet n'a réuni un aussi grand nombre de chefs d'État ou de gouvernement. Le roi Hassan II est évidemment absent, le Maroc ayant claqué la porte de l'Organisation suite à l'adhésion de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Nelson Mandela, ex-président sud-africain est l'invité d'honneur. À la tribune, le nouveau président donne le ton : « L'Afrique reste isolée dans ses guerres civiles ; elle s'enfonce dans ses dettes et dans son retard dans tous les domaines. » Le principal but de ce sommet est le renforcement de l'axe Alger-Pretoria visant à donner plus de coffre à la voix algérienne sur le continent noir et en France.

Un tragique événement projette sur la scène mondiale le nouveau président algérien. À l'annonce du décès de Hassan II, Abdelaziz Bouteflika décrète un deuil national de trois jours. Une dizaine de jours auparavant, dans un entretien accordé au grand quotidien *Al-Ahram*[9], il annonçait sa prochaine rencontre avec le souverain chérifien à la frontière, toujours fermée, des deux pays. « J'ai eu des discussions franches avec l'émissaire de Sa Majesté le roi Hassan II, Driss Basri [ministre de l'Intérieur], et j'ai demandé au roi de dissocier, au moins momentanément, les relations bilatérales et la question du Sahara. » Désireux de donner un nouvel élan à ses relations avec Rabat, le président n'aborde pas, dans un premier temps, les sujets qui fâchent. La date de cet entretien est bien choisie puisqu'il a lieu la veille de la visite d'État du roi Hassan II en France. Le souverain doit prononcer un discours à l'Assemblée nationale. Aussi, la garde royale est à l'honneur du défilé militaire du 14-Juillet sur les Champs-Élysées. Bouteflika ne rencontrera pas Hassan II.

Les funérailles du « Commandeur des croyants » auront lieu le 25 juillet. Au milieu d'une foule estimée à deux millions de personnes, à Rabat, le président algérien croise, entre autres, Bill Clinton et Ehud Barak. Bien évidemment, il rencontre Jacques Chirac, venu rendre un dernier hommage à son ami le roi. Les grands de ce monde font connaissance, dans un contexte particulier, avec le président algérien élu à peine trois mois auparavant. Sa présence au Maroc est un geste fort, chargé de symboles et de messages clairs à la communauté internationale et plus particulièrement à la France. Une nouvelle ère s'ouvre à l'Algérie après une décennie d'isolement. Prudents, l'Élysée et Matignon, en pleine cohabitation, se sondent aussi sur la question algérienne,

le pays subissant encore un terrorisme résiduel.

Tapis rouge pour Abdelaziz Bouteflika

Le président du Sénat algérien, Bachir Boumaza, monte lentement les marches du perron de l'Élysée. Il ne peut oublier que, pendant la guerre d'Algérie, il avait été torturé à un jet de pierre du siège de la présidence française, rue des Saussaies, dans les anciens locaux de la DST[10]. Il est attendu à l'étage pour une audience avec Jacques Chirac. À l'issue de cette rencontre, un communiqué de l'Élysée daté du 17 mai 2000 invite officiellement Abdelaziz Bouteflika à une visite d'État exceptionnellement longue (quatre jours). La dernière (et la seule) visite d'un président algérien remonte à dix-sept ans.

Anticipant l'un des griefs d'Alger, Paris agrandit et modernise ses consulats. Ceux d'Annaba (à l'est du pays) et d'Oran (à l'ouest) vont rouvrir prochainement. Désormais, une demande de visa sur deux recevra une suite positive, assure Paris. L'Algérie, quant à elle, exige une annulation partielle de sa dette – les taux d'intérêt pratiqués par les banques françaises durant la période rouge se rapprochent de l'usure. Pendant deux mois, des experts français se réunissent avec leurs homologues algériens pour faire revenir les vols d'Air France dans les trois principaux aéroports du pays, mais sans succès. Les représentants de la compagnie refusent que le dernier contrôle des passagers avant l'embarquement soit effectué par les autorités algériennes. Pour ces dernières, céder à cette exigence serait perçu comme un abandon de leur souveraineté. Autrement, le programme protocolaire de la visite de Bouteflika est validé par les deux parties. Seule la soirée débat organisée par l'Institut français des relations internationales (IFRI) pose un léger problème.

En effet, la présidence algérienne a donné son accord pour que l'Institut assure cet événement. Comme il est d'usage, la puissance invitante, l'IFRI, remet la liste des invités à l'ambassade à Paris. La présence d'une personnalité de la presse quotidienne française, connue pour ses nombreux articles anti-algériens, est jugée indésirable[11] par les diplomates. Selon l'IFRI, annuler une telle invitation porte des conséquences fâcheuses pour la réputation d'indépendance de l'Institut. Un décès vient régler définitivement ce problème délicat : celui du président syrien Hafez el-Assad. À ses obsèques, les présidents français et algérien décident d'un commun accord de décaler la visite d'État d'une journée. Ainsi, la soirée débat de l'IFRI ne fait plus partie du programme.

En France, des voix minoritaires envisagent sans doute de perturber cette visite. Dans le sud du pays, des pieds-noirs réclament la reconnaissance de l'œuvre civilisatrice de l'ancienne colonie. Attablé avec des amis autour d'un pastis, un ancien candidat du Front national à des élections locales lance bruyamment : « Pourquoi toujours nous diaboliser comme des colonisateurs ? Il faut reconnaître tout ce que nous avons apporté, les routes, les équipements que nous avons installés. »

Les regroupements de harkis font aussi entendre leur voix. Mohammed Bachir Sahour, vice-président de l'Association des Français musulmans des Alpes-Maritimes, déclare : « Nous voulons visiter nos familles, aller sur les tombeaux de nos ancêtres. Les haines personnelles, ce n'est pas Bouteflika qui les réglera[12]. » Ces propos sont audibles pour de nombreux élus de la

République dans les départements du Sud, majoritairement de droite. Quelques chiffres illustrent le poids électoral des rapatriés d'Algérie dans ces régions : 15 % en PACA, 12 % en Midi-Pyrénées et le même pourcentage en Languedoc-Roussillon. Il est aussi à préciser que le taux d'abstention dans cette population est assez faible par rapport à la moyenne nationale.

À Paris, sur un autre registre, des protestations s'élèvent aussi pour réclamer justice pour l'avocat Ali André Mécili, assassiné en France. Une pétition signée par Noël Mamère[13], Pierre Vidal-Naquet, Jean Lacouture, entre autres, est publiée dans *Le Monde*[14] : « En assassinant cet avocat démocrate et laïque, cet homme de dialogue et de réconciliation, qui a toujours lutté, au côté de Hocine Aït Ahmed, contre le régime militaire, il s'agissait d'éradiquer tout espoir d'une alternative démocratique en Algérie… Comment imaginer que la France laisse se perpétuer un tel déni de justice ? » Certaines familles des disparus d'Algérie viennent grossir les rangs des mécontents et s'apprêtent à manifester devant l'Assemblée nationale le jour où le président y fera son discours.

L'avion présidentiel atterrit le mercredi 14 juin à l'aéroport d'Orly. Jacques Chirac accueille son homologue algérien, accompagné de sept ministres, en début d'après-midi. Le premier moment fort de cette visite d'État est sans conteste le discours du président devant les députés français aux Invalides – même si une petite moitié d'élus de droite boycotte l'hémicycle, par devoir de mémoire envers les rapatriés et les harkis. Hormis Noël Mamère, les Verts sont présents, désavouant ainsi leur très médiatique collègue.

Le président de l'Assemblée nationale, Raymond Forni, souhaite la bienvenue à son hôte en arabe tandis qu'Abdelaziz Bouteflika surprend son auditoire en s'exprimant en français[15]. Après les remerciements d'usage, le président aborde habilement la question la plus délicate : « Le fait colonial, notamment, ne saurait être ignoré. Sortir des oubliettes du non-dit la guerre d'Algérie en la désignant par son nom, ou que vos institutions éducatives s'efforcent de rectifier dans les manuels scolaires l'image parfois déformée de certains épisodes de la colonisation serait un pas encourageant dans l'œuvre de vérité que vous avez entreprise… Mais la question du terrorisme, tel que celui qui sévit depuis une décennie en Algérie, n'est pas une exclusive d'un pays et mériterait un traitement plus global... Au regard d'un tel fléau, il était du devoir de la communauté internationale d'y faire face. Or, qu'avons-nous constaté ? Une attitude d'indifférence, sinon de complaisance et parfois de connivence devant le déferlement d'un terrorisme s'en prenant indistinctement aux cadres et aux intellectuels, aux villageois innocents, aux ressortissants étrangers et aux hommes de religion, qu'ils soient musulmans ou chrétiens, comme en témoignent les meurtres des nombreux imams, l'assassinat de Mgr Claverie, évêque d'Oran, ou l'inqualifiable massacre de Tibhirine, véritable affront à l'Algérie, terre d'hospitalité, et à l'islam, religion de tolérance. » De francs applaudissements saluent ce discours.

La France est implicitement accusée. Néanmoins, sur ce sujet, Abdelaziz Bouteflika estime que la réconciliation nationale est en train de porter ses fruits, il est donc prêt à « pardonner ». En revanche, l'évocation du passé commun et douloureux reste un passage obligatoire pour aller sereinement vers un avenir apaisé, la lourde dette morale étant ineffaçable, comme il l'avait précisé.

Cependant, tout ne se règle pas ainsi. Les députés de droite absents de l'hémicycle se pressent devant les micros clairsemés tout autour de la salle pour commenter un discours qu'ils n'ont pourtant pas écouté. Ils évoquent un pays ingrat, non reconnaissant de l'héritage colonial, et

corrompu… Le député de Paris François d'Aubert (Démocratie libérale), un proche de Valéry Giscard d'Estaing, juge avec une grande mauvaise foi l'accueil, par l'Assemblée nationale, d'« anciens terroristes ». Le soir, à l'occasion du dîner de gala donné à l'Élysée, l'actrice Isabelle Adjani[16], invitée, ne s'y rend pas : « Pour ne pas être complice des crimes commis par l'armée elle-même », dit-elle au quotidien *Libération*[17].

Debout, à l'entrée principale de l'Élysée, entre Jacques Chirac et son épouse Bernadette Abdelaziz Bouteflika salue les invités officiels, certains avec plus de chaleur que d'autres : une accolade pour Enrico Macias, une autre tout aussi appuyée avec Simone Veil, en hommage à ses positions courageuses lors de la guerre de libération.

Pour le toast rituel, le président français évoque essentiellement, devant plus de 200 personnes, les épreuves endurées par l'Algérie face au terrorisme : « Je salue, au nom de la France, le courage et la dignité du peuple algérien dans son combat quotidien contre le terrorisme, le fanatisme et la barbarie. Ces dérives n'ont pas épargné la France. Mais nous n'oublierons pas les drames vécus en Algérie, ni la détermination des Algériens à faire prévaloir le respect des personnes, les valeurs de concorde et le primat du droit. Je réaffirme devant vous l'indéfectible solidarité de mon pays. » La France, aussi touchée par le fléau du terrorisme, rappelle-t-il, ne peut rester indifférente. Le dîner se poursuit dans un climat fraternel, porté par un sentiment de « retrouvailles ».

Plus tard, un hélicoptère militaire dépose le président algérien à Verdun. Cette visite constitue un autre moment fort de la visite d'État. Devant le carré musulman, Abdelaziz Bouteflika se recueille sur les tombes des 592 combattants algériens morts[18] pour la France durant la Grande Guerre. Le président souligne le faible écho qu'avait reçu naguère la contribution algérienne dans les médias comme dans les manuels scolaires : « Seul le poilu blanc à moustache est entré dans l'Histoire, alors qu'au premier rang dans les batailles, mais au dernier rang à la victoire, les Algériens ont payé lourdement de leur sang. »

Dans la capitale française, le président continue à briser les tabous. Il s'entretient avec Henri Hajdenberg, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). Il évoque même les conditions d'instauration de relations avec Israël, qui dépendent de l'aboutissement du processus de paix avec les Palestiniens et avec la Syrie.

À la fin de sa visite, dans un entretien accordé à France 2, Abdelaziz Bouteflika fait le bilan de son séjour. Il salue l'accueil chaleureux des Français et ajoute : « C'est une visite politique. Je repars les mains vides. Je ne considère pas que l'on ait fait quelque geste que ce soit. » Sur le plan économique, la France est le premier créancier du pays avec un stock d'engagements (intérêts compris) d'un montant de 22,75 milliards de francs sur un total de plus de 196 milliards. Le gouvernement de Lionel Jospin annonce son intention de convertir seulement 400 millions de francs de cette dette en investissements, après obtention du feu vert du Club de Paris, qui réunit les pays créanciers.

Il demeure un tabou immuable : les visites des harkis en Algérie. À ce sujet, le président est ferme : « C'est un problème politique important dans le pays... Les conditions ne sont pas encore venues, c'est exactement comme si on demandait à un Français de la Résistance de toucher la main d'un collabo. » Cette phrase sera reprise notamment par les députés qui avaient boycotté son discours à l'Assemblée nationale, en vue de satisfaire une partie de leur électorat.

L'odyssée inachevée d'Enrico Macias

Après trente-huit ans « d'exil », Enrico Macias retourne dans son pays, sa maison. Il est l'invité du président de la République. Lors du dîner du Forum Crans Montana, assis à la table de tête au côté d'Abdelaziz Bouteflika, l'artiste est aux anges. Il perçoit déjà les côtes algériennes, c'est la fin de son odyssée. Entre eux, les échanges sont chaleureux, pas de doute, avec sa guitare, il chantera à Constantine. L'« enfant du pays » est à l'honneur, à tel point que ses voisins de table, essentiellement des patrons du CAC 40, se sentent intrus.

Tout commence à Constantine. Deux mois après son élection à la présidence, Abdelaziz Bouteflika, célébrant l'anniversaire du deuxième millénaire de la ville, brise un tabou devant des milliers d'habitants en rendant un vibrant hommage à la communauté juive de la ville et cite Enrico Macias, « enfant de la cité ». Ce n'est pas une invitation officielle en bonne et due forme ; il dit simplement que le chanteur peut retourner chez lui, comme tant d'autres. Après tout, avant l'indépendance, le tiers de la population de Constantine était d'origine juive.

Enchanté, l'artiste déclare à toute la presse : « Je ne peux y aller sans chanter, les gens là-bas seraient frustrés, et moi aussi. Je ne désire pas non plus que ce soit une visite mortuaire, je souhaite que ce soit également un voyage d'espoir. » Des dates de récital sont rapidement fixées : du 16 au 27 mars 2000. Le premier se tient, en toute logique, à Constantine, puis d'autres spectacles sont programmés à travers tout le pays : Annaba, Tizi Ouzou, Tlemcen, Oran, et le chanteur clôt sa tournée historique à Riadh El-Feth, au sommet d'une des collines de la capitale.

Enrico Macias sait qu'il n'a aucun contentieux avec les autorités algériennes, il est même très apprécié en tant qu'artiste. En pleine tourmente islamiste, l'ambassadeur d'Algérie à Paris l'avait invité à une soirée de solidarité avec le peuple algérien, organisée à l'Unesco[19], en lui disant : « Tu représentes aussi la culture algérienne. » Un autre officiel, le directeur du Centre culturel algérien (CCA), l'avait mis à l'honneur pour une soirée spéciale, le 12 mars 1999.

Par pur hasard, le retour d'Enrico Macias dans son pays perdu coïncide avec les fêtes de l'Aïd, période de pardon. Un signe pour cet événement extrêmement médiatisé. Dans les « talkshows », à la radio, à la télé, l'« enfant de Constantine » évoque son retour au pays avec une grande émotion. C'est un tournant : l'une des voix les plus connues de la population pied-noir revient chez elle, accompagnée de 200 enfants de Constantine, de même confession.

Mais, pour autant, son retour ne fait pas l'unanimité, notamment dans la presse arabophone. En Algérie, quarante imams signent même une pétition contre sa visite, appuyés par les revendications de gros calibres du FLN. À travers tout le pays, la rumeur circule que cette tournée artistique serait le prélude à une normalisation des relations entre l'Algérie et l'État d'Israël. Les nombreuses déclarations du chanteur en faveur de l'« entité sioniste » en seraient la preuve, selon les « islamo-conservateurs ». Après tout, Enrico Macias n'est-il pas interdit d'antenne en Algérie depuis la guerre des Six-Jours de 1967 ?

La polémique prend une ampleur inégalée. À Constantine, des chefs religieux lancent un appel au boycott, comme acte de résistance aux côtés des « frères palestiniens ». De plus, tous pensent qu'Enrico Macias aurait exigé d'avoir accès aux archives, afin de déceler l'identité des auteurs de l'assassinat de « tonton Raymond[20] ». D'autres hypothèses farfelues voient le jour : des agents du

Mossad, infiltrés à Constantine, auraient tué le maître du chant andalou pour dresser la communauté juive contre le FLN. D'autant plus que le chanteur déclare ne pas avoir besoin de visa pour rentrer chez lui, abordant ainsi un sujet très sensible. Sous quel prétexte un simple chanteur serait-il exonéré de cette procédure administrative ?

La visite d'Enrico Macias ne peut devenir une affaire d'État. Les autorités françaises, sur le point d'établir des relations nouvelles avec l'Algérie, se mettent en retrait. En fin de compte, Alger annonce l'annulation de la tournée du chanteur pour des raisons techniques, dix jours avant son départ. Officiellement, le report est dû à une mauvaise organisation, les salles étant trop petites face à l'engouement que suscite l'artiste. Ses amis d'Alger lui demandent de patienter, le temps que les choses s'apaisent. Dans cet esprit, celui que l'on surnomme l'« Oriental » déclare : « Après avoir attendu quarante ans, je peux bien attendre encore quelques semaines, voire quelques mois. Mes valises sont prêtes. » Il refuse toute polémique : « Je n'allais pas en Algérie pour un colloque, mais pour chanter, et les conditions minimales pour que ces concerts se déroulent bien n'étaient pas réunies. Je ne suis pas déstabilisé, il ne faut pas froisser l'avenir, je sens que cela va se faire et que mon retour est irréversible. »

Encore une tentative

Les années défilent avant qu'il ne reprenne espoir en 2007, date de l'élection d'un ami à lui, Nicolas Sarkozy, à la présidence de la France. Place de la Concorde, le soir de son élection Enrico Macias prend le micro et chante : « Ah qu'elles sont jolies, les filles de Sarkozy, laï, laï, laï… » La foule est en liesse.

Au mois de décembre de la même année, le président de la République française annonce sa visite d'État en Algérie. Parmi les villes qui figurent dans le programme officiel se trouve Constantine. Il est accompagné de 150 chefs d'entreprise, de 100 journalistes et d'Enrico Macias qui peut, enfin, se rendre à Constantine. Mais, encore une fois, à quelques jours de cette visite historique, se produisent deux graves « dérapages ».

Le premier vient de Mohamed Cherif Abbas, ministre des Anciens Moudjahidin, qui accuse le chef d'État français d'être inféodé à un « lobby juif » en France. À son tour, le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidin s'engouffre dans cette polémique, affirmant que Nicolas Sarkozy n'est pas le bienvenu et lui intimant de présenter des « excuses » concernant le passé colonial de la France. Les passions se déchaînent de nouveau. Une conversation téléphonique entre les deux présidents démine le terrain. Mais, à Paris, le message est bien reçu, Enrico Macias ne peut plus faire partie du voyage. Nicolas Sarkozy entend signer des contrats commerciaux pour un montant de 5 milliards d'euros, au détriment du chanteur qui ne verra donc pas, cette fois encore, « les filles de son pays ».

À en croire le journaliste algérien Abed Charef, Enrico Macias pourra de toute façon difficilement venir un jour à Constantine. Des années plus tard, sur Al-Shourouk, une chaîne de télévision algérienne privée, le journaliste affirme que le chanteur était un milicien des unités territoriales. Sur son blog Huffpost[21], Abed Charef insinue même qu'il s'agit d'une milice composée d'Européens, des supplétifs de l'armée française, à l'image des harkis, même si, dans le système de ségrégation de l'époque, on ne mélangeait pas « harki de souche » et harki indigène. Selon lui, Enrico Macias pourchassait des Arabes au sein des unités territoriales, aux côtés de

l'armée coloniale, des harkis et de différents services de sécurité.

Abed Charef est également politologue et écrivain, réputé pour son sérieux. À ce jour, ses propos n'ont suscité aucune réaction, ni de la part de l'intéressé ni de la part des journalistes français d'investigation.

Chirac et le traité d'amitié franco-algérien

Une incessante pluie torrentielle s'abat sur toute l'Algérie. Sur la capitale, le déluge se prolonge jusqu'aux aurores. Le samedi matin du 10 novembre, les Algérois découvrent le quartier de Bab El Oued enseveli sous des tonnes de boue. La ville est paralysée. Les liaisons ferroviaires entre Alger et la province sont interrompues à la suite de l'inondation des deux principales gares de la capitale. Le président décrète trois jours de deuil national. Le gouvernement organise une cellule de crise et lance un appel à l'aide internationale. En réaction, la France envoie une équipe de la sécurité civile, qui arrive dès le lendemain, suivie, le jour d'après, d'un avion-cargo d'une quarantaine de tonnes acheminant des tentes, des couvertures, des produits d'hygiène, etc., aux quelque 4 000 familles hébergées précairement dans des centres d'accueil. En parallèle, la sécurité civile française envoie un détachement d'une soixantaine d'hommes spécialisés dans les inondations et disposant d'équipements de génie civil et de motopompes. Le bilan s'alourdit de jour en jour, aux corps engloutis s'ajoutent les noyés. Le dernier bilan officiel des inondations fait état de 733 victimes, dont 683 à Alger.

Dès le 1er décembre, la République française annonce une rapide tournée de Jacques Chirac dans les trois capitales du Maghreb. En toute hâte, le chef d'État français débute par Tunis pour quelques heures, puis Alger l'après-midi, et enfin passera la nuit à Rabat. À Alger, il souhaite se rendre à Bab El Oued pour exprimer sa solidarité avec le peuple algérien et a, le jour même du sinistre, adressé une lettre à son homologue algérien pour présenter ses condoléances au nom de la France.

Pour les Algériens, cette visite est importante : c'est la première fois que Jacques Chirac se rend en Algérie. Il s'agit aussi de la première visite d'un président occidental depuis les attentats du 11-Septembre. Les Algériens n'ont pas oublié que, le jour même de l'effondrement des deux Tours jumelles à New York, la France a fermé son espace aérien aux vols en provenance de l'Algérie. Les responsables algériens ont reçu pour instruction de convaincre, en cours de route, la délégation française de modifier le programme présidentiel afin que Jacques Chirac passe la nuit à Alger, et non à Rabat.

Mais, pour les Français, il est hors de question de changer le programme. Jacques Chirac passera six heures à Alger et pas une minute de plus. Diplomates, les Français précisent que ce rapide périple au Maghreb a un but global : la dénonciation de tout amalgame entre islam et terrorisme. Ils rappellent aussi que, à travers tout l'Hexagone, 2003 sera l'année de l'Algérie en France. Malgré l'insistance de la partie algérienne, rien n'y fait. Un haut responsable s'exclame : « Vous, les Français, vous venez en Algérie soit pour six heures, soit pour 132 ans ! » En tout, Jacques Chirac passera moins de temps à Alger qu'au Salon de l'agriculture, porte de Versailles.

Très vite, Jacques Chirac a le sentiment qu'il peut s'investir directement dans les relations avec l'Algérie. Par ailleurs, les attentats du 11-Septembre ont calmé les porte-voix de l'islam politique.

Le courant passe bien avec le président algérien, la préparation de l'année de l'Algérie en France sera un adoucissant entre les deux pays. Le président français pense réaliser un projet encore plus ambitieux, mais qui n'est pas encore très précis, et surtout très secret. Il ne lui reste qu'à lever l'hypothèque de Lionel Jospin.

Jacques Chirac est réélu en 2002, mais contre le candidat du Front national, Jean-Marie Le Pen. Le soir de sa victoire, le drapeau algérien est hissé sur les places publiques françaises. Le drapeau vert et blanc frappé au milieu d'un croissant et d'une étoile rouge sera encore plus présent dans l'espace public, l'année suivante, consacrée à l'Algérie. Une année de fête qui débute par le réveillon à Bercy. Dans le palais omnisports, plus de 17 000 personnes écoutent toute la nuit de l'andalou, du raï, du chaâbi…. Le lancement est réussi malgré les articles et les rapports publiés en France sur le *golden boy* algérien, Rafik Abdelmoumen Khalifa[22], présenté comme l'un des sponsors des festivités.

Pourtant, un article du *Monde*[23], paru sous la signature de Florence Beaugé, très respectée en Algérie[24], perturbe les festivités. Le titre du papier est explicite : « Le Premier ministre algérien Ali Benflis est reçu à Paris en tant que potentiel successeur d'Abdelaziz Bouteflika. » La présidentielle algérienne est prévue dans quatorze mois et un potentiel dauphin est désigné dans le plus grand quotidien français. Une rencontre confidentielle a lieu à l'Élysée deux semaines plus tard, le 5 février, entre les présidents algérien et français, pour évoquer des sujets plus importants. Il y est notamment question de la préparation de la prochaine visite d'État de Jacques Chirac en Algérie. Des fuites dans les milieux diplomatiques font état d'un futur traité franco-algérien, sans autres précisions que l'éventualité de l'abandon des visas entre les deux pays. Les deux présidents sont déterminés à avancer graduellement et prudemment, car les opinions publiques respectives demeurent particulièrement sensibles aux questions mémorielles.

Jacques Chirac arrive de nouveau en Algérie, non plus pour une visite éclair de six heures, mais cette fois pour trois jours[25]. Le président français et sa délégation, composée notamment de cinq ministres, arrivent à l'aéroport d'Alger le dimanche 2 mars. Parmi eux, Tokia Saïfi, secrétaire d'État au Développement durable, née en France de parents algériens, et Hamlaoui Mekachera secrétaire d'État aux Anciens Combattants qui fut lieutenant de l'armée française, ayant quitté l'Algérie en juin 1962. Les deux présidents quittent Dar El Beïda. Arrivés dans la capitale Jacques Chirac et Abdelaziz Bouteflika se dirigent vers Bab El Oued afin de fleurir la stèle érigée à la mémoire des 733 victimes des importantes inondations de novembre 2001.

Pour les Algériens, Jacques Chirac est l'homme qui s'oppose aux Américains dans leur guerre en Irak. Dans un geste hautement symbolique, il restitue le sceau du dey d'Alger Hussein Pacha que ce dernier avait remis en 1830 aux forces françaises, point de départ de la colonisation. Il trouve les mots justes : « Le retour de ce symbole de souveraineté à l'État algérien vient, dans mon esprit, sceller les retrouvailles entre nos deux pays et entre nos peuples, ce nouvel élan dans nos relations. »

Le soir même, les deux chefs d'État signent la « déclaration d'Alger ». Les points saillants de ce document fondateur rappellent que, sans oublier le passé, il faut jeter les bases d'une relation globale forte, confiante et résolument tournée vers l'avenir, et favoriser la circulation des ressortissants algériens en France et des ressortissants français en Algérie.

Cette déclaration ouvre la voie à l'élaboration d'un traité d'amitié, à l'image du traité de

l'Élysée de janvier 1963 qui a scellé la réconciliation franco-allemande. Selon ce texte, la circulation des Algériens et des Français entre les deux pays va au-delà de l'épineuse question des visas, pour englober implicitement un sujet brûlant : celui du libre mouvement des harkis vers l'Algérie. L'idée d'un partenariat d'exception est de faire de l'axe Paris-Alger le pivot de la politique méditerranéenne, à l'instar de Paris-Berlin, axe de la politique européenne. C'est un projet très ambitieux, mais le président français y tient. Les Algériens aussi, Abdelaziz Bouteflika le confirme : « Tout un avenir s'offre à nous pour qu'ensemble, Algériens et Français, nous commencions à inscrire sur une page nouvelle les contours d'un destin commun, sans amertume et sans regret, fondé sur un espoir partagé et une confiance retrouvée. »

Le lendemain, le président français est reçu aux palais des Nations du club des Pins, où l'Assemblée nationale et le Sénat sont réunis pour l'écouter. Chaleureusement accueilli, Jacques Chirac serre les mains de nombreux dignitaires, des anciens maquisards, « que j'ai moi-même combattus durant la guerre d'Algérie en leur disant : "Ceux qui ont fait la guerre sont ceux qui peuvent faire la paix[26]" ». Il entame ainsi son discours : « Quelle émotion pour moi de voir aujourd'hui les parlementaires algériens m'accueillir au palais des Nations, à quelques kilomètres de cette baie de Sidi-Ferruch où, 173 ans auparavant, a commencé la présence française. Quelle preuve de notre volonté d'assumer ensemble notre passé commun ! » Il rappelle aussi que, parmi les liens entre son pays et l'Algérie, l'islam occupe une place importante. Oran est la dernière étape de sa visite. La capitale de l'Ouest lui réserve un accueil exceptionnel. Les négociations sur le traité d'amitié peuvent commencer, les ennuis également : quelques mois après son retour d'Algérie, les vols d'Air France reprennent, mais, semble-t-il, avec une préférence dans la constitution des équipages pour les binationaux, franco-algériens plus ou moins volontaires.

Cette loi votée par le Parlement français porte le numéro 2005-158[27]. L'objet initial du texte est la reconnaissance de la nation et la contribution nationale en faveur des Français rapatriés. Elle est destinée à indemniser les rapatriés et les harkis. Cependant, l'article 4, alinéa 2, du texte stipule : « Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit. » Une nouvelle loi mémorielle qui fait immédiatement réagir les historiens et les Algériens.

Circonstances aggravantes, l'un des co-auteurs de ce texte est Philippe Douste-Blazy, secrétaire général de l'UMP, jusqu'alors peu connu de la scène internationale. Son combat victorieux est l'ouverture d'une nouvelle gare SNCF à Lourdes, dont il fut le maire pendant plus de dix ans (1989-2000). Le 12 juin 1997, il est élu député des Hautes-Pyrénées, région où les rapatriés d'Algérie ont un certain poids électoral. La tension s'accentue avec sa nomination, en juin 2005, à la tête de la diplomatie française, soit trois mois seulement après l'adoption de la loi. À ce titre, il devient le négociateur en chef du traité d'amitié franco-algérien. La signature prévue avant la fin de l'année est compromise. Pour éviter d'être accusé de repentance unilatérale, Jacques Chirac souhaite qu'il soit fait mention de la « tragédie » des supplétifs musulmans, lors de la signature du traité. Environ 20 000 harkis[28] ont été massacrés en Algérie après le départ de l'armée française. C'est un sujet brûlant.

À peine installé au Quai d'Orsay, Philippe Douste-Blazy reçoit une première salve de la part du président algérien. Ce dernier dénonce les nostalgiques d'une Algérie colonisée et conclut : « Qu'il est difficile de ne pas être révolté par la loi française du 23 février, acte de cécité mentale confinant au négationnisme et au révisionnisme… Le colonialisme constitue l'un des plus grands

crimes contre l'humanité que l'histoire a connus. »

Loin de l'euphorie de la visite d'État de Jacques Chirac, on s'éloigne à pas de géant de la signature de ce traité historique. Avec constance, Abdelaziz Bouteflika continue à exprimer son indignation, partagée par le peuple algérien. À partir d'une ville hautement symbolique, Sétif, le président déclare, le 25 août : « Les Français n'ont pas d'autre choix que de reconnaître qu'ils ont torturé, tué, exterminé en Algérie. » Trois jours plus tard, de Béchar, dans le Sud algérien, le chef de l'État ne lâche pas la pression : « Je voudrais, à partir de ces lieux, compléter mon message à la France que j'ai commencé à Sétif : la France ne pouvait être un pays puissant sans ses expériences nucléaires à Reggane et à In Ikker, sans ses expériences bactériologiques et chimiques, prohibées, à Oued Namous. »

Dans la même lancée, à Batna, capitale des Aurès d'où fut tirée la première balle de la guerre de libération, Abdelaziz Bouteflika réclame explicitement à la France de demander pardon aux Algériens pour les exactions commises lors de la colonisation.

Un autre élément perturbateur, bien que sans rapport avec la célèbre loi, gâte le climat sur le plan mémoriel : l'ancien chef d'état-major des armées, Maurice Schmitt, est à nouveau accusé[29], à tort selon le jugement, de torture par des anciens militants du FLN. Sans suites judiciaires, la médiatisation de ces suspicions sur l'ancien numéro un de l'armée française attise les passions de part et d'autre.

Jacques Chirac, de son côté, souhaite gagner du temps, pensant que ses députés vont s'apaiser, afin de pouvoir signer le traité. Au début du mois de décembre, il charge le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, du soin de constituer une mission pluraliste pour évaluer l'action du Parlement dans les domaines de la mémoire et de l'Histoire. Entre-temps, le président algérien est hospitalisé au Val-de-Grâce (du 26 novembre au 17 décembre 2005[30]) pour un ulcère hémorragique. Sans la confiance suscitée par le volontarisme de Jacques Chirac, la décision de se faire soigner en France n'aurait sans doute pas été prise[31]. Pour l'instant, le traité d'amitié est simplement ajourné.

Un décret, publié le 15 février 2006, abroge l'alinéa 2 de l'article 4. Philippe Douste-Blazy, se croyant définitivement débarrassé de cette épine, peut s'envoler pour Alger afin de rencontrer le président de la République. L'audience a lieu en présence de son homologue algérien Mohammed Bedjaoui. Abdelaziz Bouteflika met sur la table tous les sujets qui fâchent[32].

En effet, l'abrogation de l'article 4 n'a pas fait cicatriser les profondes blessures. Les visas pour les Algériens sont délivrés avec parcimonie après trois semaines d'attente, au moment où les voisins tunisiens et marocains l'obtiennent le jour même. D'autant plus que, contrairement aux détenteurs de passeports diplomatiques marocains et tunisiens, les diplomates algériens ne bénéficient pas d'exemption de visa alors qu'ils ne cessent de se déplacer à Paris pour négocier le traité. L'alignement systématique des Français sur les positions marocaines concernant le Sahara occidental est pointé du doigt.

Le chef de la diplomatie algérienne, Mohammed Bedjaoui, grand diplomate de carrière et juriste international de renom, résume la position algérienne lors d'une conférence de presse. « Les conditions objectives, subjectives et psychologiques ne sont pas tout à fait propices aujourd'hui... Il y a des problèmes réels. » Mohammed Bedjaoui note que l'opinion publique française n'est pas prête à la conclusion de ce traité. Ce n'est pas non plus son oraison funèbre, puisque la décision appartient au président de la République. Philippe Douste-Blazy, par naïveté ou bien par déni,

affirme : « Le travail pour la signature du traité est aujourd'hui bien avancé. Je pense que nous approchons peu à peu du but. »

Pour les Algériens, la condition de l'apaisement est principalement perçue en termes binaires : repentance ou pas. Pour que ne subsiste aucun doute, Abdelaziz Bouteflika enfonce le clou et déplore un génocide de l'identité algérienne perpétré par la France durant la colonisation de l'Algérie de 1830 à 1962. Côté français, c'est au Caire qu'une journaliste d'Al-Hayat recueille une confidence d'un responsable de haut rang, membre de la délégation qui accompagne Jacques Chirac en Égypte. Selon le haut fonctionnaire, le traité d'amitié ne sera pas signé avant dix ou quinze ans, Paris et Alger sont passés à côté d'une occasion historique pour parapher le texte qui devait donner une configuration exceptionnelle à la relation bilatérale.

1. À ce sujet, Jacques Chirac écrit dans ses mémoires *Le Temps présidentiel* (Nil, 2011, page 429) : « Salutaire aura été l'œuvre de concorde civile accomplie dans le même temps par le chef de l'État algérien, Abdelaziz Bouteflika, au lendemain de la longue guerre civile qui a ensanglanté son propre pays. »

2. 17 février 1999.

3. Sa candidature sera rejetée par le Conseil constitutionnel.

4. L'Algérie est divisée en 48 wilayas (départements).

5. Alors que ce nombre était de 57 000 visas en 1997 et de 85 000 en 1998.

6. Le Forum Crans Montana est une ONG suisse créée en 1986, qui réunit les décideurs de haut niveau pour encourager la coopération internationale. Contrairement au Forum de Davos, ne se réunissant qu'une fois par an, celui de Crans Montana peut organiser trois ou quatre événements dans la même année.

7. La Suisse vient de rouvrir son ambassade à Alger.

8. La loi sur la concorde civile est soumise au référendum le 16 septembre 1999. Le « oui » l'emporte avec plus de 98 % et le taux de participation est supérieur à 85 % (chiffres officiels).

9. 11 juillet 1999.

10. Dans un livre, *La Gangrène* (*op. cit.*), Bachir Boumaza raconte les tortures subies lors de ses nombreux interrogatoires.

11. À la fin de sa visite d'État, le président algérien dira sur France 2 : « Il y a des journalistes qui ne sont pas bienvenus chez moi. »

12. Des représentants de harkis ont demandé aux autorités françaises de rencontrer Abdelaziz Bouteflika. Ils n'ont obtenu aucune réponse.

13. Député Vert, il appelle en vain ses collègues à boycotter le discours de Bouteflika à l'Assemblée nationale : « Le président algérien n'a rien à faire devant ce qui est le cœur de la démocratie française. »

14. 15 juin 2000.

15. Le président de la commission des affaires étrangères, François Loncle, dira plus tard : « Si M. Bouteflika avait prononcé son allocution en arabe, cela aurait été une grande déception, et aussi le signe d'une certaine faiblesse par rapport à ce qu'il vit en Algérie. »

16. La veille de son départ, Abdelaziz Bouteflika, s'adressant à la communauté algérienne établie en France, invite officiellement Isabelle Adjani, sans la nommer : « À visiter son pays et à y dire ce qu'elle veut de son pays, dont elle est l'un des fleurons. »

17. José Garçon, « L'effort de Bouteflika, c'est de rendre un peuple fou », *Libération*, 15 juin 2000.

18. Le nombre d'Algériens morts durant la guerre de 1914-1918 est estimé à 26 000 sur un total de 170 000 engagés.

19. 10 septembre 1993.

20. Cheikh Raymond, chanteur arabophone et oudiste juif d'Algérie, est assassiné à Constantine le 22 juin 1961. L'acte est souvent attribué au FLN.

21. Abed Charef, « Maurice Papon, Enrico Macias et le 17 octobre », *Huffington Post*, 16 octobre 2016.

22. Le scandale « Khalifa » éclate dans la nuit du lundi 24 au mardi 25 février 2003, quand trois de ses collaborateurs s'apprêtent à monter dans l'avion de leur patron avec au moins deux millions d'euros dans leurs valises.

23. 16 janvier 2003.

24. Elle est la première journaliste à faire parler le général Massu et Aussaresses sur la torture pendant la guerre d'Algérie. Lire son excellent livre *Algérie. Une guerre sans gloire*, Calmann-Lévy, 2005. Florence Beaugé, de par ses articles sur la torture, a provoqué la publication du livre de Paul Aussaresses, *Services spéciaux, Algérie 1955-1957. Mon témoignage sur la torture*, Perrin, 2001.

25. Jacques Chirac avait effectué un long séjour en Algérie en mars 1956, années cruciales de sa jeunesse, alors âgé de 23 ans, sous-lieutenant à la tête d'un peloton de 32 hommes du 3e escadron du 6e RCA. Sa première affectation était à Souk El-Arbae, à une trentaine de kilomètres de la frontière marocaine, en pleine montagne.

26. Jacques Chirac dans ses mémoires, *op.cit.*, page 433.

27. Les députés de droite ne sont pas les seuls à voter pour cette loi. François Hollande, premier secrétaire du PS, admettra plus tard que des socialistes ont voté par inadvertance l'article controversé.

28. Ce chiffre est une approximation.

29. En juin 2001 dans *Le Monde*, trois anciens militants du FLN – des « résistants » en Algérie, des « terroristes », à l'époque, pour l'armée française –, Malika Koriche, Ali Moulaï et Rachid Ferrahi, ont désigné le général comme ayant ordonné et dirigé leurs tortures durant l'été 1957 à l'école Sarouy d'Alger. Voir à ce sujet le livre de Florence Beaugé, *op. cit.*

30. Abdelaziz Bouteflika devait rencontrer Jacques Chirac le 27 novembre à Barcelone, en marge du sommet euro-méditerranéen, notamment pour avancer au plus haut niveau sur le traité d'amitié.

31. À sa sortie d'hôpital, de retour à Alger, Abdelaziz Bouteflika remercie le pays hôte tout en plaidant pour une relation privilégiée entre les deux pays construite sur des bases nouvelles, plus que jamais fondées sur la confiance et le respect mutuels.

32. Dans l'édition datée du 11 avril du *Parisien*, le chef de la diplomatie française a reçu une volée de bois vert.

X

Abdelaziz, Nicolas, François et l'autre

Voici un château qui n'a rien d'imposant, mais qui porte une histoire intéressante, comme c'est le cas de tant d'autres en France. Il se situe dans un petit village de l'Essonne et appartient à un ancien commandant en chef des troupes françaises en Algérie. Conquérant de la première heure de l'épopée coloniale, il donne son nom à un village de la plaine de la Mitidja : Rovigo. Anne Jean Marie René Savary, duc de Rovigo, laisse une trace plus que symbolique en Algérie.

En effet, il trouve inadmissible qu'il y ait plus de vingt mosquées à Alger tandis que ses soldats sont contraints d'entendre la messe dans une bicoque de caserne. « Il me faut la plus belle mosquée de la ville pour en faire le temple du Dieu des chrétiens. Arrangez cela au plus vite[1] », ordonne-t-il. Ainsi la mosquée Ketchaoua, au cœur du quartier de la basse Casbah d'Alger, devient une église, après que les opposants à ce projet eurent été massacrés.

Ancien ministre de la Police, le duc de Rovigo, dont la devise affirmait : « Si Dieu est avec moi, je ne crains rien », ne pouvait s'imaginer que, un jour, son domaine en Île-de-France appartiendrait au ministère de l'Intérieur et moins encore que des musulmans y aborderaient la question des mosquées en France.

Les 457 habitants de ce paisible village assistent au regroupement des nombreux musulmans venus s'entretenir dans la grande demeure faisant face à la mairie. Dans ce château de Nainville-les-Roches, Nicolas Sarkozy, ministre notamment chargé des cultes, réunit sur deux journées, le 19 et le 20 décembre 2002, un conclave des représentants des musulmans de France pour dialoguer d'un sujet explosif, dans un climat très tendu.

Nicolas Sarkozy découvre l'islam et l'Algérie

Nommé ministre de l'Intérieur sous le premier gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, Nicolas Sarkozy découvre le dossier de l'islam. Hyperactif, il prend le sujet à bras-le-corps et tente de s'imposer comme interlocuteur privilégié d'Alger, de Rabat et d'autres capitales, quitte à froisser parfois le président de la République. Il veut faire entrer de force dans son projet tous les musulmans de France, y compris la Grande Mosquée de Paris (GMP), qui n'est pas seulement dépendante de l'Algérie, puisqu'elle est aussi un produit de l'histoire coloniale française.

Au lendemain de la terrible bataille de Verdun, la décision est prise de construire une grande mosquée dans la capitale, pour témoigner de la contribution des milliers de soldats musulmans qui périrent au combat. Grande figure du Cartel des gauches, Édouard Herriot, alors ministre des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement, est en charge de ce projet. Anticlérical confirmé, il débloque les fonds nécessaires. La mosquée est construite sur l'ancien emplacement de l'hôpital de la Pitié, en bordure du Jardin des plantes de Paris. Inaugurée, en grande pompe, le

16 juillet 1926, par le président Gaston Doumergue et en présence du sultan du Maroc Moulay Youssef, cet édifice se veut le symbole de l'amitié franco-musulmane scellée dans le sang, sur les champs de bataille.

La veille des festivités, le leader du mouvement nationaliste algérien l'Étoile nord-africaine, Messali Hadj[2], tient son premier grand rassemblement politique. Il dénonce cette « mosquée-réclame » qu'il considère comme de la poudre jetée aux yeux des colonisés. Il est loin de se douter que l'établissement deviendra un jour la propriété de l'Algérie indépendante. La France ne cache pas son ambition de devenir une puissance musulmane. Cette prétention est portée par le maréchal Hubert Lyautey. L'ancien résident général au Maroc désigne un homme de confiance pour porter ce projet, Si Kaddour Benghabrit[3], fondateur de la Société des habous[4] et des lieux saints de l'islam, dont le siège est à Alger, dans un premier temps. Cette société gère la Mosquée de Paris. À sa mort, en juin 1954, Kaddour Benghabrit est remplacé par son neveu, Ahmed Benghabrit.

En plein zénith, plus d'une cinquantaine de policiers forcent l'entrée de la Mosquée de Paris en juillet 1957. À leur tête, le commissaire Duez, futur membre actif de l'OAS, arrête et expulse Ahmed Benghabrit, devenu un ennemi de la France à cause de ses incessantes dénonciations de la torture en Algérie. Ce jour-là, un changement s'opère, la Mosquée ne dépend plus du Quai d'Orsay mais du ministère de l'Intérieur. Le président du Conseil, Guy Mollet, nomme aussitôt Hamza Boubakeur, malgré son ancienne participation à l'Association pour la défense de la mémoire du maréchal Pétain, nouveau directeur de la Mosquée de Paris.

Né le 15 juin 1912, à 400 kilomètres au sud-ouest d'Oran, le jeune Hamza entame sa scolarité dans une des écoles des Pères blancs. Issu d'une famille maraboutique, il maîtrise la langue arabe. Professeur en 1936, il enseigne dans différents lycées et à la faculté d'Alger. Il adhère à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), dirigée alors par Guy Mollet. Son appartenance réelle ou supposée, à la franc-maçonnerie le rapproche d'autant plus du pouvoir colonial.

À partir de 1955, en pleine guerre d'Algérie, sa participation au Service de l'action psychologique de l'armée française est très appréciée. Fort de son autorité religieuse, Hamza Boubakeur dénonce le nationalisme anticolonial comme une *bidaâ* (innovation blâmable dans l'islam), dont découle le fait que la lutte contre la France ne puisse être considérée comme un djihad. Pour ses services rendus, il est désigné député du département des Oasis de 1958 à 1962 et vice-président de la commission des affaires étrangères de novembre 1958 à juillet 1962. À l'indépendance, il fait transférer le siège de l'association gestionnaire de la mosquée d'Alger à Paris, suscitant la colère du tout jeune pouvoir algérien.

Dès lors, Alger ne cesse de revendiquer la propriété de la Grande Mosquée. Débute une guerre d'usure entre les autorités algériennes et Hamza Boubakeur. Un retournement décisif de la situation voit le jour en 1982, quand il décide de modifier l'article 8 des statuts de la Mosquée pour léguer l'institut, en cas de vacance ou de décès, à l'Algérie, alors que cette dévolution avait été assignée dix ans plus tôt au bénéfice de la Ville de Paris. L'enjeu immobilier est de taille, une propriété de 7 500 mètres carrés de terrain en plein cœur de Paris, et c'est sans compter l'enjeu politique.

Ce volte-face est le résultat de longues tractations secrètes entre le recteur et le pouvoir algérien. Hamza Boubakeur cède en réalité la Société des habous, propriétaire juridique de la Grande Mosquée, aux autorités algériennes contre ses biens confisqués à l'indépendance. Adoubé par Alger, le recteur devient l'interlocuteur privilégié de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et des Cultes de la première cohabitation. Ce dernier signe un arrêté attribuant le monopole du prélèvement de la taxe halal à la Mosquée de Paris. L'enjeu financier est gigantesque, puisqu'il ne

faut pas moins de douze centimes (de francs) par kilogramme de viande versés à la GMP pour avoir le tampon « halal[5] ».

Le règne de Si Hamza sur la Mosquée de Paris s'étend sur vingt-cinq années, avec certes des allégeances successives, mais une influence toujours présente. Alger reprend ensuite la main et désigne le respectable Cheikh Abbas Bencheikh el-Hocine[6] comme recteur, de 1982 jusqu'à sa mort en 1989. Il est remplacé par Tedjini Haddam, qui devra quitter son poste à sa nomination comme membre du HCE[7] en 1992. Profitant du contexte confus à Alger, Paris entend alors reprendre la main. En concertation avec les deux capitales, Si Hamza fait nommer son fils Dalil Boubakeur. Un quart de siècle plus tard, ce dernier est encore à ce poste de recteur.

Ainsi, en 2002, Nicolas Sarkozy convoque les représentants de l'islam de France au château de Nainville-les-Roches, où il les « séquestre » pendant deux jours. Le ministre fait installer une salle de prière tapissée de moquette verte. Du poisson est proposé à chaque repas. Les trois grandes fédérations sont présentes : l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), composée d'un noyau dur de Tunisiens majoritairement affiliés au mouvement Ennahdha, proche des Frères musulmans ; la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), à tendance salafiste, car financée par l'Arabie saoudite en soutien aux Marocains qui détiennent les rênes ; et la Grande Mosquée de Paris.

Le ministre de l'Intérieur entend les regrouper en une seule fédération : le Conseil français du culte musulman (CFCM). Mais la bande des trois ne s'accorde pas. L'antagonisme entre le Maroc et l'Algérie est féroce, quand il s'agit de peser sur l'islam. Le ton monte, la GMP ne souhaite pas être mise au même niveau que les autres en se diluant dans une grande structure. L'attribution des sièges de membres du futur CFCM est sujette à de violentes disputes.

En fin de journée, les grilles de l'entrée s'ouvrent sous haute surveillance, le cortège du ministre arrive en trombe. Nicolas Sarkozy fait entrer les représentants de la Mosquée dans son bureau. Les bras croisés derrière la tête, les pieds sur la table, le ministre offre une vue plongeante sur ses semelles en cuir, tout en énonçant un discours convaincant sur les vertus de l'unité et la nécessité de lutter contre l'amalgame entre islam et terrorisme.

Nicolas Sarkozy finit par promettre la présidence du CFCM à Dalil Boubakeur[8]. Le pape est enfin désigné, mais avec un pouvoir incertain : les cardinaux, membres du bureau du Conseil, sont en effet élus selon un mode très curieux. Nicolas Sarkozy impose une représentativité électorale selon le nombre de mosquées officielles. L'argent saoudien déversé sur l'islam dans l'Hexagone accorde aux Marocains une voix prépondérante, puisqu'ils détiennent le chiffre de mètres carrés de tapis de prière le plus élevé dans le pays. Satisfait de sa victoire, le ministre déclare le lendemain à un journaliste : « J'ai dû passer au moins 150 heures sur ce dossier nettement plus difficile que Sangatte. » Il obtient un accord à l'arraché, une « paix des braves », qui demeure bien instable.

Nicolas Sarkozy veut maintenant se rendre à Alger. Il annonce au *Figaro*[9] sa prochaine visite dans le cadre de la coopération antiterroriste entre les deux pays, provoquant la fureur de Jacques Chirac : il n'est pas question que son ministre s'y rende avant sa visite d'État. Le ministre de l'Intérieur reporte son déplacement, tout en rappelant sa popularité de l'autre côté de la Méditerranée. Entre Nicolas Sarkozy et son président, subsiste toujours une petite « guerre d'Algérie ». Une occasion inattendue s'offre à Nicolas Sarkozy de traverser la Méditerranée plus

tôt que prévu : les attentats perpétrés au Maroc, le 16 mai, dont le bilan est de 41 morts, parmi lesquels se trouvent trois Français.

Le mercredi 21 mai en début de soirée, la terre tremble à une trentaine de kilomètres à l'est d'Alger. La ville côtière de Boumerdès est durement frappée par un séisme de magnitude 6. Une large zone est dévastée. Avant minuit, on parle déjà de centaines de victimes[10]. C'est le plus important séisme depuis une vingtaine d'années. Les quelque 200 répliques accentuent les dégâts, la panique et le désarroi de la population. Les programmes des radios sont interrompus, pour laisser place à des messages qui invitent les habitants à quitter leurs foyers.

Sur place, les secours s'organisent. L'aide internationale aussi. La France annonce l'envoi d'une centaine de secouristes spécialisés dans les opérations de sauvetage-déblaiement, de médecins, ainsi que dix tonnes de matériel d'écoute, de détection, de transmission et de manœuvre de force. Les Algériens de France sont sans nouvelles de leurs proches au pays. France Télécom explique que les deux câbles sous-marins desservant l'Algérie ont été sectionnés à plusieurs endroits. Au même moment, Air France annonce la reprise des vols en direction de l'Algérie, pour le mois suivant, après huit années et demie d'interruption. Nicolas Sarkozy maintient son déplacement et se rend sur place, la veille du premier des trois jours de deuil national. Il s'engage à faire livrer un groupe électrogène. Il attendra le résultat de la prochaine présidentielle d'avril 2004 avant de retourner en Algérie.

« Le scrutin du 8 avril et la campagne qui l'a précédé ont permis au peuple algérien de démontrer sa volonté d'aller de l'avant sur le chemin du pluralisme démocratique et de la modernisation économique et sociale. » Par ce discours, Jacques Chirac salue chaleureusement la réélection de son homologue algérien, avec un score de 83,99 % des voix exprimées. L'opposition crie au scandale et des dizaines de plaintes pour fraudes et irrégularités sont déposées.

Le Conseil constitutionnel n'a pas encore validé les résultats du suffrage, mais le président français se rend quand même la semaine suivante à Alger pour une brève visite et un déjeuner de travail. La faiblesse des investissements français (hors hydrocarbures) est évoquée, donnant l'occasion au ministre de l'Économie et des Finances, Nicolas Sarkozy, de reprendre le chemin d'Alger sans donner l'impression qu'il coupe l'herbe sous le pied de son supérieur.

L'envolée des cours du baril de pétrole rend encore plus attractive la Foire internationale d'Alger de juin 2004. En tout, 360 compagnies françaises ouvrent un stand ; il y a pratiquement le même nombre de compagnies algériennes. Nicolas Sarkozy, accompagné de Cécilia Sarkozy et des dirigeants du CAC 40, se rend à Alger. Il est reçu avec un protocole quasi présidentiel. Le ministre mise sur l'Algérie pour son projet de sauvetage d'Alstom, dont l'État français est devenu actionnaire. D'entrée de jeu, il préside la signature du marché d'électrification des lignes ferroviaires de la banlieue d'Alger entre Patrick Kron (PDG d'Alstom) et le PDG algérien de la société des transports ferroviaires.

Lors de son entretien avec Abdelaziz Bouteflika, en fin de matinée, il propose de fournir la moitié de l'ingénierie financière pour le prochain métro d'Alger si les entreprises françaises sont choisies. Le grand argentier de France semble oublier que l'Algérie procède déjà au remboursement anticipé de sa dette, donc l'offre de nouveaux crédits n'intéresse personne. Cela ne peut être qu'un plan de communication destiné aux entreprises françaises.

Nicolas Sarkozy s'autorise un grand bain de foule aux abords de la Foire d'Alger. Sur place, il confie à la forêt de micros qui l'entoure : « Avec moi, ce sont des voyages d'un genre nouveau. Ça s'est toujours fait, mais j'essaie d'améliorer le système. Je peux débloquer des fonds, mais uniquement pour des contrats signés. J'exige des résultats. Être ministre de l'Économie, ce n'est pas siéger au club des grands argentiers. Aider les entreprises, c'est aider les salariés. » Il est déjà en campagne présidentielle, trois ans avant l'échéance officielle.

Pour ne pas laisser à Jacques Chirac le monopole du cœur des sinistrés, le ministre d'État se rend à Boumerdès un an après le séisme. Au sortir d'un des 20 000 pavillons préfabriqués, dressés pour héberger les victimes du tremblement de terre de l'an dernier, lorsqu'un habitant le prie de transmettre ses amitiés au président Chirac, le ministre, hilare, glisse à ses proches : « En voilà un qui suit l'actualité[11] ! »

Nicolas Sarkozy, l'inquiétude

Nicolas Sarkozy est élu à la présidence de la République le 6 mai 2007, comme l'avaient anticipé les sondages et les Algériens. Ils le jugeront sur ses actes. Pour le moment, ses paroles sont peu rassurantes, en particulier celles prononcées lors d'un meeting, le 7 février 2007 à Toulon : « Dans cette ville méditerranéenne, dont Vauban voulait faire le plus grand port d'Europe, je suis venu dire aux Français que leur avenir se joue ici, en Méditerranée. Ici où tout a commencé, au bord de cette mer qui ne mène pas à des terres inconnues, mais aux rivages familiers vers lesquels, depuis des millénaires, nous tournons nos regards et nos pensées, à chaque fois que nous rêvons d'une certaine idée de l'homme et de la civilisation. » Il dessine les pourtours du grand projet pour son prochain quinquennat : l'Union pour la Méditerranée (UPM).

Dans ce même discours, il rejette toute idée de repentance[12] pour le passé colonial de la France. Si son pays doit des excuses et des réparations, c'est aux harkis et à leurs enfants si mal accueillis en métropole. Ce message est bien reçu à Alger, qui lui accorde le bénéfice du doute. En effet, dans cette même allocution prononcée à Toulon, le candidat de la droite a aussi affirmé que les moines de Tibhirine avaient été tués par le GIA. C'est du donnant-donnant.

Le nouveau président a de grandes tâches à accomplir et une mission qui marquera l'Histoire : construire un grand espace euro-méditerranéen avec Paris comme épicentre. En homme pressé, il fait organiser trois visites éclair dans les capitales du Maghreb. L'Élysée annonce que la première étape de cette tournée est Alger. Rabat refuse alors une visite de quelques heures seulement, qui la classe de surcroît en troisième position derrière Alger et Tunis. Le compromis est judicieusement trouvé : Rabat aura au mois d'octobre une visite d'État et Alger est maintenue comme première escale.

L'Algérie affiche 90 milliards de dollars sur son compteur de réserves de change ; elle retrouve sa place dans le concert des nations. La France possède de nombreuses choses à vendre à l'Algérie au prix fort, comme le Rafale et autres bijoux de la technologie nationale. Le temps des embargos sur les ventes d'armes est révolu. Avec autant de richesses et 1 200 kilomètres de côtes méditerranéennes, l'Algérie est tout simplement incontournable.

En une visite officielle au pas de charge, le 10 mars 2006, le président russe Vladimir Poutine signe à Alger, pour plus de 6 milliards de dollars, la vente de plusieurs dizaines d'avions de chasse et de combat, de batteries de défense antiaérienne dernier cri, de centaines de chars et deux sous-marins. La livraison s'étale sur quatre ans. Du même coup, il efface la dette militaire de l'Algérie envers Moscou, qui s'élève à 4 milliards de dollars. D'autres contrats se profilent pour relancer la coopération militaire algéro-russe, sans parler de l'important accord énergétique entre les compagnies pétrolières des deux pays. Même à l'époque soviétique, de tels chiffres n'ont jamais été atteints. Abdelaziz Bouteflika, qui est aussi ministre de la Défense, offre ainsi à son pays de devenir une puissance régionale.

Durant l'année 2006, l'Algérie ne cesse de diversifier ses partenaires économiques et militaires. Le chef de la diplomatie algérienne, Mohammed Bedjaoui, en déplacement à Washington, le rappelle : « Face aux États-Unis, la France n'a pas le même poids en Algérie. »

Nicolas Sarkozy arrive le 10 juillet 2007 à Alger. Abdelaziz Bouteflika écoute poliment son invité parler de la future UPM. Il n'est plus question de signer, dans un avenir proche, le traité d'amitié[13] mis en sommeil, selon la terminologie officielle. Cependant, le président français veut mettre sur pied un projet structurant entre la compagnie pétrolière Sonatrach et Total, afin de sécuriser l'approvisionnement énergétique de son pays. Désormais, il ne voit l'Algérie qu'à travers un prisme économique et *via* la perspective de l'UPM, qui fera de l'Algérie un pays parmi d'autres, convaincu qu'elle n'aura d'autre choix que d'y adhérer.

Dans un premier temps, les autorités algériennes jouent le jeu. Au début du mois d'octobre, elles annoncent l'achat de tramways Citadis d'Alstom pour Alger, en prévision de la prochaine visite officielle de décembre. Les Algériens obtiennent enfin les plans des mines déposées par l'armée française entre 1956 et 1959. Tout au long des lignes Challe avec la frontière tunisienne (460 km) et Maurice, côté ouest (700 km), la France a dissimulé plus de 11 millions de mines antipersonnel[14]. Depuis l'indépendance, l'Algérie n'a cessé de réclamer ces indications, dont l'ignorance a été la cause de milliers de victimes.

La première visite d'État de Nicolas Sarkozy au Maghreb est réservée au Maroc, pour une durée de trois jours, en vue de rattraper le « faux pas » de juillet dernier. De Tanger[15], face au détroit de Gibraltar, le président français formalise son projet ambitieux pour la Méditerranée. Il développe les quatre thèmes fédérateurs : l'environnement (la mer la plus propre du monde), le dialogue des cultures, la croissance économique et la sécurité – sujets consensuels sur le modèle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). L'orateur ajoute : « L'Europe fut d'abord un acte de foi, un rêve qui passait pour fou, avant de devenir une réalité. » Nicolas Sarkozy invite tous les dirigeants des pays riverains de la Méditerranée à participer, « sur un pied d'égalité », à une conférence au sommet à Paris, « afin d'assurer la paix et la sécurité dans l'espace euro-méditerranéen dont les peuples sont liés par leur communauté de destin ».

Dans son palais de Marrakech, lors du dîner officiel, le roi répond : « Vous avez pris l'initiative d'un projet visionnaire et audacieux, celui de l'Union de la Méditerranée. Nous sommes déterminés à explorer avec vous toutes les opportunités visant à promouvoir une approche inédite. L'initiative posera sans doute les jalons d'un pacte nouveau entre l'Europe et l'Afrique, dont la Méditerranée sera le pivot. » Il ajoute que l'ambition du Maroc d'obtenir prochainement un statut

avancé dans ses relations avec l'Union européenne est légitime. Son pays est à quatorze kilomètres seulement de l'Europe. L'UPM, oui, mais le Maroc d'abord.

Quarante-trois pays feront partie de l'UPM : ceux de l'Union européenne et les quinze pays du pourtour méditerranéen, y compris Israël. Très vite, l'Union est perçue comme un alibi contre l'entrée de la Turquie dans l'UE et un « congélateur » pour le conflit israélo-arabe. Ainsi, l'axe fort Paris-Alger qu'ambitionnait le traité d'amitié est dissous dans un ensemble confus. Cerise sur le gâteau, le président soutient le projet du roi : l'autonomie des Sahraouis[16] sans indépendance. Pour les Algériens, Nicolas Sarkozy devient très inquiétant.

Nicolas Sarkozy, la déception

À l'entrée du Tombeau de la chrétienne, célèbres ruines de Tipaza à l'ouest d'Alger, un orchestre folklorique, des drapeaux français et algériens et même quelques portraits de Nicolas Sarkozy accueillent l'arrivée du cortège présidentiel. Invité par le président, le réalisateur Alexandre Arcady, natif d'Alger, lit un extrait de *Noces*, un recueil d'essais d'Albert Camus. La visite se poursuit sur les pistes accidentées du site antique. « J'aurais mieux fait de mettre des *Rangers* », s'exclame Rachida Dati, qui vient de tordre son talon aiguille entre deux pavés datant de l'époque romaine. Le président fait bonne mine en résumant sa visite : « C'est un lien entre les deux rives de la Méditerranée, Camus nous tient des deux côtés. » Puis, le soir, devant les journalistes, il explique sa visite au site romain : « Moi, je n'ai pas voulu aller à Tipaza parce que j'ai gagné un concours sur Radio Nostalgie, mais parce que j'ai lu *Noces*. »

Préalablement empoisonnée par les déclarations du ministre des Anciens Moudjahidin sur le lobby juif et Nicolas Sarkozy[17], cette visite est la plus périlleuse, alourdie par la mémoire. Le président choisit de répondre au ministre dès son premier discours en mettant sur le même plan l'islamophobie et l'antisémitisme, qui ont tous deux le même visage, celui de la bêtise et celui de la haine. En outre, on ne parle même plus d'un traité d'amitié simplifié, encore moins de repentance ou d'excuses.

À Constantine, au dernier jour de sa visite, devant les étudiants de l'université Mentouri, sur les hauteurs de la ville, Nicolas Sarkozy exhorte les jeunes à regarder vers l'avenir, sans toutefois nier le passé, les invitant à tourner la page. Le président tente d'atténuer les rancœurs en condamnant le système colonial, injuste par nature, qui ne pouvait être vécu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation. Il poursuit son allocution avec des propos ponctués d'anaphores qui se veulent équilibrées : « Je n'oublie ni ceux qui sont tombés les armes à la main pour que le peuple algérien soit de nouveau libre, je n'oublie ni les victimes d'une répression aveugle, je n'oublie ni ceux qui ont été tués dans des attentats et qui n'avaient jamais fait de mal à personne, je n'oublie ni ceux qui ont tout abandonné. » Il explique le choix de la ville de Constantine, jadis appelée la « Jérusalem du Maghreb », en raison de sa communauté juive, qui était la plus importante d'Afrique du Nord, pendant les siècles où juifs et musulmans cohabitèrent en paix.

C'est donc une visite en demi-teinte, à l'image des contrats signés, pourtant médiatisés par les services de communication de l'Élysée – 5 milliards d'euros de contrats. La première signature entre Total et Sonatrach porte sur la réalisation d'une unité de vapocraqueur[18], prévue dans l'Ouest du pays pour la production de l'éthane. Elle représente plus de 2 milliards d'euros. En réalité, les

PDG respectifs n'ont fait que parapher les contrats devant les caméras, puisque l'affaire était conclue et signée bien avant l'élection de Nicolas Sarkozy.

En outre, 2 autres milliards concernent la prolongation du contrat de fourniture de gaz à la France. La reconduction des livraisons du gaz naturel liquéfié est quasiment automatique, c'est donc l'occasion de scénariser un accord ne pouvant qu'être conclu. Autre détail passé sous silence, c'est Gaz de France qui paie cette somme à la Sonatrach jusqu'en 2019. Il ne reste, en définitive, qu'à peine plus de 700 millions d'euros pour la construction de deux tramways citadins, l'un à Oran et l'autre à Constantine, en faveur d'Alstom. Les 7 000 emplois qui devaient être créés sont loin d'être effectifs.

Devant le cadre majestueux du Grand Palais de Paris, au bout d'un long tapis bleu, Nicolas Sarkozy salue un par un ses illustres invités. Plus de 40 présidents et chefs de gouvernement ont répondu à son invitation. Tout sourire, il les invite à entrer et prendre un siège autour de la grande table. L'attribution des places est un casse-tête diplomatique. Mais le pari est réussi, du moins devant les photographes. Le sommet de Paris pour la Méditerranée est ouvert.

La veille de la fête nationale française, pendant trois longues heures, les invités entendent des discours sur la paix au sein de l'espace méditerranéen. Tant pis si Mouammar Kadhafi boude ce moment historique, il était à Paris en décembre dernier. Le roi Mohammed VI[19], quant à lui, est représenté par son jeune frère. Après avoir entretenu le doute, le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, et le Premier ministre turc Recep Erdogan foulent le tapis bleu du Grand Palais.

Le tour de force du président français est de réunir autour de la même table Bachar el-Assad, le chef de l'État syrien, depuis longtemps ostracisé ; le Libanais Michel Sleiman ; le Palestinien Mahmoud Abbas et surtout le Premier ministre israélien Ehud Olmert. La nouvelle organisation n'a pas d'argent, mais elle a des idées et, surtout, deux co-présidents : Nicolas Sarkozy et Hosni Moubarak, le chef d'État égyptien.

Le locataire de l'Élysée invite tous les participants au défilé du 14-Juillet. Après la lecture du communiqué de clôture, une suite de bonnes intentions, Abdelaziz Bouteflika regagne Alger en début de soirée, non sans émettre quelques doutes quant à la participation financière de l'Union européenne. Le président algérien est en effet peu convaincu de la viabilité économique et politique de l'UPM ; il a effectué le voyage à Paris pour ne pas laisser sa chaise vide, certes, mais surtout afin que le secrétariat général de la toute nouvelle organisation ne revienne pas au Maroc. Là réside la véritable raison de la bouderie de Sa Majesté. Par ailleurs, pour Abdelaziz Bouteflika, il n'est pas question d'assister au défilé du 14-Juillet tant que le président français ne vient pas aux cérémonies du 1er-Novembre à Alger. Mémoire, mémoire, quand tu nous tiens…

Coup de froid entre Paris et Alger

Les aéroports sont pleins, ce long week-end d'août. Entre les départs et les arrivées de vacances, c'est la cohue générale. En début d'après-midi, celui de Marseille-Marignane accueille un intense flux de voyageurs arrivés d'Alger, fatigués et à bout de nerfs, malgré un vol qui ne dure qu'une petite heure. L'été, c'est aussi la grande saison des retards.

Un Algérien un peu moins tendu que les autres se présente devant l'agent de la police de l'air et

des frontières (PAF), son passeport diplomatique lui évitant les longues files d'attente. Il peut enfin commencer ses brefs congés avec des proches résidant dans les Bouches-du-Rhône. Cependant, le voyageur, signalé sur les ordinateurs de la PAF, est prié d'attendre. Deux policiers s'approchent finalement de lui. Il les suit. Mohamed Ziane Hasseni, haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, sait que, en l'absence d'un ordre de mission officiel, son passeport diplomatique ne lui procure aucune immunité.

Ce jeudi 14 août 2008, un long calvaire commence pour le diplomate. Le lendemain, il est présenté à un juge des libertés et de la détention à Paris. Le directeur du protocole algérien est immédiatement mis en examen pour « complicité d'assassinat ». Placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter l'Île-de-France, Ziane Hasseni ne saisit pas très bien la situation, mais reste convaincu que le malentendu sera réglé sous peu. Il est au courant que son nom figure sur un mandat d'arrêt international signé par un juge parisien le 7 décembre 2007. Mais il affirme qu'il s'agit là d'un simple cas d'homonymie. Il en avait d'ailleurs parlé plusieurs jours avant son départ pour Marseille avec l'ambassadeur de France, Bernard Bajolet[20], autour d'un café, ce dernier l'ayant probablement rassuré sur la résolution de cette confusion. Les deux diplomates se connaissent très bien. Sinon aurait-il pris le risque d'embarquer dans l'avion ?

À l'origine de cet imbroglio qui prend rapidement des aspects d'affaire d'État se trouvent les déclarations d'un officier de l'armée algérienne en pleine lutte anti terroriste. Mohamed Samraoui[21], autoproclamé colonel, est très médiatisé suite à la sortie de son livre. Il est un des chantres du « qui tue qui ? ». Depuis l'Allemagne, où il est réfugié, il accuse Mohamed Ziane Hasseni d'être le commanditaire de l'assassinat de l'avocat Ali Mécili[22] en 1987. Contre l'avis du parquet de Paris, le juge parisien Baudoin Thouvenot lance un mandat d'arrêt international contre l'accusé. La cour d'appel de Paris confirme, le mardi 14 octobre, l'inculpation du diplomate pour « complicité d'assassinat ».

Les officiels algériens dénoncent la justice « coloniale », où l'on juge au faciès ou sur une homonymie. À Alger, le contrôle judiciaire obligeant le diplomate à se présenter une fois par semaine au commissariat est qualifié de prise d'otage. Un autre transfuge de l'armée algérienne, l'ancien capitaine du DRS, Hichem Aboud[23], témoigne en faveur du diplomate inculpé devant le juge en charge du dossier. Par ailleurs, l'accusateur principal, Samraoui, attendu par la justice deux jours après, ne se présente pas. À Alger, on parle d'acharnement. Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères, déclare : « Nous ne comprenons pas pourquoi la justice française n'a pas pris la décision de non-lieu. » Le ton monte, les relations bilatérales s'effritent.

Le gouvernement français ne cesse de souligner l'indépendance de la justice. Un nouveau juge, Alain Philibeaux, est donc en charge du dossier après la mutation de son prédécesseur. Il décide la levée partielle du contrôle judiciaire. Mohamed Ziane Hasseni peut enfin quitter le territoire français, mais doit se présenter aux prochaines convocations de la justice. Dans son ordonnance, le juge modifie le statut de mise en examen pour « complicité d'assassinat » en « témoin assisté ». Mais, pour les Algériens, ce n'est pas suffisant et l'affaire a trop duré. L'unique témoin à charge, Mohamed Samraoui, se rétracte lors d'une nouvelle audition par visioconférence. Plus de deux ans après l'interpellation à l'aéroport de Marseille-Marignane, la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris rend, le mardi 31 août 2009, un non-lieu en faveur du diplomate algérien Mohamed Ziane Hasseni. Reste une profonde cicatrice diplomatique qui creuse le lourd contentieux mémoriel.

Un autre rebondissement judiciaire empoisonne encore plus les relations bilatérales : la plus

grosse « affaire » entre la France et l'Algérie. L'armée algérienne est accusée d'une grave bavure ayant entraîné la mort des sept moines de Tibhirine. Un général français à la retraite, François Buchwalter, témoigne sur procès-verbal devant le juge d'instruction antiterroriste, Marc Trévidic, le 25 juin 2009. Attaché militaire à l'ambassade de France à Alger de 1995 à 1998, il rapporte les propos tenus par un de ses amis algérien, général à la retraite devenu chef d'entreprise. Les deux généraux, venant de l'école de Saint-Cyr, se connaissent bien et s'apprécient.

Sur procès-verbal – le témoignage est indirect, mais sous serment –, le général français émérite raconte : « Pour que vous compreniez, j'ai eu des liens d'amitié avec divers officiers algériens qui avaient fait leur formation à Saint-Cyr et c'est ainsi que j'ai connu une personne dont je préfère taire le nom, car il est possible que son frère soit encore en Algérie… C'était un ami. Quelques jours après les obsèques des moines, il m'a fait part d'une confidence de son frère. Ce dernier commandait l'une des deux escadrilles d'hélicoptères affectées à la 1ère région militaire dont le siège était à Blida. Par ailleurs, il pilotait l'un des deux hélicoptères lors d'une mission dans l'Atlas blidéen, entre Blida et Médéa. C'était donc une zone vidée et les hélicoptères ont vu un bivouac. Étant donné que cette zone était vidée, ça ne pouvait être qu'un groupe armé. Ainsi, ils ont tiré sur le bivouac. Ils se sont ensuite posés, ce qui était assez courageux, car il aurait pu y avoir des survivants. Ils ont pris des risques. Une fois posés, ils ont découvert qu'ils avaient tiré notamment sur les moines. Les corps des moines étaient criblés de balles… »

Discret, le général français ne dévoile pas l'identité de son ami algérien, mais donne suffisamment de détails pour qu'il soit facilement identifiable. « L'ami de François Buchwalter était un ancien officier de l'armée française avant l'indépendance de l'Algérie. Il avait été intégré dans l'armée française en qualité d'instructeur puisqu'il n'avait pas directement participé, dans les rangs français, à la lutte contre l'indépendance[24]. » Les militaires auraient alors maquillé cette bavure.

Le général François Buchwalter affirme avoir consigné ces propos jugés crédibles dans un rapport à sa hiérarchie avec copie à l'ambassadeur, Michel Lévêque. Mgr Tessier est aussi mis dans la confidence. Selon l'archevêque d'Alger, ces supposées révélations pourraient n'être qu'une opération d'intoxication menée par des militants du FFS, dont on pense que le général à la retraite est proche. L'enquête est ouverte tardivement, en 2004, suite au dépôt de plainte par la famille de l'un des moines disparus et d'Armand Veilleux (ancien procureur général des cisterciens), puis est relancée sous les projecteurs et dans un climat particulièrement tendu entre Paris et Alger.

Maître Patrick Baudouin, avocat de la partie civile, demande la levée du secret-défense. Nicolas Sarkozy n'y voit aucune objection. Dans une conférence de presse, il confirme : « Je vous dis une chose : je veux la vérité. Les relations entre les grands pays s'établissent sur la vérité et non pas sur le mensonge… Ce sont des faits qui remontent à 1996. La justice est saisie, elle doit avoir tous les documents[25]. » Les officiels algériens parlent de provocation, d'autant plus que leur parole est systématiquement mise en doute.

Alger réplique par une gestion judicieuse de sa capacité d'inertie dans ses relations avec Paris. La marine algérienne s'intéresse à l'offre italienne de six frégates et dédaigne celle des Français – le tout pour un montant de plus de 2,5 milliards d'euros. Les arguments technico-commerciaux sont imparables.

La visite officielle en France d'Abdelaziz Bouteflika, annoncée au début de l'année 2009, n'est toujours pas programmée, un an après. Lors de l'Assemblée générale de l'ONU[26], le président algérien semble ne pas trouver le temps de croiser son homologue français, certains parlent même de refus. À la requête d'Éric Besson, ministre de l'Identité nationale et de l'Immigration, de se rendre à Alger afin de traiter des dossiers bilatéraux, on refuse de répondre. Malgré des demandes officielles, Brice Hortefeux devient le premier ministre de l'Intérieur français à ne pas fouler le sol algérien.

Dans l'exercice de ses droits démocratiques, un député FLN dépose devant l'Assemblée nationale un projet de loi, le 13 janvier 2010, pour criminaliser le colonialisme français de 1830 à 1962. Cette démarche est appuyée par plus d'une centaine de ses collègues. Abdelaziz Ziari, président de la même Assemblée, annonce le gel de la création d'une grande commission parlementaire algéro-française. La visite du ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, est sans cesse reportée, mais d'un « commun accord » selon la formule diplomatique. Excédé, le patron du Quai d'Orsay déclare au *Journal du Dimanche* : « Nos rapports avec l'Algérie ont été à ce point sentimentaux, violents et affectifs que tout est très difficile et douloureux. La génération de l'indépendance algérienne est encore au pouvoir. Après elle, ce sera peut-être plus simple. » Ces propos, publiés à quelques jours du 73ème anniversaire d'Abdelaziz Bouteflika, prennent un curieux air du fameux : « *Happy birthday, Mister president.* » Faut-il rappeler que Bernard Kouchner, tout au long de la décennie rouge, n'avait cessé de prôner le droit d'ingérence ? Une histoire restée secrète mérite d'être évoquée.

Un vendredi, en Algérie, l'ambassadeur de France Xavier Driencourt fait son footing dans le grand parc de la chancellerie, sur les hauteurs de la capitale. Son téléphone portable sonne, il espace ses foulées pour ralentir avant de répondre. Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères, lui demande un service. En ce jour de congé, tout porte à croire qu'il s'agit d'une affaire urgente et confidentielle. En effet : ce dernier demande l'aide de la France sur un dossier tragique pour de nombreuses familles. L'équipage algérien du navire marchand *MV Blida* est sur le point d'être libéré par les pirates somaliens après dix mois de captivité.

Le 1er janvier 2011, le vraquier *MV Blida*, propriété de la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN), est à 150 miles nautiques du port omanais de Salalah. Il se dirige vers le Kenya pour s'arrimer au port de Mombasa. Sur des embarcations rapides, quelques dizaines de pirates somaliens armés de mitraillettes arraisonnent le navire à plus de 300 kilomètres de leurs côtes. L'équipage, se croyant en sécurité, est très vite surpassé en nombre. En tout, 17 Algériens sont pris en otage, sur 24 membres de l'équipage. Grâce au dispositif électronique de sécurité, le navire est localisé quelques jours après en Somalie, près du port de Garacad. Dans ce genre d'affaire, le gouvernement somalien, bunkerisé à Mogadiscio sous la protection des forces ougandaises, n'est d'aucun secours.

L'État algérien, qui soutient, en vain, une proposition à l'ONU pour criminaliser le paiement de rançons, refuse de négocier avec les pirates, ce qui n'est pas le cas de l'affréteur grec ni des assurances. Pour l'équipage, le calvaire s'étend sur plusieurs mois, les tractations aussi. Ce n'est que vers la fin d'octobre que la libération des otages est acquise. Cependant, dans une zone infestée de milliers de pirates sans foi ni loi, l'exfiltration des otages n'est pas sans risque. À n'importe quel endroit, ils courent le risque d'être capturés par un autre groupe somalien.

Le ministre des Affaires étrangères algérien demande à l'ambassadeur Xavier Driencourt l'aide

de la marine française, qui déploie, depuis longtemps sur cette région, un dispositif capable de sécuriser la libération des marins algériens. L'aide de l'armée américaine est également sollicitée, l'US Navy disposant sur place de moyens aériens. Paris et Washington donnent immédiatement leur accord, en demandant que, au dénouement de ces opérations militaires coordonnées et complexes, l'Algérie rende état de leurs contributions respectives. Naturellement, les Algériens acceptent. Pour la France, être remerciée publiquement par la diplomatie algérienne, au moment où les crises se succèdent entre les deux pays, est un geste fort d'apaisement.

Le 3 novembre, les otages arrivent enfin en Algérie. C'est la délivrance pour de nombreuses familles, la question d'une éventuelle rançon payée par l'affréteur grec ou tout autre est secondaire. Le ministre algérien remercie l'aide internationale déployée, mais le nom de la France n'est à aucun moment mentionné. L'Algérie refuse de payer ce prix-là, même en mots convenus. Avec Nicolas Sarkozy, les relations franco-algériennes ne peuvent connaître de dénouement heureux.

D'autres événements, initialement franco-français, deviennent très vite un point de friction avec l'Algérie. Il ne semble pas nécessaire de revenir ici sur les détails de l'affaire de Mohamed Merah[27], terroriste auteur d'un septuple assassinat. En pleine campagne électorale, les crimes odieux du djihadiste deviennent le principal sujet des médias. Mohamed Merah est « neutralisé » par le RAID. Se pose alors la question du lieu de son enterrement. Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, annonce que la dépouille sera inhumée en Algérie. Le premier policier de France ne veut pas, sur son territoire, d'une tombe qui pourrait devenir un lieu de « pèlerinage ». Une option qui convient aux proches du terroriste, de peur que la tombe de leur fils ne soit saccagée. Alger est consternée, un officiel s'offusque : « Quand c'est Zidane, il est français, et quand c'est un terroriste, il est algérien. Eh bien, qu'ils se le gardent. Nous, on n'en veut pas en Algérie. »

Le maire de Souagui, un village de la wilaya de Médéa où vit le père Merah, « recadre » indirectement le ministre français, en déclarant qu'il refuse de délivrer le permis d'inhumer pour cause de risque de troubles à l'ordre public. Les autorités françaises insistent, Mohamed Merah étant inscrit au consulat d'Algérie à Toulouse. Les responsables consulaires déclarent qu'il n'est pas aisé de faire les documents nécessaires au rapatriement du corps. En effet, la mort n'étant pas liée à une cause naturelle, il faut attendre la fin de l'enquête. En plaçant la controverse à un niveau administratif, les Algériens réitèrent leur refus. Le président français Nicolas Sarkozy met un terme à la question du lieu d'inhumation de Mohamed Merah : « Il était français, il sera enterré en France. »

François Hollande, l'Africain

Admiratif, entouré de photos immortalisant des rencontres historiques, Nelson Mandela, Che Guevara, Gamal Abdel Nasser et d'autres, il écoute des récits oubliés. Le football est aussi évoqué : le maître des lieux était avant-centre à l'Olympique de Marseille. François Hollande ne voit pas le temps passer tellement Ahmed Ben Bella, qui fut le premier président algérien, est passionnant quand, du haut de ses 93 ans, il égrène ses souvenirs. Il a mené tant de batailles. Le candidat à la primaire socialiste est invité en Algérie par le FLN.

Les relations entre les deux partis se sont nettement améliorées depuis que le PS soutient

l'adhésion du parti à l'Internationale socialiste en 2006. À cette occasion, le premier secrétaire du PS s'entretient longuement avec le président algérien. François Hollande redore son blason et tacle la droite en froid avec Alger. Il déclare que le système colonial n'est positif en rien. Pendant ce temps, Nicolas Sarkozy s'attaque aux banlieues au Karcher.

En quittant Ben Bella le 8 décembre 2010, le candidat à la primaire mise sur le vote des Franco-Algériens à la prochaine présidentielle. Une phrase prononcée par François Hollande, lors de ce séjour à Alger, marque les esprits : « Je pense que le temps d'un président normal est venu. » Les Français vont voter soit pour un président « normal », soit pour l'« hyper-président » Sarkozy.

À la veille du scrutin de mai 2012, le secrétaire général du FLN annonce son soutien au candidat socialiste : « Il faut que la France reconnaisse les crimes de la colonisation. Une fois cet obstacle levé, il n'y a pas de raison pour que ces relations ne connaissent pas une embellie, et je crois que le candidat François Hollande va dans ce sens. » François Hollande s'est déjà forgé un passé algérien. Il effectue son stage de première année à l'ENA en 1978, à l'ambassade de France d'Algérie, pour une durée de huit mois. Ses proches expliquent au moment de la reprise des relations entre le PS et le FLN qu'il avait choisi Alger à cause de son père : « François s'est toujours demandé pourquoi son père était pour l'Algérie Française. Il voulait se faire une idée lui-même, sur place[28]. » Assez vite, le profil de François l'« Algérien » est remplacé par celui de l'« Africain ».

Une fois élu, il décide de réserver sa première visite d'État au Maghreb à l'Algérie, qui célèbre son demi-siècle d'indépendance. Une « normalisation » des relations est nécessaire. En outre, François Hollande a besoin de l'appui d'Abdelaziz Bouteflika pour endiguer de toute urgence l'avancée des islamistes vers Bamako et stabiliser par la suite toute la région du Sahel. Cependant, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault s'envole en éclaireur à Rabat, accompagné de huit ministres et porteur d'un unique message : « François Hollande n'a pas de tropisme algérien. » Il rassure les Marocains sur la position inchangée de la France par rapport au Sahara occidental.

Comme Jacques Chirac, François Hollande s'adresse aux deux assemblées algériennes réunies le 20 décembre 2012. Il reconnaît les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien : « Les massacres de Sétif, de Guelma et de Kherrata demeurent ancrés dans la mémoire et dans la conscience des Algériens. » Il cite les massacres du 8 mai 1945, mais ne formule ni excuses ni repentance. Toutefois, il fait plus que le service minimum. François Hollande regarde vers l'avenir comme son prédécesseur.

L'avenir qui l'inquiète le plus est celui du Mali. Bamako est à portée de sabre des islamistes. Depuis la chute de Mouammar Kadhafi, la Lybie devient un arsenal à ciel ouvert. Les Touaregs et autres populations sahéliennes prennent les armes. Plusieurs groupes menacent la fragile stabilité de l'État malien. Parmi les plus dangereux figurent les hommes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Ces derniers contrôlent le nord du pays. Toute la région devient une poudrière.

Nicolas Sarkozy, tenu pour responsable du chaos libyen, ne pouvait lancer une nouvelle opération militaire française dans le Sahel en pleine campagne électorale. François Hollande reprend le flambeau, mais la légalité internationale doit être respectée dans les formes, sans oublier les réticences d'Alger à l'égard de la présence des militaires français à ses frontières. Les Algériens privilégient une solution politique négociée avec les différents groupes.

À de nombreuses reprises, des émissaires de Paris se rendent à Alger avec des photos satellite dans leur porte-documents. Ils les montrent comme preuve afin d'exiger de l'armée algérienne qu'elle intervienne contre les islamistes en dehors des frontières du pays. Ils flattent les Algériens

en rappelant l'expérience de leur lutte anti terroriste, qui doit être étendue au Nord-Mali, en vain. La France, qui possédait toutes les photos des maquis du GIA dans les années 1990, n'a fourni aucun renseignement documenté. L'Algérie, encore sous embargo il n'y a pas si longtemps, est désormais sollicitée. Pourtant, les Algériens sont attaqués : deux attentats-kamikazes, l'un à Tamanrasset, l'autre à Ouargla, sont revendiqués par le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Depuis le 5 avril 2012,cette faction détient le consul d'Algérie et six de ses collaborateurs, enlevés à Gao, au Nord-Mali[29]. Alger cherche une solution négociée avec toutes les parties impliquées, y compris Ansar Eddine et le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), groupe de Touaregs séparatistes. Le ministre algérien chargé des affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, confirme ces tractations à demi-mot : « Nous avons des contacts avec toutes les parties et à la demande de toutes les parties. »

À Paris, le ton est belliqueux. Les plans militaires sont prêts. Il faut scénariser l'intervention armée dans le Sahel – fini le temps où la Légion sautait sur Kolwezi sans préliminaires. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, s'envole de Paris pour rencontrer Abdelaziz Bouteflika à la mi-juillet 2012. Le président algérien écoute le ministre esquisser les pourtours d'une intervention armée dans le Sahel. À l'Élysée, la décision est prise, dans la continuité de la politique régionale de Nicolas Sarkozy. Le chef du Quai d'Orsay fait le parallèle avec l'Afghanistan et il qualifie la région de « Sahilistan ». Par ailleurs, la destruction des mausolées de saints musulmans à Tombouctou mobilise les pays riverains. Des mains sont coupées, des femmes lapidées… L'application forcenée de la charia dans les zones « libérées », selon la terminologie islamiste, plonge les habitants-otages dans une ère médiévale. La France défend une résolution à l'ONU pour une intervention des forces africaines.

À l'ouverture de l'Assemblée générale, Cheick Modibo Diarra, Premier ministre du gouvernement malien de transition, demande à l'ONU une intervention militaire internationale au Nord-Mali. Seule une internationalisation de la crise légitime une intervention française. La veille du sommet de la Francophonie en Afrique, François Hollande déclare : « Discuter ? Mais avec qui ? Avec des terroristes qui sont installés dans le Nord du Mali ? Qui imposent une loi, la charia, qui coupent les mains et qui détruisent des monuments patrimoines de l'humanité ? »

Le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution pressant les pays ouest-africains à préciser leurs plans en vue d'une intervention militaire pour déloger les djihadistes. Les chefs d'État des quinze pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) répondent aussitôt présents. Au terme d'une rapide visite à Alger, Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, résume ses entretiens avec les responsables : « Très grandes convergences de vue sur le Sahel. » Le bruit des bottes françaises à leur frontière sud est déplaisant pour les Algériens. Mais ils ne peuvent rester en marge de la communauté internationale, d'autant plus qu'ils sont ciblés par une partie de ces terroristes. Alger donne alors son accord, tacite dans un premier temps.

L'aviation française entre en action aux premières heures du 11-Janvier 2013. Au sol, quelques centaines de militaires sont déjà déployés. Le président français annonce une guerre sans merci. L'opération Serval est lancée d'une manière quasi unilatérale. L'ONU n'a pas encore voté la résolution française 2085 qui autorise le déploiement de la force internationale de soutien au Mali.

À Paris, l'opposition salue l'intervention, mais dénonce aussi l'isolement de la France : la communauté internationale ne joue pas le jeu : « La France n'est pas isolée, même l'Algérie nous soutient, nos avions sont autorisés à survoler le territoire algérien », répond Laurent Fabius,

provoquant ainsi la colère à Alger, pour qui cet accord de coopération militaire doit rester secret. Chaque appareil doit soumettre un plan de vol clairement défini. Peu importe, il faut installer l'image du président comme un chef de guerre, lui qui souhaite rapatrier ses troupes d'Afghanistan.

L'Algérie, mise devant le fait accompli, ferme ses frontières avec le Mali. La presse d'Alger critique le néocolonialisme français sous une forme militarisée de la « Françafrique ». Peu à peu, les troupes au sol se renforcent, plus de 2 000 soldats sont déployés. « Serval » devient la première opération extérieure française, loin devant l'Afghanistan. L'appui de l'armée tchadienne est loin d'être négligeable. La doctrine militaire algérienne officielle ne change pas : nulle participation aux combats au-delà de ses frontières, qui restent, ici et là, poreuses.

État de siège à Tiguentourine

Quelques étoiles sont encore visibles dans un ciel à peine rougeâtre tandis que deux autobus roulent entre les dunes en direction de l'aéroport d'In Amenas, à une centaine de kilomètres de la frontière libyenne. Les passagers algériens et expatriés pensent déjà à leurs congés mérités. Après quatre semaines de travail, ils ont droit à un repos équivalent.

À quelques centaines de mètres de la base vie, des balles traçantes terrorisent les passagers. L'escorte de gendarmerie riposte, une pluie de munitions s'abat sur le bus. Un ressortissant britannique est tué et six autres blessés. Le chauffeur du premier autobus réussit un passage en force et parvient à gagner l'aéroport. Les passagers du second sont capturés. La file d'une dizaine de véhicules 4x4 transportant les terroristes, se divise en deux. Le premier escadron se dirige vers la base vie tandis que le second prend le chemin du site gazier, à quatre kilomètres de là. L'alerte est donnée. Le pompage du gaz du complexe est très vite mis à l'arrêt. Le gardien algérien, ayant refusé d'ouvrir les grilles aux assaillants, est tué. Un véhicule-bélier force l'entrée. Une trentaine de terroristes tiennent plus de 700 otages de treize nationalités différentes.

L'Algérie connaît son 11-Septembre, ce 16 janvier 2013. À l'image des Tours jumelles de New York, la base vie et le site industriel, qui assure 20 % de la production gazière et dont dépendent quatre millions et demi de foyers algériens, sont attaqués l'un après l'autre, par surprise. Il s'agit là d'une prise d'otages sans précédent.

À 1 300 kilomètres au nord, les plus hauts responsables algériens sont appelés par les principales capitales de la planète : Paris, Washington, Londres, Tokyo… Premiers ministres, diplomates et militaires s'enquièrent du sort de leurs ressortissants. Le site gazier, qui génère quatre milliards de dollars de revenu, est exploité conjointement par la Sonatrach, puissant groupe algérien d'hydrocarbures, le britannique British Petroleum et l'entreprise norvégienne Statoil. De nombreux sous-traitants étrangers sont présents sur place, à l'instar de Japan Gas Corporation. Chaque capitale étrangère met en place des cellules de crise. Certains pays proposent aux Algériens une assistance technico-militaire pour sauver les otages. Alger refuse au nom de la souveraineté nationale, comme pour l'affaire du détournement de l'Airbus.

Cependant, contrairement à Édouard Balladur, François Hollande n'est pas en position de force, ni aucun autre chef d'État ou de gouvernement, même Barack Obama est resté quasi silencieux. Tous savent que les militaires algériens ne vont rien céder aux preneurs d'otages. Ces derniers sont affiliés au groupe islamiste des Signataires par le sang, dissidents de l'AQMI. Leur chef est Mokhtar Belmokhtar[30]. Grâce aux rançons payées par les Européens et au trafic de cigarettes, il

détient un butin de guerre qui lui a permis d'acheter à Tripoli l'armement nécessaire pour ce type d'opération d'envergure. Dans une vidéo filmée de sa cachette quelque part dans le vaste Sahel, postée sur le Web, Mokhtar Belmokhtar réclame la libération d'une centaine de détenus islamistes, dont certains sont incarcérés aux États-Unis. Il réclame aussi à la France l'arrêt de la guerre menée en Azawad (nord du Mali).

Les terroristes font la chasse aux expatriés. Les Algériens peuvent quitter les lieux. Par solidarité, ils refusent, certains aident même quelques personnes à fuir[31], d'autres s'échappent de ce piège infernal, des étrangers se cachent là où ils peuvent. Le site gazier est miné, des otages portent des ceintures explosives. La menace de faire sauter la gigantesque usine est à prendre au sérieux. Les djihadistes lancent un communiqué : « Nous affirmons que les otages sont plus de 40 croisés, dont sept Américains et deux Britanniques. Parmi d'autres nationalités, l'Algérie a été choisie comme scène de cette opération pour apprendre au président algérien Abdelaziz Bouteflika que nous n'accepterons jamais l'humiliation de l'honneur du peuple algérien en ouvrant le ciel algérien à l'aviation française. Cette opération s'inscrit aussi dans une campagne mondiale de lutte contre les juifs et les croisés. »

Tout au long de la journée, l'armée achemine sur les lieux plus de 6 000 soldats et des troupes d'élite. La décision est prise, aucun terroriste ne peut quitter Tiguentourine. La première nuit tombe, le dispositif militaire se met en place. Au lever du jour, les hélicoptères sillonnent le ciel et lancent des roquettes pour couper la route entre la base vie et le complexe industriel. Les djihadistes réalisent que les militaires se préparent à un assaut. Ils font parler en direct un otage anglais sur la chaîne qatarie Al Jazeera : « Si vous écoutez, vous entendez en arrière-plan l'armée qui nous tire dessus en ce moment même. On est tous reliés par des charges explosives. » Les terroristes veulent faire exercer une pression internationale sur les autorités algériennes. Ils savent également que les militaires ne vont pas attaquer la centrale de traitement de gaz. Ils embarquent dans leurs véhicules avec des otages comme boucliers humains afin de rejoindre, quatre kilomètres plus loin, leurs camarades dans le complexe gazier. Les hélicoptères tirent sur le convoi. Les voitures sont stoppées les unes après les autres. Seuls 7 sur 34 otages sont rescapés.

La France ne condamne pas le premier assaut, François Hollande assure qu'il fait pleinement confiance aux autorités algériennes. Les forces armées se concentrent sur la base vie, les otages sont sauvés. Reste à préparer l'assaut final sur la centrale de gaz, où demeurent 7 otages étrangers. Le secret absolu doit être gardé : les liaisons radio sont brouillées et les forces en place ne communiquent que par mots codés. L'ultime attaque est lancée le troisième jour. Après de longs combats, l'armée libère le site. Parmi les otages, 38 sont morts, dont un Français, la plupart exécutés à bout portant par les terroristes, certains tués par la détonation de charges explosives mises autour de leur corps. Le président français mentionne un bilan terrible, d'autant que, sur les 32 djihadistes, seuls 3 sont arrêtés, mais pour l'armée c'est une réussite : la centrale industrielle est intacte.

La poudrière sahélienne

Très ému, François Hollande conclut son discours : « Je viens de vivre la journée la plus importante de ma vie politique. » Le président est reçu au Mali comme un libérateur, trois

semaines à peine après le déclenchement de l'opération Serval. Il rassure la foule en liesse qui agite le drapeau tricolore : « La France n'a pas vocation à rester ici, c'est ainsi que je conçois les relations entre la France et l'Afrique. C'est vous qui allez porter votre destin… La France restera avec vous le temps qu'il faudra. »

À Tombouctou et à Bamako, les Maliens crient : « Merci la France », le président leur répond : « Merci pour ce moment. » À Paris, la presse salue le chef de guerre. Le Nord-Mali aété l'occasion pour un président jugé terne, mou et indécis de donner l'image d'un dirigeant volontaire et capable de préserver le rang de son pays dans le monde. Cependant, les victoires rapidement proclamées tournent généralement au vinaigre.

Quelques mois plus tôt, un autre libérateur français dans une autre ville du continent africain est acclamé par une foule affranchie d'une longue dictature. À Benghazi, Nicolas Sarkozy, devant une mer de drapeaux français (et britanniques), savoure la fin victorieuse de sa guerre très personnelle contre Mouammar Kadhafi. Ce jeudi 15 septembre 2011, le président français prononce un bref discours, qualifié d'historique : « Jeunes de Benghazi, jeunes de Libye, jeunes Arabes, la France peut vous dire son amitié et son soutien. Vous avez voulu la paix, vous avez voulu la liberté, vous voulez le progrès économique, la France, la Grande-Bretagne et l'Europe seront aux côtés du peuple libyen. »

Amassée dans une large zone, hautement sécurisée, à l'image de la *green zone* américaine dans Bagdad, la population de Cyrénaïque lui répond en écho : « *One, two three, viva* Sarkozy. » Slogan bien connu des supporters de foot. Nicolas Sarkozy vient de remporter son match contre le Guide libyen. Mais c'est compter sans les prolongations, qui s'installent dans une inquiétante durée et se propagent dans une région non moins alarmante.

Ce jour de gloire, le président français rassure ; s'il parle d'économie, il entend la prospérité du peuple libyen. Il dément tout accord secret sur le pétrole au moment où le *quotidien* Libération publie le 1er septembre une lettre attribuée au Conseil national de transition (CNT, l'instance dirigeante et provisoire de la Libye) promettant à la France 35 % du pétrole brut libyen en échange de son soutien à l'insurrection. Le CNT dément aussi. Le désenchantement arriverapidement : la Libye ne sera pas le nouvel « Eldorado » français, bien au contraire. Ce pays dévasté devient rapidement la matrice du djihad dans le Sahel. La France de Nicolas Sarkozy mise sur la rébellion des Touaregs. Les hommes en bleu, lourdement armés, pénètrent au Mali pour faire la guerre à l'AQMI et au Mujao.

À 150 kilomètres de la frontière algérienne, la commune malienne d'Aguel'hoc connaît un effroyable massacre. Avant l'aube du 24 janvier 2012, les rebelles touaregs lancent un assaut sur cette petite ville de la région du Kidal. À court de munitions, soldats et officiers se rendent. Plus d'une centaine d'entre eux sont exécutés. Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, minimise l'événement. La chute du Guide met un terme à la politique africaine de la Libye. Forte de ses pétrodollars, Tripoli entrave les intérêts économiques dans le pré carré français.

Sans l'intervention militaire de Nicolas Sarkozy contre la Jamahiriya, le retour en force de la France dans le Sahel aurait été impossible. Le grand Sahel apparaît dès lors comme l'étape suivante ; Alain Juppé suggère même la possibilité d'un Azawad souverain au Nord-Mali. La France soutient le MNLA, mais le mouvement n'est pas à la hauteur, dépassé par une nouvelle réalité sociologique sur le terrain, constituée au fil du temps et des nombreuses défaillances de Bamako.

L'histoire malienne est jalonnée de rébellions touarègues. En 1996 est signé le pacte national entre l'État central et les hommes en bleu. L'armée malienne se désengage significativement de l'Azawad et délègue par un régime d'exception la sécurité aux communautés autochtones. L'accord prévoit un volet économique, jamais mis en œuvre. Les soulèvements se poursuivent. Dix ans plus tard, les accords d'Alger sont conclus pour la restauration de la paix et fixent les modalités du développement du Nord-Mali.

Faute d'argent et surtout en raison d'une mauvaise gouvernance, l'État malien n'est ni un État-providence ni un État-gendarme. Les militaires, sous-payés, vivent essentiellement de petits trafics. Les grandes familles du Nord du pays sont le principal relais de Bamako. Avec l'arrivée des djihadistes de l'AQMI et à travers des alliances économiques et matrimoniales, on les retrouve au centre des négociations des paiements de rançons contre les libérations d'otages. Les narcoterroristes deviennent le principal employeur de la région et font travailler les deux tiers du pays.

Avec l'argent de ces trafics, toute la zone devient un nouvel eldorado pour les djihadistes d'un Paris-Dakar de type singulier. Un convoyage d'une durée de deux ou trois jours, avec une cargaison de drogue, de cigarettes ou d'autres produits de contrebande, rapporte jusqu'à 5 000 euros aux chefs touaregs. Toutes ces familles se sentent menacées par le projet séparatiste du MNLA. Même soutenu par la France, ce mouvement est très vite dépassé durant l'hiver 2012. Paris doit donc intervenir directement.

L'opération « Serval », officiellement humanitaire, est déclenchée pour instaurer la démocratie à terme. En réalité, la France s'insère habilement dans la course aux prodigieuses richesses naturelles du Sahara. On ne parle plus de la Françafrique, mais du G5 Sahel[32]. Constitué de cinq pays de l'ancien empire colonial français (la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad), il incarne le cadre institutionnel de la coopération pour le développement et la sécurité. Le 1er août 2014, Serval est remplacé par l'opération « Barkhane », en partenariat avec les États du G5.

Alger refuse de se joindre au G5 et voit d'un mauvais œil ce nouvel organisme regroupant des pays souverains, car il est « *made in* France ». L'armée française est encore au Sahel, dont le sous-sol regorge d'or, d'uranium et autres minerais précieux, mais dans un cadre multilatéral, donc légal. En attendant l'exploitation de ces immenses richesses, les flux migratoires s'intensifient à travers le territoire algérien. En mai 2018, une manifestation « spontanée » est organisée devant l'ambassade d'Algérie à Bamako pour dénoncer le sort des migrants maliens chez leur voisin du Nord.

À Alger, on n'exclut pas la participation de la France à l'arrangement de ces attroupements hostiles, le Mali étant très peu contrariant vis-à-vis de Paris. Bien évidemment, le traitement réservé à ces milliers d'hommes et de femmes fuyant le Mali est loin d'être irréprochable. Les autorités algériennes perçoivent dans ces protestations humanitaires un moyen de pression pour créer un ou plusieurs centres d'hébergement des migrants subsahariens. L'Europe veut fixer le flux migratoire en Afrique du Nord. La Libye au bord du chaos, la Tunisie empêtrée dans des problèmes économiques, le Maroc pays allié, il ne reste que l'Algérie vers qui laisser se concentrer les mouvements migratoires.

Le premier déplacement en Afrique d'Emmanuel Macron, président de la République française depuis mai 2017, est réservé au Mali, membre du G5. Il déclare : « J'aurai une exigence renforcée à l'égard des États du Sahel et de l'Algérie. » Menace ou maladresse diplomatique ? Ces propos sont ressentis à Alger comme une mise en doute de sa volonté de lutter contre le terrorisme aux côtés de la France. Entre les lignes, Emmanuel Macron suggère que l'Algérie protège Iyad Ag Ghali, chef de touareg malien, fondateur du Mouvement populaire de l'Azawad (MPA). À ce titre – il a eu de nombreux contacts avec des officiels algériens. Auteur présumé d'attentats et d'enlèvements d'étrangers, Iyad Ag Ghali est devenu l'ennemi public des forces françaises – il est resté insaisissable.

Paris abandonne-t-il à jamais le projet, vieux de soixante ans, de créer un État totalement autonome pour les Touaregs ? La présence militaire française dans la région s'installe dans la durée. Pour le moment, Emmanuel Macron n'a pas lancé : « Vive l'Azawad libre », pour un éventuel État-tampon entre l'Algérie et l'Afrique subsaharienne.

Un prochain président français, peut-être, un jour ?

1. Charles Tailliart, *L'Algérie dans la littérature française*, Slatkine, 1999, page 213.

2. Il réclame dès 1927 l'indépendance de l'Algérie. Il est le fondateur du Parti du peuple algérien (PPA) et du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Messali Hadj est aussi le fondateur du Mouvement national algérien (MNA), qu'il engage dans une guerre fratricide contre le Front de libération nationale (FLN) pour la direction de la révolution algérienne.

3. Si Kaddour Benghabrit est né en Algérie, à Sidi Bel Abbès, en 1868. Il poursuit ses études à l'université Al-Quaraouiyine de Fès. En 1892, il devient interprète-auxiliaire à la légation de France à Tanger et devient un cadre du ministère des Affaires étrangères français. Il est aussi directeur de protocole du sultan.

4. Cette société est déclarée à la préfecture d'Alger comme association loi de 1901, ayant pour objet la construction à Paris d'un institut et d'une mosquée. En droit musulman, les « habous » sont un dispositif de législation relative au foncier (les biens de mainmorte).

5. Les conditions ont changé depuis et la GMP n'a plus ce monopole.

6. Dit Cheikh Abbas, né en 1912 à Mila, en Algérie, après des études à l'université islamique de la Zitouna à Tunis et à celle d'Al-Quarouiyime à Fès, il devient un membre éminent de l'Association des oulémas algériens. Il est nommé ambassadeur en Arabie saoudite à l'indépendance.

7. Voir le chapitre I.

8. Il lancera le lendemain : « Le moment est historique. »

9. 19 janvier 2003.

10. Le bilan définitif est de 2 300 morts, 10 200 blessés et 180 000 sans-abri. La population touchée est estimée à plus de 3 millions.

11. *Le Monde*, 7 juin 2004.

12. Nicolas Sarkozy étaye : « Je veux le dire à tous les adeptes de la repentance qui refont l'histoire et qui jugent les hommes d'hier sans se soucier des conditions dans lesquelles ils vivaient ni de ce qu'ils éprouvaient. Je veux leur dire : de quel droit les jugez-vous ? »

13. Encore candidat, Nicolas Sarkozy déclare le 16 avril au Comité de liaison des associations de rapatriés : « Je ne suis pas favorable à un traité d'amitié avec l'Algérie. » Dans d'autres meetings, il dénonce cette mode de la repentance, qu'il assimile à la détestation de la France.

14. L'armée algérienne avait désamorcé 8 millions de ces mines entre 1963 et 1988.

15. La ville est candidate à l'Exposition universelle de 2012.

16. Selon Wikileaks, le président algérien dénonce le plan d'autonomie voulu par Rabat à la place du référendum d'autodétermination devant un officiel américain : « Ce plan n'offre qu'un semblant d'autonomie. Les provinces algériennes en ont davantage vis-à-vis d'Alger. »

17. Voir le chapitre IX.

18. La renégociation de ce contrat est gelée depuis. Elle est reprise à la fin du quinquennat de François Hollande.

19. L'explication des diplomates français quant à la défection de Mohammed VI est peu convaincante : « Le roi est très timide. Il évite ce genre de grande réunion. »

20. Excellent arabisant, il était premier secrétaire à l'ambassade de France en Algérie de 1975 à 1978. Il quitte son poste d'ambassadeur le 23 juillet 2008 pour occuper celui de coordonnateur national du renseignement à l'Élysée. François Hollande le nomme directeur de la DGSE en 2013.

21. Voir chapitre IX.

22. Un non-lieu définitif est prononcé dans cette affaire par la justice française en 2015.

23. Il est l'auteur du livre *La Mafia des généraux*, J-C Lattès, 2002.

24. René Guitton, *op. cit.*, page 242.

25. Le président français s'est ensuite efforcé d'atténuer la portée de ses propos en déclarant s'en tenir au communiqué numéro 44 du GIA, en 1996, revendiquant l'assassinat des moines.

26. Septembre 2010.

27. Lire à ce sujet le livre de Delphine Byrka, *Affaire Merah, la contre-enquête. Itinéraire secret d'un djihadiste français*, Filipacchi, 2012.

28. *Le Nouvel Observateur*, 18 décembre 2012.

29. Un diplomate décède, les autres seront libérés plus tard.

30. Il est né le 1er juin 1972 à Ghardaïa, dans le Sud algérien. Ancien « Afghan », il rejoint le GIA dès les débuts. Il refuse la trêve, crée le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). En 2007, il fait allégeance à Ben Laden et le GSPC devient l'AQMI.

31. Lire à ce sujet le livre de Muriel Ravey, *25 heures in Amenas. Histoire d'un piège*, Éditions de La Martinière, Paris, 2014.

32. Le 16 février 2014, une réunion dans la capitale mauritanienne crée le G5 Sahel. Les cinq pays s'engagent à coordonner leurs politiques de développement et de sécurité. Un budget de 8 milliards d'euros leur est promis par la communauté internationale avant la fin de l'année.

Conclusion

Dans le soleil hivernal, le long de la principale artère de la capitale, il prend un bain de foule sous haute protection. Il est heureux, tout sourire, jusqu'à ce que, soudain, il s'énerve : « Mais vous n'avez jamais connu la colonisation ! Qu'est-ce que vous venez m'embrouiller avec ça ? Votre génération doit regarder l'avenir, la jeunesse algéroise ne peut pas constamment regarder son passé ! »

Agacé par le principe de la repentance, Emmanuel Macron répond à un jeune Algérois qui perce le cordon de sécurité pour enjoindre au président d'assumer le passé colonial de la France. C'est une visite d'amitié et de travail qu'effectue le nouvel élu, en Algérie, quelques mois après son entrée à l'Élysée.

Ce 5 décembre 2017, l'événement est passé inaperçu pour les médias de l'Hexagone, tous focalisés sur la mort du « héros français » Johnny Hallyday. Pourtant Emmanuel Macron était attendu là-bas comme un ami, après qu'il a qualifié la colonisation de crime contre l'humanité. Il estime, maintenant président de la République, ne plus vouloir revenir sur ce passé houleux.

S'ensuivent des déclarations, une rencontre entre présidents et surtout, pour le bonheur des étudiants algérois, une faculté centrale totalement repeinte en blanc. En effet, Brigitte Macron, qui devait accompagner son époux en Algérie, avait émis le souhait de visiter l'université de la capitale, où une de ses grandes-tantes avait étudié. Très certainement pour des raisons d'agenda, la Première dame de France a tout simplement annulé sa visite.

Vis-à-vis de l'Algérie, le geste fort d'Emmanuel Macron sera accompli des mois plus tard et en France, plus précisément à Bagnolet, en Seine-Saint-Denis. Le jeudi 13 septembre 2018, le président rend visite à Josette Audin, âgée de 87 ans, veuve du mathématicien Maurice Audin.

Au nom de la République française, il lui remet en main propre une lettre où il écrit : « Ce système [d'arrestation-détention] a été le terreau malheureux d'actes parfois terribles, dont la torture, que l'affaire Audin a mis en lumière. En échouant à prévenir et à punir le recours à la torture, les gouvernements successifs ont mis en péril la survie des hommes et des femmes dont se saisissaient les forces de l'ordre. »

Depuis de nombreuses années, un Comité Maurice-Audin exige toute la vérité sur la disparition du mathématicien en 1957, en pleine bataille d'Alger. La version officielle de l'époque fait état de l'évasion de Maurice Audin. Josette Audin avait même écrit en 2007 à Nicolas Sarkozy, alors à l'Élysée, lequel n'avait donné aucune suite. François Hollande, de son côté, se contente d'apporter un démenti officiel, sans plus : Maurice Audin est mort en détention.

Le candidat d'En marche ! diffère. Pour cause : il est sensibilisé sur le cas « Audin » par le mathématicien Cédric Villani[1], proche des enfants de Maurice Audin. Emmanuel Macron, président, tient sa promesse.

Sa reconnaissance de la pratique de la torture durant la guerre d'Algérie est applaudie tant à Alger que par de nombreux Français. L'historien Benjamin Stora écrit pour sa part : « Dès aujourd'hui, Emmanuel Macron apparaît comme celui des présidents qui affronte la dernière grande page sombre de notre Histoire. La postérité saluera à coup sûr sa témérité[2]. » D'autres Français désapprouvent ce geste, à l'instar de Brice Hortefeux, ancien ministre de l'Intérieur (2009-2011), qui dénonce une « dangereuse repentance ».

Peu de jours après, le 21 septembre 2018, le président de la République remet la Légion d'honneur à une vingtaine de harkis à quelques jours de la Journée nationale en leur hommage[3]. Ils avaient menacé de porter plainte contre la France pour crime contre l'humanité et de plaider leur cause devant les tribunaux internationaux.

Bien que, officiellement, la question soit considérée par Alger comme un problème purement franco-français, les Algériens masquent mal leur irritation quand la France insiste sur le droit au retour des harkis dans leur pays natal. Dans la discrétion, certains s'y rendent – le plus jeune d'entre eux est aujourd'hui presque octogénaire –, mais l'Algérie ne veut pas subir de pressions françaises quant à ce sujet.

L'ambition de Macron de réconcilier les mémoires se heurte donc aussi bien à une partie de l'opinion française qu'aux susceptibilités algériennes. Les harkis demandent le pardon de la nation, quand Alger souhaite une repentance. Ils resteront irréconciliables, même avec le talent du plus jeune président de la Ve République.

L'entente entre la France et l'Algérie a donc tendance à se poursuivre dans le silence et le secret, un peu à l'abri des passions, qui sont pourtant la marque de fabrique des relations bilatérales.

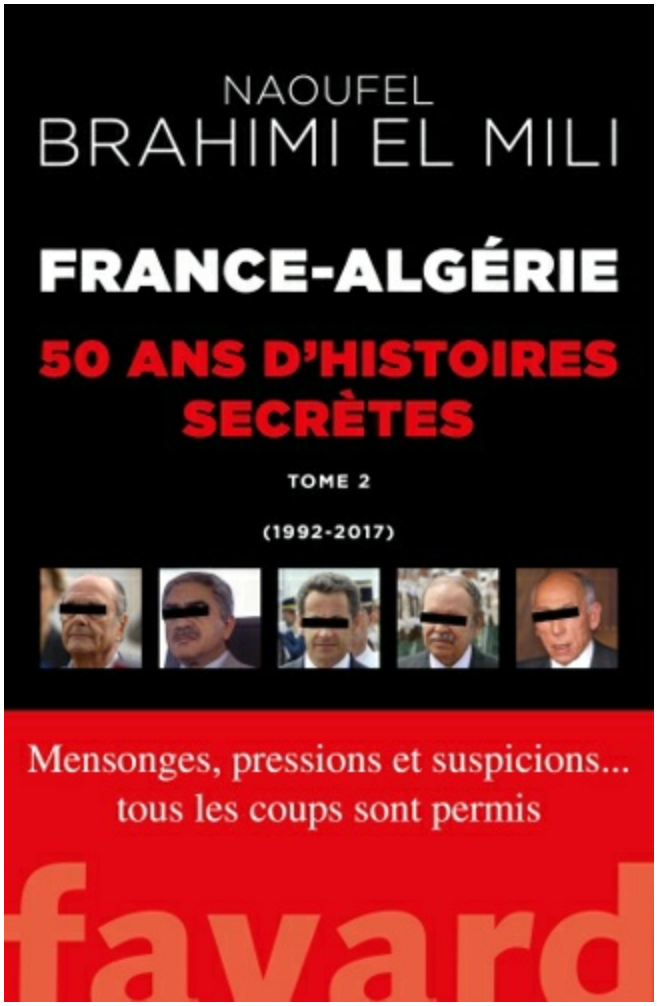
1. Aujourd'hui député (LREM), il est aussi le président du jury du prix Maurice-Audin, décerné chaque année à deux mathématiciens, l'un Français et l'autre Algérien.

2. Benjamin Stora, « Maurice Audin : pourquoi Macron fait événement », *L'Express*, 16 septembre 2018.

3. Instituée par le décret du 31 mars 2003, cette journée (25 septembre) donne lieu, chaque année, à une cérémonie officielle dans la cour d'honneur des Invalides et à travers toute la France.

Remerciements

À Jean-Charles Marchiani, aux responsables de la bibliothèque du Centre culturel algérien, ainsi qu'à Étienne du Louchebem et son équipe.


NAOUFEL
BRAHIMI EL MILI
FRANCE-ALGÉRIE
50 ANS D'HISTOIRES SECRÈTES
TOME 2
(1992-2017)
Mensonges, pressions et suspicions...
tous les coups sont permis
fayard